



ÉLABORATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE PLEYBEN-CHÂTEAULIN-PORZAY (CCPCP)

Rapport environnemental

Document arrêté le 28 septembre 2021
en conseil communautaire

Cécile FEREC – Géographe – Le Relecq-Kerhuon - 06 82 03 54 69
Akhos – Géomatique Cartographie – Rennes - 06.50.93.05.36
Sylvie Brisset – Sytilia Environnement – Rennes - 06.79.43.60.97

Sommaire

PARTIE 1 : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE	7
1.1. INTRODUCTION SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	8
1.2. PRÉSENTATION DU PCAET DE LA CCPCP	8
LE DIAGNOSTIC	8
STRATÉGIE ET OBJECTIFS DU PLAN CLIMAT	12
PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN CLIMAT	13
1.3. DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	15
1.4. ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR L'ENVIRONNEMENT	20
1.5. INDICATEURS ET MODALITÉS DE SUIVI	24
1.6. ARTICULATION DU PCAET AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	25
DOCUMENT AVEC LEQUEL LE PCAET DOIT ÊTRE COMPATIBLE : LES RÈGLES DU SRADDET	25
DOCUMENTS PRIS EN COMPTE PAR LE PCAET	25
DOCUMENT DEVANT PRENDRE EN COMPTE LE PCAET : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PLEYBEN-CHATEAULIN-PORZAY	26
DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PCAET A UN LIEN	26
1.7. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET MOTIFS POUR LESQUELS LE PCAET A ÉTÉ RETENU	27
PARTIE 2 : INTRODUCTION	28
2.1. LE CADRE RÉGLEMENTAIRE	29
2.1.1. QU'EST-CE QU'UN PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) ?	29
2.1.2. LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE (EES) DU PCAET	30
2.2. L'ÉLABORATION DU PCAET DE LA CCPCP	32
PARTIE 3 : PRÉSENTATION DU PCAET DE LA CCPCP	34
3.1. PRÉSENTATION DU TERRITOIRE	35
3.2. LE DIAGNOSTIC DU PCAET DE LA CCPCP	36
3.3. STRATÉGIE ET OBJECTIFS DU PLAN CLIMAT	36
OBJECTIFS ÉNERGIE :	37
OBJECTIFS AIR	38
OBJECTIFS ADAPTATION AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	40
3.4. PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN CLIMAT	41
PARTIE 4 : ARTICULATION DU PCAET AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	43
4.1. DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PCAET DOIT ÊTRE COMPATIBLE	45
4.1.1. SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES DE BRETAGNE	45

4.1.2.	PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE	51
4.2.	DOCUMENTS PRIS EN COMPTE LORS DE L'ELABORATION DU PCAET	51
4.2.1.	LES OBJECTIFS DU SRADDET	51
4.2.2.	SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS DE BREST	59
4.3.	DOCUMENT DEVANT ETRE COMPATIBLE AVEC LE PCAET : LE PLAN LOCAL D'URBANISME	64
4.4.	DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PCAET A UN LIEN	65
4.4.1.	PLAN REGIONAL SANTE-ENVIRONNEMENT	65
4.4.2.	PLAN DE GESTION DES RISQUES INONDATION	66
4.4.3.	SCHEMA REGIONAL DE GESTION SYLVICOLE	66
4.4.4.	SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU	67
4.4.5.	LES SCHEMAS DE GESTION DES EAUX (SAGE)	68
4.5.	AUTRE DEMARCHE MENEES PAR LA CCPCP : LE CONTRAT DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CTE)	69
PARTIE 5 : SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET MOTIFS POUR LESQUELS LE PCAET A ÉTÉ RETENU		71
5.1.	LA DEMARCHE D'EVALUATION MENEES PAR LA CCPCP	72
5.2.	JUSTIFICATION DES OBJECTIFS FIXES	73
5.3.	ANALYSE DES SOLUTIONS ALTERNATIVES	74
PARTIE 6 : DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES D'EVOLUTION		75
6.1.	L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE	77
6.1.1.	LE CLIMAT	77
6.1.2.	LA GEOLOGIE	81
6.1.3.	LE SOUS-SOL	82
6.1.4.	LE RELIEF ET LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE	83
6.2.	RESSOURCE EN EAU ET GESTION	85
6.2.1.	LA QUALITE DES EAUX	85
6.2.2.	L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	90
6.2.3.	LES EAUX USEES	92
6.2.4.	LES EAUX PLUVIALES	94
6.3.	MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE	96
6.3.1.	L'OCCUPATION DU SOL	96
6.3.2.	LES MILIEUX NATURELS ORDINAIRES	96
6.3.3.	LES MILIEUX NATURELS REMARQUABLES	105
6.3.4.	LES CONTINUITES ECOLOGIQUES : LA TRAME VERTE ET BLEUE	119
6.4.	PAYSAGE ET PATRIMOINE	126
6.4.1.	LES COMPOSANTES DU PAYSAGE	126
6.4.2.	LE PATRIMOINE	129
6.5.	POLLUTIONS ET NUISANCES	134
6.5.1.	LA POLLUTION DES SOLS	134
6.5.2.	LA QUALITE DE L'AIR	138
6.5.3.	LES DECHETS	140

6.5.4. LES NUISANCES	144
6.5.5. LA POLLUTION LUMINEUSE	149
6.6. RISQUES MAJEURS	151
6.6.1. LES RISQUES NATURELS	152
6.6.2. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES	160
6.7. CLIMAT ET ENERGIE	167
6.7.1. LA CONSOMMATION D'ENERGIE	167
6.7.2. LA PRODUCTION D'ENERGIE	170
6.7.3. LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES)	171
6.7.4. LA SEQUESTRATION DU CARBONE	172
6.7.5. LA VULNERABILITE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	173
6.8. SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	178
 PARTIE 7 : ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR L'ENVIRONNEMENT & MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION	 181
7.1. EVALUATION DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES ET MESURES ENVISAGEES	182
7.1.1. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LE SOL ET SOUS-SOL & MESURES ENVISAGEES	185
7.1.2. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR L'EAU & MESURES ENVISAGEES	185
7.1.3. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE & MESURES ENVISAGEES	186
7.1.4. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE & MESURES ENVISAGEES	188
7.1.5. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LES POLLUTIONS ET NUISANCES & MESURES ENVISAGEES	189
7.1.6. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LES RISQUES & MESURES ENVISAGEES	191
7.1.7. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR L'ATTENUATION ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'ENERGIE & MESURES ENVISAGEES	191
7.2. EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000 ET MESURES ENVISAGEES	193
7.2.1. CARACTERISTIQUES DES SITES NATURA 2000 PRESENTS SUR LA CCPCP	195
7.2.2. ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR LES SITES NATURA 2000 ET MESURES ENVISAGEES	202
ZONE D'INFLUENCE DU PROJET	202
IMPACTS SUR LES HABITATS	202
IMPACTS SUR LES ESPECES	203
7.2.3. CONCLUSION	204
7.3 : EFFETS CUMULES AVEC LES ACTIONS ENGAGEES DANS LES TERRITOIRES VOISINS	204
 PARTIE 8 : INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI	 206
 PARTIE 9 : PRESENTATION DES METHODES UTILISEES POUR L'EES	 210
9.1. METHODE POUR L'ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	211
9.2. METHODE POUR LA DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	211
9.3. METHODE POUR L'ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES SITES NATURA 2000 & MESURES	212
9.4. METHODE POUR LES INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI	212

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Le territoire et la population de la CCPCP	35
Figure 2 : Synthèse des axes stratégiques territoriaux	36
Figure 3 : Articulation du PCAET avec les autres plans et programmes	44
Figure 4 : Schéma de la hiérarchisation des documents et décisions	46
Figure 5 : Les enjeux du SRADDET.....	47
Figure 6 : les objectifs du SRADDET.....	52
Figure 7 : Les objectifs du Plan régional de prévention et de gestion des déchets	54
Figure 8 : Cartographie des principaux enjeux identifiés au diagnostic du PLUi –H	64
Figure 9 : Zones climatiques de Bretagne	77
Figure 10 : Représentation schématique de l'histoire géologique du massif armoricain	81
Figure 11 : Découpage du massif armoricain breton.....	81
Figure 12 : Principales formations géologiques de la Bretagne et failles associées (BRGM).....	82
Figure 13 : Carte topographique de la CCPCP.....	83
Figure 14 : Qualité chimique et écologique des cours d'eau.....	87
Figure 15 : Gestion des eaux.....	91
Figure 16 : Occupation des sols.....	97
Figure 17 : Grands types de végétation	98
Figure 18 : Milieux boisés.....	99
Figure 19 : Inventaire des zones humides de la CCPCP	100
Figure 20 : linéaires bocager.....	102
Figure 21 : Limite des sous-bassins versants de la baie de Douarnenez	103
Figure 22 : Typologie du bocage par sous-bassins versants de la baie de Douarnenez.....	104
Figure 23 : Typologie du bocage par sous-bassins versants de la baie de Douarnenez.....	105
Figure 24 : Atlas des sites classés du Finistère : localisation et numérotation par typologie	109
Figure 25 : Localisation du Parc Naturel Régional d'Armorique	110
Figure 26 : Protections réglementaires : Parc Naturel Régional, sites Natura 2000, sites classés et inscrits	113
Figure 27 : Localisation des ZNIEFF de type I et de type II et ZICO sur le territoire de la CCPCP	114
Figure 28 : Protection par la maîtrise foncière sur la CCPCP.....	115
Figure 29 : Synthèse des enjeux naturels : Nombre de types d'enjeux	117
Figure 30 : Synthèse des enjeux naturels : Types d'enjeux.....	118
Figure 31 : Grands ensembles de perméabilité du SCRE de Bretagne	121
Figure 32 : Les réservoirs de biodiversité et les continuités majeures de la CCPCP.....	124
Figure 33 : La dynamique forestière et bocagère de la CCPCP	124
Figure 34 : Principales caractéristiques de l'unité paysagère de la presqu'île de Crozon, au niveau de la CCPCP.....	126
Figure 35 : Principales caractéristiques de l'unité paysagère de la cuvette du Porzay.....	127
Figure 36 : Principales caractéristiques de l'unité paysagère du bassin de Châteaulin	128
Figure 37 : Principales caractéristiques de l'unité paysagère de la Montagne Noire au niveau de Gouézec et Lothey	129
Figure 38 : La structuration du grand paysage et les objectifs du SCoT du Pays de Châteaulin Porzay	129
Figure 39 : Répartition des sites et opérations archéologiques de la CCPCP	131
Figure 40 : Sites industriels et risques de pollution des sols.....	138
Figure 41 : Nuisances sonores.....	146
Figure 42 : risques naturels d'inondation et de retrait gonflement des argiles	156
Figure 43 : Risques de submersion marine.....	157
Figure 44 : Risques naturels, Evolution de trait de côte.....	158
Figure 45 : Carte de synthèse de l'exposition actuelle de la CCPCP aux aléas liés au climat	173

<i>Figure 46 : Impact du changement climatique sur les niveaux d'exposition aux aléas climatique de la CCPCP.....</i>	<i>175</i>
<i>Figure 47 : Carte de synthèse des enjeux liés à la vulnérabilité de la CCPCP au changement climatique</i>	<i>176</i>
<i>Figure 48 : Les différents sites Natura 2000 sur la CCPCP.....</i>	<i>194</i>

PARTIE 1 : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

1.1. INTRODUCTION SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable, dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire.

Le PCAET s'applique à l'échelle d'un territoire intercommunal, sur lequel tous les acteurs (entreprises, associations, citoyens...) sont mobilisés et impliqués. Il doit être révisé tous les 6 ans.

Le PCAET comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un plan d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation. Il doit également faire l'objet d'une évaluation environnementale. Celle-ci évalue les effets que peut avoir le PCAET sur l'environnement du territoire.

La démarche d'évaluation environnementale se fait tout au long de l'élaboration du PCAET. Elle est retranscrite dans le rapport environnemental. Un résumé non technique est intégré à ce rapport et en reprend les principaux points.

1.2. PRESENTATION DU PCAET DE LA CCPCP

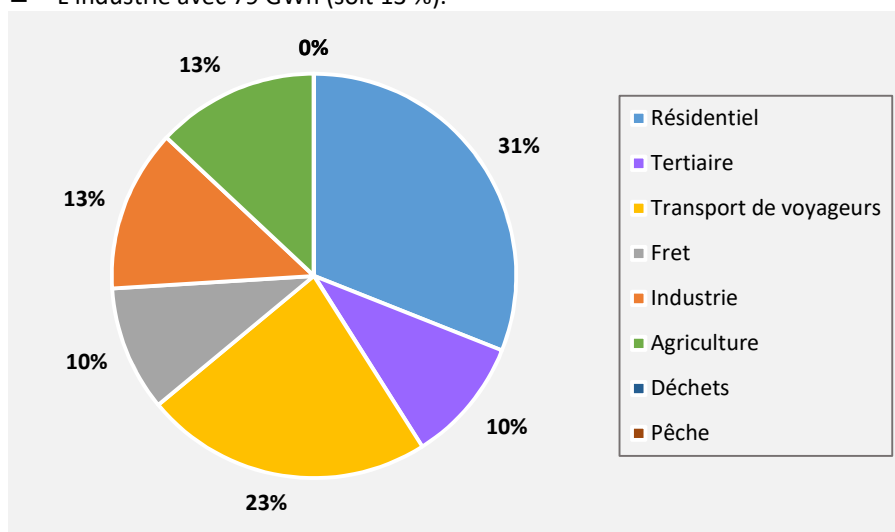
LE DIAGNOSTIC

LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

La consommation totale finale de l'intercommunalité s'élève à près de 617 GWh (giga Watt heure) en 2015, soit 26,8 MWh (Méga Watt heure) par habitant et par an (population en 2016 de 23 015 habitants d'après l'INSEE).

Les secteurs d'activité de la CCPCP les plus énergivores sont :

- Le résidentiel avec plus de 193 GWh (soit 31 %) ;
- Le transport de voyageurs avec près de 143 GWh (soit 23 %) ;
- L'industrie avec 79 GWh (soit 13 %).



Consommation finale d'énergie par secteur d'activité en 2015

Source : Ener'gence

Les énergies les plus consommées sont :

- Les produits pétroliers avec plus de 318 GWh (soit 52 %) ;
- L'électricité avec près de 147 GWh (soit 24 %) ;
- Le gaz de réseau avec 82 GWh (soit 13 %).

Ainsi le potentiel de réduction de la CCPCP est estimé à près de -20 % sur la période 2015-2030 pour atteindre 488 GWh d'énergie finale consommée en 2030.

LA PRODUCTION D'ÉNERGIE

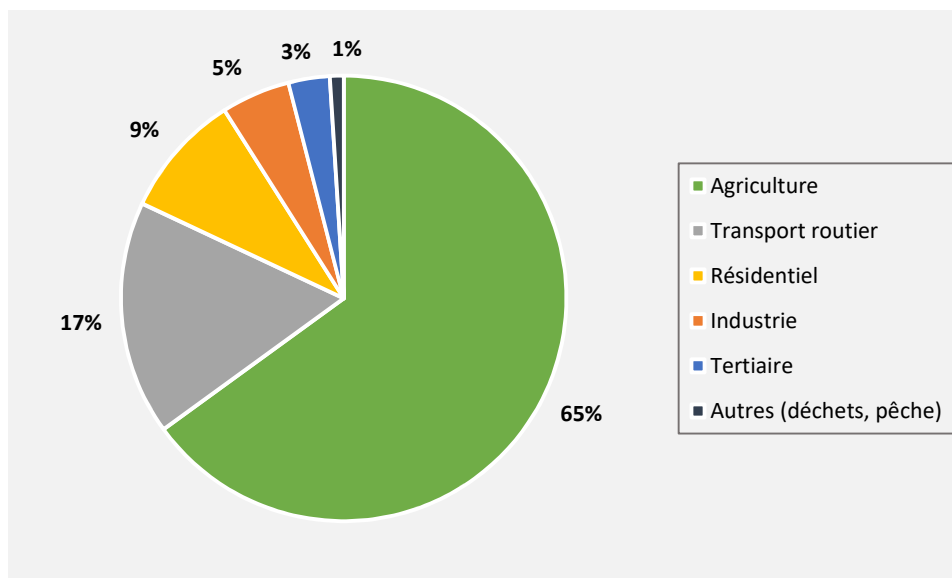
La production totale d'énergie de la CCPCP est entièrement renouvelable et était de 130 GWh en 2018, ce qui couvre 22% des besoins du territoire.

Les filières de production d'énergie renouvelables les plus importantes sont les suivantes :

- L'éolien avec plus de 80 GWh (soit 67 %) ;
- Les bûches et granulés avec près de 35 GWh (soit 29 %).

LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

L'intercommunalité émet plus de 314 400 teqCO₂ (tonnes équivalent CO₂) de GES en 2010, soit 14 teqCO₂ par habitant et par an ce qui est largement supérieur à la moyenne régionale (7,7 teqCO₂). La majorité de ces émissions (61 %) correspond à des émissions non énergétiques liées essentiellement à l'agriculture (engrais, méthane, effluents d'élevage, ...), les 39 % restants sont des émissions liées à une consommation d'énergie.



Emissions de GES par secteur d'activité en 2010

Source : Ener'gence

L'utilisation d'engrais de synthèse pour les cultures et les déjections issues des élevages en majorité porcins sont les principales sources d'émissions de GES de la filière agricole.

Le transport des voyageurs est le premier secteur d'émissions énergétiques de la CCPCP, concernant essentiellement les déplacements quotidiens de type domicile-travail.

Les émissions de GES du secteur résidentiel sont liées essentiellement au chauffage au fioul

LA SEQUESTRATION DU CARBONE

La séquestration du carbone correspond à la capacité des réservoirs naturels (forêts, haies, sols) à absorber le carbone présent dans l'air. La CCPCP séquestre 8 % de ses émissions de CO₂, ce qui correspond à plus de 24 000 teqCO₂ en 2010.

Les forêts et les prairies naturelles sont ainsi les principaux puits de carbone du territoire de l'intercommunalité, stockant respectivement 89 % et 8 % de la proportion de teqCO₂ stockée.

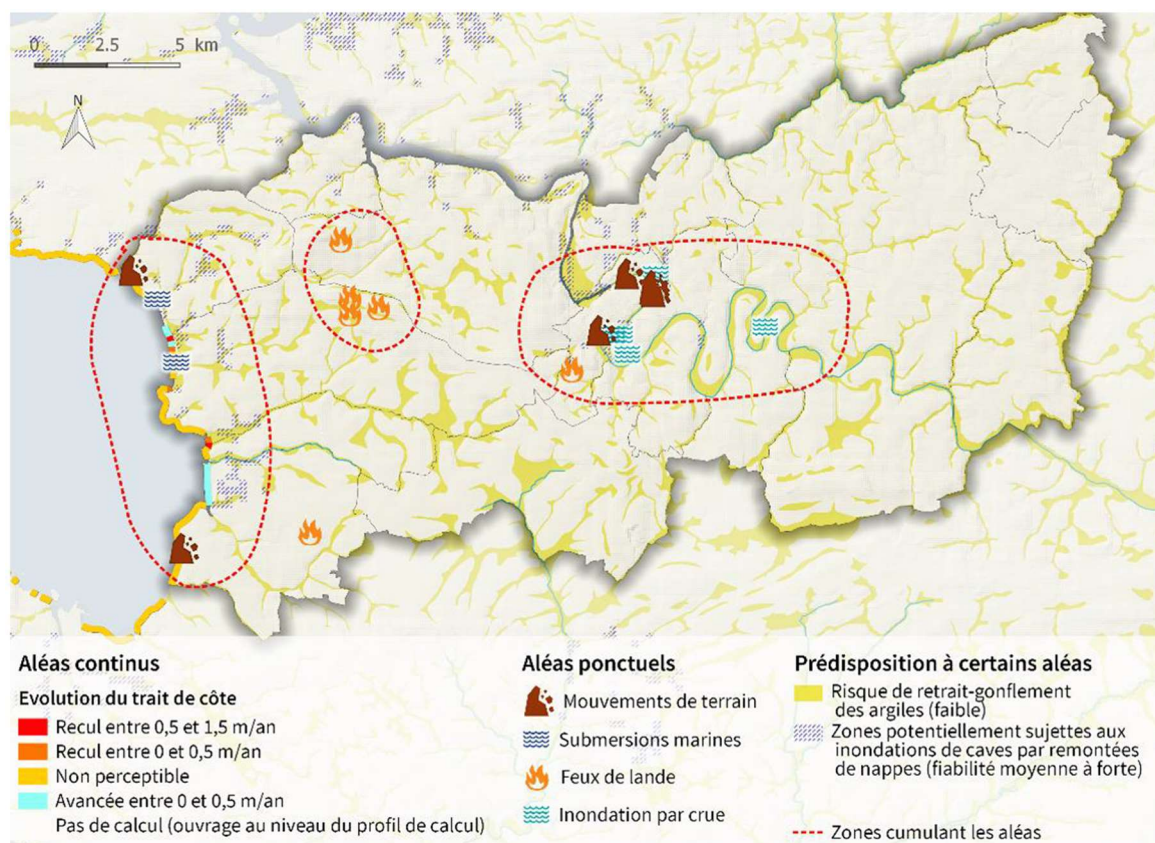
Le développement de la séquestration de carbone des sols passe par l'augmentation de la surface des sols non artificialisés, et plus précisément des sols ayant une capacité de séquestration plus importante (zones humides, forêts, prairies naturelles).

LA VULNERABILITE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'analyse de l'évolution du climat de la CCPCP ces cinquante dernières années met en évidence les tendances suivantes :

- **une augmentation de la moyenne annuelle de température** : entre 0,2 et 0,3°C par décennie à la station Brest-Guipavas sur la période 1959-2009, le printemps et l'été étant les saisons les plus touchées ;
- **une augmentation de l'occurrence des épisodes de chaleur** : en moyenne 90 jours par an contre 46 jours par an vers 1970 ;
- une légère tendance à l'augmentation des épisodes de fortes pluies : observée à l'échelle de la Bretagne (Belleguic et al., 2012).

Les zones littorales, les communes de Dinéault et Plomodiern ainsi que les communes bordant l'Aulne sont les plus exposées aux aléas climatiques :



Carte de synthèse de l'exposition actuelle de la CCPCP aux aléas liés au climat

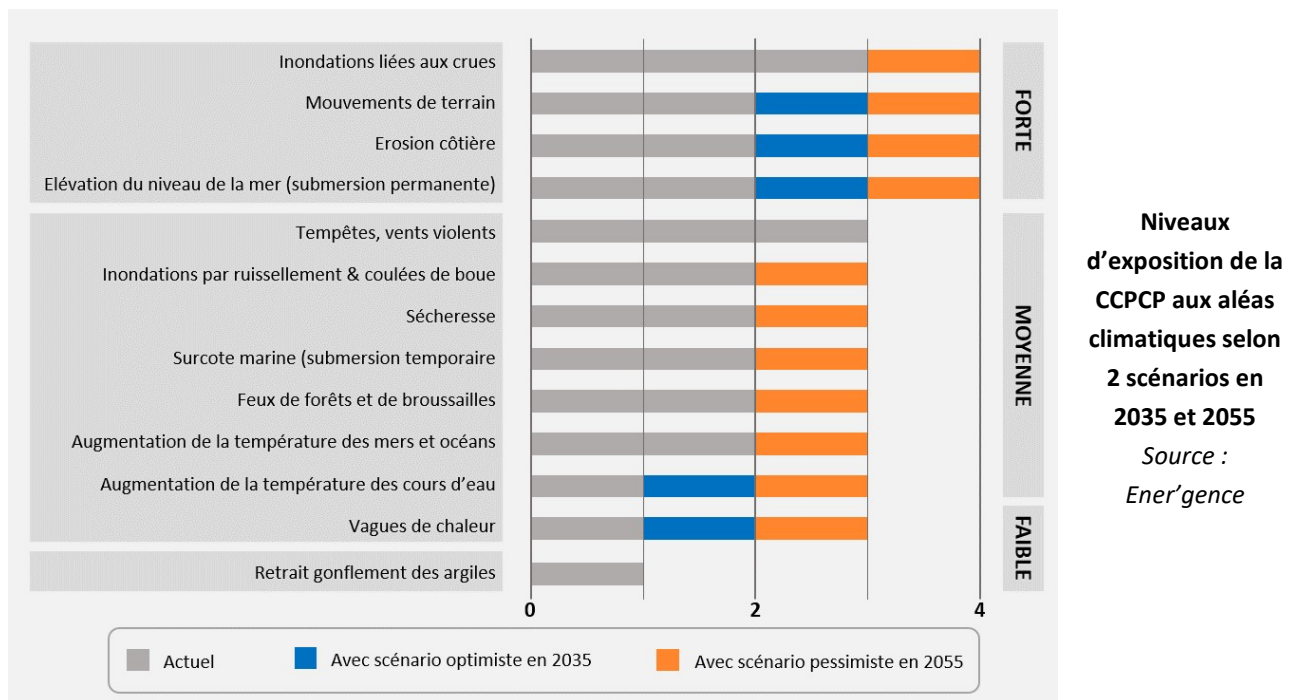
Source Ener'gence

Données : Aléas ponctuels (Atlas des aléas littoraux 2015 du BRGM) ; Recul du trait de côte (Cerema 2018) ; Remontées de nappe et argiles (Géorisques)

Le cinquième rapport du Groupement Intergouvernemental des Experts du Climat (GIEC) de 2014 modélise plusieurs scénarios d'évolution du climat, avec parmi eux les deux scénarios suivants :

- **Scénario RCP 4.5 « optimiste »** qui prévoit la mise en place de politiques de contrôle des émissions ;
- **Scénario RCP 8.5 « pessimiste »** sans mise en place de politiques climatiques, ou « business as usual ».

En intégrant ces scénarios du GIEC à l'exposition du territoire de la CCPCP aux aléas climatiques, Ener'gence a réalisé des projections se basant sur les phénomènes déjà constatés localement :



Impact du changement climatique sur les niveaux d'exposition aux aléas climatique de la CCPCP.

Source : Ener'gence

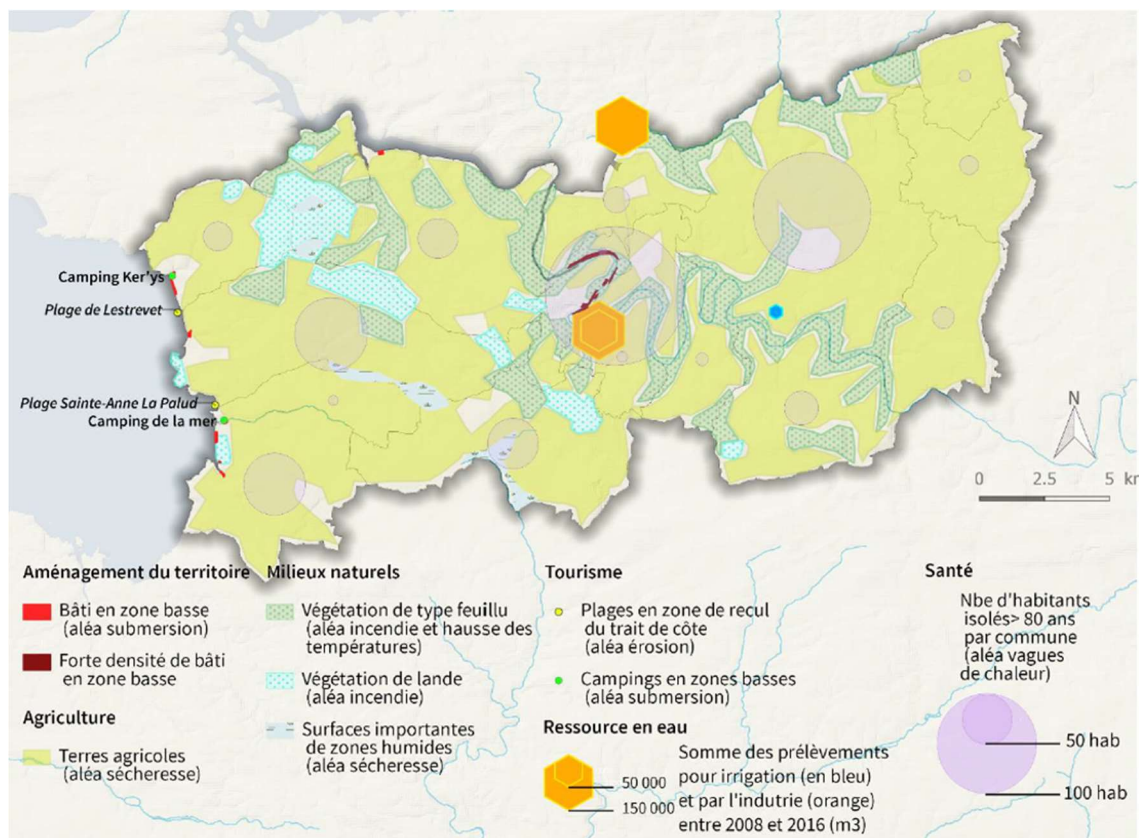
LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LE TERRITOIRE

Les risques attendus à l'horizon 2035 pour la population sont essentiellement sanitaires, dont notamment :

- l'augmentation de l'inconfort thermique et des risques sanitaires liés aux vagues de chaleur plus fréquentes ;
- l'augmentation des baignades liée aux vagues de chaleur, et donc des risques de noyade ;
- l'aggravation des maladies respiratoires chroniques et allergiques liée à des émissions de pollens plus allergisantes et sur de plus longues durées ;
- l'apparition de nouveaux risques sanitaires liés à l'évolution des aires de répartition des moustiques et parasites vecteurs de maladies infectieuses.

Les risques attendus aux horizons 2035 à 2055 pour les activités économiques sont essentiellement liés à la modification, voire la diminution, des ressources naturelles exploitées :

- **Agriculture** : l'augmentation de la fréquence des sécheresses
- **Industries** : pressions sur la ressource en eau et la disponibilité de la matière première, perturbations par les tempêtes
- **Tourisme** : dégradation de la qualité des eaux de baignades et de la qualité du littoral, (restrictions d'eau lors de sécheresses, risques de submersion de campings, ...) ;
- **Activités halieutiques** : modification de l'aire de répartition des espèces de poissons et d'algues.
- **Activités forestières** : le manque d'eau lors des sécheresses et la prolifération favorisée de parasites.



Carte de synthèse des enjeux liés à la vulnérabilité de la CCPCP au changement climatique

Source Ener'gence

Données : Corinne Land and Cover; GéoBretagne; Géolittoral

Stratégie et objectifs du plan climat

Des ateliers de travail réunissant élus, citoyens et représentants d'organismes, entreprises ont permis de définir la stratégie du PCAET. Celle-ci porte sur l'habitat, les déplacements, la production d'énergie renouvelable, la résilience aux changements, l'agriculture et l'alimentation, et l'exemplarité des collectivités territoriales.

OBJECTIFS ENERGIE :

- Réduire de 55% la consommation énergétique finale à l'horizon 2050
- Porter la part des **énergies renouvelables à 48% de la consommation finale brute d'énergie à l'horizon 2030**, et exporter de l'énergie d'ici 2050, c'est-à-dire devenir territoire à énergie positive
- Développement des énergies renouvelables, en particulier du solaire photovoltaïque et de la filière bois énergie. L'autonomie énergétique totale pourrait être atteinte avant 2050.

OBJECTIFS AIR

Diminution des émissions de gaz à effets de serre de près de 30 % à l'horizon 2030 et 60% à l'horizon 2050. Cet objectif inclus une diminution des émissions de gaz à effets de serre d'origine agricole (non énergétique) de 21% à l'horizon 2030 et près de 50% à l'horizon 2050.

La diminution des émissions de polluants atmosphériques est également chiffrée pour chaque polluant à l'horizon 2030. La séquestration du carbone dans les sols, importante sur le territoire de la CCPCP, sera préservé et valorisé.

OBJECTIFS ADAPTATION AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La prise en compte des risques sera renforcée dans les plans locaux d'urbanisme et le Schéma de Cohérence territoriale. La préservation des milieux naturels et de la ressource en eau sont les objectifs retenus.

PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN CLIMAT

Le tableau ci-dessous présente les axes stratégiques définis, les orientations et les actions qui composent le PCAET

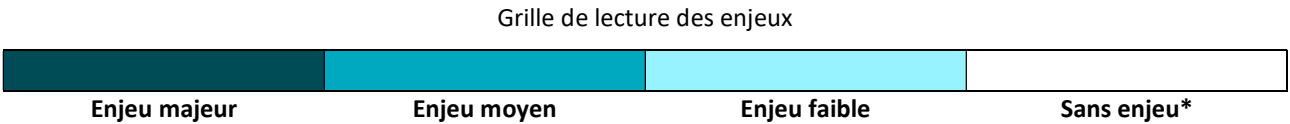
AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION
UN HABITAT MOINS CONSOMMATEUR EN ENERGIE	A -RENOVER LE PARC DE LOGEMENTS ANCIENS	A1	Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat
		A2	Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
		A3	Soutenir l'accession abordable dans l'ancien
		A4	Accompagnement technique et administratif des ménages
		A5	Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné
		A6	Mettre en place un plan d'actions en santé environnement
DE NOUVELLES SOLUTIONS DE MOBILITE	A -VISIBILITÉ DE L'OFFRE ET COORDINATION DES ACTEURS	A1	Animer un réseau d'acteurs de la mobilité et déployer des relais d'information de proximité
		A2	Développer la communication numérique et papier
		A3	Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable
	B - DEVELOPPEMENT DE SOLUTIONS DE MOBILITE INNOVANTES	B1	Développer la pratique du covoiturage
		B2	Développer le transport solidaire
		B3	Réaliser un schéma directeur modes actifs
		B4	Développer un service de location de vélos et vélos à assistance électrique
		B5	Développer des expérimentations de pédibus et vélobus scolaires
		B6	Développer des espaces de coworking
		B7	Etudier la possibilité d'installer une station GNV à Châteaulin
	C - INTERMODALITE ET AMENAGEMENTS	C1	Développer des aménagements en faveur des modes actifs
		C2	Développer des aires de covoiturage
		C3	Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports
SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	A - IDENTIFIER ET LOCALISER LES GISEMENTS SUR LE TERRITOIRE	A1	Réaliser une étude de planification énergétique
		A2	S'informer sur les possibilités de repowering des parcs éoliens et leurs impacts sur le paysage
		A3	Création d'un cadastre solaire
		A4	Promotion du cadastre solaire
	B - TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC LES DIFFERENTS ACTEURS POUR EXPLOITER LES POTENTIELS.	B1	Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique
		B2	Développer des boucles énergétiques en zones d'activités
		B3	Développer un champ solaire
		B4	Travailler sur le développement de la filière bois énergie
		B5	Développer une grappe de projets solaires
		B6	Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles
		B7	Accompagner le projet de création d'une plateforme multi-filières de recyclage et de valorisation de déchets portée par les Recycleurs Bretons sur la commune de Cast

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION
UN TERRITOIRE RESILIENT AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	A - PRESERVER LES MILIEUX ET LES ECOSYSTEMES	A1	Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger.
		A2	Développer un fond carbone local
		A3	Préserver et restaurer le bocage
	B - PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU	B1	Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau
		B2	Réaliser un schéma directeur eau potable
		B3	Réaliser un schéma directeur assainissement
SOUTIEN A UNE AGRICULTURE ET A UNE ALIMENTATION DURABLE	A - FAVORISER LES CIRCUITS COURTS	A1	Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs
		A2	Favoriser l'accès des producteurs aux marchés publics
	B - ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE PEU EMISSIVE	B1	Mettre en relation les agriculteurs afin de favoriser les échanges parcellaires
		B2	Promouvoir les techniques agronomiques peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale
	C - TRAVAILLER SUR LA REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE	C1	Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D
		C2	Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire
DES COLLECTIVITES EXEMPLAIRES	A - MAITRISER LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE	A1	Etudier l'intérêt d'un passage au GNV des bennes à ordures ménagères
		A2	Suivi des consommations énergétiques du patrimoine bâti communautaire.
	B - TRAVAILLER SUR LA RESTAURATION COLLECTIVE	B1	Développer l'offre locale et biologique dans la restauration collective
		B2	Travailler sur le gaspillage alimentaire
	C - TRAVAILLER SUR LA REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE	C1	Rédaction et mise en œuvre d'un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés
		C2	Distribuer des composteurs aux usagers
DES CITOYENS SENSIBILISES ET MOBILISES	A - SENSIBILISATION, MOBILISATION ET EDUCATION A LA MOBILITE	A1	Sensibilisation à la mobilité durable lors d'évènements grands publics
		A2	Organiser des rallyes mobilité
	B - MOBILISER LES CITOYENS SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES	B1	Former des citoyens
		B2	Organiser des conférences sur le climat
		B3	Sensibiliser les habitants à la maîtrise de l'énergie
		B4	Sensibiliser un public précaire à la maîtrise de l'énergie
		B5	Réaliser des thermographies de façades ou une thermographie aérienne
		B6	Sensibiliser les scolaires





1.3. DESCRIPTION DE L’ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT

L’état initial de l’environnement du territoire présente les caractéristiques du territoire sur les différentes thématiques de l’environnement. Elle conduit à l’établissement d’un diagnostic des atouts (ou potentiels) et des faiblesses (ou vulnérabilités). Les perspectives d’évolution du territoire, en l’absence d’actions destinées à modifier la tendance, sont indiquées. Les enjeux sont définis et hiérarchisés. Ils indiquent quels aspects, dans l’environnement de la CCPCP, ont les plus importants à prendre en compte lors de l’élaboration des objectifs et du programme d’action du PCAET. Le tableau ci-après présente une synthèse de cet état initial, par dimension de l’environnement, de ce diagnostic :







- Les atouts/potentiels du territoire
- Les faiblesses / vulnérabilités
- Les perspectives d’évolution
- Les enjeux et le niveau d’enjeu.



* Le PCAET ne permet pas d’agir sur cet enjeu.

THEMATIQUES	ATOUTS/POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES	PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION		ENJEUX	NIVEAU D'ENJEU
RESSOURCES DU SOL ET DU SOUS-SOL	<ul style="list-style-type: none">■ Climat océanique tempéré■ Diversité géologique des sols (granite, dunes, limon, gneiss et granidiorite)■ Présence de 3 carrières en activité (granite)■ Richesse du réseau hydrographique avec L'Aulne comme cours d'eau majeur	<ul style="list-style-type: none">■ Relief peu marqué pouvant présenter des risques en cas d'inondations■ Accroissement global du phénomène d'érosion des sols principalement lié aux pratiques agricoles intensives (labours répétés, remembrement, surfaces nues ...)		<ul style="list-style-type: none">■ Artificialisation des sols entraînant la perte de sol vivant et fertile et de ses fonctions associées.	Encadrer l'activité existante d'extraction de matériaux en cohérence avec les besoins de ces activités économiques	
				<ul style="list-style-type: none">■ Affectation des productions agricoles par le changement des paramètres climatiques	Maîtriser l'artificialisation des sols par la mise en œuvre de formes urbaines plus économes des ressources du sol et du sous-sol (réduction de la consommation d'espace, utilisation des granulats...).	
					Accompagner l'évolution des pratiques agricoles	
RESSOURCE EN EAU ET GESTION	<ul style="list-style-type: none">■ Réseau hydrographique dense, avec notamment l'Aulne et ses affluents■ Bonne qualité des masses d'eau■ Bonne qualité des eaux de baignade et conchylicoles	<ul style="list-style-type: none">■ 1 captage d'eau potable classé prioritaire■ Une ressource en eau légèrement déficitaire■ Capacité des stations de traitement des eaux usées limitée		<ul style="list-style-type: none">■ Réalisation d'un Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales pour toutes les communes		
				<ul style="list-style-type: none">■ Accentuation des périodes d'étiage (période du niveau moyen le plus bas des cours d'eau) qui seront plus longues, diminuant la disponibilité des ressources et entraînant des conflits d'usage de la ressource (concentration des polluants)	Améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines	
					Maintenir voire améliorer la qualité des eaux de baignade	
					Poursuivre voire redoubler les efforts dès l'horizon proche afin d'assurer une qualité de l'eau suffisante nécessaire au bon fonctionnement des écosystèmes et des activités économiques de la zone littorale, notamment pendant les fortes pluies et les périodes d'étiage	
					Maintenir la sécurisation de l'alimentation en eau potable et sécuriser la fonction de soutien d'étiage	
					Encourager une baisse de la consommation d'eau par les particuliers et les professionnels durant la période d'étiage	

THEMATIQUES	Atouts/POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES	PERSPECTIVES D'EVOLUTION		ENJEUX	NIVEAU D'ENJEU
RESSOURCE EN EAU ET GESTION					Poursuivre les contrôles des dispositifs d'assainissement autonome	
					Assurer un assainissement performant	
				■ Augmentation de l'exposition au phénomène d'inondation par ruissellement, entraînant également un risque accru de débordement des réseaux unitaires (dimensionnement des réseaux)	Limitier l'artificialisation des sols	
					Développer une gestion des eaux pluviales adéquate afin de réduire les pollutions des milieux aquatiques et les inondations	
				■ Hausse du niveau de la mer ayant pour conséquence d'augmenter l'exposition aux dysfonctionnements des systèmes d'assainissement entraînant des déversements d'eaux usées au milieu naturel	Limitier les risques liés aux dysfonctionnements des systèmes d'assainissement en anticipant la hausse du niveau de la mer	
MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE	■ Une biodiversité importante qui repose sur la diversité des milieux terrestres, aquatiques ou marins ■ Une faune et une flore remarquables présentent dans des habitats concernés par des outils de protection, de gestion et d'inventaire ■ Une TVB avec des niveaux élevés à très élevés de connexion entre des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques sur 2 GEP (Nord et Ouest)	■ Une TVB qui présente un faible niveau de connexion entre des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques majeurs et locaux sur 1 GEP (sud et est) ■ Pressions multiples avec l'artificialisation des sols source de pollution et la fragilisation des milieux ■ Une reconnaissance et une protection des milieux naturels « ordinaires » moins prise en compte ■ Des fragilités et des éléments de fracture et obstacles à la circulation des espèces	↗	■ Grand Ensemble de Perméabilité (GEP) n°6, 7 et 8 avec notamment comme objectif de préserver ou restaurer la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux naturels		
				■ Breizh Bocage ayant pour objectif de renforcer le maillage bocager et réduire le transfert des polluants d'origine agricole vers les eaux		
			↘	■ Evolution de la biodiversité, notamment marine, au regard des changements climatiques : <ul style="list-style-type: none">▪ Modification d'aire de répartition et de la phénologie des espèces▪ Fragilisation des zones humides▪ Accroissement des périodes de sécheresses touchant plus particulièrement les essences de chênes pédonculés et de hêtres▪ Prolifération des espèces invasives▪ Allongement des émissions de pollens et renforcement de leur caractère allergisant via la hausse des températures et des pollutions atmosphériques qui stressent les plantes	■ Diminution des pressions exercées sur les milieux naturels (consommation des espaces, pollutions) notamment sur le littoral, ainsi que sur la faune et la flore pour que ces derniers puissent continuer à assurer des services écosystémiques	
					■ Anticiper les changements climatiques déjà prévisibles, par exemple : <ul style="list-style-type: none">▪ en choisissant des essences d'arbre plus résistantes aux sécheresses à horizon lointain pour les zones boisées,▪ en luttant contre la prolifération des espèces invasives,▪ en évitant l'enfrichement qui favorise les départs de feu, en choisissant des espèces moins allergènes pour les espaces verts...	

PAYSAGE ET PATRIMOINE	<ul style="list-style-type: none"> Un paysage riche et diversifié De nombreux espaces verts contribuant à la qualité du cadre de vie Une richesse des monuments historiques et des sites archéologiques 	<ul style="list-style-type: none"> Impact de l'activité anthropique sur le paysage Reconnaissance limitée du petit patrimoine 		Intégration du petit patrimoine dans le patrimoine local reconnu		
				Préservation du patrimoine via leur classement ou inscription	Préserver les éléments patrimoniaux du territoire, notamment au regard de l'impact des polluants atmosphériques	
				Fragilisation et banalisation des paysages avec l'urbanisation par la perte de surfaces naturels et/ou agricoles	Préserver les spécificités des entités paysagères de l'intercommunalité	
					Maintenir les vues d'intérêts et les fenêtres paysagères identifiées	
POLLUTIONS ET NUISANCES	<ul style="list-style-type: none"> Connaissance des sites potentiellement pollués Faible fragmentation lumineuse 	<ul style="list-style-type: none"> Sources de bruit principalement liées aux transports terrestre Emissions importantes d'ammoniac (NH3) liée à l'agriculture Concentrations élevées en oxydes d'azote (NOx) en bordure des axes très circulés Particules fines et ozone à l'origine de la plupart des épisodes de pollution 		Amélioration du recyclage et de la valorisation des déchets en lien avec l'amélioration de la collecte des déchets et la sensibilisation des ménages	Poursuivre les actions menées sur le changement de comportement, en incitant à la réduction des déchets « à la source » pour les particuliers et les entreprises	
					Valoriser les biodéchets par le développement de la méthanisation par exemple	
					Pérenniser et optimiser le réseau de collecte et les équipements de traitement des déchets	
				Existence de quelques sites pollués	Accompagner et favoriser la reconversion des sites pollués (production d'énergie renouvelable, stationnement, parcs relais,...)	
				Vulnérabilité croissante d'une population vieillissante face au phénomène de pollution atmosphérique et des risques sanitaires associés	Réduire les sources de nuisances sonores, notamment par la réduction du trafic routier en proposant des solutions alternatives	
					Réduire les sources de pollution lumineuse	
					Réduction des sources de pollution, notamment celles émises par les secteurs des transports de l'habitat	
					Sensibiliser la population notamment en cas de pics de pollution	
					Sensibilisation aux risques d'exposition à la pollution par le radon (qualité de l'air intérieur) et aux bonnes pratiques	
					Conserver voire développer l'armature verte urbaine (nature en ville) pour lutter contre les îlots de chaleur	

RISQUES MAJEURS	■ Des risques naturels et technologiques bien identifiés, voir réglementés	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risque d'inondation par submersion marine pour les communes littorales ■ Risque de mouvement de terrain par affaissement et effondrement de cavités souterraines pour 58 cavités ■ Risque radon élevé (zone prioritaire) 	↗	<ul style="list-style-type: none"> ■ Elaboration d'un DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) et/ou d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) à réaliser sur toutes les communes 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Renforcer la prise en compte et la gestion des risques naturels afin de limiter la vulnérabilité du territoire 	
			↔	<ul style="list-style-type: none"> ■ Conservation de la forte exposition aux tempêtes, avec cependant des dégâts plus importants à prévoir sur le littoral du fait de la hausse du niveau de la mer 		
			↘	<ul style="list-style-type: none"> ■ Artificialisation des sols 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Limiter l'artificialisation des sols 	
				<ul style="list-style-type: none"> ■ Aléas naturels pouvant être amenés à évoluer au regard des changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Aggravation de l'ampleur des submersions marines et de l'érosion du littoral (recul du trait de côte) avec la hausse du niveau de la mer ▪ Augmentation de l'intensité et/ou de la fréquence de la plupart des aléas, notamment les feux et la sécheresse ■ Augmentation de l'exposition au phénomène d'inondation par ruissellement 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Anticiper les changements climatiques en : <ul style="list-style-type: none"> ▪ préservant des zones d'expansion de crue, ▪ limitant l'urbanisation du littoral (recul du trait de côte) ▪ développant une gestion des eaux alternative pluviales (infiltration à la parcelle) 	
					<ul style="list-style-type: none"> ■ Prendre en compte les risques technologiques, notamment les transports de matières dangereuses et les installations classées (ICPE) 	
CLIMAT ET ENERGIE	<ul style="list-style-type: none"> ■ Production EnR couvre une part non négligeable des besoins (22%) ■ Eolien et bois bûches et granulés, principales filières de production d'EnR sur le territoire 	<p>Ce qui est déjà constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Une augmentation de la température moyenne ■ Une hausse des précipitations intenses ■ Une hausse du niveau de la mer ■ Secteurs les plus énergivores et les plus émetteurs de GES : bâtiment et transport ■ Energies les plus consommées : produits pétroliers, électricité et gaz. 	↗	<ul style="list-style-type: none"> ■ Politiques locales en faveur d'une rénovation du parc ancien (au travers du PLH, d'OPAH) visant à réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES ■ Réalisation d'une étude de gisements d'EnR afin de cibler les zones possibles d'implantation de futurs projets 		
			↔	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diagnostic de la vulnérabilité du territoire face au changement climatique établi ■ Vulnérabilité de la population vieillissante et des activités économiques aux effets du changement climatique 		
			↘	<p><u>A l'horizon 2035</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Aggravation de l'ampleur des submersions marines et de l'érosion du littoral (recul du trait de côte) avec la hausse du niveau de la mer ■ Exposition à des vagues de chaleur plus fréquentes 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Instaurer une politique forte de réhabilitation/rénovation énergétique des bâtiments/logements 	
					<ul style="list-style-type: none"> ■ Introduire une démarche énergétique vertueuse dans les projets d'aménagements ■ Réduire les besoins en déplacements en contenant la périurbanisation 	

CLIMAT ET ENERGIE				<div><div>■ Accentuation des phénomènes d’inondations à proximité de l’Elorn</div><div>A l’horizon 2100</div><div>■ Augmentation de l’intensité et/ou de la fréquence de la plupart des aléas, notamment la sécheresse des sols en fin d’été</div></div>	<div>■ Poursuivre la réduction des émissions de GES, notamment par le développement du réseau de transports collectifs et d’alternatives ou un meilleur usage de la voiture</div>	
					<div>■ Poursuivre la substitution des énergies fossiles et nucléaires vers les énergies renouvelables, en s’appuyant sur les ressources locales et renouvelables : développement du solaire photovoltaïque et de la méthanisation</div>	
					<div>■ Réaliser une étude approfondie des gisements d’énergies renouvelables et des zones d’implantation possible afin d’identifier de nouveaux projets</div>	
					<div>■ Préserver les espaces naturels qui permettent de capter les émissions de gaz à effet de serre</div>	
					<div>■ Préserver les espaces de trame verte et bleue pour lutter contre les émissions de GES et capter les polluants émis</div>	

Lors de l’élaboration du programme d’action, chaque enjeu important a fait l’objet d’une action ou a été pris en compte dans une action.

1.4. ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR L’ENVIRONNEMENT

L’objet de l’évaluation environnementale est d’identifier les actions présentant potentiellement le plus d’incidences sur l’environnement, au regard des enjeux environnementaux. Par exemple, une action destinée réduire l’utilisation d’énergie fossile par développement de la filière bois-énergie aura des incidences positives sur les émissions de gaz à effet de serre mais des incidences négatives sur la qualité de l’air ; et elle risque de dégrader le bocage ou les boisements par surexploitation.

Des points de vigilance sont alors identifiés et des mesures destinées à éviter ou réduire ces incidences lors de la mise en œuvre des actions du PCEAT sont proposées.

Les actions telles que les études, les actions de sensibilisation, l’accompagnement des projets ne constituent pas des opérations tangibles. L’analyse des incidences environnementales du programme d’actions du PCAET reste alors d’ordre général.

Grille de lecture des incidences du plan d’actions du PCAET

			Directe	Indirecte
Incidence négative	Point de vigilance	Incidence neutre ou sans objet	Incidence positive	

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION	RESSOURCE DU SOL ET DU SOUS-SOL	RESSOURCE EN EAU ET GESTION				MILIEUX NATUREL & BIODIVERSITE			PAYSAGE & PATRIMOINE	POLLUTIONS & NUISANCES			CLIMAT & ENERGIE		
					QUALITE DES EAUX	EAU POTABLE	EAUX USEES	EAUX PLUVIALES	DIVERSITE BIOLOGIQUE / CONTINUITES ECOLOGIQUES	HABITATS NATURELS (DONT NATURA 2000)	FAUNE ET FLORE (DONT NATURA 2000)		BRUIT	AIR	DECHETS	RISQUES MAJEURS	RESSOURCES NON RENOUVELABLES	CLIMAT & EMISSIONS DE GES
UN HABITAT MOINS CONSOMMATEUR EN	A -RENOVER LE PARC DE LOGEMENTS ANCIENS	A1	Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat															
		A2	Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat															
		A3	Soutenir l'accession abordable dans l'ancien															
		A4	Accompagnement technique et administratif des ménages															
		A5	Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné															
		A6	Mettre en place un plan d’actions en santé environnement															
DE NOUVELLES SOLUTIONS DE MOBILITE	A -VISIBILITE DE L'OFFRE ET COORDINATION DES ACTEURS	A1	Animer un réseau d'acteurs de la mobilité et déployer des relais d'information de proximité															
		A2	Développer la communication numérique et papier															
		A3	Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable															
	B - DEVELOPPEMENT DE SOLUTIONS DE MOBILITE INNOVANTES	B1	Développer la pratique du covoiturage															
		B2	Développer le transport solidaire															
		B3	Réaliser un schéma directeur modes actifs															
		B4	Développer un service de location de vélos et vélos à assistance électrique															
		B5	Développer des expérimentations de pédibus et vélobus scolaires															
		B6	Développer des espaces de coworking															
		B7	Etudier la possibilité d’installer une station GNV à Châteaulin															
	C - INTERMODALITE ET AMENAGEMENTS	C1	Développer des aménagements en faveur des modes actifs															
		C2	Développer des aires de covoiturage															
		C3	Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports															

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION	RESSOURCE DU SOL ET DU SOUS-SOL	RESSOURCE EN EAU ET GESTION				MILIEUX NATUREL & BIODIVERSITE			PAYSAGE & PATRIMOINE	POLLUTIONS & NUISANCES			RISQUES MAJEURS	CLIMAT & ENERGIE	
					QUALITE DES EAUX	EAU POTABLE	EAUX USEES	EAUX PLUVIALES	DIVERSITE BIOLOGIQUE / CONTINUITES ECOLOGIQUES	HABITATS NATURELS (DONT NATURA 2000)	FAUNE ET FLORE (DONT NATURA 2000)		BRUIT	AIR	DECHETS		RESSOURCES NON RENOUVELABLES	CLIMAT & EMISSIONS DE GES
SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	A - IDENTIFIER ET LOCALISER LES GISEMENTS SUR LE TERRITOIRE	A1	Réaliser une étude de planification énergétique															
		A2	S'informer sur les possibilités de repowering des parcs éoliens et leurs impacts sur le paysage															
		A3	Création d'un cadastre solaire															
		A4	Promotion du cadastre solaire															
	B - TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC LES DIFFERENTS ACTEURS POUR EXPLOITER LES POTENTIELS.	B1	Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique															
		B2	Développer des boucles énergétiques en zones d'activités															
		B3	Développer un champ solaire															
		B4	Travailler sur le développement de la filière bois énergie															
		B5	Développer une grappe de projets solaires															
		B6	Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles															
		B7	Accompagner le projet de création d'une plateforme multi-filières de recyclage et de valorisation de déchets portée par les Recycleurs Bretons sur la commune de Cast															
UN TERRITOIRE RESILIENT AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	A - PRESERVER LES MILIEUX ET LES ECOSYSTEMES	A1	Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger.															
		A2	Développer un fond carbone local															
		A3	Préserver et restaurer le bocage															
	B - PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU	B1	Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau															
		B2	Réaliser un schéma directeur eau potable															
		B3	Réaliser un schéma directeur assainissement															
	C - ADAPTER L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE A DE NOUVELLES CONTRAINTES	C1	Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D															
		C2	Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire															
SOUTIEN A UNE AGRICULTURE ET A UNE	A - FAVORISER LES CIRCUITS COURTS	A1	Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs															
		A2	Favoriser l'accès des producteurs aux marchés publics															
	B - ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE PEU EMISSIVE	B1	Mettre en relation les agriculteurs afin de favoriser les échanges parcellaires															
		B2	Promouvoir les techniques agronomiques peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale															
DES COLLECTIVITES EXEMPLAIRES	A - MAITRISER LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE	A1	Etudier l'intérêt d'un passage au GNV des bennes à ordures ménagères															
		A2	Suivi des consommations énergétiques du patrimoine bâti communautaire.															
	B - TRAVAILLER SUR LA RESTAURATION COLLECTIVE	B1	Développer l'offre locale et biologique dans la restauration collective															
		B2	Travailler sur le gaspillage alimentaire															

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION	RESSOURCE DU SOL ET DU SOUS-SOL	RESSOURCE EN EAU ET GESTION				MILIEUX NATUREL & BIODIVERSITE			PAYSAGE & PATRIMOINE	POLLUTIONS & NUISANCES			RISQUES MAJEURS	CLIMAT & ENERGIE	
					QUALITE DES EAUX	EAU POTABLE	EAUX USEES	EAUX PLUVIALES	DIVERSITE BIOLOGIQUE / CONTINUITES ECOLOGIQUES	HABITATS NATURELS (DONT NATURA 2000)	FAUNE ET FLORE (DONT NATURA 2000)		BRUIT	AIR	DECHETS		RESSOURCES NON RENOUVELABLES	CLIMAT & EMISSIONS DE GES
DES CITOYENS SENSIBILISES ET MOBILISES	C - TRAVAILLER SUR LA REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE	C1	Rédaction et mise en œuvre d’un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés															
		C2	Distribuer des composteurs aux usagers															
		C3	Etudier la faisabilité d’une ou plusieurs recycleries sur le territoire communautaire															
	A - SENSIBILISATION, MOBILISATION ET EDUCATION A LA MOBILITE	A1	Sensibilisation à la mobilité durable lors d’évènements grands publics															
		A2	Organiser des rallyes mobilité															
	B - MOBILISER LES CITOYENS SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES	B1	Former des citoyens															
		B2	Organiser des conférences sur le climat															
		B3	Sensibiliser les habitants à la maîtrise de l’énergie															
		B4	Sensibiliser un public précaire à la maîtrise de l’énergie															
		B5	Réaliser des thermographies de façades ou une thermographie aérienne															
		B6	Sensibiliser les scolaires															

Toutes les actions visant à mobiliser et sensibiliser les citoyens en faveur d'une transition énergétique ont des incidences positives sur l'environnement.

Les actions concernant directement la collectivité auront valeur d'exemple pour des initiatives similaires, à destination des entreprises ou des particuliers. Cette exemplarité permettra d'entraîner les acteurs du territoire.

Le PCAET permettra ainsi l'adaptation du territoire de la CCPCP au changement climatique tout en préservant la ressource du sol et du sous-sol, la ressource en eau, la biodiversité, les paysages et le patrimoine. Le PCAET prévoit une meilleure prise en compte des risques naturels. Le PCAET agira en faveur d'une réduction de la consommation des énergies fossiles et une réduction des émissions de gaz à effet de serre. La vulnérabilité du territoire au changement climatique sera ainsi limitée.

Face aux points de vigilance soulignés dans l'étude des incidences du PCAET, des mesures de prévention ont été intégrées au programme d'actions du PCAET :

- Pour éviter ou réduire l'artificialisation des sols, tout porteur de projet recherchera en priorité des espaces déjà artificialisés. Et l'emprise au sol des projets sera optimisée pour éviter des surdimensionnements. Des aménagements légers et réversibles seront préférés.
- Pour préserver la qualité de l'eau et réduire les risques d'inondation, les eaux de ruissellement rejetées au réseau d'eau pluvial ou au milieu naturel feront l'objet, si nécessaire, d'un traitement destinée à rendre sa qualité acceptable par le milieu récepteur (eaux superficielles ou souterraines). Des solutions fondées sur la nature seront préférées.
- Pour permettre la libre circulation des poissons, la continuité écologique des cours d'eau sera prise en compte dès l'émergence d'un projet sur un cours d'eau.
- En raison de la présence possible de chauves-souris (toutes les espèces sont protégées) dans les vieux bâtiments, une sensibilisation des acteurs de la rénovation du bâti à leur présence potentielle, et informations sur les dispositions à prendre seront prévues. L'accompagnement technique sera soumis à une expertise préalable.
- La trame verte et bleue (réseau de haie et de ruisseaux) sera prise en compte dès l'émergence d'un projet de construction d'aménagements tels que des aires de covoiturage.
- Un point de l'état de la biodiversité (suivi des données écologiques) sera demandé pour chaque projet de repowering de parc éolien.
- Le développement de la filière bois énergie, notamment l'exploitation du bocage, sera conditionné à un entretien durable des haies grâce à l'élaboration de plan de gestion du bocage, afin d'éviter une sur-exploitation.
- Les projets de réalisation d'installation de production d'énergie renouvelable devront s'accompagner d'une analyse des enjeux environnementaux.
- Les ateliers autour des échanges de parcelles agricoles devront aborder de façon précise le sujet du bocage et de l'importance de son maintien. La valeur du bocage sera intégrée dans la valeur du terrain et l'engagement de conservation peut être demandé à l'agriculteur.
- Une étude paysagère est nécessaire avant tout choix d'implantation d'un des aménagements envisagés par le PCAET et des mesures d'accompagnement seront prévues si besoin.
- Le bois émet des polluants en plus ou moins grande quantité selon la façon dont il brûle. Les particuliers seront informés et incités à utiliser des équipements de chauffage au bois à haut rendement et donc moins polluants.
- Les chantiers de rénovation des bâtiments peuvent générer de grandes quantités de déchets : une information sur les modalités de tri et de collecte de ces déchets, en vue de leur valorisation, sera faite.
- Concernant les sites Natura 2000, l'animateur du site concerné par un projet sera associé dès le début à ce projet.
- Une vigilance accrue sera portée par la CCPCP sur les plans de gestion du bocage et les échanges de parcelles situés dans les sites Natura 2000.

1.5. INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI

En complément des indicateurs définis pour le suivi du PCAET, l'évaluation environnementale propose des indicateurs destinée à suivre les effets sur l'environnement, sur les sujets à enjeux. Certains sont des indicateurs de suivi de la mise en œuvre ou de l'efficacité de la mesure d'évitement ou de réduction de l'impact, d'autre sont des mesures d'état de l'environnement, au regard des actions du PCAET.

THEMATIQUE	POINTS IMPORTANTS	INDICATEURS	SOURCE
Ressources du sol et du sous-sol	Artificialisation des sols	<ul style="list-style-type: none"> ■ Surfaces artificialisées résultant des emprises nouvelles des projets de développement des énergies renouvelables (parcs photovoltaïque, par exemple) ■ Surface de pistes cyclables ou autres aménagements liés aux mobilités actives ou aux transports en commun, développées sur des terres naturelles ou agricoles ■ Superficie artificialisée par habitant ■ Analyse cartographique s'appuyant sur l'outil MOS développé à l'échelle du Pays de Brest (Ener'gence, Adeupa) 	CCPCP
Ressource en eau et gestion	Qualité des eaux	<ul style="list-style-type: none"> ■ Etat d'avancement du schéma directeur d'eau potable ■ Etat d'avancement du schéma directeur d'assainissement 	CCPCP
Milieux naturels et biodiversité	Préservation des espaces naturels	<ul style="list-style-type: none"> ■ Nombre de plan de gestion du bocage réalisés par les communes et par les exploitants agricoles ou autre. ■ Linéaire de bocage concerné par les plans de gestion ■ Evolution du linéaire bocager, sur la base de l'état initial réalisé pour le PLUiH ■ Evolution de la superficie des milieux séquestrant du carbone cartographiés 	CCPCP (collecte des plans de gestion et réalisation la cartographie)
	Préservation des espèces sensibles	<ul style="list-style-type: none"> ■ Nombre de gîtes de chiroptères recensés ■ Nombre de gîtes de chiroptères préservés ou compensés ■ Présence d'inventaires faune flore au niveau des projets de développement de production d'énergie renouvelable 	CCPCP via la plateforme de rénovation de l'habitat + données du GMB (Groupe Mammalogique Breton)
Pollutions et nuisances	Réduction des déchets	<ul style="list-style-type: none"> ■ Tonnages déchets de chantier valorisé 	CCPCP – Les Recycleurs Bretons
	Amélioration de la qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> ■ Evolution du trafic routier aux points de mesures permanents ■ Nombre de ménages accompagnés dans l'équipement récent d'un chauffage au bois 	CG29 Plateforme de rénovation de l'habitat

THEMATIQUE	POINTS IMPORTANTS	INDICATEURS	SOURCE
	Développement des mobilités alternatives	■ Linéaire de voies cyclables sécurisées sur le territoire (indicateur prévu au suivi des actions du PCAET)	CCPCP
Risques majeurs	Exposition et gestion des risques	■ Nombre de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) mis à jour ■ Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles recensées	Communes DDTM 29 et CCPCP
Climat et énergie	Réduction de la dépendance du territoire aux énergies fossiles	■ Evolution de la consommation d'énergie fossile par le parc de véhicule communautaire	CCPCP
	Développement des énergies renouvelables	■ Puissance d'énergie renouvelable produite sur le territoire (indicateur prévu au suivi des actions du PCAET)	Pôle métropolitain CCPCP SDEF GRDF

Le suivi des indicateurs est réalisé par les services de la CCPCP. Les résultats sont présentés au comité de pilotage du PCAET lors de sa réunion annuelle.

1.6. ARTICULATION DU PCAET AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le PCAET est une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Il doit intégrer les interactions existantes ou potentielles avec les autres plans et programmes en vigueur sur le territoire.

DOCUMENT AVEC LEQUEL LE PCAET DOIT ETRE COMPATIBLE : LES REGLES DU SRADDET

Le SRADDET englobe cinq schémas régionaux existants, élaborés et votés ces dernières années :

- Schéma Régional de Cohérence Écologique (trame verte et bleue) ;
- Schéma Régional Climat Air Énergie ;
- Schéma Régional de l'Intermodalité ;
- Schéma Régional des Infrastructures et des Transports ;
- Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets.

Le PCAET est compatible avec les règles du SRADDET.

DOCUMENTS PRIS EN COMPTE PAR LE PCAET

LES OBJECTIFS DU SRADDET

Le PCAET prend en compte les 14 objectifs du SRADDET qui le concernent, ainsi que ceux des documents ci-après qu'il inclut :

- Le Schéma Régional de Cohérence Écologique, lequel définit notamment la Trame Verte et Bleue à l'échelle de la Bretagne
- Le Plan Régional de prévention et de gestion des déchets
- La Stratégie nationale bas carbone qui vise à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et réduire l'empreinte carbone de la consommation des Français.

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification et d'urbanisme qui définit les grandes orientations d'aménagement pour un territoire donné, et pour le long terme. Ces orientations sont fixées en termes d'équilibre du territoire et de maillage de l'espace, d'habitat et d'aménagement urbain, d'attractivité économique et de métropolisation. Elles sont déclinées en prescriptions que le PCAET doit prendre en compte.

Seule une partie du territoire de la CCPCP est couvert par le SCoT de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Châteaulin et du Porzay.

Les différentes orientations, objectifs et actions du SCoT, entrant dans le champ du PCAET, sont pris en compte par le programme d'actions.

DOCUMENT DEVANT PRENDRE EN COMPTE LE PCAET : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PLEYBEN-CHATEAULIN-PORZAY

Le PLUi valant Programme Local de l'habitat (PLUi-H) pour l'ensemble des 17 communes du territoire est en cours d'élaboration. Le document final intégrera les actions du PCAET de la CCPCP.

Une action en particulier indique ces enjeux que le PLUi-H doit réglementer « Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire ».

DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PCAET A UN LIEN

TYPE DE DOCUMENT	FICHES ACTIONS DU PCAET
PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT (PRSE3) 2017-2021 DE LA REGION BRETAGNE	Mettre en place un plan d'actions en santé environnement Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau Organiser des conférences sur le climat Ainsi que les différentes actions destinées à réduire les émissions de polluants dans l'air
PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE 2016-2021	Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire.
SCHEMA REGIONAL DE GESTION SYLVICOLE (SRGS) DE BRETAGNE	Préserver et restaurer le bocage Travailler sur le développement de la filière bois énergie
SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SDAGE) LOIRE-BRETAGNE 2016-2021	Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau Réaliser un schéma directeur eau potable Réaliser un schéma directeur assainissement
SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE) BAIE DE DOUARNENEZ	
SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE) AULNE	
SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE) ODET	

1.7. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET MOTIFS POUR LESQUELS LE PCAET A ETE RETENU

La démarche d'évaluation environnementale doit permettre d'aboutir au PCAET le moins dommageable pour l'environnement. Elle applique le principe "éviter, réduire, compenser" sur les effets qui pourraient être néfastes sur certaines composantes de l'environnement.

Les enjeux du territoire définis lors de l'état initial de l'environnement ont permis d'éclairer la co-construction de la stratégie du PCAET, en particulier s'agissant de sa déclinaison en axes stratégiques et objectifs opérationnels. Ainsi, une seule stratégie s'est dessinée et a été validée par les élus de la CCPCP.

Le programme d'action a ensuite été ajusté au regard de sa prise en compte, suffisante ou non, des enjeux de l'environnement dans un premier temps. Dans un deuxième temps, les incidences potentielles sur l'environnement des actions ont conduit à préciser des mesures d'évitement de de réduction de ces incidences.

PARTIE 2 : INTRODUCTION

2.1. LE CADRE REGLEMENTAIRE

2.1.1. QU'EST-CE QU'UN PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) ?

Un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable, dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire. Instauré par le Plan Climat National puis repris par les lois Grenelle, ce plan vise donc à atténuer/réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour limiter l'impact du territoire sur le changement climatique ainsi qu'à adapter le territoire au changement climatique pour réduire sa vulnérabilité.

Le Plan Climat Énergie Territorial initial a vu son champ élargi par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 18 août 2015, et notamment l'article 188 modifiant les exigences réglementaires. Il est devenu Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET). Les objectifs de la LTECV à moyen et long termes sont les suivants :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 (facteur 4). La trajectoire est précisée dans les budgets carbone ;
- réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012 en visant un objectif intermédiaire de 20 % en 2030 ;
- réduire la consommation énergétique primaire d'énergies fossiles de 30 % en 2030 par rapport à la référence 2012 ;
- porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de la consommation finale brute d'énergie en 2030 ;
- porter la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 ;
- atteindre un niveau de performance énergétique conforme aux normes « bâtiment basse consommation » pour l'ensemble du parc de logements à 2050 ;
- lutter contre la précarité énergétique ;
- affirmer un droit à l'accès de tous à l'énergie sans coût excessif au regard des ressources des ménages ;
- réduire de 50 % la quantité de déchets mis en décharge à l'horizon 2025 et découpler progressivement la croissance économique et la consommation matières premières.

Le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 et l'arrêté du 04 août 2016 a élargi le contenu, la portée et l'obligation des collectivités à le réaliser, avec la nécessité d'inclure notamment dans ceux-ci :

- la prise en considération des enjeux liés à la qualité de l'air,
- des mesures d'adaptation du territoire aux effets du dérèglement climatique,
- des mesures en faveur du développement du stockage de carbone,
- des mesures permettant de réduire la pollution lumineuse.

Le PCAET s'applique donc à l'échelle d'un territoire intercommunal, sur lequel tous les acteurs (entreprises, associations, citoyens...) sont mobilisés et impliqués. Il doit être révisé tous les 6 ans.

Le PCAET comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un plan d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation.

2.1.2. LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE (EES) DU PCAET

La directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement impose à chaque plan et programme susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Cette directive est traduite par l'ordonnance du 3 août 2016 et son décret d'application du 11 août 2016 qui fixe l'obligation de réaliser une Evaluation Environnementale Stratégique (EES) des PCAET (articles L. 122-4 à 5 et R. 122-17 du code de l'Environnement).

La démarche d'évaluation environnementale est un outil d'aide à la décision qui a un triple objectif :

- aider à l'intégration de l'environnement dans l'élaboration du PCAET, en appliquant le principe "éviter, réduire, compenser" les effets néfastes sur l'environnement ;
- éclairer l'autorité administrative sur les choix faits et les solutions retenues ;
- contribuer à la bonne participation et information du public avant et après le processus décisionnel.

Ce processus progressif et itératif est proportionné aux enjeux environnementaux et doit permettre d'aboutir au plan le moins dommageable pour l'environnement, renforçant ainsi sa sécurité juridique et son acceptabilité sociale. L'évaluation a donc pour objectif de mettre en valeur la prise en compte des enjeux environnementaux dans le cadre du PCAET et de suivre au fur et à mesure la réponse à ces enjeux.

La réalisation de cette EES fait partie intégrante de la démarche d'élaboration du PCAET. A ce titre, elle s'articule directement avec les étapes d'élaboration du PCAET et participe à l'aide à la décision dans la définition des objectifs du territoire et du plan d'actions associé.

En outre, l'article R. 414-19 du code de l'Environnement prévoit que les documents plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale fassent également l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000. Cette évaluation doit déterminer si le PCAET peut avoir des effets significatifs sur les objectifs de conservation du (ou des) site(s), ainsi que sur les habitats et les espèces ayant justifiées la désignation du (ou des) site(s) Natura 2000.

Concrètement, la démarche d'évaluation environnementale est menée lors de l'élaboration du PCAET, dont le contenu est proportionné à l'incidence prévisible du plan sur l'environnement. L'article R.122-20 du code de l'Environnement détaille le contenu de l'évaluation environnementale, formalisée au travers du rapport environnemental :

- un résumé non technique des informations détaillées ci-après ;
- une présentation générale du PCAET (objectifs et contenu) et son articulation avec les autres plans et programmes ;
- une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable et les principaux enjeux environnementaux ;
- les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre au PCAET ;
- l'exposé des motifs pour lesquels le PCAET a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement ;
- l'analyse des incidences du PCAET sur l'environnement (dont Natura 2000) et les mesures prises pour éviter, réduire voire compenser les incidences négatives ;
- la présentation des critères, indicateurs et modalités de suivi du PCAET ;
- la présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales.

Ce rapport environnemental et le projet de PCAET sont soumis à l'autorité environnementale, qui dispose de 3 mois pour rendre son avis. Le cas échéant après avoir modifié le PCAET pour prendre en compte cet avis, le public doit être consulté par voie électronique pendant une durée d'au moins 30 jours. Le PCAET est enfin soumis au préfet de région et au président du conseil régional pour avis, avant d'être adopté.

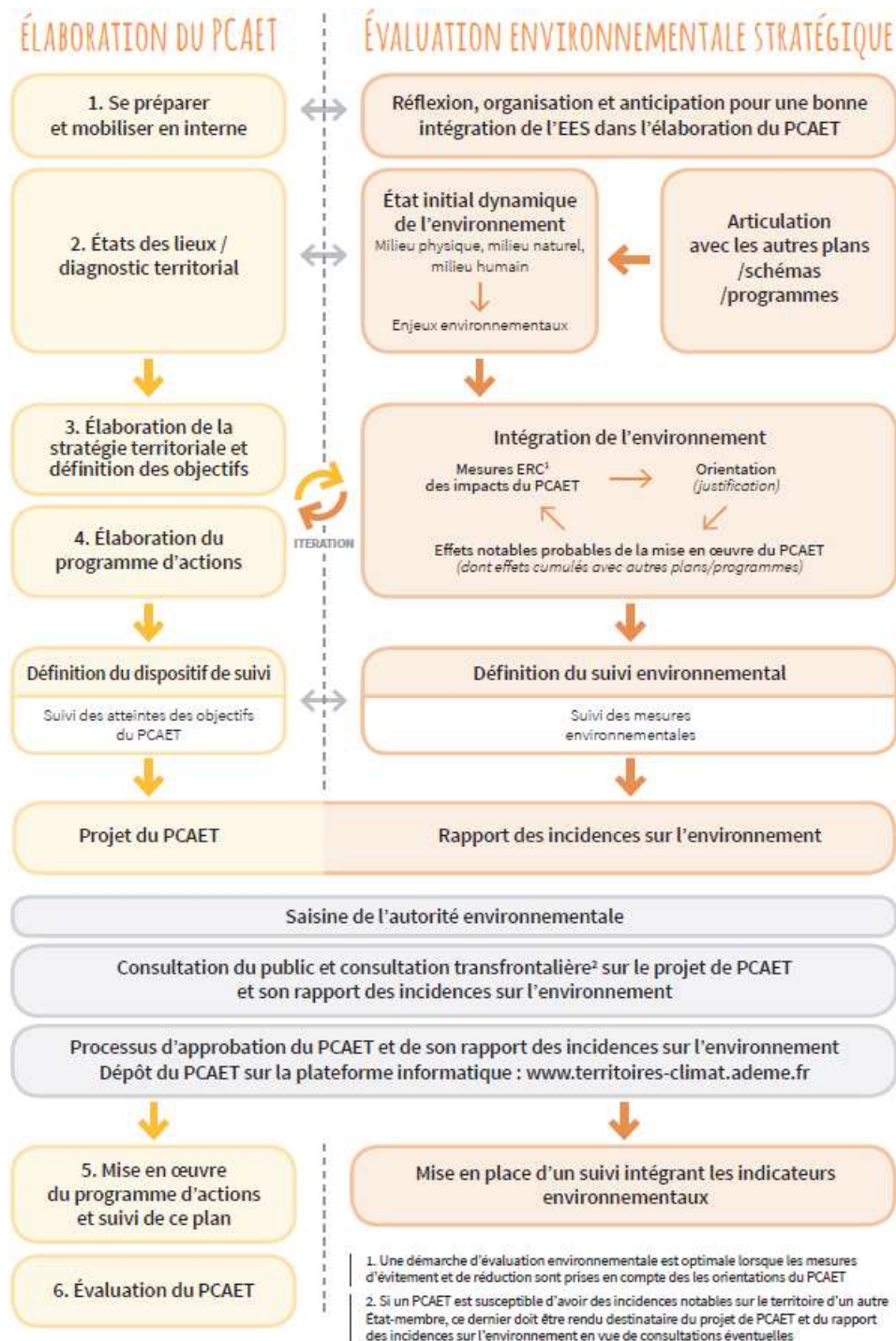


Schéma de synthèse de l'articulation entre les démarches d'élaboration du PCAET et d'évaluation environnementale

Source : PCAET, comprendre, construire et mettre en œuvre – ADEME & MEEM, 2016

2.2. L'ELABORATION DU PCAET DE LA CCPCP

La Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay a prescrit l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) par délibération en date du 11 avril 2017.

Dans le contexte de l'après COP 21, l'enjeu est d'assurer la mise en cohérence des politiques publiques sur le territoire de la communauté de communes, d'impulser un modèle de développement sobre en carbone et de trouver les moyens d'y parvenir. L'objectif de la COP 21 est de maintenir le réchauffement climatique mondial en deçà de 2°C d'ici à 2100 (par rapport à l'ère préindustrielle). Pour être tenu, ce dernier exige des investissements et une inflexion majeure des processus de production et des modes de vie.

La coordination et l'animation du PCAET a été confiée au Pôle métropolitain du Pays de Brest qui intervient sur les 6 communautés de communes (hors Brest Métropole), dont la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay. L'ingénierie visant à construire le diagnostic a ainsi été mutualisée, et l'association Energ'ence y a également apporté son expertise.

Cette mutualisation permet le partage et la cohérence des actions sur de nombreux thèmes (transports, agriculture, rénovation énergétique de l'habitat, adaptation au changement climatique...), mais aussi le renforcement des ambitions collectives en faveur de la transition énergétique, ainsi que la valorisation d'une sélection de projets pertinents, révélateurs de la diversité du territoire.

La CCPCP a défini une méthode participative pour construire son PCAET en faisant appel non seulement aux élus du territoire (communautaires et municipaux), mais aussi à la société civile (membres du collège territorial du conseil de développement, chambres consulaires, club des entreprises, associations, habitants).

Suite à l'élaboration du diagnostic par le Pays de Brest, ce dernier a été présenté devant les membres du comité de pilotage du PCAET composé des membres de la commission aménagement du territoire, maires et partenaires du territoire (chambres consulaires, Parc Naturel Régional, ADEME, DDTM, SDEF, GRDF, membres du conseil de développement, club d'entreprises). Puis 3 ateliers thématiques de travail ont eu lieu afin d'identifier les axes stratégiques

L'atelier « Destination TEPOS » (Territoire à Energie Positive) a réuni, au mois de mai 2019, 18 participants. Ces derniers ont travaillé sur les objectifs de transition énergétique de la CCPCP.

A partir des objectifs nationaux, la méthode appliquée a permis aux participants de se rendre compte de leurs consommations et productions énergétiques actuelles et de cibler et hiérarchiser des actions concrètes, leur permettant d'accroître leur efficacité et autonomie énergétique.

Au mois de d'avril 2019, l'Atelier « Air » a réuni 13 participants afin d'établir une stratégie en termes de réduction des émissions de GES, de polluants atmosphériques, et d'augmenter le potentiel de séquestration carbone de la CCPCP.

L'atelier « Adaptation aux effets du changement climatique » a réuni, au mois de mai 2019, 15 personnes. Les participants ont travaillé dans un premier temps sur les problèmes rencontrés sur les différents champs : aménagement du territoire, milieux naturels, ressource en eau... puis, dans un second temps, ils ont imaginé les grandes orientations permettant de répondre aux enjeux rencontrés dans la première phase.

Au deuxième semestre 2019, un temps de concertation a été organisé avec les habitants pour partager les enjeux et travailler sur des propositions d'actions. Trois ateliers complémentaires ont permis d'élaborer un premier plan d'actions, validé par le conseil communautaire en février 2020.

Suite aux élections municipales de 2020, deux nouveaux ateliers ont été organisés en visio-conférence afin de permettre aux nouveaux élus de s'approprier le sujet et d'approfondir, compléter et amender la liste des actions. Ces ateliers des 13 et 20 novembre ont réuni respectivement 14 et 17 personnes, membres du comité de pilotage.

Une proposition de programme d'action a été présentée au bureau des maires en juin 2021.

PARTIE 3 : PRÉSENTATION DU PCAET DE LA CCPCP

3.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE

Les Communautés de Communes du Pays de Châteaulin et du Porzay et de la Région de Pleyben ont fusionné le 1er janvier 2017 donnant naissance à la Communauté de Communes Pleyben-Châteaulin-Porzay.

Située entre l'Aulne et le fond de la baie de Douarnenez, elle est formée de 17 communes et comprend 24 000 habitants.

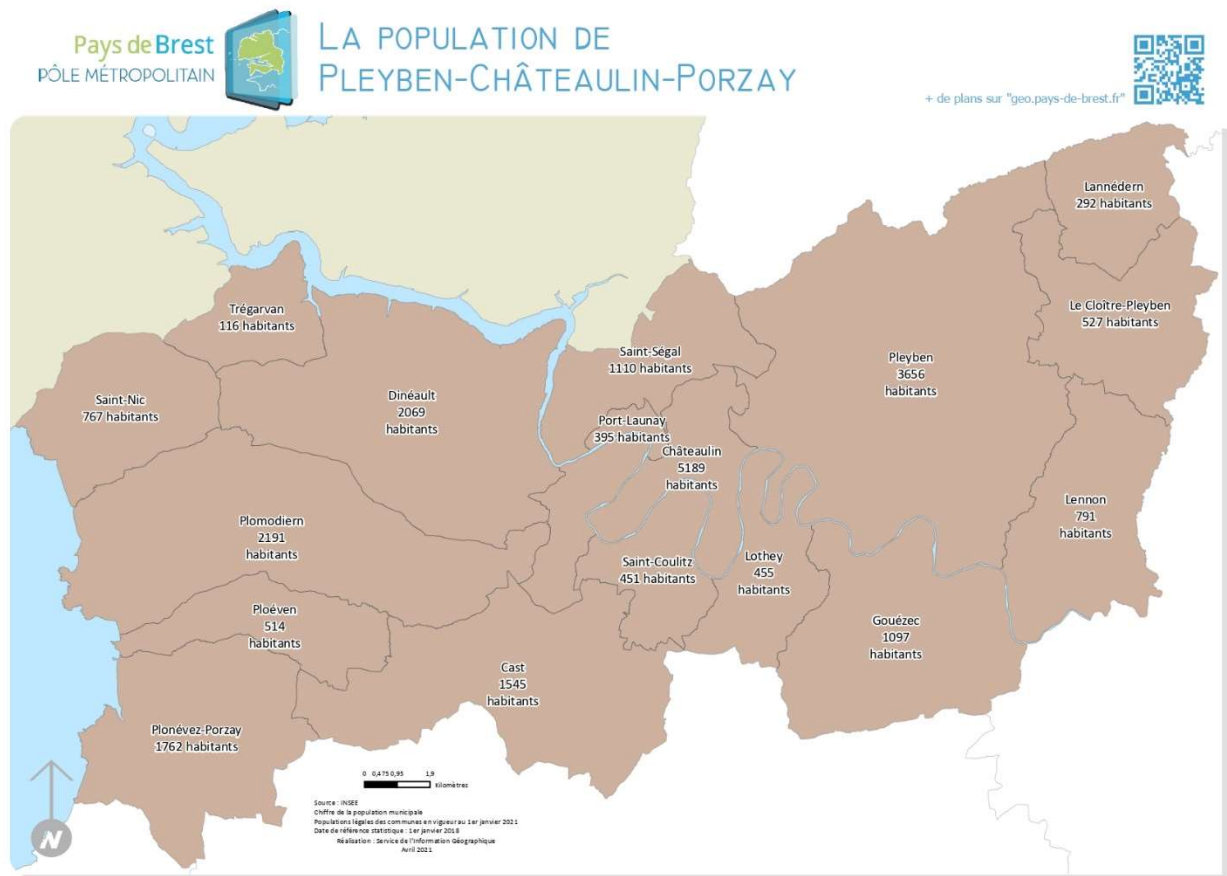


Figure 1 : Le territoire et la population de la CCPCP

Les principales compétences de la CCPCP

La CCPCP possède actuellement 5 compétences obligatoires, 8 compétences optionnelles et 20 compétences facultatives

Compétences obligatoires :

- Actions de développement économique
- Acquisition, construction, aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
- Gestion des milieux aquatiques et protection des inondations
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

Compétences optionnelles :

- Protection et mise en valeur de l'environnement
- Politique du logement et du cadre de vie
- Création, aménagement et entretien de la voirie
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire

- Assainissement (en 2020)
- Eau (en 2020)
- Gestion de la maison des services au public à Châteaulin

Compétences facultatives, notamment en ce qui concerne l'environnement :

- Transport collectif,
- Itinéraires de randonnées d'intérêt communautaire,
- Gestion du service public d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- Instruction des autorisations d'urbanisme,
- Compétences complémentaires sur les bassins versant

3.2. LE DIAGNOSTIC DU PCAET DE LA CCPCP

Ce diagnostic est synthétisé au paragraphe **6.7. Climat et énergie** du présent document.

Ce diagnostic aborde 4 aspects différents :

- La consommation d'énergie,
- La production d'énergie,
- Les émissions de gaz à effet de serre,
- La séquestration du carbone,
- La vulnérabilité aux effets du changement climatique.

3.3. STRATEGIE ET OBJECTIFS DU PLAN CLIMAT

Les 3 ateliers se sont déroulés en avril et mai 2019, ont réunis chacun entre 13 et 18 personnes, élus, techniciens, et partenaires de la collectivité. Ils ont permis d'identifier des axes stratégiques clés sur le territoire de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay. Chaque axe stratégique s'accompagne de plusieurs axes opérationnels précisant les champs d'actions. Ainsi, il a été défini 6 axes stratégiques et 16 objectifs opérationnels (Cf figure ci-après).

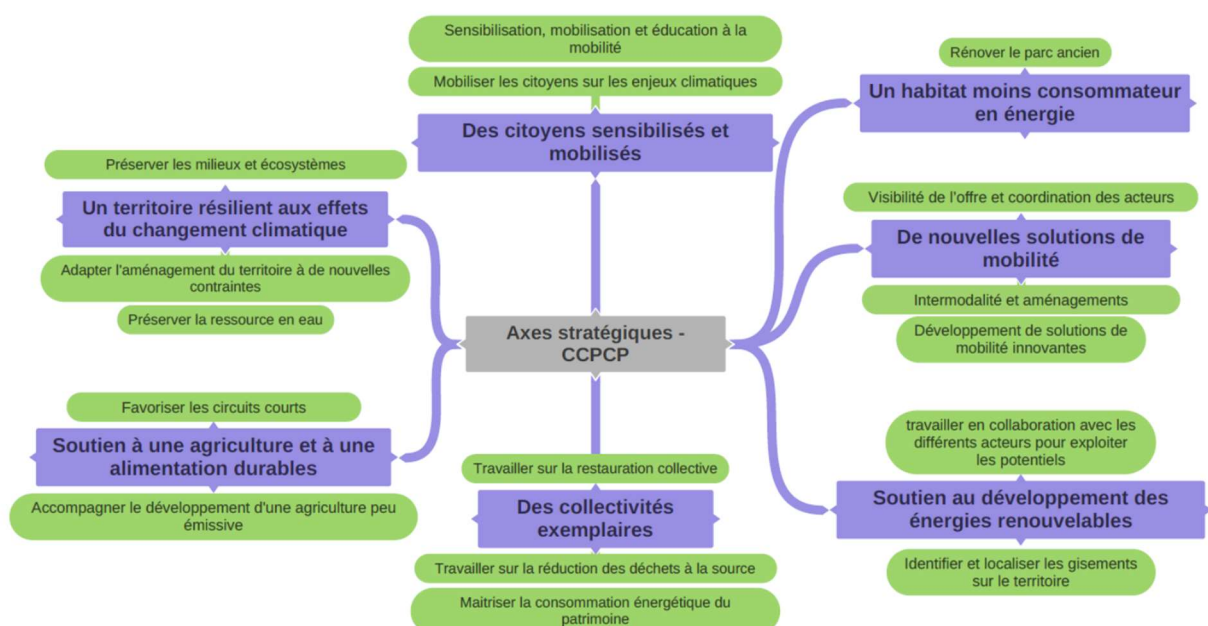


Figure 2 : Synthèse des axes stratégiques territoriaux

OBJECTIFS ENERGIE :

REDUCTION DE LA CONSOMMATION ENERGETIQUE

Les objectifs fixés en terme de réduction de la consommation énergétique sont volontaristes, tout comme ceux portant sur la part des énergies renouvelables :

- **Réduire de 55% la consommation énergétique finale à l'horizon 2050** en visant un objectif intermédiaire de -25% en 2030 par rapport à 2010.

Porter la part des **énergies renouvelables à 48% de la consommation finale brute d'énergie à l'horizon 2030**, et exporter de l'énergie d'ici 2050, c'est-à-dire devenir territoire à énergie positive

Tableau 1 : Bilan des objectifs chiffrés de réduction de la consommation énergétique :

Consommation énergétique du territoire en GWh/an	Consommation 2010	Cible 2030	Evolution 2010-2030 en %	Cible 2050	Evolution 2010-2050 en %
Résidentiel	190	130	- 31,6 %	70	- 63,2%
Transport de personnes	143	108	- 24,5 %	53	- 63,0 %
Transport de marchandises	59	49	- 17,0 %	29	- 50,9 %
Tertiaire	68	48	- 29,4 %	48	- 29,4 %
Agriculture	78	63	- 19,2 %	38	- 51,3 %
Industrie	79	64	- 19,0 %	39	- 50,6 %
Total	617	462	- 25,1 %	277	- 55,1 %
Objectifs régionaux			- 32 %		- 44 %
Objectifs nationaux			- 20 %		- 50 %

L'objectif affiché est d'économiser 155 GWh/an d'ici 2030. Pour cela, il est prévu d'agir principalement sur 2 secteurs : l'habitat, premier poste de dépense énergétique de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, et le transport de personnes. Il est également envisagé des partenariats avec les entreprises et les agriculteurs dans le cadre de la Maîtrise de la Demande d'Énergie (MDE) pour atteindre cet objectif.

PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Concernant la production d'énergies renouvelables, un potentiel de développement **du solaire photovoltaïque et de la filière bois énergie** a été identifié.

La méthanisation est également mise en avant dans une moindre mesure car le potentiel est déjà bien exploité.

Enfin, l'hydroélectricité dont on connaît aujourd'hui assez peu le potentiel pourrait faire l'objet d'une étude afin de définir l'intérêt et les possibilités pour développer cette énergie sur le territoire.

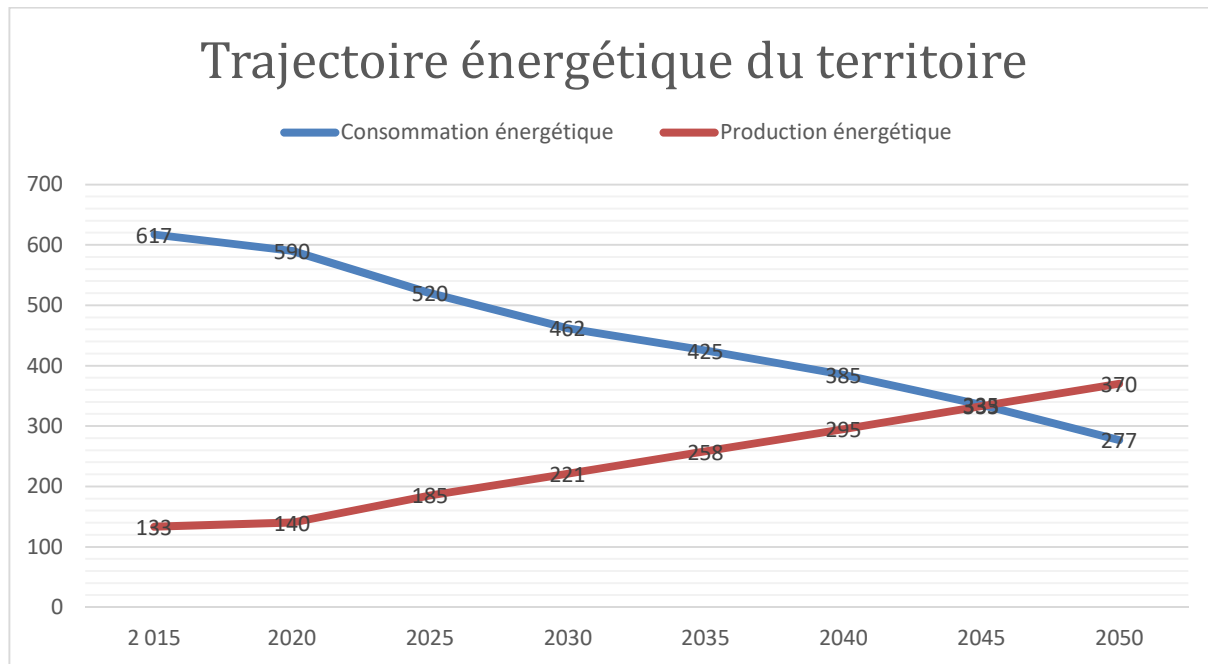
Tableau 2 : Bilan des objectifs chiffrés d'augmentation de la production en énergies renouvelables :

Production en énergie du territoire en GWh/an	Production 2015	Cible 2030	Cible 2050
Hydroélectricité	0	5	20
Solaire Photovoltaïque (bâtiments)	0	15	40
Solaire Photovoltaïque (au sol)	0	20	20
Eolien	71	91	100
Bois énergie (chaufferies bois)	38	43	60
Bois énergie (exportation)	0	5	20
Biogaz	24	34	100
Solaire Thermique	0	3	5
Géothermie	0	5	5

Production en énergie du territoire en GWh/an	Production 2015	Cible 2030	Cible 2050
Total	133	221	370
Taux d'autonomie énergétique en %	21,5 %	47,8 %	125,4 %
Objectifs nationaux d'autonomie énergétique		32%	

Une production de 220 GWh/an serait atteinte en 2030, soit une **autonomie énergétique de 48%**. Il s'agit d'une moyenne bien supérieure à l'objectif de 156 GWh/an (soit une autonomie énergétique de 32%) défini par la LTECV pour l'horizon 2030.

L'autonomie énergétique totale pourrait être atteinte avant 2050, ce qui ferait du territoire de la communauté de communes un Territoire à Energie positive (TEPos) exemplaire au regard des objectifs nationaux.



OBJECTIFS AIR

3 grands thèmes ressortent :

- Education, sensibilisation et mobilisation des habitants,
- Mobilité : l'objectif phare est celui de limiter les besoins en déplacements motorisés,
- Agriculture et alimentation : Appuyer le développement de nouvelles pratiques agricoles et alimentaires.

LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE :

Sur le territoire de la CCPCP, 65% des émissions de GES proviennent de l'agriculture, dont 97% sont identifiées comme "non-énergétiques" (issues du méthane en majorité). Etant donné que le PCAET n'a pas vocation à chercher à réduire l'activité agricole et le nombre d'élevages, il semble difficile de prévoir une neutralité carbone du territoire à l'horizon 2050. Toutefois, des actions du territoire sont possibles et souhaitables et le développement de nouvelles pratiques agricoles et alimentaires devra permettre de réduire les émissions de GES agricoles, tout comme la rénovation du bâti et le développement des nouvelles mobilités peu ou pas émissives.

Afin d'estimer les objectifs de diminution des émissions de gaz à effets de serre de la communauté de communes, comme les émissions des secteurs autres qu'agriculture sont majoritairement « énergétiques », il a été décidé d'appliquer les objectifs de réduction de la consommation d'énergie des secteurs avec un objectif de diminution supérieur de 20% à l'horizon 2030, afin de prendre en compte la décarbonation énergétique dans ces secteurs.

Concernant le secteur agricole, un objectif de diminution des émissions de GES de 21% a été fixé à l'horizon 2030, correspondant aux efforts estimés possibles par les agriculteurs sans pénaliser l'activité d'élevage. Ce chiffre correspond aux objectifs pour 2030 fixés dans le SRADDET breton.

Tableau 3 : Bilan des objectifs chiffrés de diminution des émissions de gaz à effets de serre :

Emissions de gaz à effet de serre	Emissions en 2010	Cible 2030	Evolution 2012-2030	Cible 2050	Evolution 2012-2050
Agriculture	205 000	162 000	- 21,0 %	104 600	-49 %
Transport de voyageurs	38 000	21 100	- 44,5 %	6 500	-83 %
Résidentiel	29 000	14 000	- 52,0 %	4 400	-85 %
Fret	16 000	10 100	- 37,0 %	2 700	-83 %
Tertiaire	11 000	5 600	- 49,0 %	1 800	-84 %
Industrie	14 000	8 500	- 39,0 %	5 600	-60 %
Déchets	3 000	1 800	- 40,0 %	1 000	-66 %
Pêche	0	0		0	
Total	316 000	223 100	- 29,4 %	126 600	- 60 %
Objectifs régionaux			-37%		- 66 %
Objectifs nationaux			- 40 %		- 85 %

POLLUANTS ATMOSPHERIQUES

L'enjeu de diminution des polluants se concentre donc d'abord sur le volet agricole. Toutefois, de la même manière que pour les GES, il paraît difficile de diminuer de manière importante les émissions d' NH₃ sans impacter l'activité d'élevage. La diminution des polluants provenant des secteurs du bâti et du transport paraît atteignable, notamment par rapport aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre.

Tableau 4 : Bilan des objectifs chiffrés de diminution des émissions de polluants atmosphériques :

Emissions en tonnes en 2014	SO2	NOx	PM10	PM2,5	COVNM	NH3	TOTAL (en tonnes)
Agriculture	0	201	260	58	15	1883	2417
Déchets	0	0	0	0	0	1	1
Autres transports	0	5	1	0	0	0	7
Transport routier	0	212	27	18	22	3	282
Tertiaire	1	7	0	0	12	0	21
Résidentiel	8	23	42	41	126	0	240
Industrie hors énergie	0	8	3	1	17	0	30
Industrie branche Energie	0	0	0	0	0	0	0

Emissions en tonnes en 2014	SO2	NOx	PM10	PM2,5	COVNM	NH3	TOTAL (en tonnes)
Total en 2014 en tonnes	10	455	333	119	192	1 887	2 996
Objectif du PREPA 2024	-50%	-50%	-27%	-27%	-43%	-4%	
Tendance BZH 2008 - 2014	-28%	-24%	-6%	-14%	-20%	2%	
Scénario retenu pour 2030	-50%	-50%	-27%	-27%	-43%	-2%	2520

SEQUESTRATION CARBONE

La CCPCP affiche un taux de séquestration carbone de 8%, un taux bien supérieur à la moyenne des communautés de communes du Pays de Brest qui avoisine les 2%.

Au-delà de l'amélioration de la connaissance du sujet, il est prévu d'analyser plus finement la capacité de stockage des sols, notamment via un suivi cartographique qui est en cours de développement à l'échelle du Pays de Brest. Il s'agira également d'étudier le stockage du bocage, des tourbières et des marais

L'objectif de la CCPCP est d'identifier puis de préserver et valoriser ces zones permettant de stocker du carbone, et donc de limiter le bilan d'émissions de gaz à effets de serre de la communauté de communes.

Un projet de fonds carbone local est en cours de réflexion à l'échelle du Pays de Brest

OBJECTIFS ADAPTATION AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

SYNTHESE DES ECHANGES

→ Aménagement du territoire

L'identification et la prise en compte des risques dans le PLUi et le SCoT ont été définies comme prioritaires dans les objectifs à atteindre pour la CCPCP. Plus précisément, il paraît important de considérer une prise en compte différenciée des risques, d'agir en amont des inondations (notamment sur le ruissellement), et de sensibiliser les habitants aux risques.

→ Milieux naturels

La CCPCP souhaite apporter son soutien à la plantation d'arbres en s'appuyant notamment sur le programme Breizh Bocage. L'inventaire et la caractérisation de l'état des zones humides, tourbières, cordons dunaires, et l'étude des possibilités de restauration est identifié comme un enjeu. Enfin, la sensibilisation des habitants et du secteur du tourisme à la préservation des milieux naturels est vue comme une priorité pour l'adaptation aux effets du changement climatique de la CCPCP.

→ Ressource en eau

Préserver les ressources en eau est un objectif important pour la CCPCP. Diverses actions possibles sont mises en avant, à commencer par l'appui des politiques concertées de gestion de la ressource en eau. A terme, il s'agit notamment de remplacer certaines cultures trop consommatrices en eau. Aussi, la préservation des ressources en eau passera par la sensibilisation des habitants et du secteur du tourisme.

3.4. PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN CLIMAT

Le programme d'actions de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay permet de préciser le champ d'intervention et d'actions du PCAET.

Ce PCAET définit 7 axes stratégiques et 16 orientations, qui sont déclinés en 57 actions. Le tableau ci-dessous en donne une vision synthétique.

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION
UN HABITAT MOINS CONSOMMATEUR EN ENERGIE	A -RENOVER LE PARC DE LOGEMENTS ANCIENS	A1	Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat
		A2	Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
		A3	Soutenir l'accession abordable dans l'ancien
		A4	Accompagnement technique et administratif des ménages
		A5	Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné
		A6	Mettre en place un plan d'actions en santé environnement
DE NOUVELLES SOLUTIONS DE MOBILITE	A -VISIBILITE DE L'OFFRE ET COORDINATION DES ACTEURS	A1	Animer un réseau d'acteurs de la mobilité et déployer des relais d'information de proximité
		A2	Développer la communication numérique et papier
		A3	Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable
	B - DEVELOPPEMENT DE SOLUTIONS DE MOBILITE INNOVANTES	B1	Développer la pratique du covoiturage
		B2	Développer le transport solidaire
		B3	Réaliser un schéma directeur modes actifs
		B4	Développer un service de location de vélos et vélos à assistance électrique
		B5	Développer des expérimentations de pédibus et vélobus scolaires
		B6	Développer des espaces de coworking
		B7	Etudier la possibilité d'installer une station GNV à Châteaulin
	C - INTERMODALITE ET AMENAGEMENTS	C1	Développer des aménagements en faveur des modes actifs
		C2	Développer des aires de covoiturage
		C3	Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports
SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	A - IDENTIFIER ET LOCALISER LES GISEMENTS SUR LE TERRITOIRE	A1	Réaliser une étude de planification énergétique
		A2	S'informer sur les possibilités de repowering des parcs éoliens et leurs impacts sur le paysage
		A3	Création d'un cadastre solaire
		A4	Promotion du cadastre solaire
	B - TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC LES DIFFERENTS ACTEURS POUR EXPLOITER LES POTENTIELS.	B1	Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique
		B2	Développer des boucles énergétiques en zones d'activités
		B3	Développer un champ solaire
		B4	Travailler sur le développement de la filière bois énergie
		B5	Développer une grappe de projets solaires
		B6	Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION
		B7	Accompagner le projet de création d'une plateforme multi-filières de recyclage et de valorisation de déchets portée par les Recycleurs Bretons sur la commune de Cast
UN TERRITOIRE RESILIENT AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	A - PRESERVER LES MILIEUX ET LES ECOSYSTEMES	A1	Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger.
		A2	Développer un fond carbone local
		A3	Préserver et restaurer le bocage
	B - PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU	B1	Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau
		B2	Réaliser un schéma directeur eau potable
		B3	Réaliser un schéma directeur assainissement
	C - ADAPTER L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE A DE NOUVELLES CONTRAINTES	C1	Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D
		C2	Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire
SOUTIEN A UNE AGRICULTURE ET A UNE ALIMENTATION DURABLE	A - FAVORISER LES CIRCUITS COURTS	A1	Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs
		A2	Favoriser l'accès des producteurs aux marchés publics
	B - ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE PEU EMISSIVE	B1	Mettre en relation les agriculteurs afin de favoriser les échanges parcellaires
		B2	Promouvoir les techniques agronomiques peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale
DES COLLECTIVITES EXEMPLAIRES	A - MAITRISER LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE	A1	Etudier l'intérêt d'un passage au GNV des bennes à ordures ménagères
		A2	Suivi des consommations énergétiques du patrimoine bâti communautaire.
	B - TRAVAILLER SUR LA RESTAURATION COLLECTIVE	B1	Développer l'offre locale et biologique dans la restauration collective
		B2	Travailler sur le gaspillage alimentaire
	C - TRAVAILLER SUR LA REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE	C1	Rédaction et mise en œuvre d'un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés
		C2	Distribuer des composteurs aux usagers
		C3	Etudier la faisabilité d'une ou plusieurs recycleries sur le territoire communautaire
DES CITOYENS SENSIBILISES ET MOBILISES	A - SENSIBILISATION, MOBILISATION ET EDUCATION A LA MOBILITE	A1	Sensibilisation à la mobilité durable lors d'évènements grands publics
		A2	Organiser des rallyes mobilité
	B - MOBILISER LES CITOYENS SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES	B1	Former des citoyens
		B2	Organiser des conférences sur le climat
		B3	Sensibiliser les habitants à la maîtrise de l'énergie
		B4	Sensibiliser un public précaire à la maîtrise de l'énergie
		B5	Réaliser des thermographies de façades ou une thermographie aérienne
		B6	Sensibiliser les scolaires

PARTIE 4 : ARTICULATION DU PCAET AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le PCAET est une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Il doit intégrer les interactions existantes ou potentielles avec les autres plans et programmes. L'évaluation Environnementale Stratégique permet de vérifier si ces interactions sont cohérentes.

Suivant leur portée et leurs liens juridiques, deux notions sont à considérer :

- le PCAET doit « **être compatible avec** » certains documents, ce qui signifie « ne pas être en contradiction avec les options fondamentales » :
 - les règles du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ;
 - le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).
- certains documents doivent « **être pris en compte** » par le PCAET, ce qui signifie « ne pas ignorer ni s'éloigner des objectifs et des orientations fondamentales » :
 - les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires SRADDET.
 - Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
 - La stratégie nationale bas carbone

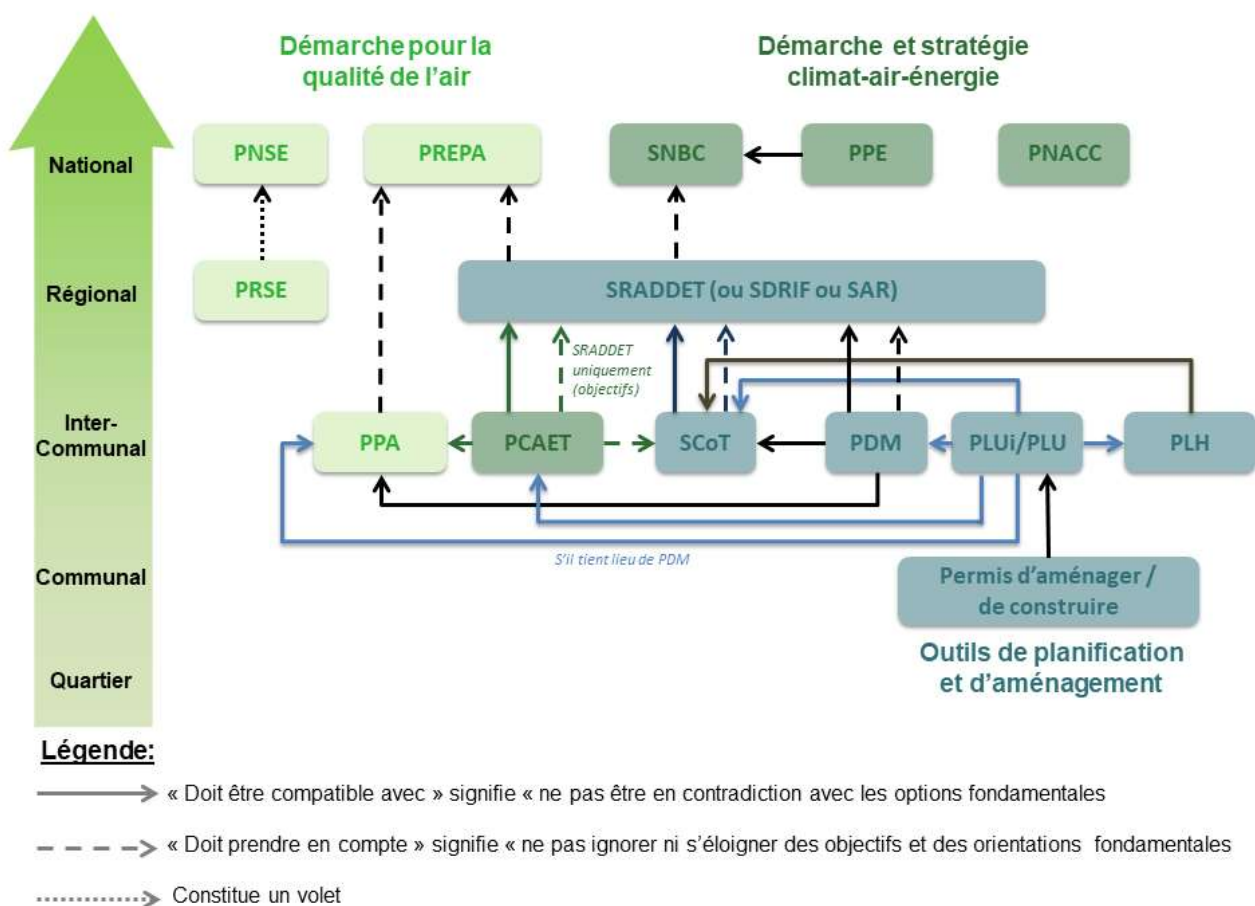


Figure 3 : Articulation du PCAET avec les autres plans et programmes

Source : ADEME, 2021

A noter que d'autres documents ont également été intégrés à la réflexion (SDAGE, SAGE, SRCE...).

4.1. DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PCAET DOIT ETRE COMPATIBLE

4.1.1. SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES DE BRETAGNE

Le SRADDET, créé par la loi Notre de 2015 est le nouveau cadre de planification régionale concernant l'aménagement du territoire.

Le SRADDET englobe cinq schémas régionaux existants, élaborés et votés ces dernières années :

- Schéma Régional de Cohérence Écologique (trame verte et bleue) ;
- Schéma Régional Climat Air Energie ;
- Schéma Régional de l'Intermodalité ;
- Schéma Régional des Infrastructures et des Transports ;
- Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets.

Il est opposable aux documents d'urbanismes locaux et de planification, comme les SCoT -Schémas de cohérence territoriale– ou, à défaut, les PLUi, les plans de déplacement urbains, les plans climat air énergie territoriaux (PCAET) et la charte des parcs naturels régionaux (PNR).

Le conseil régional de Bretagne a voté le 28 novembre 2019 le SRADDET de Bretagne. Après consultation et enquête publique, il a été adopté le 18 décembre 2020. Ce schéma fixe des objectifs aux horizons 2030 et 2050 concernant la demande en énergie, la réduction des gaz à effet de serre, l'amélioration de la qualité de l'air, le développement des énergies renouvelables et l'adaptation au changement climatique.

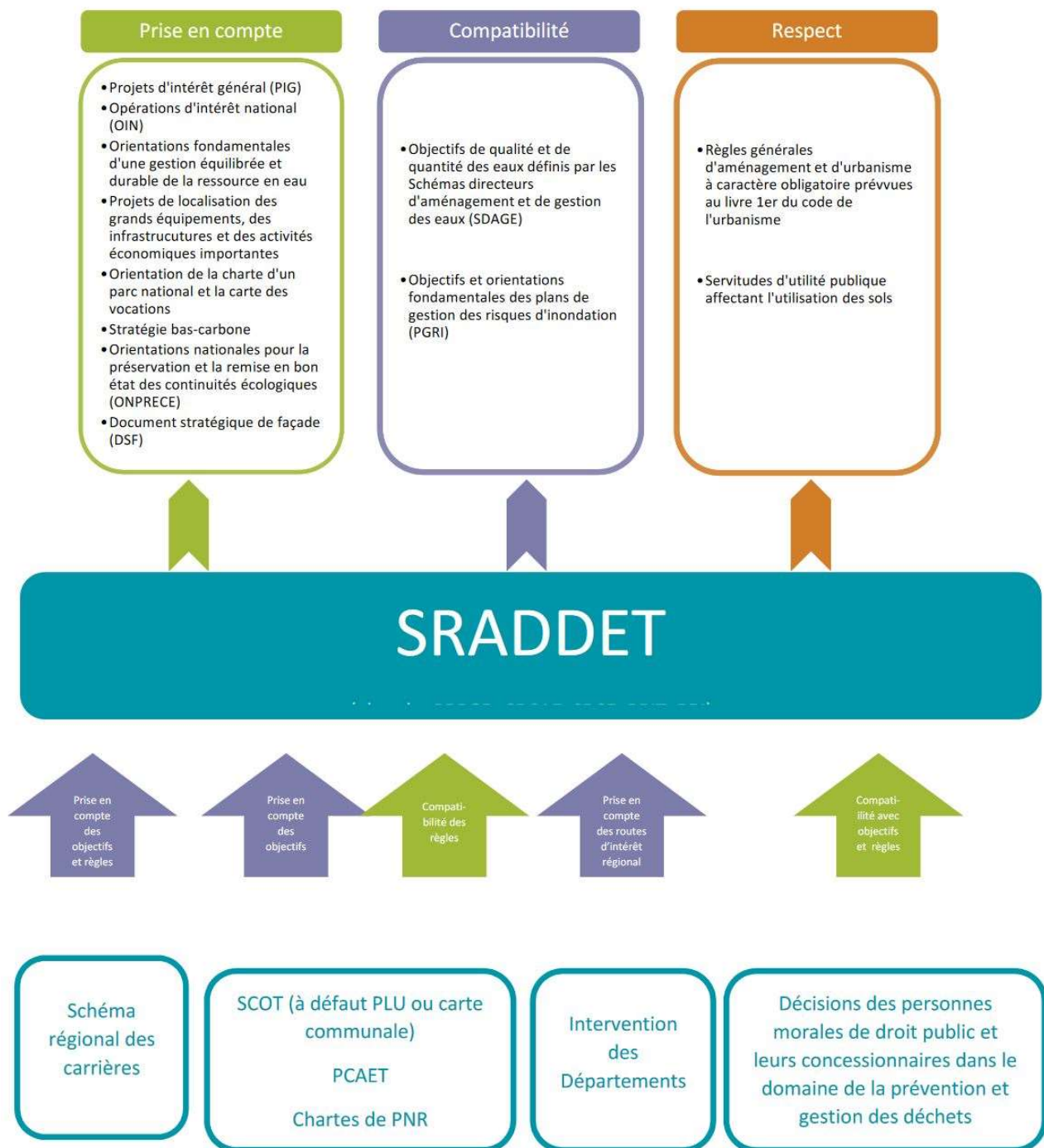


Figure 4 : Schéma de la hiérarchisation des documents et décisions

Le diagnostic a conduit à définir 4 enjeux :



Figure 5 : Les enjeux du SRADDET

Les orientations ont été définies à partir de ces enjeux.

- Une Bretagne raccordée et ouverte au monde
- Une Bretagne plus performante par l'accélération des transitions
- Une Bretagne des proximités
- Une Bretagne de la sobriété
- Une Bretagne unie et solidaire

Le projet de développement durable est construit autour des 38 objectifs de la Breizh COP.

Des règles ont été définies Ces règles ne concernent que les objectifs pour lesquels les documents de planification ou d'urbanisme ont un impact significatif, et prévu par la loi. Sur chaque règle, les documents concernés sont indiqués.

D'après l'article L4251-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, -les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) doivent être compatibles avec les règles du SRADDET :

Tableau analyse croisée SRADDET/PCAET

Seules sont reprises ici les règles concernant les PCAET

Règles du SRADDET	Actions du PCAET
Règle II-4 Qualité de l'air Les PCAET identifient et spatialisent les sources d'émissions de polluants atmosphériques (industries, transports, bâtiments, agriculture) du territoire. Ils fixent des objectifs chiffrés de réduction des émissions des polluants atmosphériques affichant la contribution du territoire, la plus forte possible, à l'objectif régional de réduction d'au moins 71 % de l'oxyde d'azote et d'au moins 36 % des particules fines en suspension en 2040 par rapport à 2015. Ils identifient les situations et secteurs à risque. Ils déterminent les mesures permettant de réduire ces émissions et de protéger les populations.	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un plan d'actions en santé environnement • Animer un réseau d'acteurs de la mobilité et déployer des relais d'information de proximité • Développer la communication numérique et papier • Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable • Développer la pratique du covoiturage • Développer le transport solidaire • Réaliser un schéma directeur modes actifs • Développer un service de location de vélos et vélos à assistance électrique • Développer des expérimentations de pédibus et vélobus scolaires • Développer des espaces de coworking • Etudier la possibilité d'installer une station GNV à Châteaulin • Développer des aménagements en faveur des modes actifs • Développer des aires de covoiturage • Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports • Etudier l'intérêt d'un passage au GNV des bennes à ordures ménagères • Sensibilisation à la mobilité durable lors d'évènements grands publics • Organiser des rallyes mobilité
Règle II-5 Projets de développement, ressource en eau et capacités de traitement Les documents d'urbanisme et les PCAET analysent les potentiels et besoins du territoire et définissent des objectifs en termes d'économie de consommation d'eau, de réduction des ruissellements, de récupération des eaux pluviales, de réutilisation des eaux grises et de préservation des zones tampons.	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau • Réaliser un schéma directeur eau potable • Réaliser un schéma directeur assainissement • Préserver et restaurer le bocage

Règles du SRADET	Actions du PCAET
Règle III-1 Réduction des émissions de GES <p>Les PCAET fixent des objectifs chiffrés de réduction et d'absorption des émissions de gaz à effet de serre affichant la contribution du territoire, la plus forte possible, à l'objectif régional de réduction d'au moins 50% des émissions de GES en 2040 par rapport à 2012.</p> <p>Les stratégies d'atténuation portées par ces documents comportent des objectifs chiffrés globalement et par secteur d'activité (résidentiel, tertiaire, transport routier, autres transports, agriculture, déchets, industrie hors branche énergie, branche énergie).</p> <p>Concernant le secteur agricole, ils inscrivent un objectif de réduction des GES agricoles permettant d'afficher la contribution du territoire, la plus forte possible, à l'objectif régional de réduction d'au moins 34% pour les émissions de GES agricoles en 2040 par rapport à 2012. Ils encouragent et accompagnent les pratiques agricoles permettant de maximiser le stockage du carbone.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable • Développer la pratique du covoiturage • Développer le transport solidaire • Réaliser un schéma directeur modes actifs • Développer un service de location de vélos et vélos à assistance électrique • Développer des expérimentations de pédibus et vélobus scolaires • Accompagner le projet de création d'une plateforme multi-filières de recyclage et de valorisation de déchets portée par les Recycleurs Bretons sur la commune de Cast • Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger. • Développer un fond carbone local • Préserver et restaurer le bocage • Mettre en relation les agriculteurs afin de favoriser les échanges parcellaires • Promouvoir les techniques agronomiques peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale • Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs • Développer l'offre locale biologique dans la restauration collective • Mobiliser les citoyens sur les enjeux climatiques
Règle III-2 Développement de production d'énergie renouvelable <p>Les PCAET inscrivent un objectif de production d'énergie renouvelable global et par type de production (éolien, solaire photovoltaïque et thermique, biomasse, etc...) permettant d'afficher la contribution du territoire, la plus forte possible, à l'objectif régional de multiplier par 7 la production d'énergie renouvelable à l'horizon 2040 par rapport à 2012, et atteindre ainsi l'autonomie énergétique de la Bretagne.</p> <p>Les PCAET identifient sur leur territoire les sources d'énergie de récupération et encouragent leur valorisation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une étude de planification énergétique • S'informer sur les possibilités de repowering des parcs éoliens et leurs impacts sur le paysage • Création d'un cadastre solaire • Promotion du cadastre solaire • Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique • Développer des boucles énergétiques en zones d'activités • Développer un champ solaire • Travailler sur le développement de la filière bois énergie • Développer une grappe de projets solaires • Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles

Règles du SRADET	Actions du PCAET
Règle III-5 Réhabilitation thermique	
<p>Les PCAET affichent la contribution du territoire, la plus forte possible, à l'objectif régional d'une réduction de la consommation énergétique de 39 % à l'horizon 2040 par rapport à 2012. Les PCAET et les documents d'urbanisme définissent des objectifs de réhabilitation thermique des parcs publics et privés du secteur tertiaire et du logement, et identifient les secteurs prioritaires d'intervention ainsi que le niveau de performance énergétique à atteindre. Ils définissent notamment des objectifs de rénovation de logements visant à réduire le nombre de ménages en situation de précarité énergétique et de logements indignes sur leur territoire, dans les espaces urbains comme dans les espaces ruraux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat • Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat • Soutenir l'accession abordable dans l'ancien • Accompagnement technique et administratif des ménages • Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné • Suivi des consommations énergétiques du patrimoine bâti communautaire • Sensibiliser les habitants à la maîtrise de l'énergie • Sensibiliser un public précaire à la maîtrise de l'énergie • Réaliser des thermographies de façades ou une thermographie aérienne
Règle III-6 Mesures d'adaptation au changement climatique	
<p>Les documents d'urbanisme et les PCAET déterminent les mesures d'adaptation nécessaires pour faire face au changement climatique et visant à augmenter la résilience du territoire face à l'accroissement des phénomènes climatiques extrêmes, notamment pour faire face aux inondations ou rendre la forte chaleur plus supportable dans les surfaces urbanisées (adaptation du bâti existant – conception bioclimatique – quartiers et équipements résilients - réduction des surfaces minéralisées - utilisation de matériaux biosourcés - augmentation des surfaces végétales- présence d'espaces verts et d'eau - mutation des usages et fonctions sur les espaces à risque - recul stratégique).</p> <p>Ces mesures d'adaptation au changement climatique sont déclinées en fonction des typologies d'espaces (centres-villes, centre-bourgs, quartiers résidentiels denses, lotissements, secteurs littoraux, etc...) et en fonction du niveau de polarité dans l'armature territoriale (pôles principaux, pôles intermédiaires, maillages de bourgs...) telle que définie par les documents d'urbanisme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un plan d'actions en santé environnement • Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau • Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D • Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire • Former des citoyens • Organiser des conférences sur le climat • Sensibiliser les scolaires

4.1.2. PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) a été introduit par la loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) en 1996 et vise à améliorer la qualité de l'air. Ce document est obligatoire et régi par le code de l'environnement.

Ce plan définit des mesures qui viennent compléter, à l'échelle de l'agglomération, celles déjà mises en œuvre aux niveaux national et local dans les différents domaines d'activités susceptibles de contribuer à la pollution atmosphérique, tels que le transport routier, le chauffage des bâtiments, l'industrie ou l'agriculture. Il rassemble les informations nécessaires à l'inventaire et à l'évaluation de la qualité de l'air de la zone considérée. Ils énumèrent les principales mesures préventives et correctives d'application temporaire ou permanente, pouvant être prises en vue de réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique, d'utiliser l'énergie de manière rationnelle et d'atteindre les objectifs fixés par le plan.

Les PPA sont obligatoires à l'intérieur des agglomérations de plus de 250 000 habitants et des zones où les valeurs limites réglementaires de concentration en polluants atmosphériques sont dépassées ou risquent de l'être.

La Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay ayant une population inférieure à 250 000 habitants, elle n'est pas concernée par le Plan de Protection de l'Atmosphère.

4.2. DOCUMENTS PRIS EN COMPTE LORS DE L'ELABORATION DU PCAET

4.2.1. LES OBJECTIFS DU SRADDET

Les objectifs du SRADDET pris en compte par le PCAET sont :

Faire vivre une Bretagne des proximités

Objectif n°15 – Mieux intégrer la mobilité dans les projets d'aménagement pour limiter les déplacements contraints

Objectif n°16 – Améliorer collectivement l'offre de transports publics

Objectif n°17 – Inventer et conforter les mobilités alternatives à la voiture solo, et répondre aux besoins de toutes les typologies de territoire

Objectif n°18 – Conforter, dynamiser et animer les centralités urbaines, périurbaines et rurales

Objectif n°19 – Favoriser une nouvelle occupation des espaces rapprochant activités économiques et lieux de vie et de résidence

Une Bretagne de la sobriété

Objectif n°21 – Améliorer la qualité de l'air intérieur et extérieur

Objectif n°22 – Déployer en Bretagne une réelle stratégie d'adaptation au changement climatique

Objectif n°23 – Accélérer l'effort breton pour l'atténuation du changement climatique

Objectif n°24 – Atteindre le zéro enfouissement puis viser le zéro déchets à l'horizon 2040

Objectif n°26 – Intégrer les enjeux de l'eau dans tous les projets de développement et d'aménagement

Objectif n°27 – Accélérer la transition énergétique en Bretagne

Objectif n°29 – Préserver et reconquérir la biodiversité en l'intégrant comme une priorité des projets de développement et d'aménagement

Objectif n°31 – Mettre un terme à la consommation d'espaces agricole et naturel

Une Bretagne unie et solidaire

Objectif n°34 – Lutter contre la précarité énergétique

Ces objectifs sont aussi déclinés dans les différents documents préexistants au SRADDET et qui y ont été intégrés notamment le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.

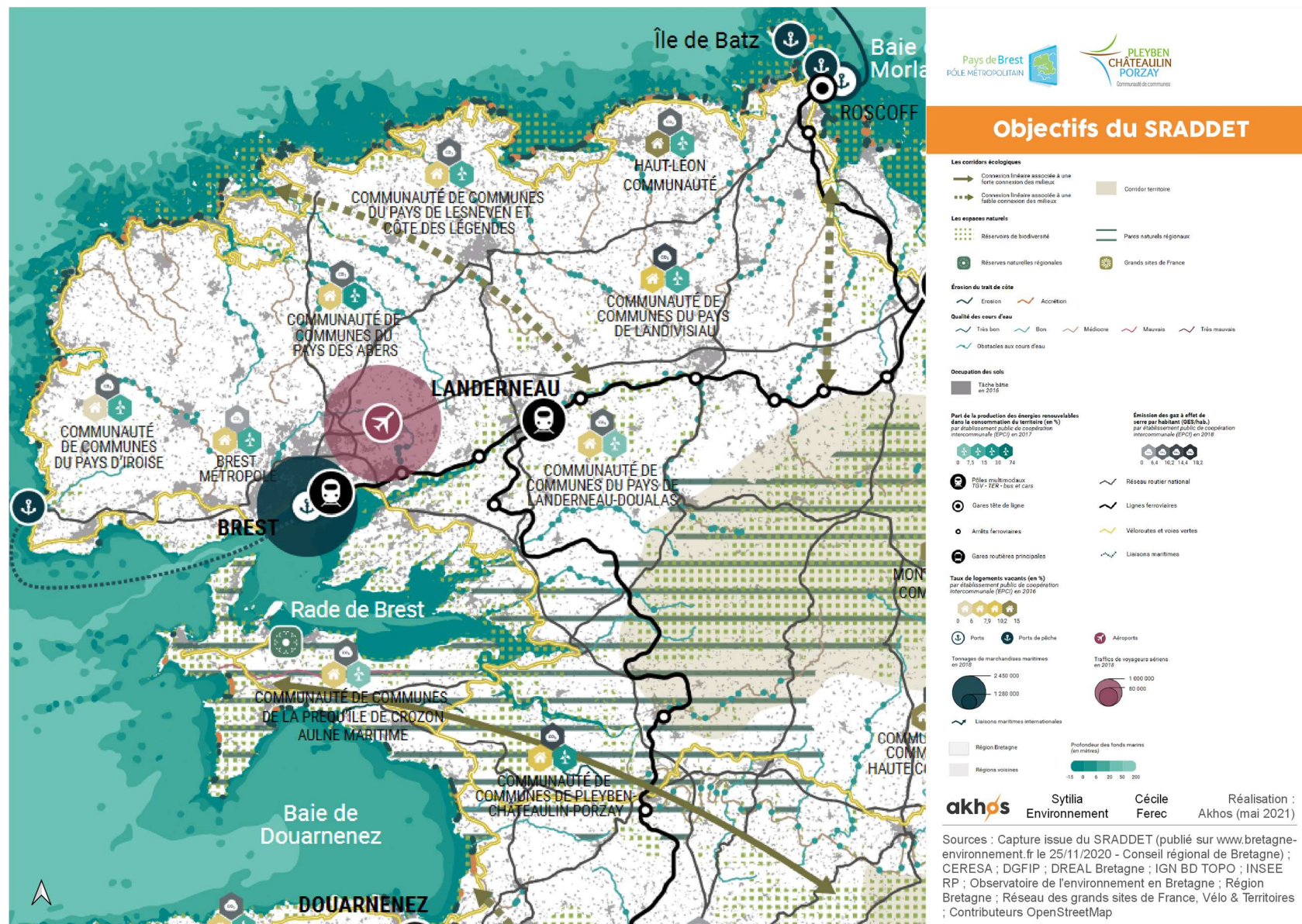


Figure 6 : les objectifs du SRADDET

SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

Le SRCE est l'outil phare de mise en œuvre de la politique "trame verte et bleue". Cette dernière apporte une réponse à l'érosion de la biodiversité et propose une approche novatrice :

- Elle prend en compte les besoins de déplacement des espèces animales et végétales pour s'alimenter, se reproduire, se reposer, etc.
- Elle s'intéresse à la biodiversité remarquable mais aussi ordinaire, présente dans notre environnement quotidien.
- Elle favorise le bon fonctionnement des écosystèmes et la qualité des services rendus à l'Homme.
- Elle vise une meilleure intégration de la biodiversité dans les activités humaines et constitue un outil d'aménagement des territoires, dépassant la logique de protection d'espaces naturels.

Ainsi, la Trame Verte et Bleue (TVB) se décline à l'échelle régionale dans un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), adopté le 2 novembre 2015. Il définit un cadre d'intervention solidaire et coordonné, qui doit contribuer à enrayer le déclin de la biodiversité. Le SRCE est intégré dans le SRADDET depuis l'approbation de ce dernier.

Le SRCE Bretagne comporte cinq volets :

- une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques* ;
- une présentation de la trame verte et bleue régionale ;
- une cartographie de la trame verte et bleue régionale au 1/100 000ème ;
- un programme d'actions, détaillant les mesures contractuelles à privilégier pour assurer la préservation voire la remise en bon état des continuités*, ainsi que les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre locale de la trame verte et bleue ;
- un dispositif de suivi et d'évaluation.

Le plan d'actions en lui-même comprend 72 actions structurées en quatre grands thèmes.

Le territoire de la CCPCP est localisé sur deux grands ensembles de perméabilité (GEP) :

- n° 6 : « La presqu'île de Crozon de la Pointe de Pen-Hir à l'Aulne », présentant un niveau élevé de connexion des milieux naturels. Un corridor écologique relie la presqu'île de Crozon aux Montagnes noires.
- n° 8 : « Les plaines du Porzay et du Poher, de la Baie de Douarnenez au bassin de Corlay » présentant un niveau faible de connexion des milieux naturels.

Des réservoirs régionaux de biodiversité concernent la région du Menez-Hom, le littoral, la vallée de l'Aulne et les Montagnes noires.

Cf. § 6.3.4 : Les continuités écologiques : la Trame Verte et Bleue

Dans le cadre du PCAET de la CCPCP les fiches actions ci-après œuvrent en faveur des continuités écologiques :

- *Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger.* Cette action contient notamment l'étude de la capacité de stockage des sols et demande d'identifier et de préserver les zones humides dans le PLUi-H et étudier les possibilités de restauration
- *Développer un fond carbone local* : les enjeux de l'action précédente seront intégrés. Ce fond peut servir à financer des actions
- *Préserver et restaurer le bocage* : Accentuer les programmes d'animation portés par l'EPAB, l'EPAGA et le SIVALODET, et proposer des plans de gestion du bocage permettant la mobilisation durable de la ressource bocagère
- *Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau* : des actions de protection de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques sont intégrées dans cette action
- Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire : l'identification et la préservation la trame verte et bleue sont intégrées dans cette action.

PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

La loi NOTRe du 7 août 2015 a transféré la planification des déchets du niveau départemental au niveau régional. Le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) adopté par la Région lors de sa commission permanente du 23 mars 2020. Il constitue un volet du SRADDET. Il inclut notamment un schéma régional en faveur de l'économie circulaire.

Le PRPGD organise la collecte et le traitement de tous les déchets produits en Bretagne, qu'ils soient dangereux ou non. Il repose sur deux trajectoires fortes : réduire à zéro l'enfouissement des déchets en 2030, et valoriser l'ensemble des déchets bretons en 2040



Figure 7 : Les objectifs du Plan régional de prévention et de gestion des déchets

Il comprend 18 objectifs prenant en compte le contexte et les particularités de la Bretagne.

Le plan d'actions porte sur les mesures à prendre sur la durée du plan en matière de prévention, de gestion et de traitement des déchets pour d'atteindre les objectifs.

La réduction et la valorisation des déchets dans le plan d'actions du PCAET de la CCPCP fait l'objet des actions suivantes :

- Travailler sur le gaspillage alimentaire : Cette action a pour objet de communiquer auprès des différents administrés du territoire
- Rédaction et mise en œuvre d'un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés : ce plan donne les objectifs de réduction des déchets ménagers et assimilés, décrit les mesures à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, décline les moyens humains, techniques et financiers nécessaires et construit le calendrier prévisionnel de mise en œuvre.
- Distribuer des composteurs aux usagers
- Etudier la faisabilité d'une ou plusieurs recycleries sur le territoire communautaire avec l'élaboration d'un schéma territorial du réemploi.

STRATEGIE NATIONALE BAS CARBONE

Introduite par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV), La Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique. Elle donne des orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable.

Elle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050 et fixe des objectifs à court-moyen termes : les budgets carbone. Ce sont des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre à ne pas dépasser à l'échelle de la France à court et moyen termes.

Elle a deux ambitions : atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et réduire l'empreinte carbone de la consommation des Français.

Les décideurs publics, à l'échelle nationale comme territoriale, doivent la prendre en compte.

Adoptée pour la première fois en 2015, la SNBC a été révisée en 2018-2019, en visant d'atteindre la neutralité carbone en 2050 (ambition rehaussée par rapport à la première SNBC qui visait le facteur 4, soit une réduction de 75 % de ses émissions GES à l'horizon 2050 par rapport à 1990). Ce projet de SNBC révisée a fait l'objet d'une consultation du public du 20 janvier au 19 février 2020. La nouvelle version de la SNBC et les budgets carbone pour les périodes 2019-2023, 2024-2028 et 2029-2033 ont été adoptés par décret le 21 avril 2020.

La SNBC comprend 45 orientations couvrant la gouvernance aux échelles nationales et territoriales, tous les secteurs d'activité et sujets transversaux.

Ces orientations sont listées ci-après et leur prise en compte dans le PCAET est explicitée.

Tableau analyse croisée Stratégie nationale bas carbone/PCAET

Orientation Gouvernance	Fiches actions du PCAET
A l'échelle nationale	
Orientation NAT 1 : Assurer la cohérence de l'ensemble des politiques publiques nationales avec la stratégie nationale bas-carbone	
A l'échelle territoriale	
Orientation TER 1 : Développer des modalités de gouvernance facilitant la mise en œuvre territoriale de l'objectif de neutralité carbone	A travers son PCAET, la CCPCP s'engage à développer des alliances territoriales en faveur de la neutralité carbone avec différents acteurs (les ménages, les agriculteurs, les écoles, les entreprises), en lien avec le Pays de Brest
Orientation TER 2 : Développer une offre de données permettant la comparaison des trajectoires de transition territoriales avec la trajectoire nationale	
Orientations transversales	
Empreinte carbone	
Orientation E-C 1 : Mieux maîtriser le contenu carbone des produits importés	
Orientation E-C 2 : Encourager tous les acteurs économiques à une meilleure maîtrise de leur empreinte carbone	Le PCAET encourage les entreprises, les agriculteurs et les citoyens à réduire leur empreinte carbone (actions sur la mobilité, la rénovation, la séquestration du carbone par exemple).
Encourager les citoyens à une meilleure maîtrise de leur empreinte carbone : Cf. orientations du chapitre Éducation, sensibilisation et appropriation des enjeux et des solutions par les citoyens	
Politique économique	
Orientation ECO 1 : Adresser les bons signaux aux investisseurs, notamment en termes de prix du carbone, et leur donner la visibilité nécessaire sur les politiques climatiques	

Orientation Gouvernance	Fiches actions du PCAET
Orientation ECO 2 : Assurer une transition juste pour tous	Le PCAET prévoit des actions d'aide aux citoyens : Soutenir l'accès abordable dans l'ancien Accompagnement technique et administratif des ménages Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné.
Orientation ECO 3 : Soutenir les actions européennes et internationales en matière de finance et de prix du carbone cohérents avec l'Accord de Paris	
Orientation ECO 4 : Favoriser les investissements dans des projets favorables à la transition bas-carbone, en développant les outils financiers permettant de limiter la prise de risque des investisseurs et en définissant des critères robustes pour déterminer quels sont les projets favorables à la transition bas-carbone.	Le PCAET prévoit de développer un fond carbone local
Orientation ECO 5 : Développer l'analyse des impacts climatiques des actions financées par les fonds publics et des politiques publiques, afin d'en faire un critère de décision. S'assurer que les actions contraires à l'atteinte de nos objectifs climatiques ne bénéficient pas de financement public.	
Politique de recherche et d'innovation	
Orientation R&I : Développer les innovations bas-carbone et faciliter leur diffusion rapide, en s'appuyant sur la recherche fondamentale et appliquée	
Urbanisme et aménagement	
Orientation URB : Contenir l'artificialisation des sols et réduire les émissions de carbone induites par l'urbanisation	Le PCAET prévoit de prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, de favoriser le renouvellement urbain.
Éducation, sensibilisation et appropriation des enjeux et des solutions par les citoyens	
Orientation CIT 1 : Enrichir et partager une culture du « bas-carbone »	Un axe stratégique du PCAET est consacré à la sensibilisation et la mobilisation des citoyens, avec les actions suivantes : Former des citoyens Organiser des conférences sur le climat Sensibiliser les habitants à la maîtrise de l'énergie Sensibiliser un public précaire à la maîtrise de l'énergie Réaliser des thermographies de façades ou une thermographie aérienne Sensibiliser les scolaires.
Orientation CIT 2 : Accompagner les citoyens dans leur propre transition bas-carbone	
Orientation CIT 3 : S'assurer de l'acceptabilité sociale des mesures de politique publique découlant de la SNBC	
Emploi, compétences, qualifications et formation professionnelle	
Orientation PRO 1 : Encourager une meilleure intégration des enjeux de la transition bas-carbone par les branches, les entreprises et les territoires pour favoriser les transitions et reconversions professionnelles et le développement des emplois de demain	Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs Favoriser l'accès des producteurs aux marchés publics Promouvoir les techniques agricoles peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale
Orientation PRO 2 : Adapter l'appareil de formation initiale et continue pour accompagner la transformation des activités et des territoires	
Orientations sectorielles	

Orientation Gouvernance		Fiches actions du PCAET
Transports		
Orientation T 1 : Donner au secteur des signaux prix incitatifs		
Orientation T 2 : Fixer des objectifs clairs et cohérents avec les objectifs visés pour la transition énergétique des parcs		
Orientation T 3 : Accompagner l'évolution des flottes pour tous les modes de transport		Etudier l'intérêt d'un passage au GNV des bennes à ordures ménagères
Orientation T 4 : Soutenir les collectivités locales et les entreprises dans la mise en place d'initiatives innovantes		Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable
Orientation T 5 : Encourager le report modal en soutenant les mobilités actives et les transports massifiés et collectifs (fret et voyageurs) et en développant l'intermodalité		Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports Animer un réseau d'acteurs de la mobilité et déployer des relais d'information de proximité Développer la communication numérique et papier sur l'offre de transport Développer le transport solidaire Réaliser un schéma directeur modes actifs
Orientation T 6 : Maîtriser la hausse de la demande de transport		Développer des espaces de coworking Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs
Bâtiments		
Orientation B 1 : Guider l'évolution du mix énergétique sur la phase d'usage des bâtiments existants et neufs vers une consommation énergétique totalement décarbonée		Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat
Orientation B 2 : Inciter à une rénovation de l'ensemble du parc existant résidentiel et tertiaire afin d'atteindre un niveau BBC équivalent en moyenne sur l'ensemble du parc		Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat Accompagnement technique et administratif des ménages Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné
Orientation B 3 : Accroître les niveaux de performance énergie et carbone sur les bâtiments neufs dans les futures réglementations environnementales		Au PLUi-H, introduire une démarche énergétique vertueuse dans les projets d'aménagements.
Orientation B 4 : viser une meilleure efficacité énergétique des équipements et une sobriété des usages		
Agriculture		
Orientation A 1 : réduire les émissions directes et indirectes de N ₂ O et CH ₄ , en s'appuyant sur l'agro-écologie et l'agriculture de précision		Promouvoir les techniques agronomiques peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale
Orientation A 2 : réduire les émissions de CO ₂ liées à la consommation d'énergie fossile et développer l'usage des énergies renouvelables		Mettre en relation les agriculteurs afin de favoriser les échanges parcellaires
Orientation A 3 : développer la production d'énergie décarbonée et la bioéconomie pour contribuer à la réduction des émissions de CO ₂ françaises, et renforcer la valeur ajoutée du secteur agricole		Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles Travailler sur le développement de la filière bois énergie
Orientation A 4 : stopper le déstockage actuel de carbone des sols agricoles et inverser la tendance, en lien avec l'initiative « 4p1000, les sols pour la sécurité alimentaire et le climat »		Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger

Orientation Gouvernance		Fiches actions du PCAET
Orientation A 5 : influencer la demande et la consommation dans les filières agro-alimentaires en lien avec le Programme national de l'alimentation et de la nutrition (PNAN)		Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs Développer l'offre locale et biologique dans la restauration collective
Orientation A 6 : améliorer les méthodologies d'inventaires et de suivi		
Forêt-bois		
Orientation F 1 : en amont, assurer dans le temps la conservation et le renforcement des puits et des stocks de carbone du secteur forêt-bois, ainsi que leur résilience aux stress climatiques		Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger
Orientation F 2 : maximiser les effets de substitution et le stockage de carbone dans les produits bois en jouant sur l'offre et la demande		Préserver et restaurer le bocage
Orientation F 3 : évaluer la mise en œuvre des politiques induites et les ajuster régulièrement en conséquence, pour garantir l'atteinte des résultats et des co-bénéfices attendus		
Industrie		
Orientation I 1 : Accompagner les entreprises dans leur transition vers des systèmes de production bas-carbone et le développement de nouvelles filières		
Orientation I 2 : Engager dès aujourd'hui le développement et l'adoption de technologies de rupture pour réduire et si possible supprimer les émissions résiduelles		
Orientation I 3 : Donner un cadre incitant à la maîtrise de la demande en énergie et en matières, en privilégiant les énergies décarbonées et l'économie circulaire		Accompagner le projet de création d'une plateforme multi-filières de recyclage et de valorisation de déchets portée par les Recycleurs Bretons sur la commune de Cast
Production d'énergie		
Orientation E 1 : Décarboner et diversifier le mix énergétique notamment via le développement des énergies renouvelables (chaleur décarbonée, biomasse et électricité décarbonée)		Réaliser une étude de planification énergétique Création d'un cadastre solaire Promotion du cadastre solaire Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique Développer un champ solaire Travailler sur le développement de la filière bois énergie Développer une grappe de projets solaires
Orientation E 2 : Maîtriser la demande via l'efficacité énergétique et la sobriété et lisser la courbe de demande électrique en atténuant les pointes de consommation saisonnières et journalières		
Orientation E 3 : Préciser les options pour mieux éclairer les choix structurants de long terme, notamment le devenir des réseaux de gaz et de chaleur		
Déchets		
Orientation D 1 : Inciter l'ensemble des acteurs à une réduction de leurs déchets		Rédaction et mise en œuvre d'un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés Travailler sur le gaspillage alimentaire

Orientation Gouvernance	Fiches actions du PCAET
Orientation D 2 : Inciter les producteurs à prévenir la génération de déchets dès la phase de conception des produits	
Orientation D 3 : Améliorer la collecte et la gestion des déchets en développant la valorisation et en améliorant l'efficacité des filières de traitement	Distribuer des composteurs aux usagers Etudier la faisabilité d'une ou plusieurs recycleries sur le territoire communautaire

4.2.2. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification et d'urbanisme qui définit les grandes orientations d'aménagement pour un territoire donné, et pour le long terme (réflexion pour les 15 à 20 ans à venir). Il est composé de trois documents :

- un rapport de présentation, qui contient notamment un diagnostic et une évaluation environnementale du projet d'aménagement ;
- le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- le document d'orientation et d'objectifs (DOO), qui est opposable juridiquement aux PLUi et PLU, PLH, PDU et cartes communales, ainsi qu'aux principales opérations d'aménagement (ZAD, ZAC, lotissements de plus de 5000 m², réserves foncières de plus de 5 ha...).

Une partie du territoire de la CCPCP est couvert par le SCoT de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Châteaulin et du Porzay. Il s'agit des communes de Cast, Châteaulin, Dinéault, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Port-Launay, Saint-Coulitz, Saint-Nic, Trégarvan. Les autres communes de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay ne disposent pas de SCoT.

Le SCoT fixe des orientations générales en termes d'équilibre du territoire et de maillage de l'espace, d'habitat et d'aménagement urbain, d'attractivité économique et de métropolisation. Ces orientations générales sont déclinées en prescriptions que le PCAET doit prendre en compte. Ces prescriptions sont listées ci-après et leur traduction dans le PCAET est explicitée.

ORIENTATIONS DU SCOT DU PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY	FICHES ACTIONS DU PCAET
I. Le Pays de Châteaulin et du Porzay organise son armature urbaine, paysagère et écologique, pour une insertion proactive de son développement dans le maillage ouest breton et la mise en valeur d'une maritimité porteuse d'équilibre et d'attractivité.	
<p>I-1 Organiser des échanges dynamiques de Châteaulin au littoral en structurant une armature urbaine porteuse de cohésion et un espace économique fort avec Pont de Buis et Pleyben</p> <p>1.1.1 S'appuyer sur Châteaulin, Plomodiern et Plonévez-Porzay pour développer, à l'échelle du territoire, un réseau équilibré de pôles urbains supports de services et fonctions urbaines renforcés</p> <p>1.1.2 Articuler l'armature urbaine avec le développement d'une offre numérique et en transport qui accroît l'accessibilité locale et globale du territoire</p> <p>1.1.3 Développer une offre en logements qui renforce les polarités et l'accès aux mobilités</p>	<p>Réaliser un schéma directeur modes actifs</p> <p>Développer des aménagements en faveur des modes actifs</p> <p>Développer des aires de covoiturage</p> <p>Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports</p>
<p>1.2 Préserver le maillage écologique pour fortifier la qualité environnementale maritime et continentale du territoire</p> <p>1.2.1. Préserver les réservoirs biologiques et les continuités naturelles majeures nécessaires à leur fonctionnement</p> <p>1.2.2. Entretenir la dynamique bocagère et forestière support d'une trame verte fonctionnelle</p> <p>1.2.3. Protéger les zones humides, cours d'eau et milieux naturels associés, pour assurer le rôle écologique de la trame bleue</p>	<p>Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger.</p> <p>Préserver et restaurer le bocage</p> <p>Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau</p> <p>Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, (...)</p>
<p>1.3 Valoriser la diversité et la typicité paysagères pour révéler le Pays de Châteaulin et du Porzay au sein de l'armature finistérienne et structurer les liens internes au territoire</p> <p>1.3.1. Garantir la lisibilité des entités paysagères qui structurent et affirment l'identité du territoire</p> <p>1.3.2. Valoriser l'accès aux patrimoines</p>	

ORIENTATIONS DU SCOT DU PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY	FICHES ACTIONS DU PCAET
<p>1.4 Valoriser les sites côtiers et les activités liées à la proximité de la mer dans le cadre de pratiques du territoire respectueuses de la sensibilité littorale</p> <p>1.4.1 Reconnaître et préserver les espaces remarquables</p> <p>1.4.2 Préciser et pérenniser les coupures d'urbanisation</p> <p>1.4.3 Développer les activités nautiques, sportives et de découverte de la nature</p> <p>1.4.4 Renforcer la multifonctionnalité des espaces littoraux pour les habitants, les actifs et les touristes</p>	
<p>2. Le Pays de Châteaulin et du Porzay met en œuvre un aménagement qualitatif s'appuyant sur les potentiels de chacun de ses secteurs pour renforcer la vitalité du tissu économique et promouvoir un cadre de vie attractif</p>	
<p>2.1. Développer les filières productives locales et créer les conditions pour leur montée en gamme en structurant un espace économique lisible et attractif à la jonction des flux N165 / N164</p> <p>2.1.1 Protéger durablement un espace agricole productif et préserver la fonctionnalité des exploitations en tenant compte des évolutions de leurs filières économiques :</p> <p>Action 1 : Soutenir les filières de productions agricoles et faciliter la diversification économique des exploitations - Faciliter et encourager le développement des circuits-courts</p> <p>2.1.2 Déployer les fonctions industrielles, logistiques et tertiaires du pôle économique Est au travers d'une offre foncière et une gestion des flux adaptées aux différents types d'entreprises et de leur activité</p> <p>2.1.3 Développer une offre de parcs artisanaux à Plomordern et Plonévez-Porzay pour dynamiser l'économie rurale en relais du pôle économique est.</p>	<p>Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs</p> <p>Favoriser l'accès des producteurs aux marchés publics</p> <p>Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable</p>
<p>2.2 Diversifier l'activité économique et la diffuser dans le territoire en promouvant une offre de service et artisanale qui appuie la vie des bourgs et valorisent leurs spécificités</p> <p>2.2.1 Accroître l'offre artisanale et tertiaire de centre</p> <p>2.2.2 Faire émerger et structurer une chaîne de valeur touristique</p> <p>2.2.3 Améliorer l'attractivité commerciale des centres urbains</p>	

ORIENTATIONS DU SCoT DU PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY	FICHES ACTIONS DU PCAET
<p>2.2.4 Organiser l'offre en commerces pour préserver la vitalité des et renforcer le pôle commercial structurant de Châteaulin</p> <p>2.2.5 Document d'aménagement commercial</p>	
<p>2.3 Optimiser les urbanisations pour proposer des espaces de qualité, fonctionnels et répondant aux nouveaux modes d'habiter et de travailler</p> <p>2.3.1 Renforcer la mixité des fonctions urbaines dans le cadre d'un aménagement compact et attractif</p> <p>2.3.2 Développer la qualité des parcs d'activités dans une logique d'unité et de promotion de l'image du territoire et des entreprises</p> <p>Action 4 : Accroître la qualité environnementale</p> <p>Contribuer à l'adaptation au changement climatique et à la production d'énergie renouvelable en favorisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation des toitures des bâtiments de grande emprise ou des espaces de stationnement pour la production d'énergie solaire ; - L'éclairage à basse consommation pour les espaces publics et la réutilisation des eaux pluviales 	<p>Création d'un cadastre solaire</p> <p>Développer des boucles énergétiques en zones d'activité</p> <p>Développer une grappe de projets solaires</p> <p>Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles</p>
<p>2.4 Diversifier l'offre en logement et améliorer son accessibilité dans le cadre d'un équilibre entre littoral et arrière-pays</p> <p>2.4.1 Développer une offre en logements adaptée aux différents publics et facilitant leur choix d'installation au regard de leurs besoins professionnels et projets de vie</p> <p>2.4.2 Renforcer la politique de réhabilitation des logements pour améliorer le confort des populations et contribuer à la vitalité des espaces bâtis existants</p>	<p>ORIENTATION -RENOVER LE PARC DE LOGEMENTS ANCIENS</p> <p>Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat</p> <p>Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat</p> <p>Accompagnement technique et administratif des ménages</p> <p>Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné</p>
<p>2.5 Soutenir le développement et valoriser les ressources naturelles du Pays de Châteaulin et du Porzay à travers la gestion environnementale</p> <p>2.5.1. Orienter l'aménagement du territoire en faveur de la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>2.5.2. Garantir la pérennité des usages de l'eau sur le long terme</p>	<p>Réaliser un schéma directeur assainissement</p> <p>Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat</p>

ORIENTATIONS DU SCoT DU PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY	FICHES ACTIONS DU PCAET
<p>2.5.3. Concevoir un urbanisme économe en énergie et favorisant la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre</p> <p>→ Action 3 : Poursuivre la valorisation des sources d'énergie renouvelable locales, développer et structurer la filière bois-énergie à l'échelle du Pays de Châteaulin et du Porzay et en coopérant avec les territoires voisins, Favoriser l'émergence de projets de méthanisation sur le territoire, Soutenir le développement des parcs photovoltaïques, Soutenir le développement du solaire thermique et du photovoltaïque sur le Bâti, Ne pas s'opposer à l'émergence de dispositifs de production d'énergie marine</p>	<p>Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat</p> <p>Accompagnement technique et administratif des ménages à la rénovation</p> <p>Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique</p> <p>Développer des boucles énergétiques en zones d'activités</p> <p>Développer un champ solaire</p> <p>Travailler sur le développement de la filière bois énergie</p> <p>Développer une grappe de projets solaires</p> <p>Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles</p>
<p>2.5.4. Poursuivre la politique de gestion des déchets associant prévention et Valorisation</p>	<p>Rédaction et mise en œuvre d'un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés</p> <p>Distribuer des composteurs aux usagers</p> <p>Travailler sur le gaspillage alimentaire</p>
<p>2.5.5. Minimiser l'exposition des personnes et des activités aux risques et aux Nuisances</p> <p>Action 1 : Minimiser l'exposition aux risques et aléas naturels</p>	<p>Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D</p> <p>Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux (...) d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire</p>

Le Pôle métropolitain du Pays de Brest a prescrit la révision du SCoT du Pays de Brest le 30 avril 2019, dont l'objectif principal est d'élargir le périmètre de celui-ci au territoire de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay. Cette révision constitue également une opportunité pour prendre en compte les réflexions engagées lors de l'élaboration des plans climat air énergie territoriaux (PCAET) sur les questions énergétiques ainsi que celles engagées sur le thème des mobilités durables.

4.3. DOCUMENT DEVANT ETRE COMPATIBLE AVEC LE PCAET : LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Par délibération en date du 6 novembre 2018, la Communauté de Communes du Pays de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) a prescrit l'élaboration de son PLUi valant Programme Local de l'habitat (PLUi-H). Ce document d'urbanisme couvrira à terme l'ensemble des 17 communes du territoire et remplacera les documents d'urbanisme communaux.

Le PLUi-H de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay étant en cours d'élaboration, le document final intègrera les orientations et actions du PCAET de la CCPCP.

Actuellement, seul le diagnostic a été réalisé et le Plan d'Aménagement et de Développement durable (PADD) est en cours d'élaboration. Les principaux enjeux ont été définis et sont indiqués ci-dessous :

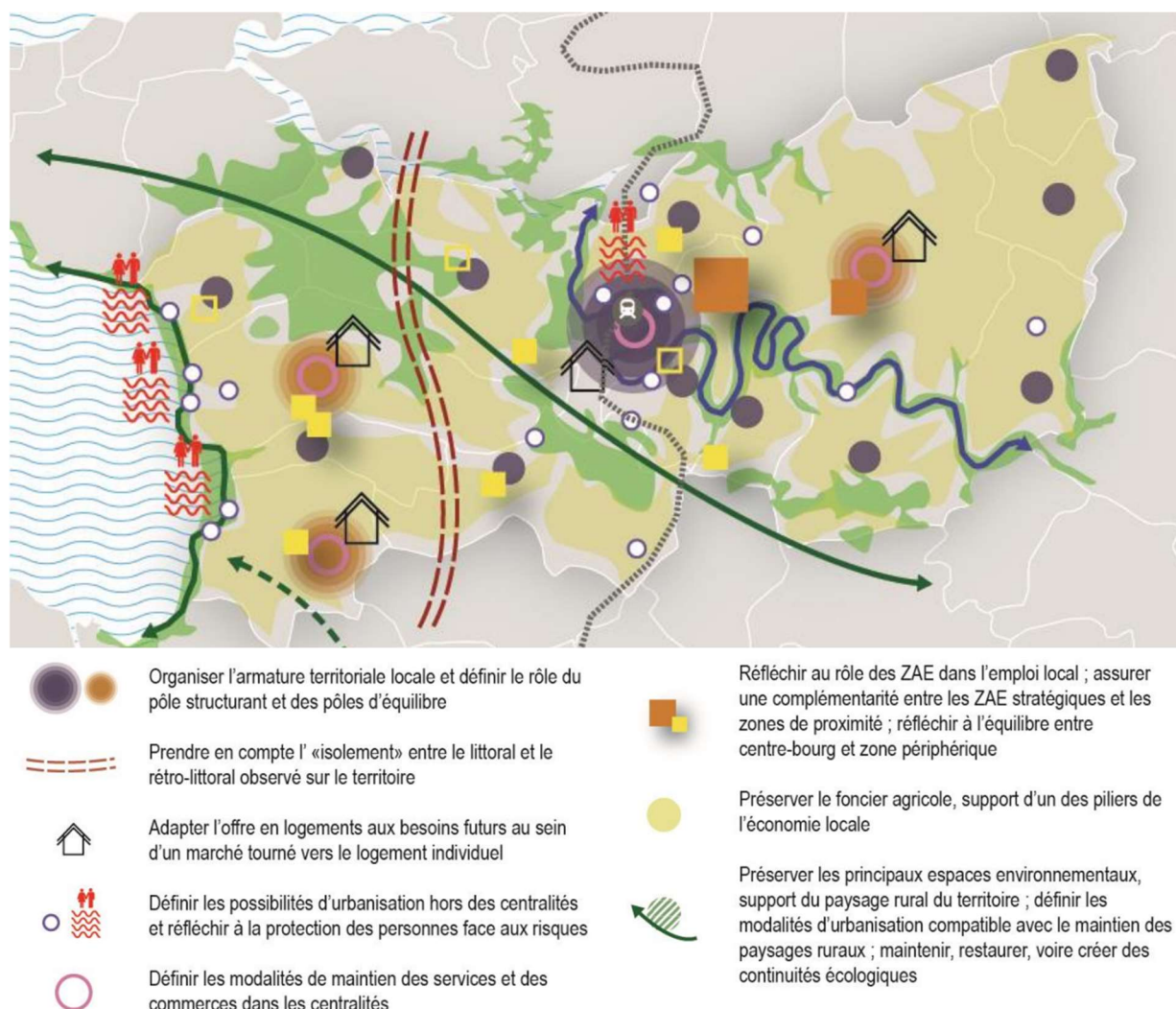


Figure 8 : Cartographie des principaux enjeux identifiés au diagnostic du PLUi –H

Une action du PCAET indique ces enjeux que le PLUi-H doit réglementer : « *Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire* ».

Au-delà du principe de compatibilité, le PLUi-H sera conçu pour faciliter la mise en œuvre du PCAET.

4.4. DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PCAET A UN LIEN

4.4.1. PLAN REGIONAL SANTE-ENVIRONNEMENT

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) constitue la déclinaison au niveau régional du Plan National Santé-Environnement (PNSE). Il comprend notamment une dimension d'écotoxicologie et d'éco-épidémiologie, en complément aux approches sanitaires classiques, sur le court, moyen et long terme et sur la base de 3 entrées thématiques :

- entrée environnementale par milieux (air, eau, sol, environnement intérieur (qualité de l'air intérieur, radon...)) ;
- entrée environnementale par polluant, contaminant ou nuisance (particules, pesticides, substances chimiques, bruit, intrusion lumineuse...) ;
- entrée sanitaire par pathologies potentiellement environnementale (cancers, maladies cardiovasculaires, neurologiques, pathologies respiratoires (dont asthme), santé reproductive/fertilité....) ;
- entrée populationnelle par type de vulnérabilité ou sous-population vulnérable (femmes enceintes, enfants, personnes âgées ou certaines maladies chroniques telles que l'asthme...).

Le PRSE constitue le cadre de référence de l'action en santé-environnement en Bretagne. Il vise ainsi à promouvoir un environnement favorable à la santé en agissant sur tous les moments de vie quotidienne des Bretons et des Bretonnes.

Signé en juillet 2017, le troisième Plan Régional Santé Environnement (PRSE3) 2017-2021 de la région Bretagne a pour enjeu d'améliorer la qualité de vie de tous. Ce plan définit 8 objectifs :

- observer, améliorer les connaissances, s'appropriier les données, pour agir de manière adaptée aux réalités des publics et des territoires bretons ;
- agir pour une meilleure prise en compte des enjeux santé-environnement dans les politiques territoriales
- agir pour l'appropriation des enjeux santé environnement par les Breton(ne)s ;
- aménager et construire un cadre de vie favorable à la santé ;
- agir pour une meilleure qualité de l'air extérieur et intérieur ;
- agir pour une meilleure qualité de l'eau (eau d'alimentation de la ressource au robinet, eau de loisirs) ;
- agir pour des modes de vie et pratiques professionnelles respectueux de l'environnement et favorables à la santé ;
- répondre aux nouveaux défis : changement climatique, ondes, perturbateurs endocriniens, nanomatériaux.

Les objectifs du PCAET et du PRSE vont dans le même sens, le PRSE comprenant une action : « répondre aux nouveaux défis : changement climatique ».

LE PCAET comprends une action : « Mettre en place un plan d'actions en santé environnement » Le Pôle métropolitain et les 7 intercommunalités du Pays de Brest accompagnent la mise en œuvre du Contrat Local de Santé (CLS). Conclut avec l'Agence Régionale de la Santé (ARS) et pour une durée de 5 ans, la finalité du contrat est d'améliorer l'accès à la santé pour tous, en adaptant la politique régionale de santé aux besoins et spécificités de la population et tenant compte des dynamiques existantes dans le territoire.

4.4.2. PLAN DE GESTION DES RISQUES INONDATION

La Commission européenne a adopté, en 2007, la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite « directive inondation ». Cette directive propose une méthode de travail pour permettre aux territoires exposés aux risques d'inondation d'en réduire les conséquences négatives à travers l'élaboration d'un plan de gestion des risques d'inondation (PGRI).

Le PGRI du bassin Loire-Bretagne pour la période 2016-2021 a été approuvé par arrêté du 23 novembre 2015. Il vise à mieux assurer la sécurité des populations, à réduire les dommages individuels et les coûts collectifs, et à permettre le redémarrage des territoires après la survenue d'une inondation.

Le PGRI du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 définit 6 objectifs (détaillés ci-après) et 46 dispositions concernant la politique de gestion du risque d'inondation pour les débordements de cours d'eau et les submersions marines :

- 1. préserver les capacités d'écoulements des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines ;
- 2. planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque ;
- 3. réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable ;
- 4. intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale ;
- 5. améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation ;
- 6. se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

Le PCAET de la CCPCP intègre la gestion du risque d'inondation et l'adaptation au changement climatique à travers les fiches actions suivantes :

- Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau
- Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D
- Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire.

4.4.3. SCHEMA REGIONAL DE GESTION SYLVICOLE

La France a pris l'engagement d'assurer une gestion durable de ses forêts. C'est un point fondamental du Code forestier. La mise en œuvre de cette politique, se traduit, pour la forêt privée, par l'élaboration du Schéma Régional de Gestion Sylvicole (SRGS). Ce document, après avoir défini les grandes orientations forestières des zones naturelles de la région, propose de guider les propriétaires forestiers vers une gestion durable de leur patrimoine boisé.

Le SRGS de Bretagne, approuvé par arrêté en octobre 2005, a pour objectif de définir les règles de gestion durable des forêts privées de la région. Le SRGS s'inscrit dans le cadre des Orientations régionales forestières de Bretagne datant de 1998, qui définissent 7 grandes actions pour les forêts régionales :

- Améliorer la gestion et promouvoir une sylviculture de qualité ;
- Améliorer la connaissance de la ressource et en faciliter l'exploitation ;
- Renforcer le secteur de la première transformation du bois et développer l'utilisation du bois d'œuvre ;
- Valoriser les bois de trituration et connexes des premières et deuxième transformations ;
- Préserver les équilibres naturels, sites et paysages ;
- Renforcer les actions de formation ;
- Organiser l'accueil et l'éducation du public en poursuivant les actions de communication.

Les fiches actions suivantes du PCAET de la CCPCP sont en cohérence avec le SRGS et les Orientations régionales forestières de Bretagne :

- Préserver et restaurer le bocage
- Travailler sur le développement de la filière bois énergie

-

4.4.4. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU

Depuis les années 1970, la politique publique de l'eau s'inscrit dans un cadre européen. La directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60) vise à donner une cohérence à l'ensemble de la législation avec une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen, avec une perspective de développement durable. La DCE fixe des objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. L'objectif général est d'atteindre le bon état des différents milieux sur tout le territoire européen.

La DCE définit également une méthode de travail, commune aux Etats membres, qui repose sur quatre documents essentiels :

- l'état des lieux : il permet d'identifier les problématiques à traiter ;
- le plan de gestion : en France, il correspond au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui fixe les objectifs environnementaux ;
- le programme de mesure : il définit les actions qui vont permettre d'atteindre les objectifs ;
- le programme de surveillance : il assure le suivi de l'atteinte des objectifs fixés.

L'état des lieux, le plan de gestion et le programme de mesure sont à renouveler tous les 6 ans.

D'un point de vue administratif et réglementaire, le territoire de la CCPCP est concerné par le périmètre du **SDAGE du bassin Loire-Bretagne**.

Le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 a été approuvé le 4 novembre 2015. Alors que le SDAGE 2010-2015 prévoyait un résultat de 61% des eaux en bon état, aujourd'hui 30% des eaux sont en bon état et 20% des eaux s'en approchent. Le SDAGE 2016-2021 s'inscrit dans la continuité du précédent pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises. Ainsi, le SDAGE 2016-2021 conserve l'objectif d'atteindre 61% des eaux de surface en bon état écologique en 2021. A terme, l'objectif est que toutes les eaux soient en bon état. Les deux principaux axes de progression pour parvenir au bon état des eaux dans le bassin Loire-Bretagne sont, d'une part la restauration des rivières et des zones humides, et d'autre part la lutte contre les pollutions diffuses.

Le SDAGE 2016-2021 met également l'accent sur cinq autres points :

- **Le partage de la ressource en eau** : il fixe des objectifs de débit minimum à respecter dans les cours d'eau sur l'ensemble du bassin. En complément, il identifie les secteurs où les prélèvements dépassent la ressource en eau disponible et il prévoit les mesures pour restaurer l'équilibre et réduire les sécheresses récurrentes.
- **Le littoral** : le point principal concerne la lutte contre le développement des algues responsables des marées vertes et la lutte contre les pollutions bactériologiques qui peuvent affecter des usages sensibles (baignade, régulation de la quantité d'eau, biodiversité, usages récréatifs...
- **Les zones humides** doivent être inventoriées afin de les protéger et de les restaurer car elles nous rendent de nombreux services : épuration, régulation de la quantité d'eau, biodiversité, usages récréatifs...

- **L'adaptation au changement climatique** est encouragée dans le SDAGE 2016-2021,
- **Le développement des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** est favorisé. Pour de nombreux thèmes, le comité de bassin a estimé qu'une règle uniforme pour l'ensemble du bassin n'était pas adaptée. Dans ce cas, le SDAGE confie aux SAGE la responsabilité de définir les mesures adaptées au niveau local.

4.4.5. LES SCHEMAS DE GESTION DES EAUX (SAGE)

La CCPCP est concernée par 3 SAGEs :

- **SAGE de l'Aulne** : la totalité des communes de Châteaulin, Gouézec, Lannédern, La Cloître-Pleyben, Lennon, Lothey, Pleyben, Port-Launay et Saint-Ségal, une grande partie des communes de Dinéault, Saint-Coulitz et Trégarvan et une petite partie des communes de Cast, Plomodiern et Saint-Nic ;
- **SAGE de la Baie de Douarnenez** : la totalité des communes de Ploéven et Plonévez-Porzay, une grande partie des communes de Plomodiern et Saint-Nic et une petite partie des communes de Cast, Dinéault et Trégarvan ;
- **SAGE de l'Odét** : une grande partie de la commune de Cast et une petite partie de la commune de Saint-Coulitz.

Le SAGE de l'Aulne a été validé le 13 octobre 2014. La structure porteuse est l'Etablissement Public pour l'Aménagement et la Gestion du bassin versant de l'Aulne (EPAGA).

Ses enjeux sont :

- Maintien de l'équilibre de la rade de Brest et protection des usages littoraux,
- Maintien des débits d'étiage pour garantir la qualité des milieux et les prélèvements dédiés à la production d'eau potable,
- Protection contre les inondations,
- Préservation du potentiel biologique & Rétablissement de la libre circulation des espèces migratrices,
- Maintien de l'équilibre de la rade de Brest et protection des usages littoraux,
- Gouvernance et organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Le SAGE de la baie de Douarnenez a été approuvé par arrêté préfectoral le 21 décembre 2017. La structure porteuse est l'Etablissement Public de Gestion et d'Aménagement de la Baie de Douarnenez (EPAB).

Le SAGE est structuré autour de 5 grands enjeux.

- Gouvernance et organisation de la maîtrise d'ouvrage
- Dimension socio-économique
- Interface terre-mer
- Gestion qualitative des ressources en eau
- Qualité des milieux naturels
- Gestion quantitative des ressources en eau.

Le SAGE de l'Odét révisé a été approuvé par arrêté préfectoral le 20 février 2017, 10 ans après le 1^{er}. La structure porteuse est le SIVALODET

Sur le bassin versant de l'Odét, 5 grands enjeux liés à l'eau ont été identifiés :

- Préserver la cohérence et la coordination des actions et des acteurs et assurer la communication
- Préserver la qualité des eaux douces, estuariennes et littorales,
- Préserver et gérer les milieux aquatiques d'eaux douces, estuariens et littoraux,
- Garantir une gestion intégrée des risques d'inondation fluviale et de submersion marine,
- Concilier besoins ressources en eau et préservation des milieux.

La compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations a été prise par la CCPCP le 1er janvier 2018. L'exercice de cette compétence a été transféré aux établissements publics territoriaux de bassins versants de la Baie de Douarnenez, de l'Aulne et de l'Odét. Ce sont ces mêmes établissements qui portent chacun un des trois SAGE.

Les actions des politiques intégrées de gestion de l'eau, soutenues par le PCAET, sont donc en lien direct avec chacun des SAGE.

4.5. AUTRE DEMARCHE MENEES PAR LA CCPCP : LE CONTRAT DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CTE)

Signés entre l'État et les 7 intercommunalités du Pays de Brest le 20 février 2020, le contrat de transition écologique (CTE) a vocation à contribuer à la traduction, au niveau des territoires, de l'ambition écologique que la France s'est fixée aux niveaux national et international. La durée de ce contrat est de 3 ans.

L'ambition du CTE, en accord avec le projet national de stratégie bas-carbone, est de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire et des leviers pour devenir un territoire bas carbone. 3 orientations stratégiques ont été retenues pour le CTE. Elles sont les suivantes :

Orientation 1 : L'autonomie énergétique du territoire

Orientation 2 : La mobilisation des acteurs

Orientation 3 : L'adaptation du territoire aux effets du changement climatique

Les orientations stratégiques font l'objet de fiches descriptives intitulées «fiches d'orientation». Elles indiquent la liste des actions déjà prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser sur ce champ d'intervention.

Certaines de ces actions sont reprises dans le PCAET :

Actions prévues au contrat de transition écologique

	Nom Action	Porteurs
1	Plateforme locale de la rénovation énergétique de l'habitat	Communauté de communes de la presqu'île de Crozon Aulne Maritime Communauté de communes du pays d'Iroise Communauté de communes du Pays des Abers Communauté de Lesneven-Côte des Légendes Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay Brest Métropole
2	Production d'un cadastre solaire Sur le Pays de Brest	Pôle métropolitain du Pays de Brest
3	Etude de planification énergétique Sur le Pays de Brest	Pôle métropolitain du Pays de Brest
4	Projet de création d'un réseau de chaleur bois sur le technopôle Brest Iroise, à Plouzané	Brest Métropole
5	Chaudière bois pour serres, À Lampaul-Plouarzel	SCEA JEZEQUEL
6	Etude de faisabilité d'autoconsommation collective sur la zone d'activités de Kervandez, À Crozon	communauté de communes de la presqu'île de Crozon Aulne Maritime
7	Economies d'énergies Et énergies renouvelables, Hypermarché Leclerc de Crozon	SAS CROZONDIS
8	Mobilisation citoyenne sur les transitions dans le Pays de Brest	Pôle métropolitain du Pays de Brest Communauté de communes du pays d'Iroise Communauté de communes du Pays des Abers Communauté de Lesneven-Côte des Légendes Communauté de communes du Pays des Abers communauté de communes de la presqu'île de Crozon Aulne Maritime Brest Métropole Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay Communauté de communes du pays d'Iroise
9	Animation d'un groupe d'expert pour la transition énergétique dans les serres maraichères.	Coopérative Maraichère de l'Ouest (SAVEOL)
10	Forum de l'économie circulaire	G4DEC, service intercommunautaire d'économie circulaire : CCPA, CCPI, CLCL, CCPLD
11	Eco'Defi 2020	G4DEC, service intercommunautaire d'économie circulaire : CCPA, CCPI, CLCL, CCPLD
12	Etude d'opportunité sur la mise en place d'un fonds carbone local	Pôle métropolitain du Pays de Brest

Actions du PCAET

Action A 1, axe stratégique 1 :
« Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat »

Action A3 axe stratégique 3 :
Création d'un cadastre solaire

Action A1, axe stratégique 3 :
réaliser une étude de planification énergétique

Ne concerne pas la CCPCP

Ne concerne pas la CCPCP

Ne concerne pas la CCPCP

Ne concerne pas la CCPCP

Axe stratégique 7 « Des citoyens sensibilisés et mobilisés »

Non inscrit au PCAET

Ne concerne pas la CCPCP

Ne concerne pas la CCPCP

Action A2 dans préserver les milieux et les écosystèmes

PARTIE 5 : SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET MOTIFS POUR LESQUELS LE PCAET A ÉTÉ RETENU

5.1. LA DEMARCHE D'EVALUATION MENEES PAR LA CCPCP

La démarche d'évaluation environnementale doit permettre d'aboutir au PCAET le moins dommageable pour l'environnement. Elle applique le principe "éviter, réduire, compenser" sur les effets qui pourraient être néfastes sur certaines composantes de l'environnement.

Elle vérifie l'articulation du PCAET avec les autres plans et programmes.

Le PCAET fait également l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000.

L'état initial de l'environnement a permis pour chacune des thématiques analysées, d'identifier les enjeux du territoire pour lesquels le PCAET est susceptible d'interagir.

La stratégie et les objectifs définis par la collectivité ont fait d'objet d'une analyse au regard des enjeux environnementaux.

Un premier programme d'action a alors fait l'objet d'une analyse environnementale (prise en compte des enjeux et nature des impacts).

Des actions ont ainsi été précisées ou modifiées.

La version finale du programme d'action a fait l'objet d'une analyse des incidences possibles de sa mise en œuvre sur l'environnement, afin d'identifier d'éventuels effets négatifs sur certaines composantes de l'environnement (cf analyse des incidences du PCAET). S'agissant d'un plan, les actions peuvent être globales et leurs incidences ne peuvent souvent pas être évaluées précisément.

Un certain nombre de recommandations ont été faites à la suite de l'analyse des incidences, et indiquées dans les « mesures envisagées » au document présenté à l'arrêt du PCAET. Certaines sont des points à surveiller lors de l'animation du PCAET.

5.2. JUSTIFICATION DES OBJECTIFS FIXES

La stratégie a été construite sur la base du diagnostic du PCAET. Elle a été co-construite, grâce à l'organisation de 3 ateliers qui ont réunis 46 participants, et de deux réunions du comité de pilotage.

Lors des ateliers, les enjeux soulevés par le diagnostic ont été rappelés. Les participants aux ateliers ont ensuite réfléchi aux objectifs de transition énergétique de la CCPCP au moyen de d'outils d'animation et de travail qui permettent de quantifier les objectifs.

OBJECTIFS ÉNERGIE

Le territoire est conscient des nombreux enjeux se situant sur le champ de la sobriété énergétique et sur l'importance de la poursuite d'une action favorisant le développement des énergies renouvelables. Le développement de l'autonomie énergétique du territoire est donc un axe fort du PCAET, d'autant plus que le territoire dispose déjà aujourd'hui d'une production importante.

Il a été calculé que suivant le plan d'action imaginé, environ 155 GWh/an seraient économisés en 2030.

Concernant la production d'énergies renouvelables, un potentiel de développement **du solaire photovoltaïque et de la filière bois énergie** a été identifié.

L'autonomie énergétique totale pourrait être atteinte avant 2050, ce qui ferait du territoire de la communauté de communes un Territoire à Energie positive (TEPos) exemplaire au regard des objectifs nationaux.

OBJECTIFS AIR

Après une présentation des éléments du diagnostic consacrés à cette thématique, ainsi que le rappel des objectifs réglementaires, les participants aux groupes de travail ont été interrogés afin d'imaginer une stratégie permettant de limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES), les polluants atmosphériques et d'augmenter la captation du carbone dans les sols.

Les résultats de ces échanges peuvent être répartis selon 3 grands thèmes :

- Education, sensibilisation et mobilisation des habitants
- Mobilité : l'objectif phare est celui de limiter les besoins en déplacements motorisés
- Agriculture et alimentation : l'enjeu est celui d'appuyer le développement de nouvelles pratiques agricoles et alimentaires

OBJECTIFS ADAPTATION AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

→ Aménagement du territoire : L'identification et la prise en compte des risques dans le PLUi ont été définies comme prioritaires dans les objectifs à atteindre pour la CCPCP.

→ Milieux naturels : La CCPCP souhaite apporter son soutien à la plantation d'arbres, à la caractérisation de l'état des zones humides, tourbières, cordons dunaires, à l'étude des possibilités de restauration.

La sensibilisation des habitants et du secteur du tourisme est mise en avant.

→ Ressource en eau : Préserver les ressources en eau est un objectif important pour la CCPCP.

ELABORATION DU PROGRAMME D'ACTION.

Ces objectifs ont été dans un deuxième temps déclinés en actions. Les actions les mieux adaptées au territoire, et sur lesquelles la CCPCP a des compétences ou des moyens, ont été déclinées. Certaines englobent des actions déjà en cours. Une dizaine de réunions ont eu lieu pour aboutir au programme d'action présenté ici.

5.3. ANALYSE DES SOLUTIONS ALTERNATIVES

A partir de l'état initial de l'environnement, son évolution probable, si le projet de PCAET n'est pas mis en œuvre, est indiqué pour chaque thème. Ces perspectives d'évolution constituent le scénario environnemental de référence (ou scénario « au fil de l'eau ») qui caractérise la situation environnementale à 20-30 ans pour le territoire.

Les enjeux du territoire définis lors de l'état initial de l'environnement ont permis d'éclairer la co-construction de la stratégie du PCAET, en particulier s'agissant de sa déclinaison en axes stratégiques et objectifs opérationnels. Ainsi, une seule stratégie s'est dessinée et a été validée par les élus de la CCPCP.

La vérification de prise en compte des enjeux environnementaux a été faite au niveau de l'émergence du programme d'actions. Pour cela, des échanges ont eu lieu sur la prise en compte des enjeux environnementaux par le projet de programme d'actions.

Les enjeux non, ou insuffisamment, pris en compte par le premier programme d'actions, ont été identifiés et ont fait l'objet de nouvelles actions.

De même, l'analyse des incidences environnementales des différentes actions a permis d'en ajuster quelques-unes.

PARTIE 6 : DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Le présent état initial de l'environnement reprend de façon synthétique les éléments issus des états initiaux des plans locaux d'urbanisme et du SCoT du Pays de Chateaulin et du Porzay, approuvé le 8 juin 2016. Il s'appuie également sur le diagnostic du PCAET. Certaines données provenant de ces documents de planification ont été mises à jour au besoin (notamment avec les derniers rapports annuels) et recadrées au territoire de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay.



Les principales caractéristiques et dynamiques territoriales sont présentées ci-après respectivement au regard des thématiques environnementales suivantes :




- Ressources du sol et du sous-sol,
- Ressource en eau et gestion,
- Milieux naturels et biodiversité,
- Paysage et patrimoine,
- Pollutions et nuisances,
- Risques majeurs,
- Climat et énergie.

Une synthèse relative à chacune de ces thématiques est présentée ci-après, comprenant des chiffres clés et mentionnant pour la situation actuelle les Atouts / Potentiels et les Faiblesses / Vulnérabilités.

Enfin, les perspectives d'évolution attendues compte-tenu des tendances observées par le passé et des plans, programmes et cadres réglementaires en place sont précisées. Ces perspectives correspondent au scénario dit « au fil de l'eau », susceptible de se produire si le PCAET n'est pas mis en œuvre.

La légende utilisée est la suivante :

SITUATION ACTUELLE	
ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
	

PERSPECTIVES D'EVOLUTION	
	Positives avec une tendance à l'amélioration
	Situation globalement stable
	Négatives avec une tendance à la dégradation

Ainsi, sur la base des éléments de diagnostic précédemment décrits, les principaux enjeux environnementaux du territoire de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay s'ont été identifiés et hiérarchisés selon la sensibilité de chaque thématique et de ses interactions avec les enjeux climatiques. Cette hiérarchisation est définie par un code couleur auquel est associé un niveau d'enjeu.

Grille de lecture des enjeux

Enjeu majeur	Enjeu moyen	Enjeu faible	Sans enjeu*

* Le PCAET ne permet pas d'agir sur cet enjeu.

6.1. L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

6.1.1. LE CLIMAT

Située au centre ouest du Finistère, la Communauté de Communes Pleyben-Châteaulin-Porzay est sous l'influence du climat océanique tempéré (comme pour l'ensemble de la Bretagne). L'influence de l'Atlantique (courants, vents marins) entraîne des pluies fréquentes, relativement peu abondantes, qui peuvent être rapidement succédées par un temps dégagé. Par ailleurs, les variations diurnes et saisonnières des températures sont fortement adoucies par ces éléments climatiques.

La région présente cependant des zones climatiques au sein desquelles les caractères généraux varient. La majorité de la CCPCP est influencée par les Monts d'Arrée se traduisant par des hivers froids, peu de chaleurs et de fortes précipitations. L'ouest du territoire se situe dans la zone « littoral », caractérisée par un climat venté, où les étés sont frais, les hivers doux et les pluies moyennes.

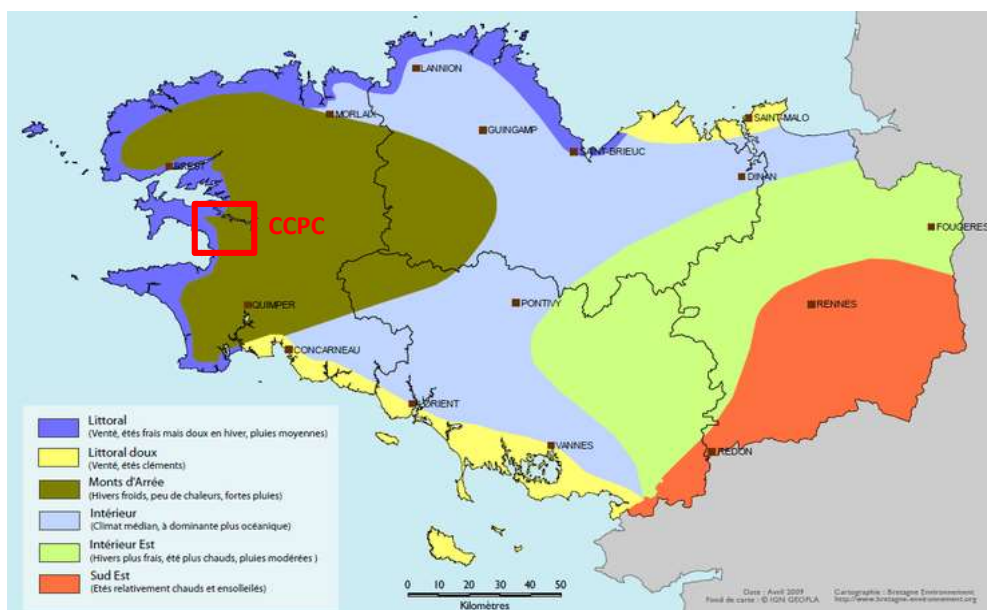


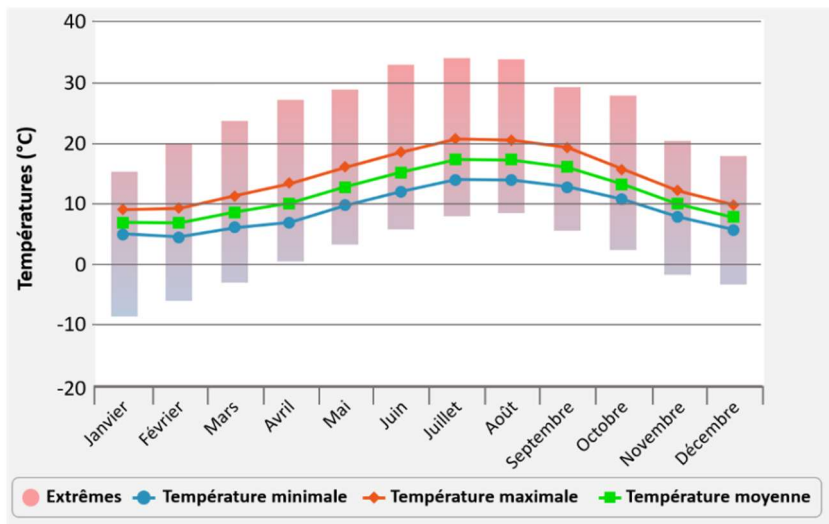
Figure 9 : Zones climatiques de Bretagne

Source : Bretagne environnement

Les principales caractéristiques climatiques, pour la période allant de 1981 à 2010, sont issues de la station de Lanvéoc-Poulmic (80 m d'altitude) à l'est hors du territoire, et de la station de la Cité Scolaire Jean Moulin-Châteaulin à l'ouest du territoire (39 m d'altitude).

6.1.1.1. STATION DE LANVEOC-POULMIC : ZONE LITTORALE

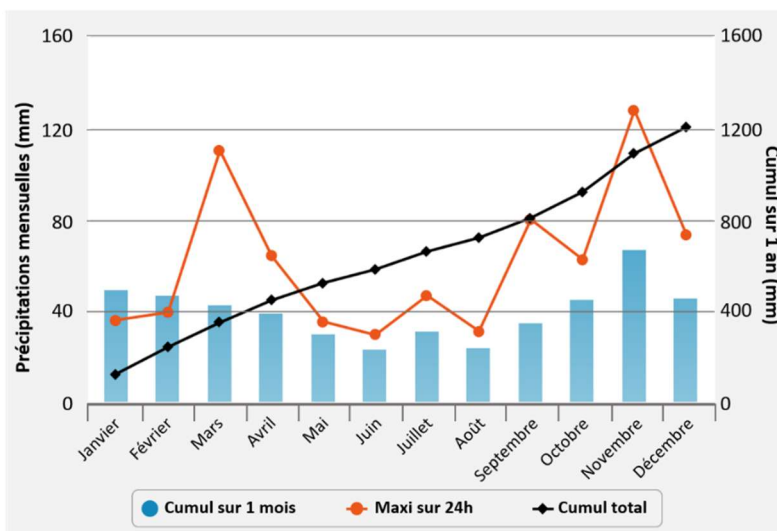
Les températures sont douces avec une moyenne annuelle de 12°C et des écarts thermique moyens : plus de 16°C de différence entre la température moyenne du mois le plus froid (février avec 4,5°C) et la température moyenne du mois le plus chaud (juillet avec 20,7°C).



Températures moyennes mensuelles à la station de Lanvéoc-Poulmic entre 1981 et 2010

Source : infoclimat

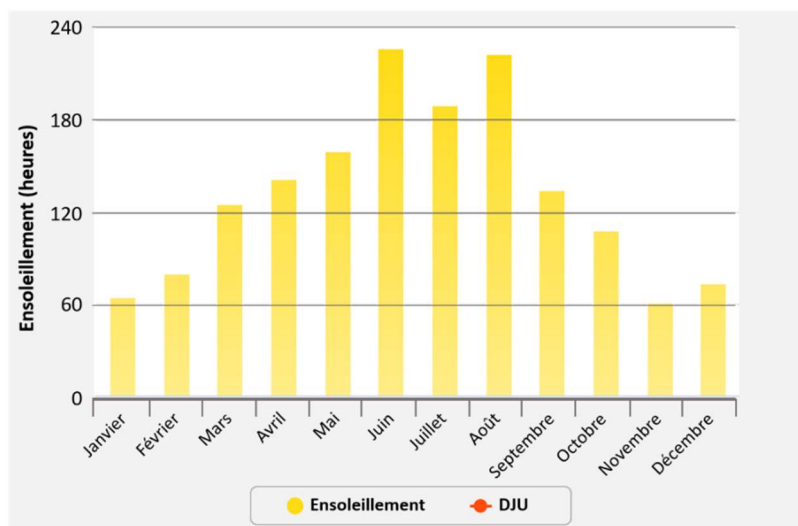
Les précipitations sont assez faibles pour un cumul moyen sur l'année d'environ 608 mm, avec une période d'excédents hydrique en novembre dont la moyenne mensuelle est supérieure à 84 mm.



Précipitations moyennes mensuelles à la station de Lanvéoc-Poulmic entre 1981 et 2010

Source : infoclimat

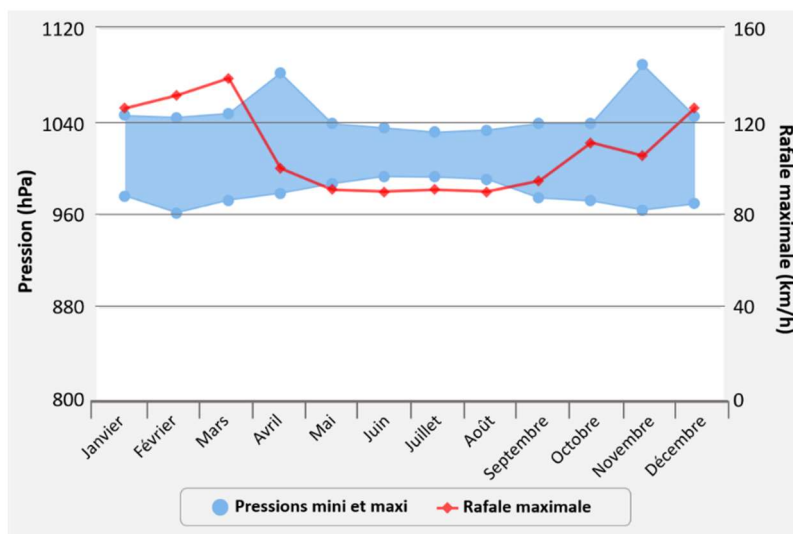
Le taux d'ensoleillement est relativement faible par rapport au niveau régional, avec un ensoleillement moyen annuel de 1 591 heures. Les mois de juin et d'août sont les plus ensoleillés avec une moyenne mensuelle de plus de 220 heures. Les mois de novembre et de janvier sont les moins ensoleillés avec une moyenne mensuelle ne dépassant pas les 65 heures.



Ensoleillement moyen mensuel et DJU à la station de Lanvéoc-Poulmic entre 1981 et 2010

Source : infoclimat

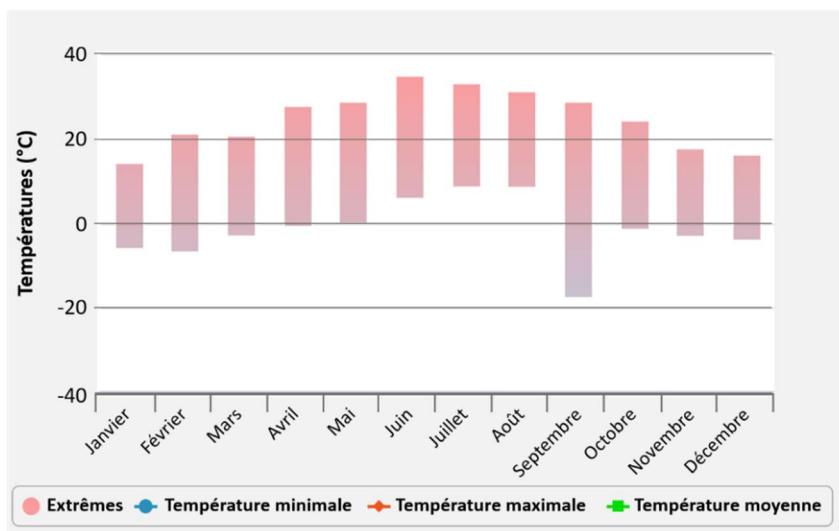
Les vents les plus forts sont enregistrés entre décembre et mars avec des rafales à entre 126 et 139 km/h. Le reste de l'année, la vitesse moyenne maximale est comprise entre 90 et 100 km/h.



Pression et vents extrêmes à la station de Lanvéoc-Poulmic entre 1981 et 2010
Source : infoclimat

6.1.1.2. STATION DE LA CITE SCOLAIRE JEAN MOULIN-CHATEAULIN : ZONE DES MONTS D'ARREE

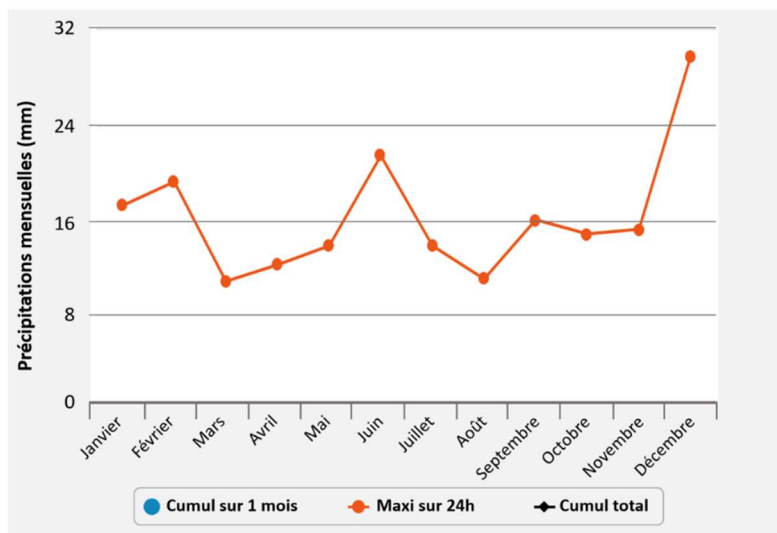
La région des Monts d'Arrée, correspondant à la majorité du territoire de la CCPCP, possède un climat moins tempéré avec des températures plus fraîches et des écarts entre les extrêmes en moyenne plus prononcés que sur la zone littorale (27°C contre 25°C sur la zone littorale). Le mois de septembre enregistre la différence la plus marquée entre ses extrêmes, qui varient entre -18°C et 29°C, soit un écart de près de 47°C.



Températures moyennes mensuelles à la station de Châteaulin entre 1981 et 2010

Source : infoclimat

Les précipitations sont plus abondantes à l'intérieur des terres et élevée par rapport à la moyenne régionale. Le mois de décembre enregistre un cumul maximum de précipitations sur 24 heures le plus élevé (près de 30 mm). Le reste de l'année, le cumul maximum de précipitations sur 24 heures est compris entre 10 et 21 mm par mois.

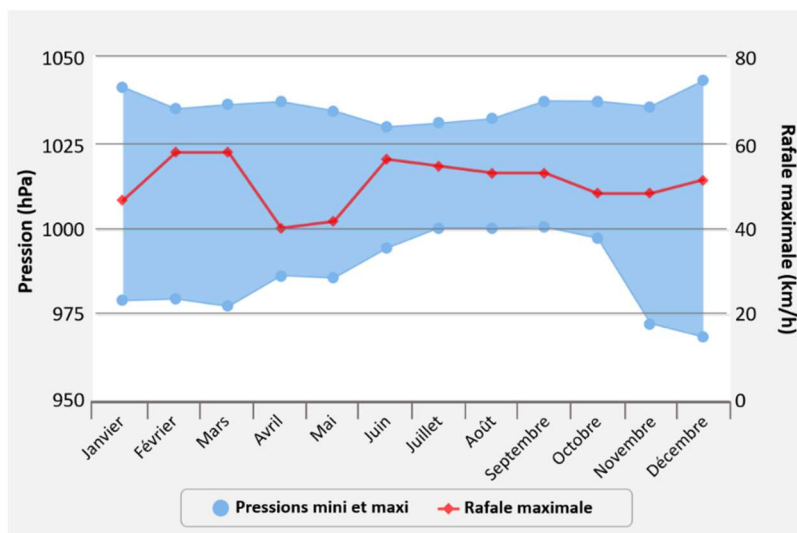


Précipitations moyennes mensuelles à la station de Châteaulin entre 1981 et 2010

Source : infoclimat

Les données relatives à l'ensoleillement ne sont pas disponibles pour cette station météorologique et sont donc par hypothèse similaires à celles de la station de Lanvéoc-Poulmic.

Les vents sont moins prononcés que sur la zone littorale, avec les vents les plus forts enregistrés entre février et mars avec des rafales de 58 km/h. Le reste de l'année, la vitesse moyenne maximale est comprise entre 40 et 56 km/h.



Pression et vents extrêmes à la station de Châteaulin entre 1981 et 2010

Source : infoclimat

6.1.2. LA GEOLOGIE

L'histoire géologique du massif armoricain est la superposition de deux événements orogéniques (c'est-à-dire de deux chaînes de montagne). La chaîne cadomienne a été active entre 750 et 520 millions d'années environ. La chaîne de montagne « hercynienne » ou « varisque » a été active entre 360 et 300 millions d'années environ.

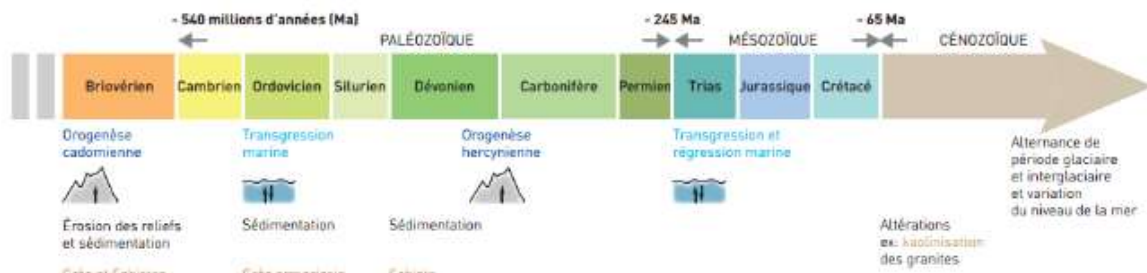


Figure 10 : Représentation schématique de l'histoire géologique du massif armoricain
Source : Charte des paysages et de l'architecture, Parc Naturel Régional d'Armorique, 2014

Le socle de la CCPCP est constitué de roches appartenant au domaine géologique « varisque » médio-armoricain occidental. Il s'agit principalement de roches sédimentaires déformées en schistes peu à peu métamorphiques. Les dépôts les plus anciens datent du Protérozoïque supérieur (570 millions d'années) et proviennent de l'érosion de la chaîne cadomienne située au Nord.

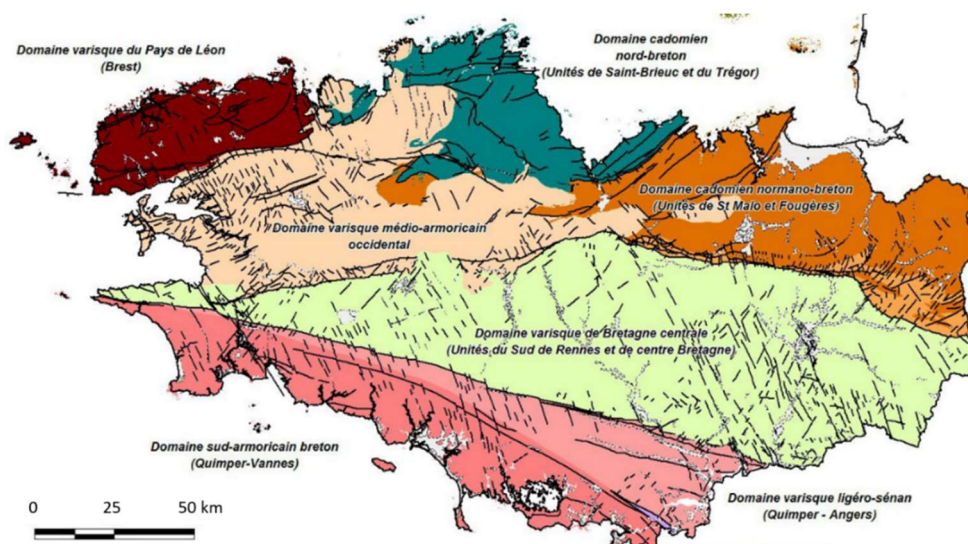


Figure 11 : Découpage du massif armoricain breton

- Source : Chantraine et al., 2001

Dès le Cambrien et au cours de l'Ordovicien (de 500 à 395 millions d'années), une phase d'extension affecte l'ensemble du massif armoricain avec le dépôt de sédiments continentaux localisés dans des structures en blocs basculés. La série sédimentaire se poursuit jusqu'au Dévonien (395 millions d'années) : les sédiments préservés sont plus rares et souvent alignés le long de grands cisaillements (Cisaillement Nord et Sud Armoricain) à partir du Dévonien supérieur. Ces grands cisaillements nord et sud armoricain montrent des déformations décrochantes dextres à partir du Carbonifère (345 millions d'années), et la sédimentation est confinée dans de petits bassins le long de ces structures, accompagnées de la mise en place de granites clairs (leucogranites).

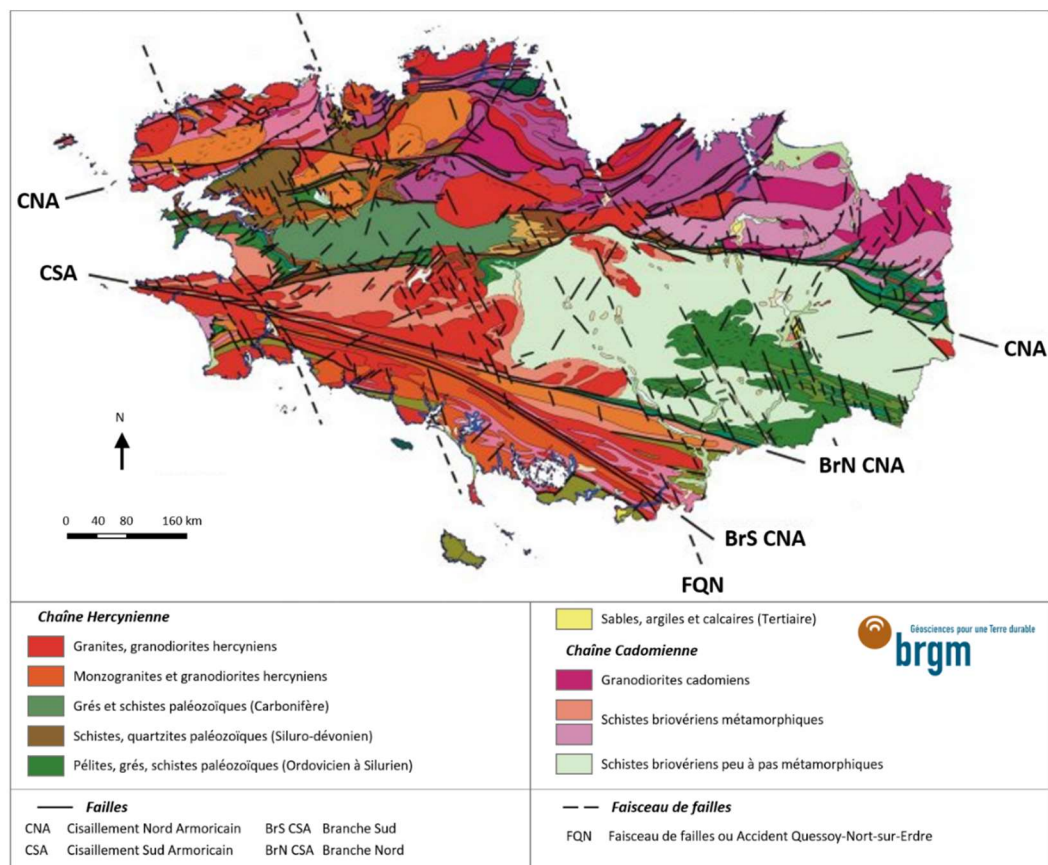


Figure 12 : Principales formations géologiques de la Bretagne et failles associées (BRGM)

- Source : BRGM, SIGES Bretagne

6.1.3. LE SOUS-SOL

Le Schéma Régional des Carrières (SRC) est en cours d'élaboration depuis 2013 et se substituera aux quatre schémas départementaux de Bretagne, dont le Schéma Départemental des Carrières du Finistère (SDC) du 5 mars 1998. Cette modification a pour objectif la mise en place d'une meilleure gestion raisonnée des ressources et des flux au regard des besoins des territoires, ainsi que la prise en compte des extractions marines (granulats et sables coquilliers).

L'intercommunalité compte **une carrière en activité** :

COMMUNE	IDENTIFIANT	NOM DU SITE	DATE ARRETE EXTENSION/RENOUVELLEMENT
Cast	70671	Le Hinguer	Début : 27/01/2005 Fin : 27/01/2035

Liste des carrières en activité sur le territoire de la CCPCP

Source : Infoterre et base de données des ICPE

Le matériau extrait est le quartzite, destiné à la réalisation d'ouvrages de travaux publics, de génie civil et à la construction de bâtiments.

6.1.4. LE RELIEF ET LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

6.1.4.1. LES PRINCIPALES VARIATIONS DU RELIEF

Le relief du territoire présente des formes accentuées et une altitude croissante avec l'éloignement du littoral. La frange côtière à l'ouest, d'une altitude variant de 0 à 50 mètres, s'étend de Saint-Nic à Plonévez-Porzay. Le relief se soulève entre les communes de Saint-Nic et Saint-Coulitz selon un axe Nord-ouest – Sud-est, avec un point culminant à 329 m (Ménez Hom), situé sur la commune de Dinéault.

Sur la partie est du territoire, le relief est moins marqué au nord de l'Aulne et est plus marqué au sud avec un point culminant à 281 m (Karreg an Tan) sur la commune de Gouézec.

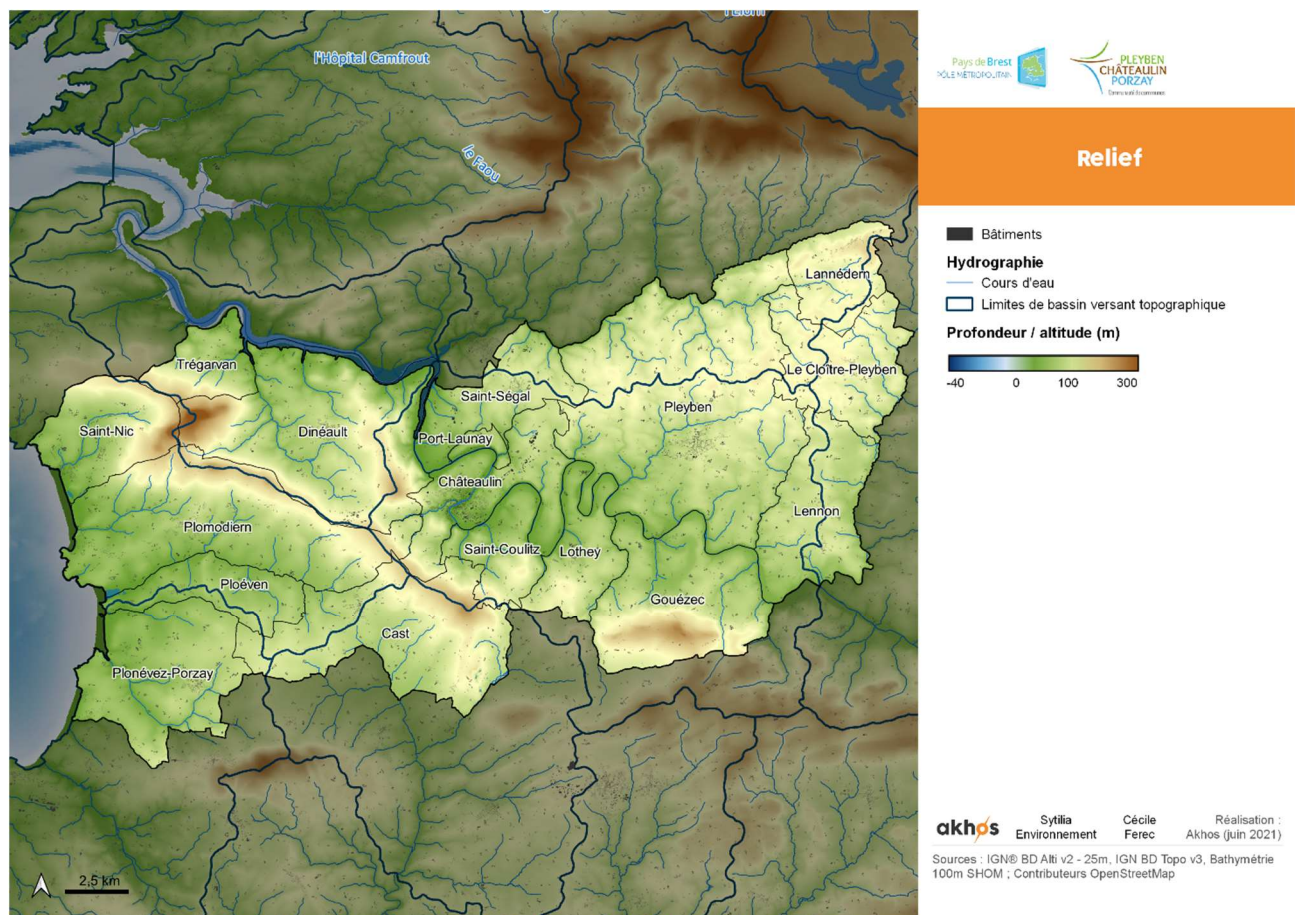


Figure 13 : Carte topographique de la CCPCP

6.1.4.2. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La CCPCP est bordé par **2 masses d'eau** importantes sur lesquelles portent des enjeux environnementaux forts définis par la directive européenne cadre sur l'eau :

- **L'Aulne**, au nord-est ;
- **La Baie de Douarnenez**, à l'ouest.

Le territoire est constitué de **2 principaux cours d'eau** :



- **L'Aulne**, qui traverse le territoire d'ouest en est de Trégarvan à Gouézec ;
- **La Douffine**, un affluent de l'Aulne qui longe les frontières nord de Saint-Ségal et Pleyben ;

En complément de ces cours d'eau, **5 cours d'eau secondaires** sont également présents sur la CCPCP :




- **Le Stêr Goanez**, un affluent de l'Aulne qui longe la frontière est des communes de Lennon et du Cloître-Pleyben ;
- **Le Kerharo**, qui prend sa source depuis la commune de Cast et traverse le territoire d'est en ouest jusqu'à Ploéven ;
- **Le Steïr**, qui prend sa source depuis la commune de Cast et longe la frontière sud de la commune ;
- **Le Laptic**, localisé sur la commune de Plonévez-Porzay
- **Les Trois Fontaines**, un affluent de l'Aulne qui marque la frontière entre les communes de Lothery et de Gouézec.

SYNTHESE

Situation actuelle

ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
 <ul style="list-style-type: none"> ■ Climat océanique tempéré ■ Diversité géologique des sols (granite, dunes, limon, gneiss et granidiorite) ■ Présence de 3 carrières en activité (granite) ■ Richesse du réseau hydrographique avec L'Aulne comme cours d'eau majeur 	 <ul style="list-style-type: none"> ■ Relief peu marqué pouvant présenter des risques en cas d'inondations ■ Accroissement global du phénomène d'érosion des sols principalement lié aux pratiques agricoles intensives (labours répétés, remembrement, surfaces nues ...)

Perspectives d'évolution

	
	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Artificialisation des sols entraînant la perte de sol vivant et fertile et de ses fonctions associées. ■ Affectation des productions agricoles par le changement des paramètres climatiques

6.2. RESSOURCE EN EAU ET GESTION

6.2.1. LA QUALITE DES EAUX

Le territoire de la CCPCP est localisé au niveau de 3 principaux bassins versants : les Côtiers de l'Aulne, le Steir et l'Odét.

6.2.1.1. LES EAUX SUPERFICIELLES

Les eaux superficielles sont constituées des eaux continentales ou eaux douces (cours d'eau et plans d'eau) et des eaux littorales (eaux côtières et eaux de transition - estuaires). L'état d'une eau superficielle se définit par son état écologique et son état chimique. Le bon état est respecté si ces deux paramètres sont jugés « bons ».

Le bon état écologique est caractérisé à partir de deux composantes :

- **le bon état biologique**, défini à partir d'indices biologiques normalisés (IBGN, IBD, IPR)
- **le bon état physico-chimique**, portant sur des paramètres qui conditionnent le bon fonctionnement biologique des milieux (bilan de l'oxygène, température, nutriments, acidification, salinité et polluants spécifiques, synthétiques ou non).

L'état chimique est calculé en évaluant le respect des normes de qualité environnementale (NQE) fixées pour 41 substances prioritaires ou dangereuses.

Le territoire de la CCPCP est composé de 7 masses d'eau cours d'eau et d'un plan d'eau : l'Aulne (cours d'eau et plan d'eau), le Stêr Goanez, la Douffine, le Kerharo (cours d'eau et réservoir biologique), le Steir, la Lapic et les Trois Fontaines.

Les objectifs de qualité de chaque cours d'eau sont définis par le SDAGE Loire Bretagne (présenté au §4.4.4).

L'Aulne et la Douffine font l'objet d'un report de délai à 2021 pour les objectifs de bon état global et écologique. Le report de délai pour le Lapic est quant à lui fixé à 2027.

REFERENCE	NOM	ÉTAT ÉCOLOGIQUE		ÉTAT CHIMIQUE		ÉTAT GLOBAL	
		OBJECTIF	DELAI	OBJECTIF	DELAI	OBJECTIF	DELAI
FRGR0056a	L'Aulne depuis la confluence du canal de Nantes à Brest jusqu'à l'estuaire	Bon potentiel	2021	Bon état	ND	Bon état	2021
FRGR0073	Le Stêr Goanez et ses affluents depuis Plonévez-du-Faou jusqu'à la confluence avec l'Aulne	Bon état	2015	Bon état	ND	Bon état	2015
FRGR0074	La Douffine et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire	Bon état	2021	Bon état	ND	Bon état	2021
FRGR0075	Le Kerharo depuis la source jusqu'à la mer	ND					
FRGR0084	Le Steir et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Odét	Bon état	2015	Bon état	ND	Bon état	2015
FRGR13240	Le Lapic et ses affluents depuis la source jusqu'à l'embouchure	Bon état	2027	Bon état	ND	Bon état	2027
FRGR1329	Les Trois Fontaines et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Aulne	Bon état	2015	Bon état	ND	Bon état	2015
FRGT12	L'Aulne	Bon état	2021	Bon état	2027	Bon état	2027

ND = Non défini

Objectif des masses d'eau cours d'eau de la CCPCP (Source : SDAGE Loire-Bretagne, 2016-2021)

Leur état écologique est « bon », lié à la faible présence de pollutions et/ou des niveaux d'eutrophisation faibles définis à partir de l'Indice Biologique Diatomées (IBD). L'IBD est un indice basé sur une famille d'algues unicellulaires présente dans tous les milieux aquatiques, ce qui en fait un excellent bio-indicateur pour l'évaluation de la qualité du milieu.

La CCPCP possède une masse d'eau de transition, l'Aulne et une masse d'eau côtière, la Baie de Douarnenez, dont les objectifs de bon état global ont été reportés à 2027 lié à un état écologique moyen :

REFERENCE	NOM	ETAT ECOLOGIQUE		ETAT CHIMIQUE		ETAT GLOBAL	
		OBJECTIF	DELAI	OBJECTIF	DELAI	OBJECTIF	DELAI
FRGC20	Baie de Douarnenez	Bon état	2027	Bon état	2015	Bon état	2027
FRGT12	L'Aulne	Bon état	2021	Bon état	2027	Bon état	2027

Objectif des masses d'eau côtières et de transition de la CCPCP

Source : SDAGE Loire-Bretagne, 2016-2021

Les arrêtés du 10 juillet 2012 classent les cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement du bassin Loire-Bretagne en deux listes, la liste 1 et la liste 2.

La liste 1 regroupe les cours d'eau classés axes grands migrateurs, ainsi que la totalité des réservoirs biologiques et les cours d'eau en très bon état. Elle a pour vocation le maintien de la qualité biologique de ces cours d'eau la préservation des cours d'eau de dégradations futures. Elle interdit la construction de nouveaux ouvrages pouvant faire obstacle à la continuité écologique et prescrit le maintien de la continuité écologique lors de renouvellement de concessions/autorisation. Pour les cours d'eau ou partie de cours d'eau en liste 2, il y a obligation de restaurer la libre circulation piscicole et le transit sédimentaire dans les 5 ans.

Sur l'intercommunalité, 5 cours d'eau sont concernés par un classement en liste 1 :

- L'Aulne, de la source jusqu'à l'estuaire ;
- Le Stêr Goanez, du Pont de la RD136 (Plonévez-du-Faou) jusqu'à la confluence avec l'Aulne ;
- Les Trois Fontaines, du pont de la RD785 (Briec / Gouézec) jusqu'à la confluence avec l'Aulne ;
- La Douffine, de la source jusqu'à l'estuaire ;
- Le Rivoal, du pont de la RD30 (Saint-Rivoal) jusqu'à la confluence avec la Douffine.

Qualité des eaux

Dans son état des lieux publié en 2019, l'agence de l'eau Loire-Bretagne a défini l'état écologique et l'état chimique de chaque cours d'eau.

N° de masse d'eau	Masses d'eau	Etat des lieux 2019		
		Etat écologique	Etat chimique avec ubiquistes	Etat chimique sans ubiquistes
	▪ 7 masses d'eau « cours d'eau » :			
FRGR0056a	L'Aulne depuis la confluence du canal de Nantes à Brest jusqu'à l'estuaire	Bon état	Etat moyen	Bon état
FRGR0073	Le Stêr Goanez et ses affluents depuis Plonévez-du-Faou jusqu'à la confluence avec l'Aulne	Bon état	Information insuffisante pour attribuer un état	Information insuffisante pour attribuer un état
FRGR0074	La Douffine et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire	Etat médiocre	Etat moyen	Bon état
FRGR0075	Le Kerharo depuis la source jusqu'à la mer	Bon état	Etat moyen	Etat moyen
FRGR0084	Steir et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Odét	Très bon état	Etat moyen	Bon état
FRGR1324	Le Lapic et ses affluents depuis la source jusqu'à l'embouchure	Etat moyen	Bon état	Bon état
FRGR1329	Les Trois Fontaines et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Aulne	Bon état	Information insuffisante pour attribuer un état	Information insuffisante pour attribuer un état
	▪ 1 masses d'eau de transition	Etat écologique	Etat chimique avec ubiquistes	Etat chimique sans ubiquistes
FRGT12	L'Aulne	Etat moyen	non atteinte du bon état	non atteinte du bon état
	▪ 1 masses d'eau côtière			
FRGC20	Baie de Douarnenez	Etat médiocre	non atteinte du bon état	bon état

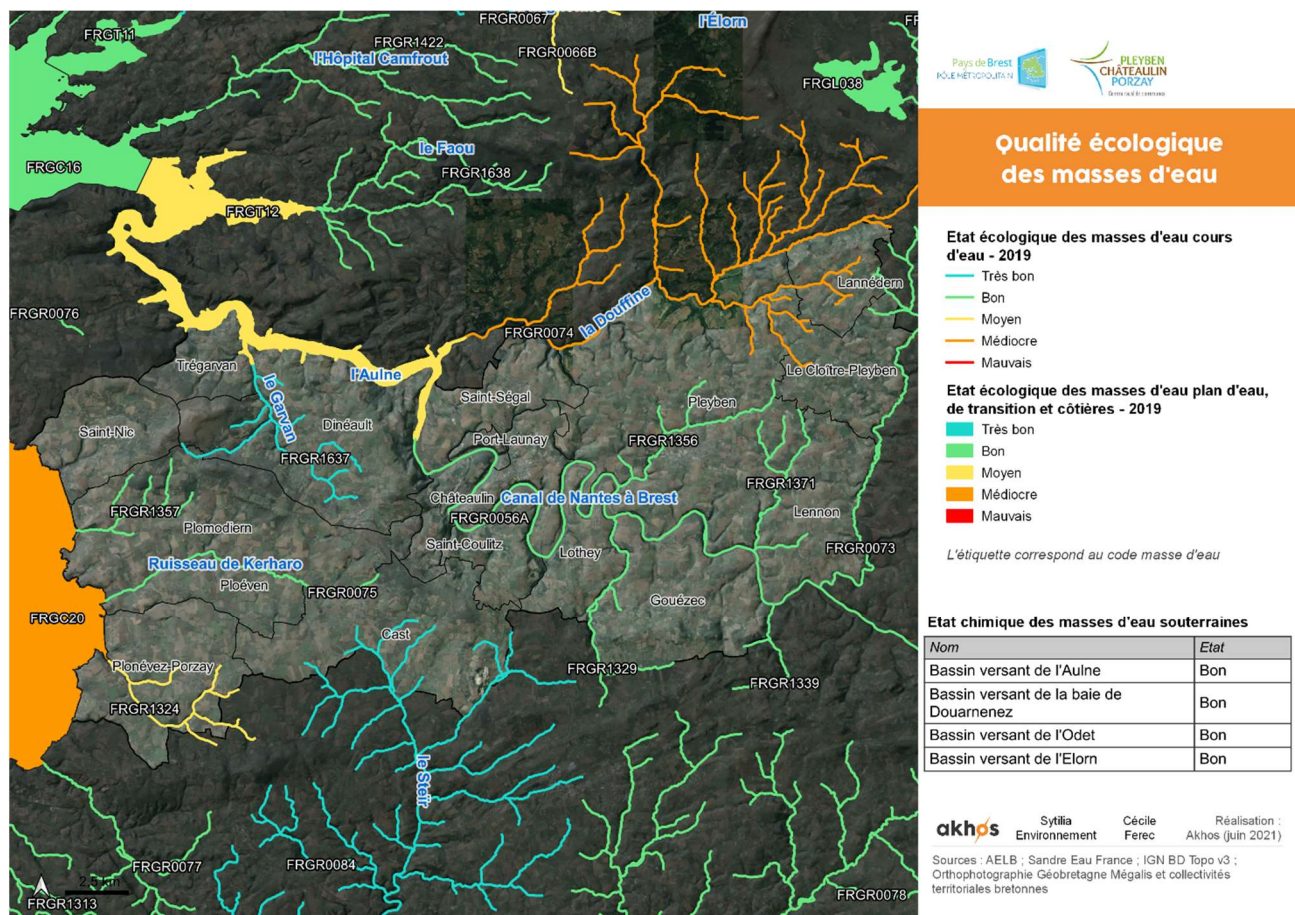


Figure 14 : Qualité chimique et écologique des cours d'eau

Les pressions sur la qualité des eaux :

N° de masse d'eau	Masses d'eau							
		macro-polluants ponctuels	pollutions diffuses	hydrologie, prélèvements	morphologie et continuité	micro-polluants au regard de l'état écologique avec ubiquistes	micro-polluants au regard de l'état écologique sans ubiquistes	micro-polluants au regard de l'état chimique sans ubiquistes
	■ 7 masses d'eau « cours d'eau » :							
FRGR0056a	L'Aulne depuis la confluence du canal de Nantes à Brest jusqu'à l'estuaire	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non	Non
FRGR0073	Le Stêr Goanez et ses affluents depuis Plonévez-du-Faou jusqu'à la confluence avec l'Aulne	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
FRGR0074	La Douffine et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
FRGR0075	Le Kerharo depuis la source jusqu'à la mer	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non
FRGR0084	Steir et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Odét	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
FRGR1324	Le Lapid et ses affluents depuis la source jusqu'à l'embouchure	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non
FRGR1329	Les Trois Fontaines et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Aulne	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non

		Risque micropolluants	Risque eutrophisation ulves cause nitrates	Risque eutrophisation phyto-plancton cause azote et phosphore	Risque biologie global hors eutrophisation
	■ 1 masses d'eau de transition				
FRGT12	L'Aulne	Oui	Oui	Non	Non
	■ 1 masses d'eau côtière				
FRGC20	Baie de Douarnenez	NON SUIVI	Oui	Non	Non

L'écoulement des eaux

Le Référentiel des Obstacles à l'Écoulement (ROE) recense les ouvrages impactant les continuités écologiques et les lignes d'eau (entrave à la circulation des espèces, altération de la morphologie des cours d'eau, de leur qualité par création d'eau stagnante, évolution des peuplements et des habitats).

Sur le territoire de la CCPCP, on compte 28 obstacles à l'écoulement :

- 14 sont localisés sur l'Aulne ;
- 9 sur la Douffine (dont 1 barrage et 1 obstacle induit par un pont) ;
- 5 sur le Lapid (dont 3 obstacles induits par un pont).

Etiages

Le suivi des étiages réalisé par l'observatoire national des étiages (Onde) indique que le cours d'eau suivi sur la CCPCP ou à proximité, Le LAPIC Commune de LOCRONAN et le STEIR à Quéménéven ont conservé un écoulement d'eau visible acceptable sur les 9 dernières années (2012-2020) à toutes les périodes observées (de mai à septembre).

6.2.1.2. LES EAUX SOUTERRAINES

Les eaux souterraines proviennent principalement de l'infiltration des eaux de pluie dans le sol. Elles s'accumulent en remplissant le moindre vide et forment ainsi un réservoir d'eau souterraine appelé aquifère. Leur « bon fonctionnement » est évalué au sens de la DCE par rapport à leur état chimique (nitrates et produits phytosanitaires essentiellement) et leur état quantitatif.

Deux masses d'eaux souterraines sont référencées dans le SDAGE Loire-Bretagne sur le territoire de la CCPCP : l'Aulne et la Baie de Douarnenez.

REFERENCE	NOM	ETAT QUALITATIF		ETAT QUANTITATIF		ETAT GLOBAL	
		OBJECTIF	DELAI	OBJECTIF	DELAI	OBJECTIF	DELAI
FRGG002	Baie de Douarnenez	Bon état	2015	Bon état	2015	Bon état	2015
FRGG007	Aulne	Bon état	2015	Bon état	2015	Bon état	2015

Etat et objectif de la masse d'eau souterraine de la CCPCP

Source : SDAGE Loire-Bretagne, 2016-2021

Ces masses d'eaux souterraines sont en bon état tant du point de vue quantitatif que qualitatif (nitrates et pesticides). Elles se subissent pas de pression de polluants mais sont sensibles aux intrusions salines.

	2 masses d'eau souterraine	Etat chimique	Etat quantitatif	Intrusions salines
FRGG007	Bassin versant de l'Aulne	Bon état	Bon état	oui
FRGG002	Baie de Douarnenez	Bon état	Bon état	oui

6.2.1.3. LES EAUX CONCHYLICOLES

Le Réseau de contrôle Microbiologique (REMI) des zones de production conchylicole a été mis en place par l'IFREMER dans le cadre de la santé publique. Il a pour objectif d'établir un classement sanitaire grâce à la surveillance des zones de production exploitées par les professionnels. Ce classement est réalisé à partir du dénombrement des *Escherichia coli*, des bactéries utilisées comme indicateurs de contamination fécale, dans les mollusques bivalves vivantes. Le déploiement du REMI permet de :

- détecter et suivre les épisodes inhabituels de contamination ;
- estimer la qualité microbiologique des eaux conchylicoles et suivre leurs évolutions temporelles.

D'après l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillage vivants, les zones conchylicoles sont classées de la manière suivante :

- **Classe A** : zone salubre. Commercialisation directe des coquillages et pêche de loisir (pour une consommation familiale) autorisée ;
- **Classe B** : zone peu contaminée. La commercialisation des coquillages n'est possible qu'après un reparcage ou passage en bassin de purification. Pour les particuliers, il est recommandé de cuire les coquillages avant consommation ;
- **Classe C** : zone très contaminée. Les coquillages doivent être traités thermiquement ou avoir subi un reparcage de longue durée avant commercialisation. La pêche de loisir est interdite sur cette zone ;
- **Classe NC** : zone non classée. En l'absence de classement sanitaire, les activités de pêche ou d'élevage ne sont pas autorisées. Seuls les pectinidés (coquilles Saint-Jacques, pétoncles), les gastéropodes non filtreurs (bulots, ormeaux, patelles, ...) et les échinodermes peuvent être récoltés, sauf spécifications contraires.

Une zone peut être classée pour 3 groupes de coquillages distincts au regard de leur physiologie :

- **Groupe 1 : gastéropodes, échinodermes et tuniciers ;**
- **Groupe 2 : bivalves fouisseurs (palourdes, coques, tellines) ;**
- **Groupe 3 : bivalves non fouisseurs (huîtres et moules).**

Le programme de surveillance microbiologique de l'IFREMER (REMI) suit **3 zones sur le territoire de la CCPCP** :

CODE DE LA ZONE	NOM DE LA ZONE	DATE ARRETE	CLASSEMENT		
			GROUPE 1	GROUPE 2	GROUPE 3
29.05.040	Estran baie de Douarnenez	21/05/2019	NC	B	NC
20.04.130	Rivière de l'Aulne et sillon des Anglais		NC	NC	B
29.05.010	Mer d'Iroise et baie de Douarnenez		NC	A	NC

Classement des zones conchyliques de la CCPCP

Source : Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Atlas des zones de production et de reparcage de coquillage

La zone **29.05.010** (Mer d'Iroise et baie de Douarnenez) se situe au large des communes de Saint-Nic, Plomodiern, Ploéven et Plonévez-Porzay, à la suite de la zone **29.05.040** (Estran baie de Douarnenez) qui longe la côte littorale de ces communes. Cf Figure 15 : Gestion des eaux.

6.2.1.4. LES EAUX DE BAINADES

Les contrôles sanitaires des eaux de baignades sont effectués par l'Agence Régionale de la Santé (ARS). Les eaux de baignades sont analysées sur un ou plusieurs points de prélèvements toujours identiques, définis à partir du critère de fréquentation des plages.

Une nouvelle méthode de calcul du classement de la qualité des eaux de baignades est en place depuis 2013 selon la directive 2006/7/CE. Selon les résultats des analyses microbiologiques (*Escherichia coli* et Entérocoques) effectuées pendant quatre saisons balnéaires consécutives, il est attribué une classe de qualité (excellent à insuffisante) :

COMMUNE	POINT DE PRELEVEMENT	CLASSEMENT				
		2016	2017	2018	2019	2020
Plomodiern	Lestrevet	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
	Pors ar Vag	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
	Kervijen	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
	Ty Anquer	Excellent	Bon	Bon	Excellent	Excellent
	Sainte-Anne-la-Palud	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
Plonévez-Porzay	Kervel	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
Saint-Nic	Cameros	Excellent	Excellent	Excellent	Bon	Suffisant
	Pentrez (face Menez Bichen)	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent

Classement des zones de baignades

Source : Ministère de la Santé, Eaux de baignade, 2019

Les eaux de baignades de la CCPCP sont de qualité « excellente » sauf pour le site de Cameros (Saint-Nic) qui est classé « suffisant » : sa qualité s'est dégradée ces 2 dernières années.

6.2.2. L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

L'intercommunalité exerce la compétence eau potable, à savoir la production, l'adduction et la distribution d'eau potable à partir du 1^{er} janvier 2020. La gestion est déléguée à 3 structures :

- l'entreprise Véolia pour les communes de Cast, Châteaulin, Dinéault, Gouézec, Le Cloître-Pleyben, Lothey, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Port-Launay, Saint-Coulitz, Saint-Nic et Trégarvan (13 communes) ;
- l'entreprise SAUR pour les communes de Lennon, Pleyben et Saint-Ségal (3 communes) ;
- le Syndicat de Kerbalaen pour la commune de Lannédern.

La ressource en eau provient principalement de l'Aulne (Prise d'eau de Coatigrac'h et Prat-Hir à Châteaulin et Saint-Coulitz). Elle est complétée par une quinzaine de captages. Plusieurs autres prises d'eau sont situées sur le cours de l'Aulne, à l'amont. Le débit de l'Aulne est soutenu en été par la retenue de « Saint-Michel »

Le schéma directeur Départemental d'Alimentation en eau potable des collectivités du Finistère (2014) indique, pour les commune de la CCPCP que la ressource à l'étiage est légèrement déficitaire à déficitaire, face aux besoins de pointe mensuel.

Le SDAGE Loire-Bretagne identifie les captages dits « prioritaires » au regard des enjeux nitrates et/ou pesticides : 17 captages ont ainsi été retenus dans le Finistère. Ces captages prioritaires sont sélectionnés à partir des indicateurs suivants :

- **Nitrates** : le maximum de la concentration sur la période 2008-2012 est comparé à un seuil de 40 mg/litre ;
- **Pesticides** : la moyenne annuelle sur la période 2008-2012 est comparée à une valeur seuil correspondant à 80% de la norme eau potable.

Le territoire de la CCPCP dénombre un captage classé « prioritaire » faisant l'objet d'un accompagnement des collectivités et des agriculteurs dans des démarches de bonnes pratiques :

CODE INSEE	NOM	COMMUNE	VOLUME TOTAL PRELEVE (2017)
29162	Madeleine	Pleyben	83 961 m ³

Captage d'eau potable sur la CCPCP

Source : SDAGE Loire-Bretagne, 2016-2021 ; Fiche BNPE, 2017

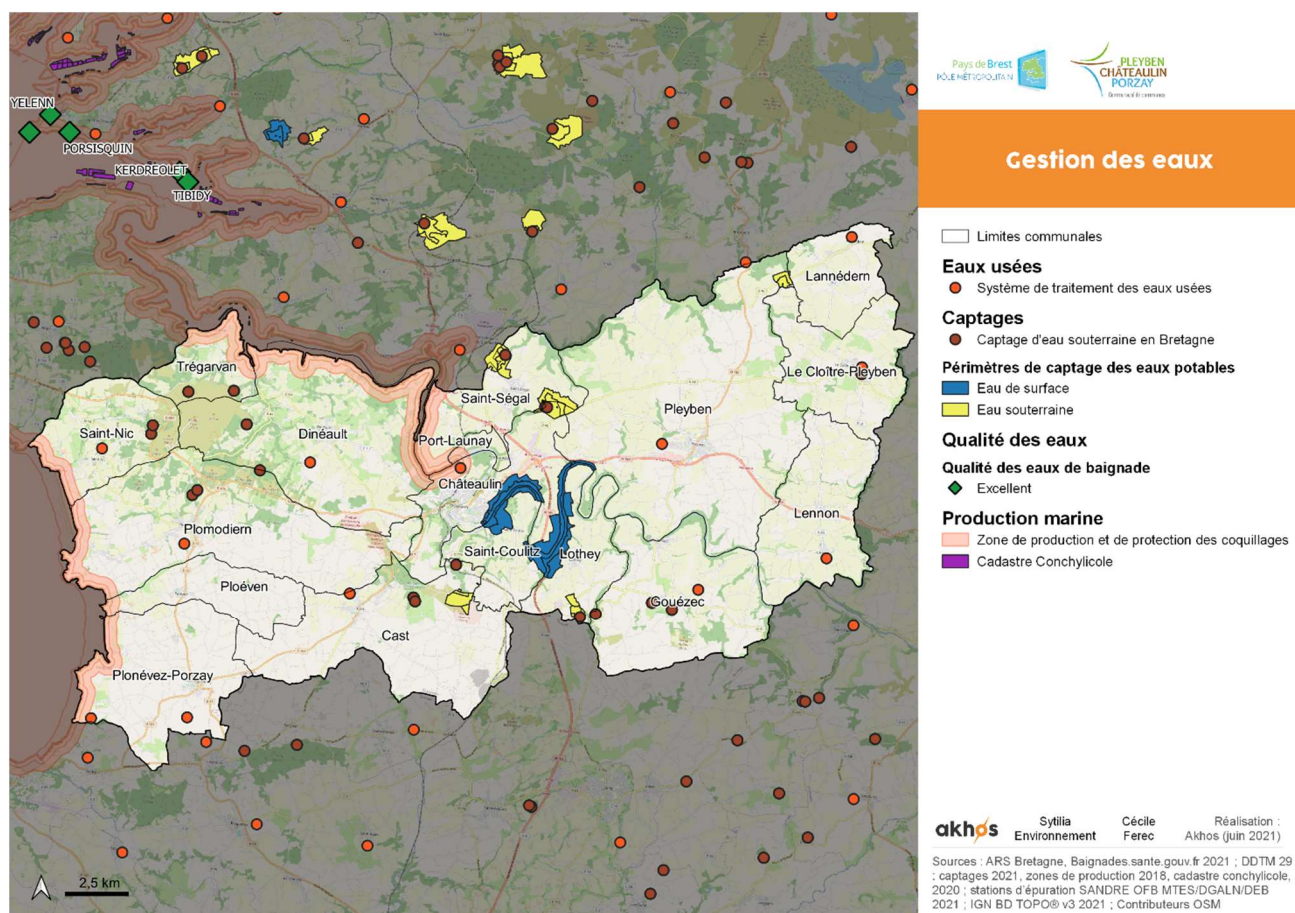


Figure 15 : Gestion des eaux

6.2.3. LES EAUX USEES

Les réglementations applicables en matière d'assainissement sont définies par la directive européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines et le décret 94-469 du 3 juin 1994. Dans la directive, l'échéancier est fixé en fonction de la taille des agglomérations (équivalent habitant – EH), alors que le décret fixe une échéance en fonction de la charge de pollution organique par jour (en kg de pollution organique par jour).

L'équivalent habitant (EH) correspond à une charge organique biodégradable ayant une demande biochimique en oxygène de cinq jours (DBO₅) de 60 g par jour. La DBO₅ correspond à la quantité d'oxygène qu'il faut fournir à un échantillon d'eau pour minéraliser les matières organiques biodégradables contenues dans l'eau par voie biochimique (oxydation par des bactéries aérobies).

Ces paramètres sont contrôlés dans le cadre du suivi des Stations d'Épuration (STEP) afin de limiter le risque de pollutions (microbiologiques et chimiques) lors d'épisodes pluvieux via le débordement des réseaux d'assainissement. Les principaux domaines touchés par ces incidents sont les zones de baignades, les activités conchyliques et la pêche à pied, et peuvent générer des problèmes sanitaires.

6.2.3.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'intercommunalité exerce la compétence assainissement, à savoir la production, la collecte, le transport et le traitement des eaux usées à partir du 1^{er} janvier 2020. La gestion est déléguée à 2 structures :

- l'entreprise SAUR pour les communes de Cast, Dinéault, Gouézec, Le Cloître-Pleyben, Lennon, Lannédern, Pleyben, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Port-Launay, Saint-Coulitz, Saint-Nic et Saint-Ségal (14 communes) ;
- l'entreprise Véolia pour la commune de Châteaulin.

Pour l'assainissement collectif, l'intercommunalité possède 13 STEP, dont une implantée sur un site industriel, réparties de la manière suivante :

COMMUNE	NOM DE LA STATION	TYPE DE TRAITEMENT	CAPACITE DE TRAITEMENT (EH)	CAPACITE HYDRAULIQUE (M ³ / JOUR)
Cast	-	Boues activées	900	162
Châteaulin	Doux 2 (Abattoir) - site industriel		165 000	3 500
	Kerdour		25 000	3 000
Dinéault	-	Lagunage	800	600
Gouézec	-	Boues activées	500	75
Lannédern	Bourg	Filtres à sable	120	18
Lennon	-		190	23
Pleyben	Ar Vernig	Boues activées	4 000	1 020
Plomodiern	-		1 500	270
Plonévez-Porzay	Gangorel		1 200	180
	Trezmalaouen	Filtres à sables	50	14
Saint-Nic	-	Filtres plantés de roseaux	350	52

Répartition des STEP (assainissement collectif) sur la CCPCP

Source : OpenData29

La majorité des unités de traitement communales sont des stations de faible capacité (inférieure à 5 000 équivalent-habitants – EH). Seules les stations de Châteaulin (Doux 2 et Kerdour), Pleyben, Plomodiern et la station Gamgorel de Plonévez-Porzay possèdent une capacité de traitement supérieure à 10 000 EH.

6.2.3.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Un assainissement non collectif est un système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des logements non raccordés au réseau public.

La compétence d'assainissement non collectif a été introduite par Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 instaurant la mise en œuvre des Services Publics de l'Assainissement Non Collectif (SPANC). La nouvelle Loi sur l'Eau, et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 renforce les compétences des SPANC.

Le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif est encadré par :

- **l'arrêté du 7 septembre 2009** (modifié par l'arrêté du 7 mars 2012) : fixe les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif (ANC) de moins de 20 EH (équivalent habitant);
- **l'arrêté du 21 juillet 2015** relatif aux systèmes d'assainissement collectif (AC) et aux installations ANC, à l'exception des installations ANC recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg / j de DBO₅.

La CCPCP exerce la compétence ANC depuis le 1^{er} janvier 2006 (arrêté préfectoral n°2005-1387 du 05/12/2005). L'objectif à long terme du SPANC est la suppression des nuisances et pollutions majeures produits par les dispositifs ANC défaillants du territoire.

Le nombre d'habitants desservis par le SPANC est réparti de la manière suivante :

COMMUNES	TOTAL (HABITATION EN ANC)	CONFORME
Cast	428	117
Châteaulin	163	55
Dinéault	426	109
Gouézec	381	NC
Lannédern	145	NC
Le Cloître-Pleyben	214	NC
Lennon	300	NC
Lothey	250	NC
Pleyben	860	NC
Ploéven	102	52
Plomodiern	861	209
Plonévez-Porzay	577	211
Port-Launay	21	2
Saint-Coulitz	103	31
Saint-Nic	454	165
Saint-Ségal	200	NC
Trégarvan	125	30
Total	5 610	981

Nombre d'habitants de la CCPCP desservis par le SPANC

Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du SPANC, 2018

Le SPANC de l'intercommunalité obtient une note en A de 80 / 100, ce qui correspond à une bonne qualité de prestations assurées.

6.2.4. LES EAUX PLUVIALES

Le rejet des eaux pluviales représente une cause de pollution importante des milieux naturels. Les cours d'eau sont particulièrement exposés, principalement par ruissellement au contact des résidus déposés sur les surfaces imperméabilisées. L'extension de zones urbanisées augmente la part de surfaces imperméables, ce qui induit l'accroissement de la vitesse de ruissellement, la saturation des réseaux et le risque d'inondation.

Le code général des collectivités territoriales rend obligatoire la réalisation de zonages d'assainissement délimitant :



- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et si besoin le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Le SDAGE Loire-Bretagne incite les collectivités à réaliser un Schéma Directeur des Eaux Pluviales (SDGEP) fixant les orientations en vue de répondre au mieux à leurs objectifs de gestion de temps de pluie. Il permet d'assurer la maîtrise du ruissellement urbain et la cohérence du développement de l'urbanisation, en vue d'éviter la réalisation d'aménagements pouvant être à l'origine de risques sur les milieux naturels.




A l'échelle de l'intercommunalité, seules 3 communes possèdent un Schéma Directeur des Eaux Pluviales : Cast, Châteaulin et Saint-Nic. Il est à noter que la commune de Plonévez-Porzay a réalisé une demande de subvention auprès de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne pour la création d'un Schéma Directeur des Eaux Pluviales.

SYNTHESE

Situation actuelle

ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
 <ul style="list-style-type: none"> ■ Réseau hydrographique dense, avec notamment l'Aulne et ses affluents ■ Bonne qualité des masses d'eau ■ Bonne qualité des eaux de baignade et conchyliques 	 <ul style="list-style-type: none"> ■ 1 captage d'eau potable classé prioritaire ■ Une ressource en eau légèrement déficitaire ■ Capacité des stations de traitement des eaux usées limitée

Perspectives d'évolution

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réalisation d'un Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales pour toutes les communes
	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Evolution des pressions sur la ressource en eau au regard des changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accentuation des périodes d'étiage (période du niveau moyen le plus bas des cours d'eau) qui seront plus longues, diminuant la disponibilité des ressources et entraînant des conflits d'usage de la ressource (concentration des polluants) ▪ Augmentation de l'exposition au phénomène d'inondation par ruissellement, entraînant également un risque accru de débordement des réseaux unitaires (dimensionnement des réseaux) ▪ Hausse du niveau de la mer ayant pour conséquence d'augmenter l'exposition aux dysfonctionnements des systèmes d'assainissement entraînant des déversements d'eaux usées au milieu naturel

6.3. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

6.3.1. L'OCCUPATION DU SOL

La communauté de commune de Pleyben-Châteaulin-Porzay est un territoire essentiellement occupé par l'agriculture. Les zones de landes et de forêt couvrent néanmoins plus de 10% des terres, en particulier sur les reliefs ainsi que dans les fonds de vallées. La carte des grands types de végétation donne plus de détails sur la variété des milieux naturels. Elle montre aussi qu'ils sont présents de façon dispersée, en zone agricole.

Néanmoins, la superficie artificialisée est de 1240 hectares, soit 591 m²/habitants (superficie Corine Land Cover 2020 au regard de la population légale de la CCPCP 2017).

Cf cartes ci-après

6.3.2. LES MILIEUX NATURELS ORDINAIRES

A. LES ZONES HUMIDES

La loi sur l'eau de 1992 introduit la notion de zones humides et donne une définition de celles-ci :

« On entend par zones humides les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année... ».

Les milieux humides sont des acteurs directs du fonctionnement écologique du milieu naturel. Ils peuvent présenter les fonctionnalités naturelles suivantes :

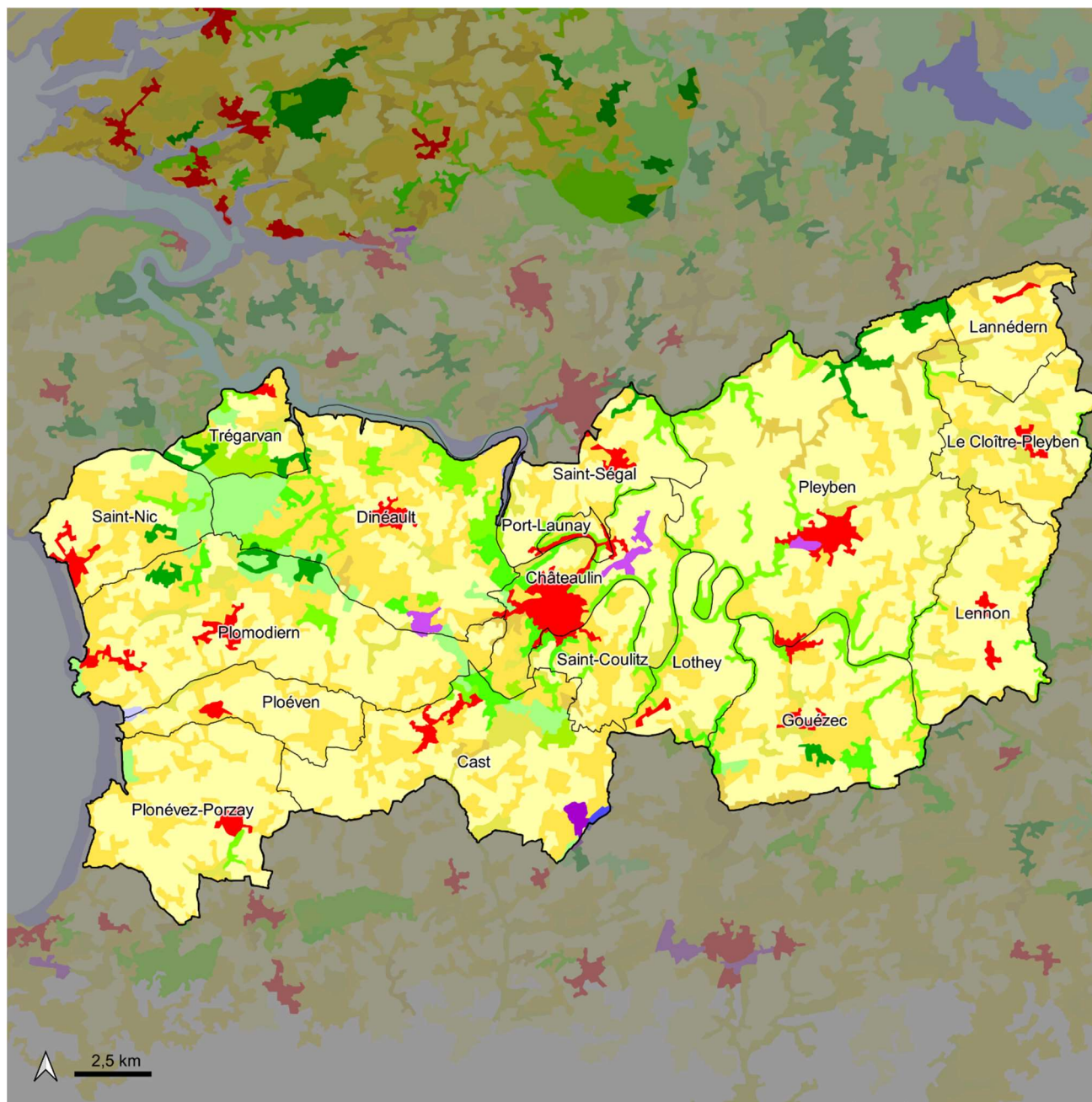
- **Rôle hydraulique** : régulation des débits des cours d'eau et stockage des eaux de surface ;
- **Rôle épurateur** : abattement des concentrations en azote et phosphore dans les eaux de surface par le biais d'absorption par les végétaux et de processus de dégradations microbiologiques, rétention des matières en suspension et des toxiques ;
- **Rôle biologique** : les zones humides constituent pour un grand nombre d'espèces animales et végétales, souvent remarquables, une zone refuge pour l'alimentation, la nidification et la reproduction ;
- **Rôle paysager** : diversité paysagère, écologique et floristique ;
- **Rôle socio-économique** : les zones humides sont considérées comme de véritables « machines naturelles » qui consomment et qui restituent, qui transforment et qui exportent, représentant ainsi une valeur économique importante au sein de chaque territoire.

Les arrêtés interministériels du 24 juin 2008 et du 1^{er} octobre 2009 précisent les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement. Ces arrêtés fixent les critères permettant de distinguer les zones humides tant du point de vue écologique, que des habitats naturels et la pédologie des sols que l'on peut y recenser.

Les zones humides de la CCPCP sont essentiellement composées de bois, de prairies et landes (notamment les communes de Cast, Dinéault, Ploéven, Plomodiern, Plovenez-Porzay et Saint-Nic) et de terres agricoles et sylvicoles.

Dans le cadre de cet inventaire, aucun habitat remarquable au sens de la directive européenne n°92/43 (Directive Habitat) n'a été recensé sur la CCPCP.

Figure 16 : Occupation des sols



Pays de Brest
PÔLE MÉTROPOLITAIN

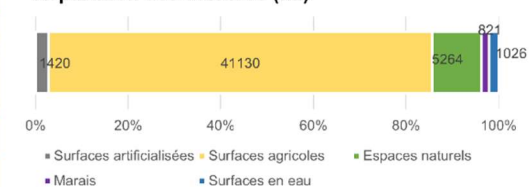
PLEYBEN
CHÂTEAULIN
PORZAY
Communauté de communes

Occupation des sols

Type d'occupation

- 111 - Tissu urbain continu
- 112 - Tissu urbain discontinu
- 121 - Zones industrielles ou commerciales
- 131 - Extraction de matériaux
- 142 - Equipements sportifs et de loisirs
- 211 - Terres arables hors périmètres d'irrigation
- 231 - Prairies
- 242 - Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- 243 - Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
- 311 - Forêts de feuillus
- 312 - Forêts de conifères
- 313 - Forêts mélangées
- 322 - Landes et broussailles
- 324 - Forêts et végétation arbustive en mutation
- 421 - Marais maritimes
- 423 - Zones intertidales
- 522 - Estuaires
- 523 - Mers et océans

Répartition des surfaces (ha)



akhos

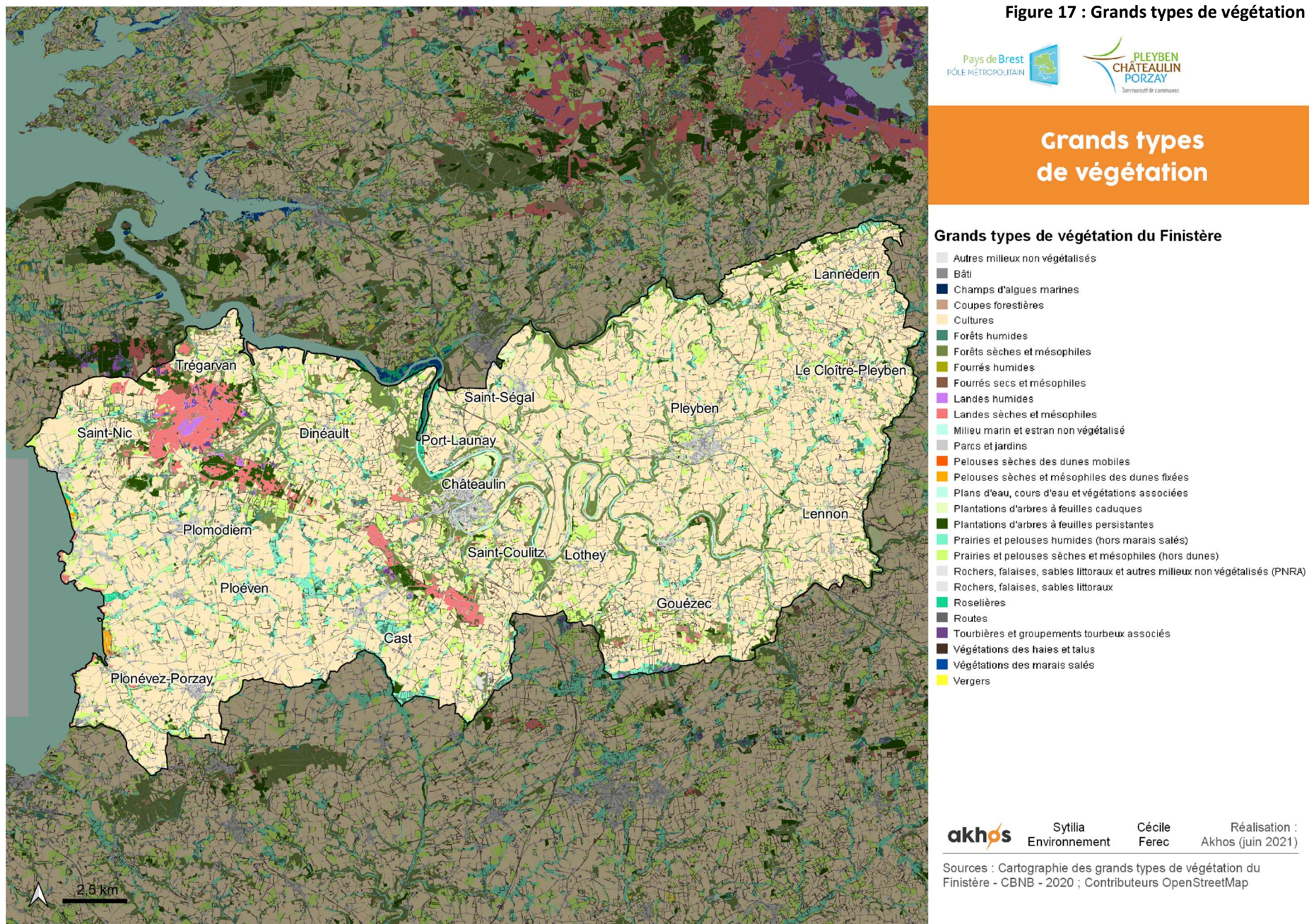
Sytilia
Environnement

Cécile
Ferec

Réalisation :
Akhos (juin 2021)

Environnemental European Agency (EEA), Copernicus Land Monitoring Service, 2020 ; IGN BD TOPO® v3, 2021

Figure 17 : Grands types de végétation



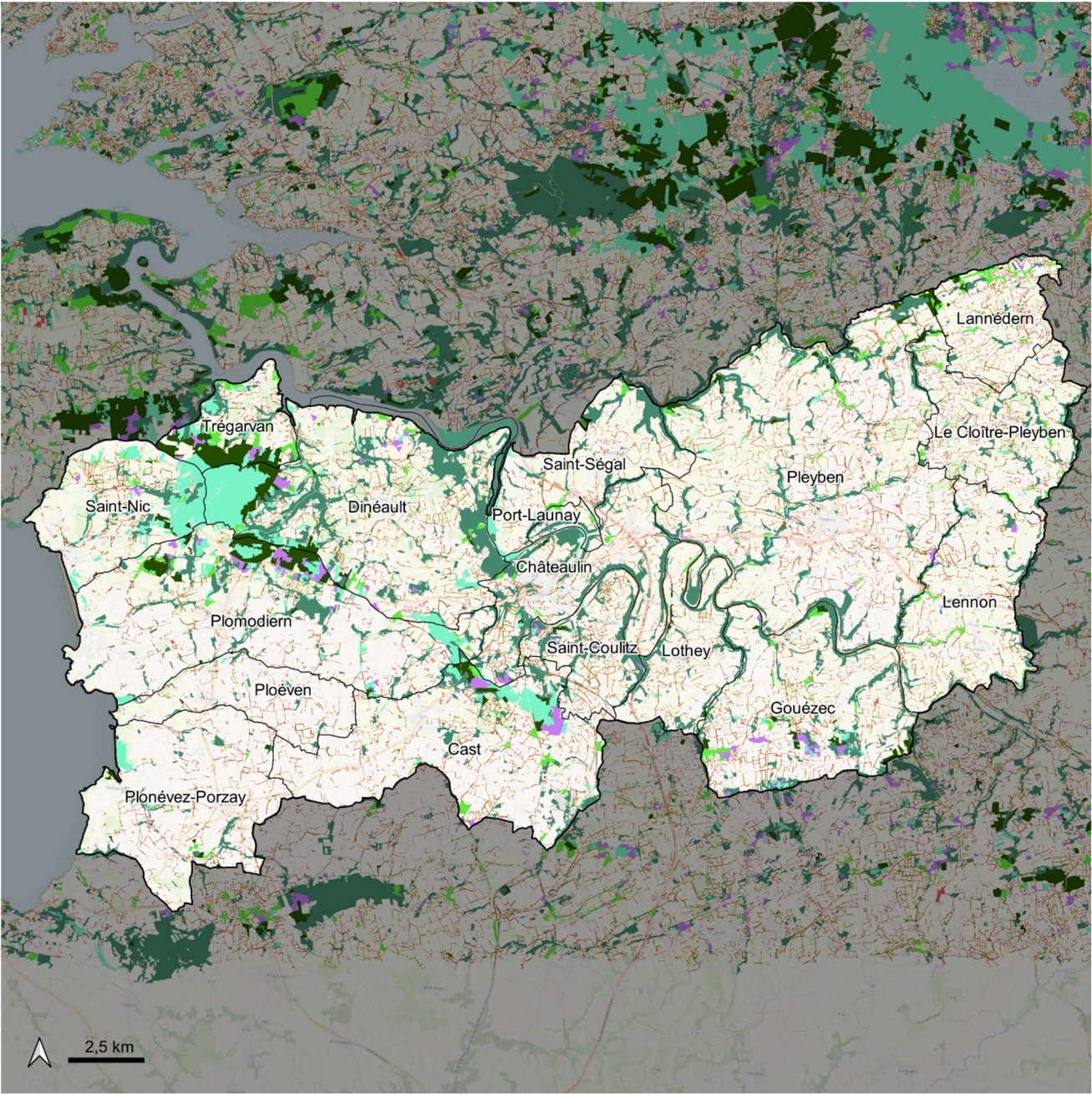


Figure 18 : Milieux boisés



Milieux boisés

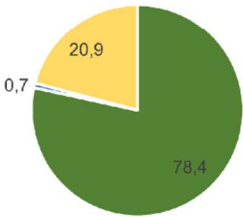
Zones de végétation

- Bois
- Forêt fermée de conifères
- Forêt fermée de feuillus
- Forêt fermée mixte
- Forêt ouverte
- Haie
- Lande ligneuse
- Verger

69

Surface boisée (km²)

Part de la surface



Feuillus Conifères Autres



Sytilia
Environnement

Cécile
Ferec

Réalisation :
Akhos (juin 2021)

Sources : IGN BD TOPO® v3, 2021 ; Contributeurs
OpenStreetMap

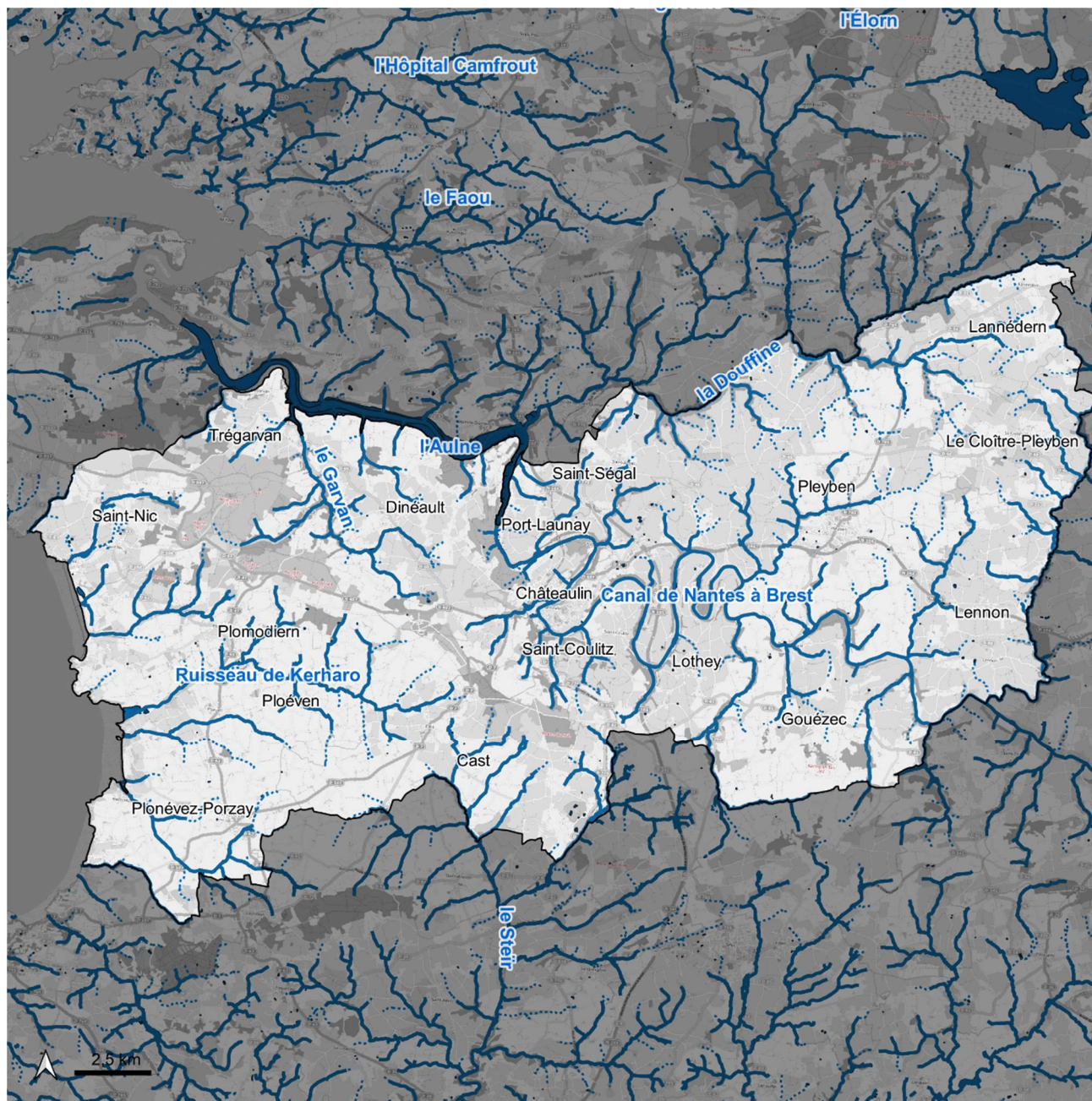


Figure 19 : Inventaire des zones humides de la CCPCP

Pays de Brest
PÔLE MÉTROPOLITAIN

PLEYBEN
CHATEAULIN
PORZAY
Communauté de communes

Milieux humides

Hydrographie

- Surface hydrographique
- Cours d'eau permanent
- Cours d'eau intermittent

Zones humides

- Zones humides

akhos

Sytilia
Environnement

Cécile
Ferec

Réalisation :
Akhos (juin 2021)

Sources : DDTM 2020 ; IGN BD Topo v3 ; contributeurs
OpenStreetMap

B. . LE BOCAGE

L'histoire du bocage breton est étroitement liée à l'histoire du parcellaire agricole. Initialement créé pour délimiter les parcelles et protéger le bétail et les cultures, l'intérêt du bocage (haies et talus) réside aujourd'hui dans sa multifonctionnalité :

- **Rôle hydraulique et anti-érosif** : limitation du transfert des polluants (phytosanitaires, phosphore et matières organiques), régulation hydraulique, maintien des sols ;
- **Rôle de brise vent** : protection du bétail et des cultures ;
- **Source importante de biodiversité** : zone de refuge, d'habitat et de reproduction pour de nombreuses espèces, corridors écologiques ;
- **Élément paysager** : paysage agraire typique de Bretagne, intégration des bâtiments agricoles et des habitations ;
- **Rôle de production de biomasse valorisable**, notamment le bois de chauffage.

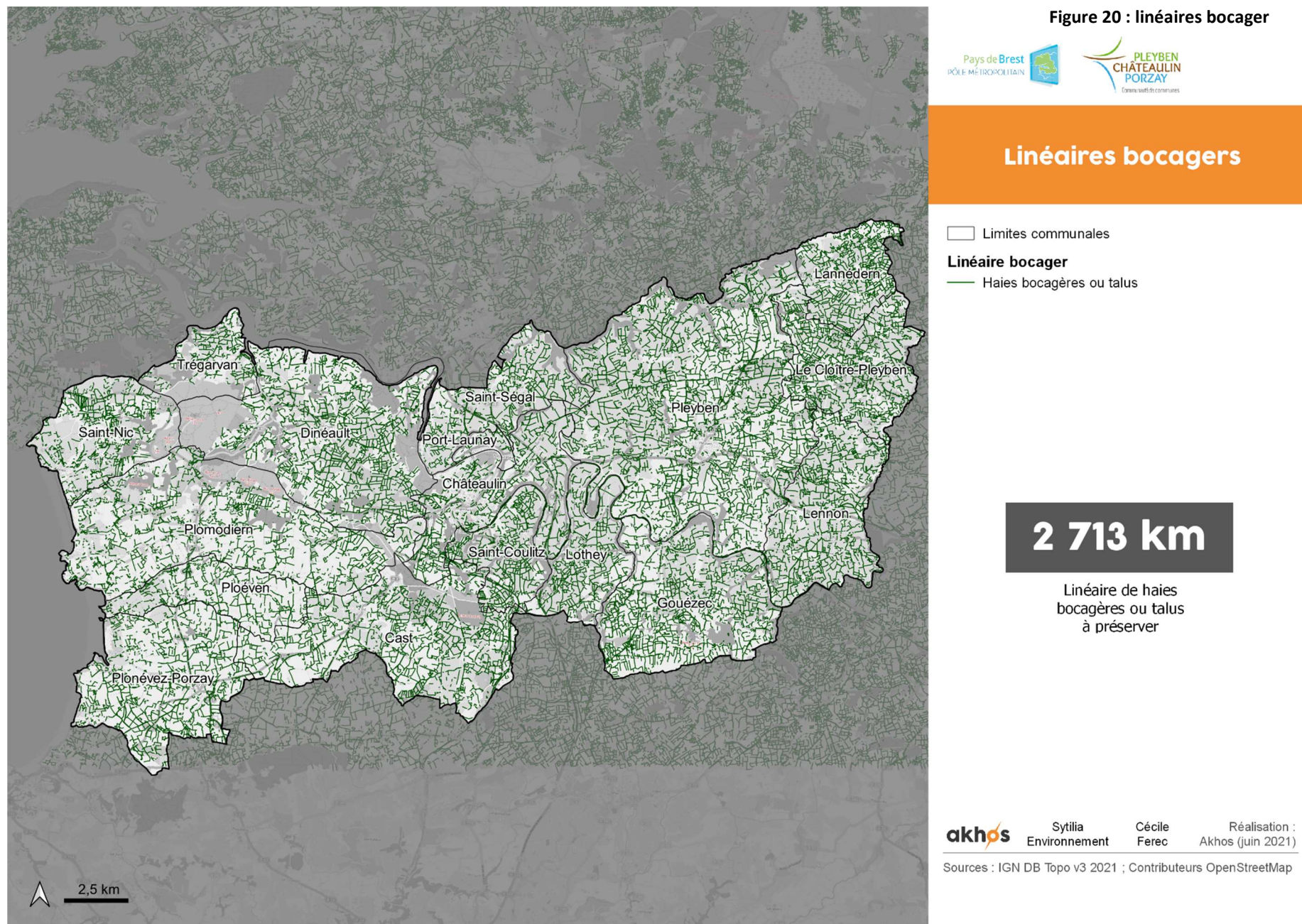
Inventaire bocager

Dans les années 1960, les haies, alors considérées comme des obstacles à la mécanisation, ont été largement arasées avec l'évolution des pratiques agricoles. En conséquence, près de 60 % des haies ont disparues en Bretagne.

A l'échelle de l'intercommunalité, ce phénomène est particulièrement visible dans les zones d'élevage et de grandes cultures. Il est moins visible sur la côte du fait d'une spécialisation progressive en légumes et d'une moindre augmentation de la taille des parcelles.

Le dispositif Breizh Bocage, lancé dans le cadre du contrat du projet Etat-Région 2007-2013, vise à renforcer le maillage bocager et à réduire le transfert des polluants d'origine agricole vers les eaux.

Les données suivantes sont issues de l'étude Breizh Bocage de la baie de Douarnenez, réalisée par la Chambre d'agriculture du Finistère en 2011. L'étude porte sur les bassins versants du Ris, du Port Rhu et du Porzay, étendus aux limites communales des communautés de communes du Ris/Port Rhu (CCDZ) et du Porzay (CCPCP). Par conséquent, seulement 5 communes de la CCPCP sont comprises dans l'étude : Cast, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay et Saint-Nic.



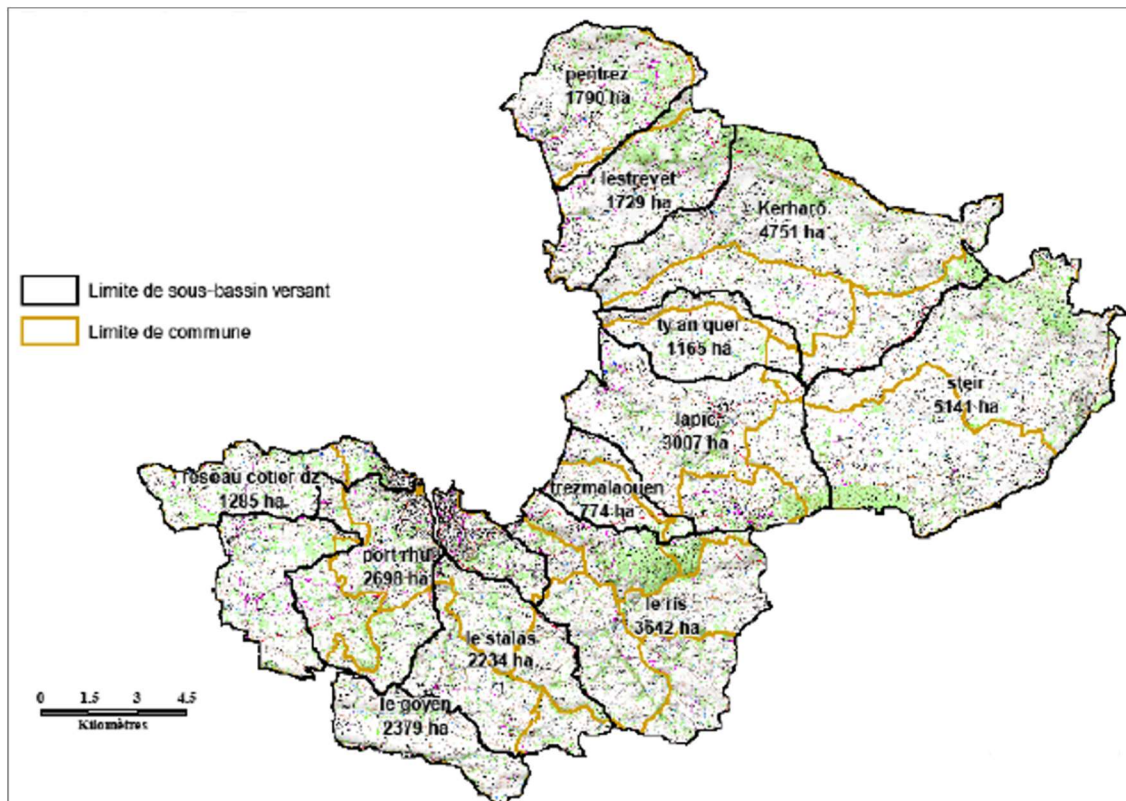


Figure 21 : Limite des sous-bassins versants de la baie de Douarnenez

Source : Breizh Bocage baie de Douarnenez

Les sous-bassins suivants correspondent à une partie des communes de la CCPCP :

SOUS-BASSIN VERSANT	COMMUNE(S)
Pentrez	Saint-Nic
Lestrevet	Plomodiern nord
Kerharo	Plomodiern Cast nord-ouest Ploéven nord
Ty an quer	Ploéven sud Cast ouest
Steir	Cast

Méthodologie

L'état des lieux du bocage, incluant linéaires de haies et les talus nus, a tout d'abord été réalisé par digitalisation sur orthophotoplan. Les critères retenus pour la photo-interprétation sont :

- le type d'élément bocager ;
- la localisation ;
- la connectivité ;
- la position par rapport à la pente ;
- la longueur.

Les informations sont ensuite synthétisées avec des données calculées sous la forme de carrés de 25 ha chacun.

Résultats

La densité bocagère, exprimée en mètres de linéaire par hectare de surface agricole (SAU), est un indicateur de qualité du maillage bocager.

SOUS-BASSIN VERSANT	DENSITE BOCAGERE	COMMUNE(S)
Pentrez	70 à 90 m / ha	Saint-Nic
Lestrevet	< 60 m / ha	Plomodiern nord
Kerharo	60 à 70 m : ha	Plomodiern Cast nord-ouest Ploéven nord
Ty an quer	60 à 70 m : ha	Ploéven sud Cast ouest
Steir	70 à 90 m / ha	Cast

Sur la CCPCP, cette densité est relativement faible et atteint en moyenne 70 m / ha. La densité moyenne de la CCPCP est donc inférieure à la densité départementale (155 m / ha de SAU) et à la densité régionale (110 m / ha de SAU).

La densité du bocage est la plus forte sur les communes de Cast et de Saint-Nic.

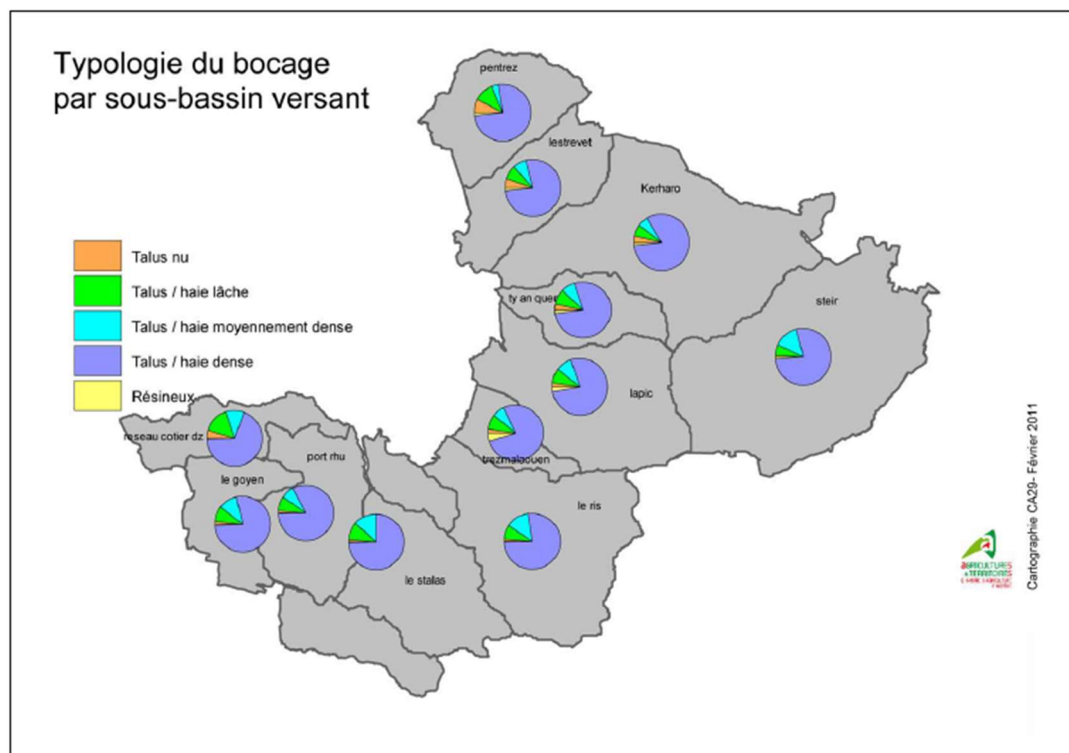


Figure 22 : Typologie du bocage par sous-bassins versants de la baie de Douarnenez

Source : Breizh Bocage baie de Douarnenez

En moyenne, près de 81 % du bocage de la CCPCP est dense (talus / haie dense) avec des haies connectées en majorité au moins 2 fois.

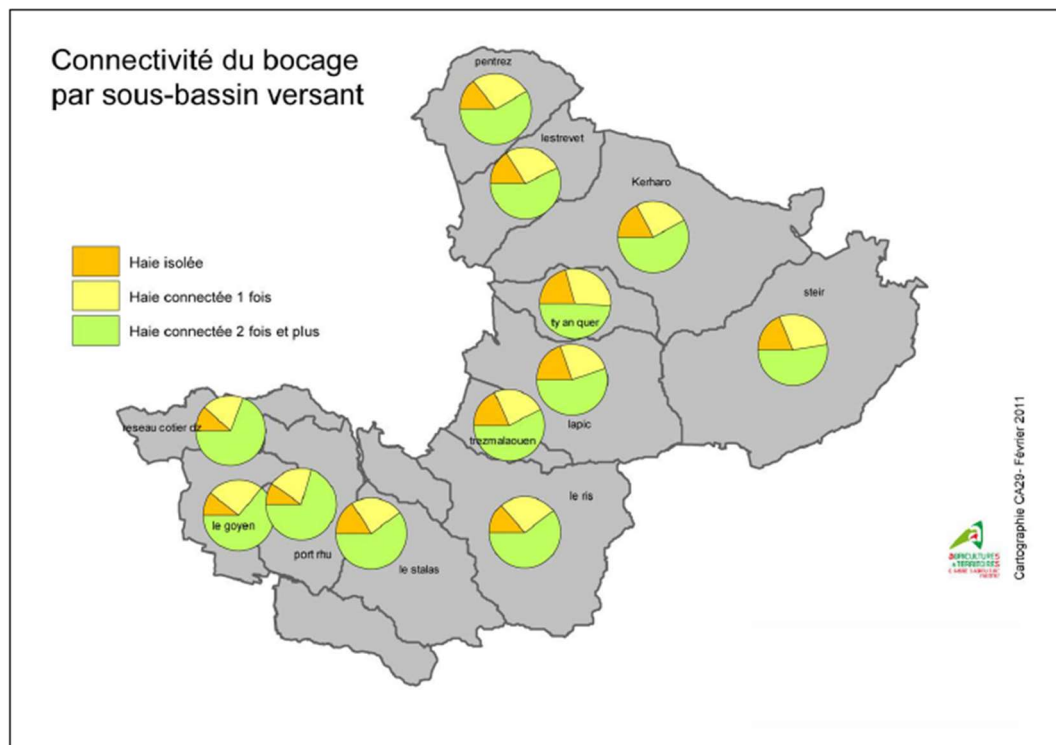


Figure 23 : Typologie du bocage par sous-bassins versants de la baie de Douarnenez

Source : Breizh Bocage baie de Douarnenez

6.3.3. LES MILIEUX NATURELS REMARQUABLES

A. LE RECENSEMENT DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Données issues de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)

Espèces menacées

La Liste rouge régionale est l'indicateur de suivi des menaces pesant sur les espèces au niveau de la région. C'est un inventaire de référence qui contribue à mesurer l'ampleur des enjeux, les progrès accomplis et les défis à relever pour la conservation des espèces en Bretagne.

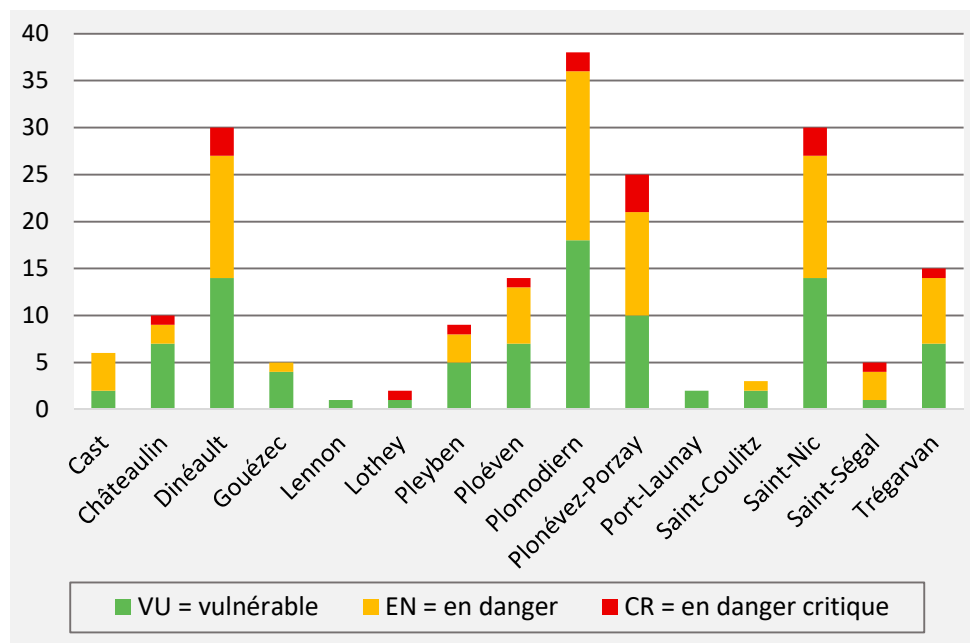
D'après les données de l'INPN, 62 espèces menacées sont présentes sur le territoire de la CCPCP :

- 7 espèces sont classées « CR » (en danger critique) ;
- 23 espèces « EN » (en danger) ;
- 32 espèces « VU » (vulnérables).

Les espèces classées « en danger critique » sont les suivantes :

- **Espèces d'oiseaux** : la sarcelle d'hiver (*Anas crecca Linnaeus*), le busard cendré (*Circus pygargus*), le macareux moine (*Fratercula arctica*), le tarier des prés (*Saxicola rubetra*) et l'eider à duvet (*Somateria mollissima*) ;
- **Espèce marine** : l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) ;
- **Espèce végétale** : la brunelle laciniée (*Prunella laciniata*).

La commune de Plomodiern possède le plus grand nombre d'espèces menacées du territoire avec 18 espèces vulnérables, 18 espèces en danger et 2 espèces en danger critique pour un total de 38 espèces. Les communes de Lannédern et du Cloître-Pleyben n'ont quant à elles aucune espèce menacée recensées (inventaire régional).



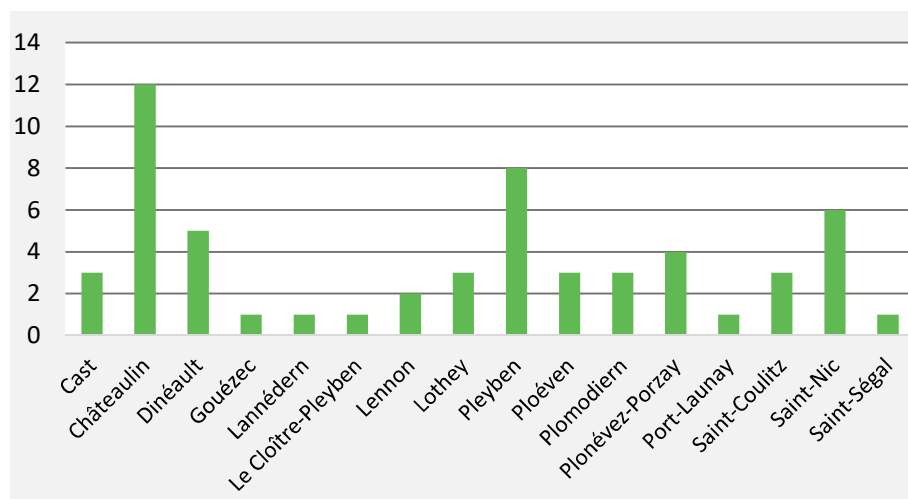
Répartition du nombre total d'espèces menacées par catégorie
Source : INPN

Espèces exotiques envahissantes

L'intercommunalité dénombre au total 19 espèces envahissantes :

- **1 espèce mammifère** : le ragondin (*Myocastor coypus*) ;
- **2 espèces marines** : la corbicule asiatique (*Corbicula fluminea*) et l'écrevisse américaine (*Faxonius limosus*) ;
- **3 espèces d'invertébrés** : dont la coccinelle asiatique / arle (*Harmoonia axyridis*) et le frelon asiatique (*Vespa velutina nigrithorax*) ;
- **13 espèces végétales** : dont la fougère d'eau (*Azolla filiculoides*), l'herbe de la pampa ou roseau à plumes (*Cortaderia selloana*) et la renouée du Japon (*Reynoutria japonica*).

La commune de Châteaulin possède le plus grand nombre d'espèces envahissantes avec un total de 12 espèces. En revanche, aucune espèce exotique envahissante n'est recensée dans la commune de Trégarvan (inventaire régional).



Répartition du nombre total d'espèces envahissantes
Source : INPN

Données issues du Conservatoire Botanique National

La base de données Calluna développée par le Conservatoire Botanique National (CBN) de Brest permet de regrouper les observations collectées sur les plantes à fleurs, les fougères, les algues, les lichens et les mousses des régions Bretagne, Normandie (Basse-Normandie) et Pays de la Loire. Ces données sont issues de données de terrain recueillies

à l'échelle infra communale (inventaire permanent de la flore du CBN de Brest) et de données bibliographiques recueillies à l'échelle communale ou infra communale.

D'après eCalluna, l'application pour consulter la répartition géographique des plantes à fleurs et des fougères dans l'Ouest de la France et suivre leur évolution dans le temps et à différentes échelles, il a été observé en moyenne 284 plantes par commune de la CCPCP.

	PLANTES PROTEGEES	PLANTES MENACEES	PLANTES INVASIVES	
			AVEREES	POTENTIELLES
Cast	3	1	3	3
Châteaulin	2	1	6	4
Dinéault	5	6	5	4
Gouézec	1	0	1	0
Lannédern	0	0	2	1
Le Cloître-Oleyben	0	0	1	1
Lennon	0	0	3	3
Lothey	1	0	4	2
Pleyben	3	1	4	3
Ploéven	0	2	3	3
Plomodiern	2	3	3	2
Plonévez-Porzay	2	2	4	3
Port-Launay	1	1	3	1
Saint-Coulitz	0	1	4	2
Saint-Nic	3	4	7	0
Saint-Ségal	1	0	4	1
Trégarvan	3	2	1	0

Inventaire flore de la CCPCP

Source : eCalluna

B. LES PROTECTIONS REGLEMENTAIRES

SITES CLASSES OU INSCRITS

La loi du 2 mai 1930 organise la protection des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt général, du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

Elle comprend 2 niveaux de servitudes :

- **les sites classés** : dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation. Toute modification de leur aspect nécessite une autorisation préalable du Ministre de l'Écologie, ou du Préfet de Département après avis de la DREAL, de l'Architecte des Bâtiments de France et, le plus souvent, de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).
- **les sites inscrits** : dont le maintien de la qualité appelle une certaine surveillance. Les travaux y sont soumis à l'examen de l'Architecte des Bâtiments de France qui dispose d'un avis simple sauf pour les permis de démolir où l'avis est conforme.

De la compétence du Ministère de l'Écologie, les dossiers de proposition de classement ou d'inscription sont élaborés par la DREAL sous l'égide du Préfet de Département. Limitée à l'origine à des sites ponctuels tels que cascades et rochers, arbres monumentaux, chapelles, sources et cavernes, l'application de la loi du 2 mai 1930 s'est étendue à de vastes espaces formant un ensemble cohérent sur le plan paysager tels que des villages, forêts et vallées, gorges et massifs montagneux.

La CCPCP compte 4 sites classés :

- **Site naturel littoral** : Pointe de Tréfeuntec sur la commune de Plonévez-Porzay ;
- **Site naturel intérieur** : Ménez-Hom sur les communes de Dinéault, Plomodiern, Saint-Nic et Trégarvan ;
- **Chaos et blocs rocheux** : Carrec an Tan sur la commune de Gouézec ;
- **Edifices religieux et leurs abords** : Chapelle Saint-Anne-la-Palud sur la commune de Plonévez-Porzay.

Pointe de Tréfeuntec

Date classement : arrêté du 07/04/1937 et décret du 24/11/1943

Surface : 3,88 ha

La partie classée de la pointe présente un relief qui permet d'identifier 3 unités géomorphologiques très contrastées. La première est un versant abrupt qui culmine au-delà du périmètre protégé et qui plonge jusqu'à l'estran sur sa partie la plus orientale. La deuxième unité est un replat à l'ouest du versant qui se poursuit jusqu'au trait de côte constitué de versants abrupts ou de falaises de 10 à 12 m de hauteur. Ces dernières permettent de découvrir le sous-sol sédimentaire de schiste et de grès et les nombreuses déformations qu'il a subies. La dernière unité correspond à l'étroite pointe rocheuse qui avance dans l'océan et qui marque le changement d'orientation du trait de côte.

Ménez-Hom

Date de classement : arrêté du 14/10/2004

Surface : 1 847,92 ha

Autres mesures de protection ou de gestion sur le site : site Natura 200 et monument historique classé (chapelle de Sainte-Marie-du-Ménez-Hom, arc de triomphe et calvaire)

Le site classé englobe la montagne du Ménez-Hom et ses différents sommets. Il s'étend au nord et au nord-ouest sur la forêt communale de Trégarvan, intègre à l'ouest une large partie du versant occidental des deux principaux sommets, et inclut au sud le plateau agricole autour de Sainte-Marie-du-Ménez-Hom. Le site protège également la chaîne des trois Runs et à leur pied la haute vallée d'un affluent du ruisseau de Garvan.

Carrec an Tan

Date de classement : arrêté du 19/08/1910

Le site est également appelé la Roche du Feu en référence à sa position de point haut, stratégique pour communiquer avec les autres sommets alentour pour alerter la campagne en cas d'invasion par les vikings. Un chemin ménagé permet d'accéder au sommet en traversant successivement des champs, des secteurs boisés et des dalles de grès. L'inclinaison des dalles rocheuses est croissante jusqu'à devenir presque verticale au sommet où une table est dressée. Ce point culminant des Montagnes Noires s'élève à près de 281 m d'altitude et offre un panorama complet sur les environs (la vallée de l'Aulne, les Monts d'Arrée et la baie de Douarnenez).

Chapelle Saint-Anne-la-Palud

Date de classement : arrêté du 07/04/1937

Surface : 6,31 ha

Le site classé comprend la chapelle, ses abords immédiats avec son placître et un bâtiment annexe, et s'étend sur un espace de prairies périphériques centrées sur l'édifice religieux. La chapelle est un édifice néo-gothique flamboyant avec un clocher cornouaillais, construit au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Un oratoire extérieur accolé au flanc nord de la chapelle et un bâtiment annexe destiné à l'accueil des pèlerins ont été ajoutés au milieu du XX^e siècle. Le placître de la chapelle est simplement enherbé avec des allées sablées ou ponctuelles recouvertes de dalles au nord. Le patrimoine bâti comprend également un calvaire datant du milieu du XVII^e siècle et une fontaine datant de 1870 tous deux situés à l'intérieur du placître, et un portail monumental le long du côté sud de l'enclos. Le reste du site classé est un espace de prairies fauchées plus ou moins régulièrement.

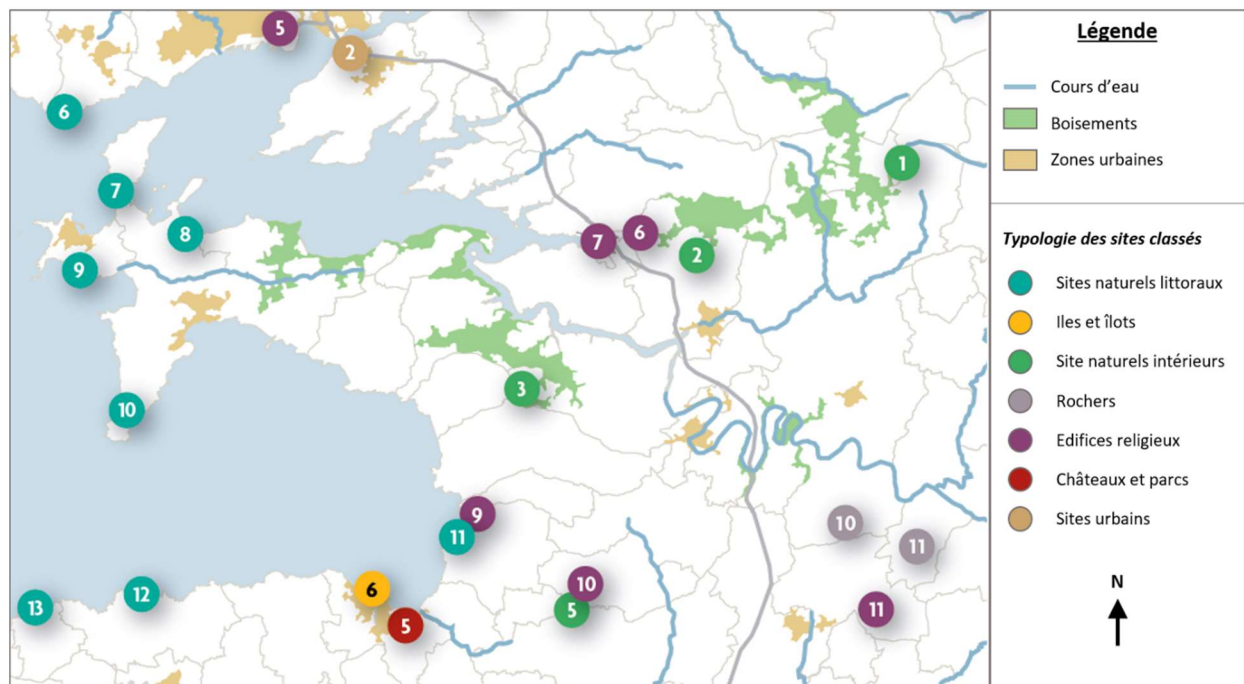


Figure 24 : Atlas des sites classés du Finistère : localisation et numérotation par typologie

Source : DREAL Bretagne

ESPACES PROTEGES ET GERES

L'intercommunalité ne compte qu'un seul espace protégé et géré sur son territoire :

IDENTIFIANT	NOM DU SITE	COMMUNES	SUPERFICIE
FR8000005	Parc naturel régional d'Armorique	Châteaulin Dinéault Pleyben Port-Launay Saint-Coulitz Saint-Ségal Trégarvan	125 779,02 ha

Caractéristiques des espaces protégés et gérés concernant la CCPCP

Source : INPN

Ce site rassemble près de 1 875 espèces, dont :

- 17 espèces d'amphibiens et reptiles (dont *Alytes obstetricans*, *Coronella autriaca*, *Salamandra salamandra*) ;
- 82 espèces de champignons et lichens (dont *Calocera viscosa*, *Lactarius quietus*, *Mycena capillaris*) ;
- 48 espèces de crabes, crevettes, cloportes et mille-pattes (dont *Cancer pagurus*, *Ligia oceanica*) ;
- 95 espèces d'escargots et autres mollusques (dont *Aegopinella opercularis*, *Milax gagates*, *Trivia arctica*) ;
- 207 espèces d'insectes et araignées (dont *Amara aenea*, *Epuraea guttata*, *Morimus asper*) ;
- 27 espèces de mammifères (dont *Castor fiber*, *Delphinus delphis*, *Talpa europaea*) ;
- 194 espèces d'oiseaux (dont *Alca torda*, *Columba livia*, *Falco tinnunculus*) ;
- 1 059 espèces de plantes, mousses et fougères (dont *Galium odoratum*, *Geranium robertianum*) ;
- 46 espèces de poissons (dont *Anguilla anguilla*, *Hippocampus hippocampus*, *Salmo trutta*).



Figure 25 : Localisation du Parc Naturel Régional d'Armorique

Source : INPN

NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. La mise en œuvre de ce réseau a pour objectif de préserver la biodiversité en tenant compte des préoccupations économiques, sociales, culturelles et locales.

Natura 2000 s'appuie sur deux directives européennes :

- **Directive « Habitats » (1992)**, visant à assurer la préservation durable des habitats naturels reconnus d'intérêt communautaire ainsi que les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire (mammifères, amphibiens, poissons, invertébrés et plantes). Elle prévoit la création d'un réseau écologique européen composé de Sites d'Importance Communautaire (SIC) ou de Zones Spéciales de Conservation (ZSC).
- **Directive « Oiseaux » (1979)**, visant à assurer la préservation durable de toutes les espèces d'oiseaux sauvages. Elle prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux menacées à l'échelle européenne par la désignation de Zones de Protection Spéciale (ZPS). La Directive européenne liste en particulier dans son annexe I, 74 espèces. Ce sont des espèces menacées de disparition, des espèces vulnérables à certaines modifications de leur habitat, des espèces considérées comme rares (population faible ou répartition locale restreinte), et des espèces nécessitant une attention particulière à cause de la spécificité de leur habitat, ainsi que les espèces migratrices dont la venue est régulière.

Sur la CCPCP, 4 sites Natura 2000 sont recensés, dont 3 SIC et une ZPS :

TYPE	IDENTIFIANT	NOM DU SITE	COMMUNES	SUPERFICIE
Sites d'Intérêt Communautaire (SIC)	FR5300041	Vallée de l'Aulne	Châteaulin Gouézec Le Cloître-Pleyben Lennon Lothey Pleyben	3 558,97 ha
	FR5300014	Complexe du Menez Hom	Dinéault Plomodiern Saint-Nic Trégarvan	1 827,73 ha
	FR5300046	Rade de Brest, estuaire de l'Aulne	Trégarvan	9 226,71 ha
Zones de Protection Spéciale (ZPS)	FR5310071	Rade de Brest : Baie de Daoulas, Anse de Poulmic	Dinéault Trégarvan	8 104 ha

Caractéristiques des sites Natura 2000 concernant la CCPCP (Source : INPN)

ICN « Complexe du Menez Hom »

Il s'agit d'un vaste complexe de landes sèches sur affleurement rocheux siliceux, de landes humides tourbeuses, de tourbières de pente d'intérêt patrimonial majeur (Lande du Menez Hom).

Espèces inscrites : *Cottus gobio*, *Elona quimperiana*, *Lucanus cervus*, *Lutra lutra*, *Salmo salar*, *Sphagnum pylaesi*...

ICN « Vallée de l'Aulne »

Cet ensemble est constitué par la rivière Aulne, un cours d'eau encaissé aux rives boisées (forêts caducifoliées et forêts de résineux), de marais et tourbières, de prairies semi-naturelles humides et de dunes et rochers intérieurs. Il s'agit d'un site d'intérêt majeur pour la reproduction et l'hivernage du grand rhinolophe en France qui occupe des constructions et d'anciennes ardoisières réparties sur le linéaire fluvial. Le cours principal de l'Aulne a vu réapparaître depuis 15 ans la loutre à partir des têtes de bassins versants de ce fleuve. Il accueille également la plus importante population reproductrice de saumon atlantique français.

Espèces inscrites : *Alosa alosa*, *Castor fiber*, *Cottus gobio*, *Lutra lutra*, *Rhinolophus hipposideros*, *Salmo salar*...

ICN « Rade de Brest, estuaire de l'Aulne »

L'intérêt de ce site réside dans l'imbrication d'habitats d'intérêt communautaire variés tels que des estuaires, des criques, des baies peu profondes, des flancs de falaises boisés, des landes sèches à hygrophiles sommitales. La rade de Brest dans son ensemble joue également un rôle majeur dans l'accueil des populations d'oiseaux marins dont la Sterne pierregarin nicheuse, un des deux plus importants stationnements de Harle huppé en France avec le Golfe du Morbihan.

Espèces inscrites :

Espèces inscrites : *Alosa alosa*, *Elona quimperiana*, *Lutra lutra*, *Rhinolophus hipposideros*, *Salmo salar*...

ZSC « Rade de Brest : Baie de Daoulas, Anse de Poulmic »

Cet ensemble est constitué de rivières et estuaires soumis à la marée, de vasières et bancs de sables, de lagunes (incluant les bassins de production de sel), de dunes, de plages de sables et de falaises. Une espèce se distingue par ses effectifs et son intérêt : le Harle huppé dont la rade de Brest, avec ses 2 000 individus recensés, est un des grands sites d'hivernage en France et constitue une zone d'intérêt international.

Espèces inscrites : *Ans crecca*, *Calidris alpina*, *Gavia arctica*, *Podiceps nigricollis*, *Vanellus vanellus*...

Cf carte ci-après

ZNIEFF

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ont été initiées par le Ministère de l'Environnement en 1982. Il s'agit d'inventaires des espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces végétales ou animales menacées. Ces inventaires n'ont pas de valeur juridique directe et ne constituent pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels, néanmoins les espèces recensées peuvent faire l'objet de protection.

Deux types de ZNIEFF sont distingués :

- **ZNIEFF de type I :** secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- **ZNIEFF de type II :** grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Les ZNIEFF de type I peuvent être contenues dans les ZNIEFF de type II.

La CCPCP compte 22 ZNIEFF, dont 21 de type I et une de type II :

Cf tableau puis carte ci-dessous

TYPE DE ZNIEFF	IDENTIFIANT	NOM DU SITE	COMMUNES	SUPERFICIE
ZNIEFF de type I	530013329	Guilispars	Cast	6,2 ha
	530002089	Menez Kerque - Montagne St-Gildas	Cast Châteaulin Dinéault Plomodiern	299,55 ha
	530030080	Landes de Cotorne - Saint Gildas	Cast Plomodiern	40,57 ha
	530006446	Marais de l'Aulne maritime autour de la pointe de Rosconnec	Châteaulin Dinéault	329,02 ha
	530015504	Corridor boisé de l'Aulne	Châteaulin Gouézec Lothey Pleyben	692,8 ha
	530030108	Landes et tourbières des Run-Braz, Run-Bihan et Run-Askel	Dinéault Plomodiern	422,02 ha
	530030107	Landes et tourbières du Ménez Hom - Kerfréval	Dinéault Plomodiern Saint-Nic Trégarvan	1 071,89 ha
	530002095	Karreg an Tan - La Roche du Feu	Gouézec	90,09 ha
	530020114	Tourbière de la source du ruisseau des 3 fontaines		59,35 ha
	530020040	Rosveguen	Gouézec	88,32 ha
	530020041	Ster Pont ar C'hlaon	Lennon	46,77 ha
	530020065	Steir Goanes : Pont ar Grossec	Le Cloître- Pleyben	9,21 ha
	530020038	Steir Goanes	Lennon	222,58 ha
	530020023	Tourbière de Ty ar Yeun	Lothey	30,77 ha
	530015126	Côte de Ty-Anquer	Ploéven	8,07 ha
	530015117	Landes et pelouses de la pointe de Talagrip à Kervigen	Plomodiern	62,37 ha
	530015112	Dunes de Sainte-Anne-la-Palud	Plonévez- Porzay	41,19 ha
	530015125	Côte de Trefeuntec		44,63 ha
	530020026	Rochers, landes et tourbières de la montagne d'Argol	Saint-Nic	478,99 ha
	530030043	Bois du Folgoat et de Folgoat (forêt domaniale de Landevennec)	Trégarvan	378,96 ha
	530030188	Anse de Landevennec		733,77 ha
ZNIEFF de type II	530030193	Baie de Daoulas - Anse de Poulmic - Estuaires de la rivière du Faou et de l'Aulne	Châteaulin Dinéault Saint-Ségal Trégarvan	10 438,74 ha

Caractéristiques des ZNIEFF concernant la CCPCP

Source : INPN

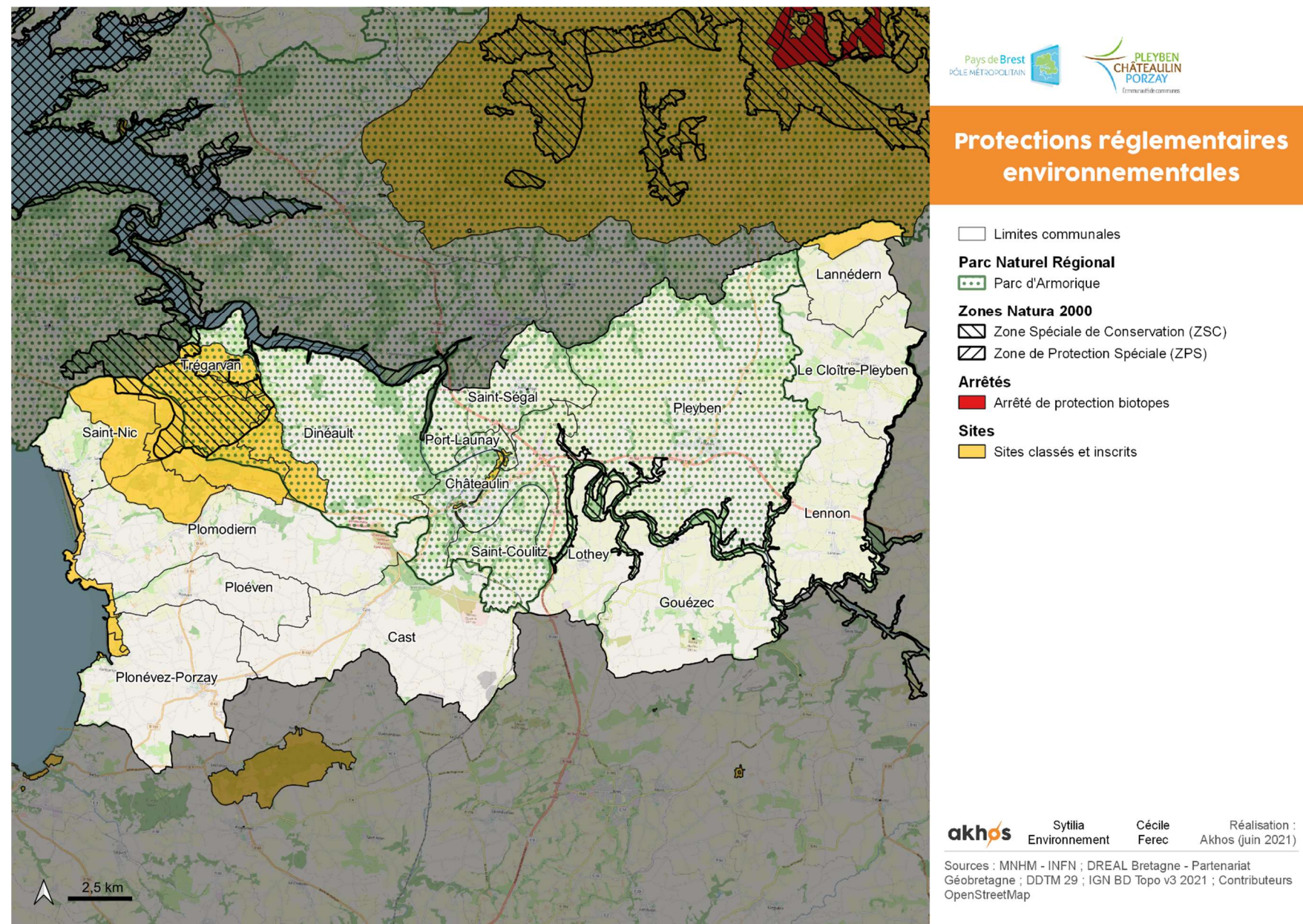
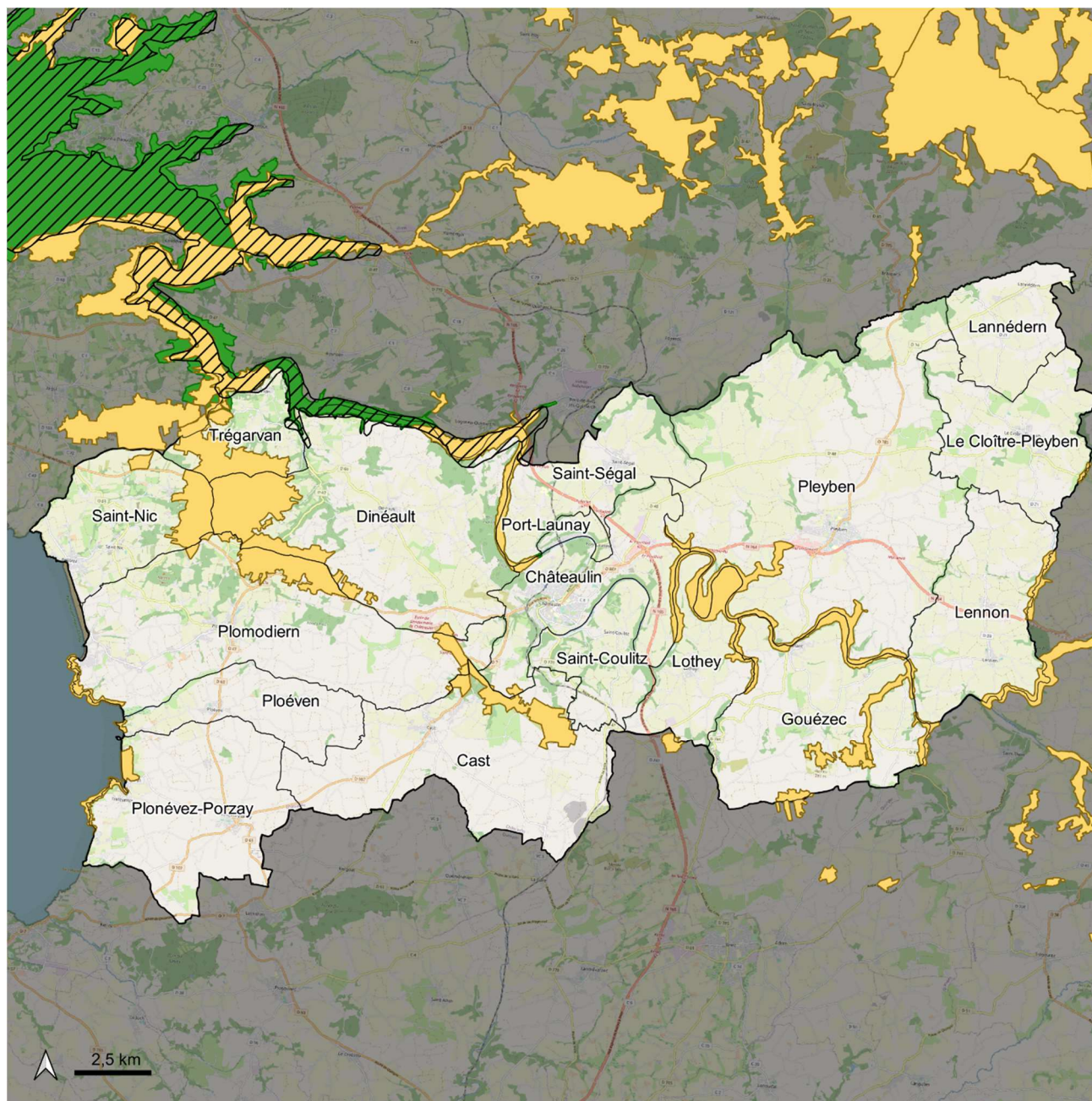


Figure 26 : Protections réglementaires : Parc Naturel Régional, sites Natura 2000, sites classés et inscrits

Figure 27 : Localisation des ZNIEFF de type I et de type II et ZICO sur le territoire de la CCPCP



Outils de connaissance environnementale

ZICO

Zone importante pour la conservation des oiseaux

ZICO

ZNIEFF

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

ZNIEFF de type 1

ZNIEFF de type 2

akhos

Sytilia
Environnement

Cécile
Ferec

Réalisation :
Akhos (juin 2021)

Sources : INPN – MNHN, ZICO - 1994, ZNIEFFs - 2021 ; IGN
BD TOPO® v3, 2021 ; contributeurs OpenStreetMap

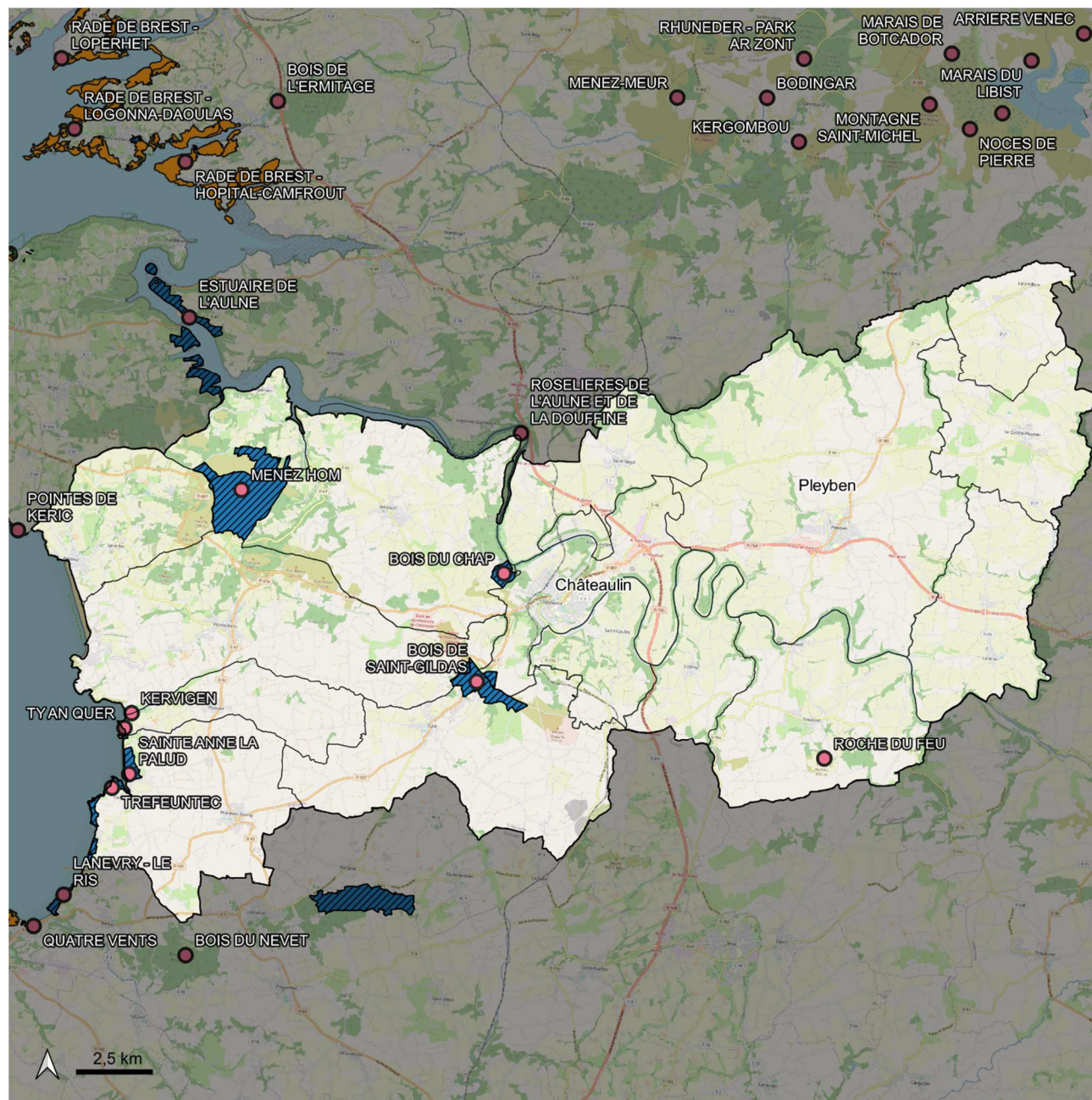


Figure 28 : Protection par la maîtrise foncière sur la CCPCP



Protection par la maîtrise foncière

□ Limites communales

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

■ Terrains du Conservatoire du Littoral

■ Espaces littoraux définitivement protégés

■ Périmètre d'intervention

Espaces naturels sensibles

● Espaces naturels protégés

■ Zone de préemption espaces naturels sensibles



Sytilia
Environnement

Cécile
Ferec

Réalisation :
Akhos (juin 2021)

Sources : CELRL - DREAL Bretagne - CD29 - Partenariat
Géobretagne ; IGN BD TOPO® v3, 2021 ; Contributeurs
OpenStreetMap

C. . LES PROTECTIONS FONCIERES

Les espaces naturels sensibles (ENS) des départements ont été créés par l'article 12 de la loi n°85-729 du 18 juillet 1985. Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non.

Dans la plupart des départements français la mise en œuvre de cette compétence s'est traduite par l'élaboration d'un schéma départemental des espaces naturels sensibles qui définit la politique et les moyens d'intervention du département. Ce schéma prévoit notamment les priorités du département en matière d'acquisitions foncières, de connaissance du patrimoine naturel et paysager, de politique foncière, de gestion des espaces, de mise en réseau des acteurs du milieu naturel et agricole, d'ouverture au public et d'éducation à l'environnement.

Depuis 2015, le département du Finistère est doté d'un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et de la biodiversité (SDENS), outil d'aide à la décision et de planification qui fédère les partenaires autour d'un projet commun.

Sur la CCPCP, il porte sur 10 communes : Cast, Châteaulin, Dinéault, Gouézec, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Saint-Nic, Saint-Ségal et Trégarvan.

Cf carte ci-dessus

D. LA SYNTHESE DES ENJEUX

Les différents niveaux de protection et de connaissance se superposent, traduisant la sensibilité du milieu. Les cartes ci-après hiérarchisent la sensibilité suivant un carroyage du territoire (Figure 29 ci- dessous), et indiquent la nature des enjeux concernés (Figure 30).

Figure 29 : Synthèse des enjeux naturels : Nombre de types d'enjeux

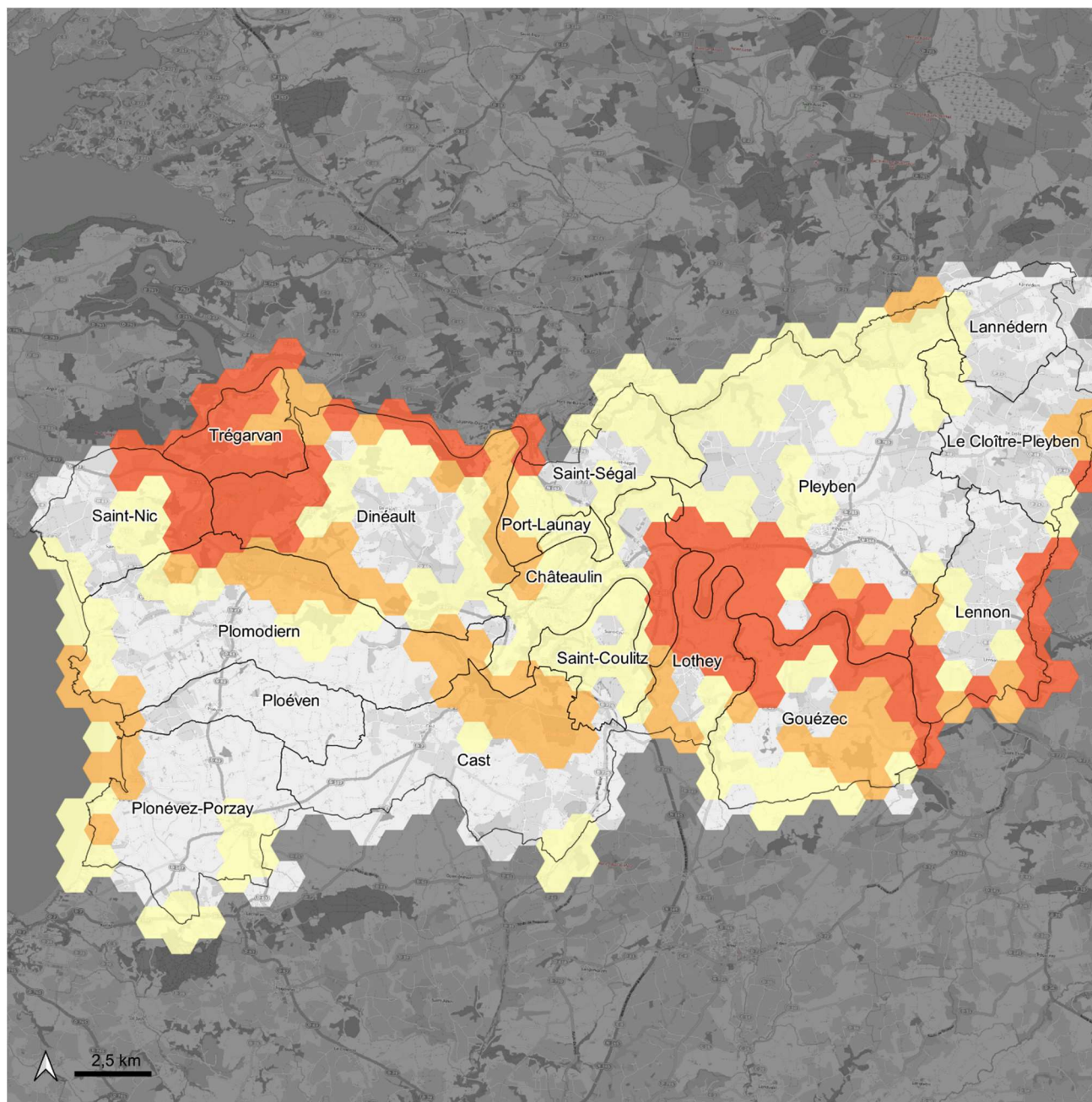


Synthèse des enjeux naturels

□ Limites communales

Nombre de types d'enjeux sur la zone

- 1 enjeu
- 2 enjeux
- 3 enjeux



Sytilia
Environnement

Cécile
Ferec

Réalisation :
Akhos (juin 2021)

Sources : Environnemental European Agency (EEA), Copernicus Land Monitoring Service 2020 ; INPN - MNHN, ZICO 1994, ZNIEFFs 2021 ; DREAL Bretagne - Géobretagne ; DDTM 29 ; Atlas des paysages 29 ; IGN BD Topo v3 ; contributeurs OSM

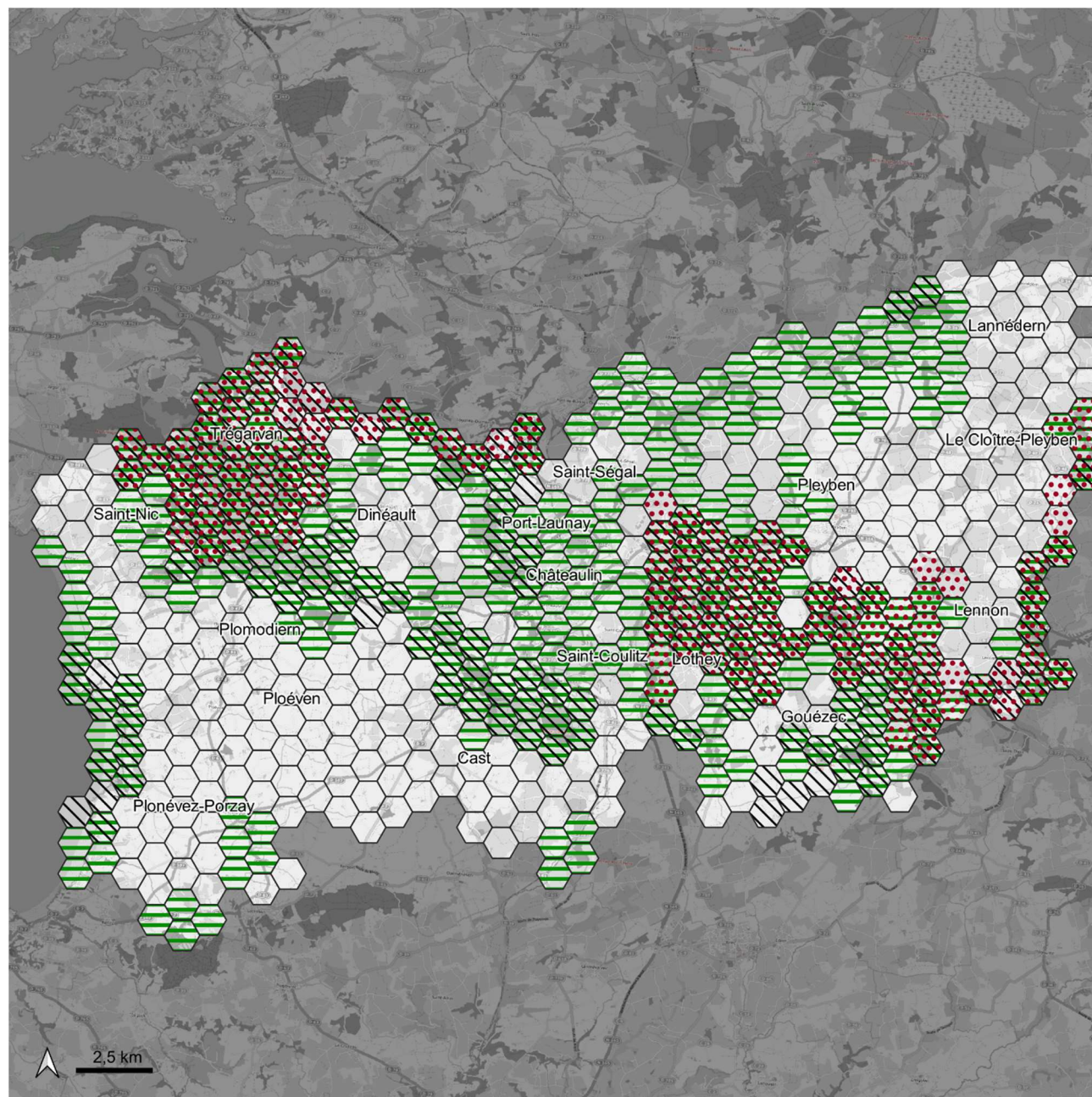
Figure 30 : Synthèse des enjeux naturels : Types d'enjeux



Synthèse des enjeux naturels

Type d'enjeu

- Boisement
- Connaissance environnementale
- Protections réglementaires environnementales



Sytilia
Environnement

Cécile
Ferec

Réalisation :
Akhos (juin 2021)

Sources : Environnemental European Agency (EEA), Copernicus Land Monitoring Service 2020 ; INPN - MNHN, ZICO 1994, ZNIEFFs 2021 ; DREAL Bretagne - Gébretagne ; DDTM 29 ; Atlas des paysages 29 ; IGN BD Topo v3 ; Contributeurs OSM

6.3.4. LES CONTINUITES ECOLOGIQUES : LA TRAME VERTE ET BLEUE

A. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La Trame Verte et Bleue (TVB), instaurée par le Grenelle de l'Environnement, est un outil d'aménagement du territoire, qui doit mettre en synergie les différentes politiques publiques, afin de maintenir ou de restaurer les capacités de libre évolution de la biodiversité au sein des territoires, notamment en maintenant ou en rétablissant des continuités écologiques.

La loi dite « Grenelle 1 » (loi n° 2009-967 du 3 août 2009) met en place la notion de Trame Verte et Bleue, qui vise à préserver et remettre en bon état les continuités écologiques afin de :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Mettre en œuvre les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et préserver les zones humides importantes pour ces objectifs et pour la préservation de la biodiversité ;
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

La loi « Grenelle 2 » (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010), quant à elle, précise les éléments de la trame verte (réservoirs de biodiversités, corridors) et de la trame bleue (rivières et zones humides remarquables). Elle précise par ailleurs que la mise en œuvre des TVB repose sur trois niveaux emboîtés :

- Des orientations nationales pour le maintien et la restauration des continuités écologiques dans lesquelles l'État identifie les choix stratégiques en matière de continuités écologiques ;
- Un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) en accord avec les orientations nationales, qui identifie les corridors à l'échelle de la région ;
- Une intégration des objectifs identifiés précédemment à l'échelle locale *via* les documents d'urbanisme (SCoT, PLU, Carte Communale...).

L'article L.371-1 du Code de l'Environnement stipule que « *la trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural* ».

Le décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la Trame Verte et Bleue pose la définition et la mise en œuvre de celle-ci.

La trame verte comprend :

- 1°/ Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- 2°/ Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au point précédent ;
- 3°/ Les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14.

La trame bleue correspond au réseau des cours d'eau présentant un intérêt écologique et permettant de préserver la biodiversité. Elle est constituée des zones humides, des fleuves et des rivières. Elle est l'axe de vie des espèces aquatiques. Ces milieux aquatiques sont essentiels pour les poissons migrateurs ainsi que pour toute une faune piscicole et terrestre protégée.

B. LES DEFINITIONS

La « **continuité écologique** » (ou réseau écologique), désigne :

Un ensemble de milieux aquatiques ou terrestres qui relient entre eux différents habitats vitaux pour une espèce ou un groupe d'espèces. Il s'agit de garantir sur les territoires les fonctions écologiques d'échange et de dispersion entre espèces animales et végétales, en s'assurant que les éléments dégradés des systèmes clés soient restaurés et protégés contre les dégradations potentielles.

Les **réservoirs de biodiversité** désignent :

Des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Les **corridors écologiques** assurent :

Des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

La TVB est un ensemble de continuités écologiques terrestres et aquatiques. Elle est constituée d'une composante verte (milieux naturels et semi-naturels terrestres) et d'une composante bleue (réseau aquatique et humide), qui forment un ensemble indissociable. **Cet ensemble de continuités écologiques constituant la TVB est composé des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ».**

C'est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer...

C. LA TRAME VERTE ET BLEUE A L'ECHELLE DU SRCE (INTEGRÉ AU SRADDET)

La Trame Verte et Bleue (TVB) se décline à l'échelle régionale dans un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), qui pour la Bretagne a été adopté le 2 novembre 2015.

Plusieurs Grands Ensembles de Perméabilité (GEP) ont été identifiés. **La CCPCP est située dans 3 Grands Ensembles de Perméabilité (GEP) :**

- **n°6** : La Presqu'île de Crozon de la pointe de Pen-Hir à l'Aulne ;
- **n°7** : Les Monts d'Arrée et le massif de Quitin ;
- **n°8** : Les plaines du Porzay et du Poher, de la baie de Douarnenez au bassin de Corlay.

GEP n°6 « La Presqu'île de Crozon de la pointe de Pen-Hir à l'Aulne »

Communes (8) : Cast, Châteaulin, Dinéault, Lothey, Plomodiern, Saint-Coulitz, Saint-Nic et Trégarvan

Le niveau de connexion des milieux naturels de cet ensemble est élevé, sauf au niveau du site urbain de Châteaulin où la connexion des milieux naturels est faible. Les réservoirs régionaux de biodiversité sont associés à la vallée de l'Aulne sur sa rive gauche et au secteur du Ménez-Hom.

Corridors écologiques régionaux (CER n°10) : connexion entre la presqu'île de Crozon et les Montagnes noires.

GEP n°7 « Les Monts d'Arrée et le massif de Quitin »

Communes (4) : Lannédern, Le Cloître-Pleyben, Pleyben et Saint-Ségal

Cet ensemble présente un niveau de connexion des milieux naturels très élevé. Les réservoirs régionaux de biodiversité sont associés aux landes et zones humides, aux boisements et au bocage.

Corridors écologiques régionaux : ce grand ensemble de perméabilité constitue un corridor-territoire avec des niveaux de connexion des milieux très élevé au sein des réservoirs régionaux de biodiversité ou entre les réservoirs.

GEP n°8 « Les plaines du Porzay et du Poher, de la baie de Douarnenez au bassin de Corlay »

Communes (14) : Cast, Châteaulin, Gouézec, Lannédern, Le Cloître-Pleyben, Lennon, Lothey, Pleyben, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, port-Launay, Saint-Nic et Saint-Ségal

Ce territoire présente un niveau de connexion des milieux naturels globalement faible mais possède une très bonne connexion au sein des vallées. Des voies de communication fracturantes telles que la RN 165 axe Brest-Quimper en 2 x 2 voies et, dans une moindre mesure, la RD 63 axe Quimper-Plomodiern affectent la connexion des milieux naturels. Les réservoirs régionaux de biodiversité sont associés à la frange littorale le long de la baie de Douarnenez et à la vallée de l'Aulne, ses affluents et leurs versants boisés.

Corridors écologiques régionaux (CER) :

- **CER n°10 :** connexion entre la presqu'île de Crozon et les Montagnes noires ;
- **CER n°11 :** connexion entre les Monts d'Arrée et les Montagnes noires ;
- **CER n°35 :** connexion entre les basses vallées de l'Odette et de la rivière de Pont-l'Abbé et le littoral de la baie de Douarnenez.



Figure 31 : Grands ensembles de perméabilité du SCRE de Bretagne

Source : Géobretagne

De nombreux obstacles à l'écoulement fracturant la circulation des espèces marines sont localisés au niveau des principaux cours d'eau de la CCPCP.

Grand ensemble de perméabilité n° 6 : La presqu'île de Crozon de la pointe de Pen-Hir à l'Aulne



Constituants de la trame verte et bleue régionale et principaux éléments fracturants

- **Perméabilité d'ensemble** : territoire présentant une connexion des milieux naturels élevée voire très élevée à l'extrémité de la presqu'île.
Zones de très faible connexion des milieux naturels circonscrites aux urbanisations de Châteaulin, de Crozon et de Camaret.
Voies de communication fracturantes correspondant aux deux départementales desservant la presqu'île : la RD 791 et la RD 881, toutes deux à 1 x 2 voies.
- **Cours d'eau** : réseaux hydrographiques des ruisseaux de Kerloc'h, de l'Aber et du Garvan.
Sur ces cours d'eau, existent des éléments fracturants, définis dans le référentiel des obstacles à l'écoulement.
- **Réservoirs régionaux de biodiversité associés** :
 - à la frange littorale (sous-trames « littoral », « landes/pelouses/tourbières », « forêts » et « zones humides ») ;
 - à la vallée de l'Aulne sur sa rive gauche (sous-trames « cours d'eau », « zones humides », « bocages » et « forêts ») ;
 - au secteur du Menez-Hom (sous-trames « landes/pelouses/tourbières », « forêts » et « zones humides »).
- **Corridors écologiques régionaux** : connexion entre la presqu'île de Crozon et les Montagnes noires (via le Menez-Hom) (CER n°10).

Fondements des limites du GEP

- Limite nord-est s'appuyant sur la vallée maritime de l'Aulne, ria large et profonde créant un effet de coupure entre ses deux rives.
- Limite sud définie à partir de l'ensemble naturel du Menez-Hom et des Trois Runs présentant une connexion des milieux naturels élevée, contrastée avec celle de la plaine du Porzay, beaucoup plus faible.

Occupations du sol et activités humaines

- Paysage cultivé avec talus et friches.
- Pression d'urbanisation et d'artificialisation faible à forte, avec un gradient croissant vers l'extrémité de la presqu'île.
- Orientation des exploitations agricoles : lait dominant et volailles sur l'extrémité de la presqu'île/ lait dominant et porcs à l'est.

Liaisons avec les GEP limitrophes

- Au nord, GEP n°5 : limite nette correspondant à la ria de l'Aulne.
- À l'est et au sud, GEP n°8 : limite tranchée au regard de la différence de niveau de connexion des milieux naturels.

Source : SRCE, Rapport 2, la trame verte et bleue régionale, 2015

Grand ensemble de perméabilité n° 7 : Les Monts d'Arrée et le massif de Quintin



Constituants de la trame verte et bleue régionale et principaux éléments fracturants

- **Perméabilité d'ensemble** : territoire présentant un niveau de connexion des milieux naturels très élevé, notamment sur les crêtes septentrionales et occidentales des Monts d'Arrée et sur le pourtour méridional du massif de Quintin.
- **Cours d'eau** : ensemble des réseaux hydrographiques amont de l'Elorn, des fleuves du Trégor (rivière de Morlaix, le Léguer et le Guic, le Trieur notamment) et de l'Aulne.
Sur ces cours d'eau, existent des éléments fracturants, définis dans le référentiel des obstacles à l'écoulement.
- **Réservoirs régionaux de biodiversité** de très grande extension associés aux landes et zones humides, aux boisements et au bocage (sous-trames « landes/pelouses/tourbières », « zones humides », « forêts » et « bocages »).
- **Corridor écologique régional** : grand ensemble de perméabilité constituant un corridor-territoire. Ce territoire présente un niveau de connexion des milieux très élevé que ce soit au sein des réservoirs régionaux de biodiversité, dont la densité est très élevée, ou entre les réservoirs.

Fondements des limites du GEP

- Limite sud définie à partir des contreforts des Monts d'Arrée (à l'ouest) et du massif de Quintin (à l'est) correspondant à la frontière entre ces secteurs de fort niveau de connexion des milieux naturels et les plaines du Porzay et du Poher à faible niveau de connexion.
- Limite ouest englobant les parties les plus élevées des Monts d'Arrée et notamment la forêt domaniale du Cranou.
- Limite nord définie à partir des reliefs les plus marqués des Monts d'Arrée et du massif de Quintin.

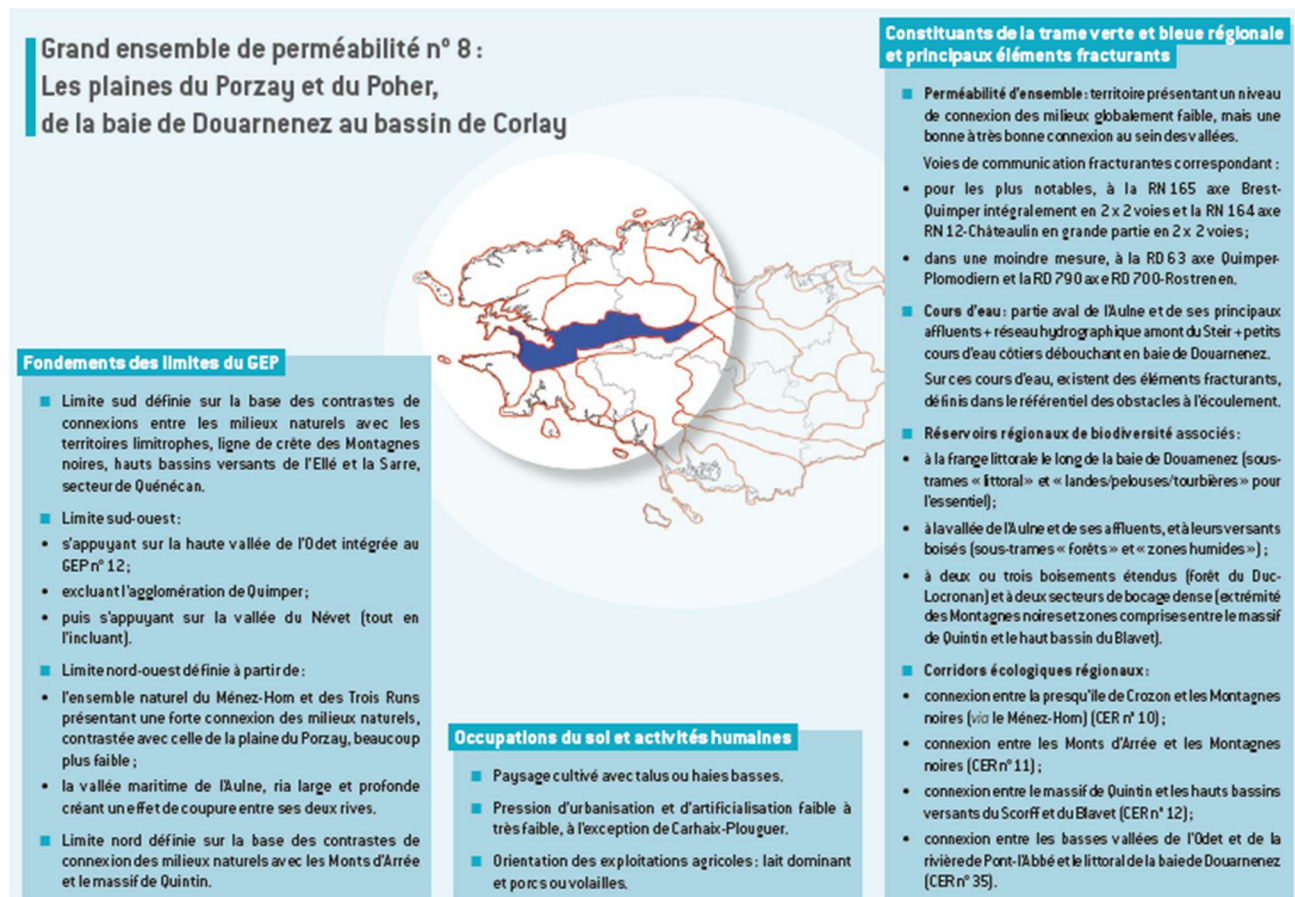
Occupations du sol et activités humaines

- Paysage de bocage dense et prairies sur collines/ paysage de landes.
- Pression d'urbanisation et d'artificialisation très faible.
- Orientation des exploitations agricoles : lait dominant, bovins viande et porcs ou volailles.

Liaisons avec les GEP limitrophes

- Au sud, GEP n°7 : limite très nette au regard de la différence des niveaux de connexion des milieux naturels.
- À l'ouest, GEP n°5 : limite peu nette au regard des niveaux de connexion des milieux naturels.
- Au nord, GEP n°2 : limite peu nette au vu de la constance de la connexion des milieux naturels sur l'ensemble des contreforts nord des Monts d'Arrée.
- Au nord-est et à l'est, GEP n°4 : limite peu nette au regard des niveaux de connexion respectifs des deux ensembles.

Source : SRCE, Rapport 2, la trame verte et bleue régionale, 2015



Source : SRCE, Rapport 2, la trame verte et bleue régionale, 2015

D. LA TRAME VERTE ET BLEUE A L'ECHELLE DU SCOT

La trame verte et bleue à l'échelle du ScoT de la CCPCP

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du ScoT de la Communauté de Commune du Pays de Chateaulin Porzay identifie la trame verte et bleue à travers 2 objectifs :

- Préserver les réservoirs biologiques et les continuités naturelles majeurs nécessaires à leur fonctionnement ;
- Entretenir la dynamique bocagère et forestière support d'une trame verte fonctionnelle.

LES RESERVOIRS BIOLOGIQUES ET LES CONTINUITES NATURELLES

Le ScoT protège les réservoirs biologiques, qui regroupent les milieux de très grande richesse biologique et assurent des fonctions environnementales au service de la qualité environnementale du territoire. Pour assurer le bon état de ces réservoirs sur le long terme, le ScoT organise leur protection dans une logique conservatoire et la maîtrise des pressions pouvant s'exercer sur leurs abords.

Le maintien des continuités naturelles (boisements, landes, zones humides, prairies, pelouses littorales), qui sont les supports d'échanges écologiques des réservoirs biologiques avec les milieux écologiques avoisinants, participe à l'objectif de préservation de ces réservoirs. Elles constituent l'ossature du lien entre la trame verte et la trame bleue et contribuent au maintien du fonctionnement du cycle de l'eau (lien entre les zones amont et aval).

Les principaux réservoirs biologiques et les continuités écologiques de la CCPCP sont identifiés dans la figure suivante :

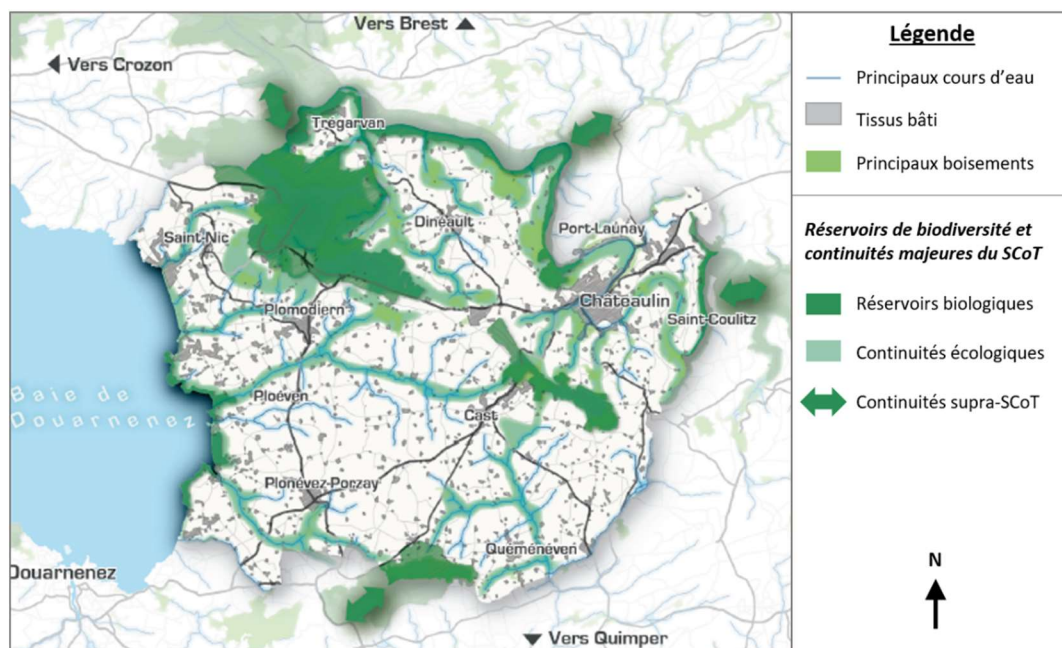


Figure 32 : Les réservoirs de biodiversité et les continuités majeures de la CCPCP

Source : DOO du SCoT de la CCPCP, 2016

LA DYNAMIQUE BOCAGERE ET FORESTIERE

Les réservoirs biologiques et les continuités écologiques majeures entretiennent des connexions fortes avec les boisements, les espaces prairiaux et bocagers du territoire. Le SCoT a pour objectif de renforcer les fonctions écologiques de ces réservoirs biologiques et des continuités écologiques avec :

- La protection des boisements importants et de leur connexion avec les milieux environnants, qui vise à renforcer la perméabilité globale du territoire ;
- La protection du maillage bocager, qui vise à pérenniser l'organisation du réseau de haie et des fonctions essentielles qu'il remplit sans bloquer les futures évolutions des modes d'urbanisation et des pratiques agricoles.

La dynamique forestière et bocagère du territoire de la CCPCP est résumée dans la figure suivante :

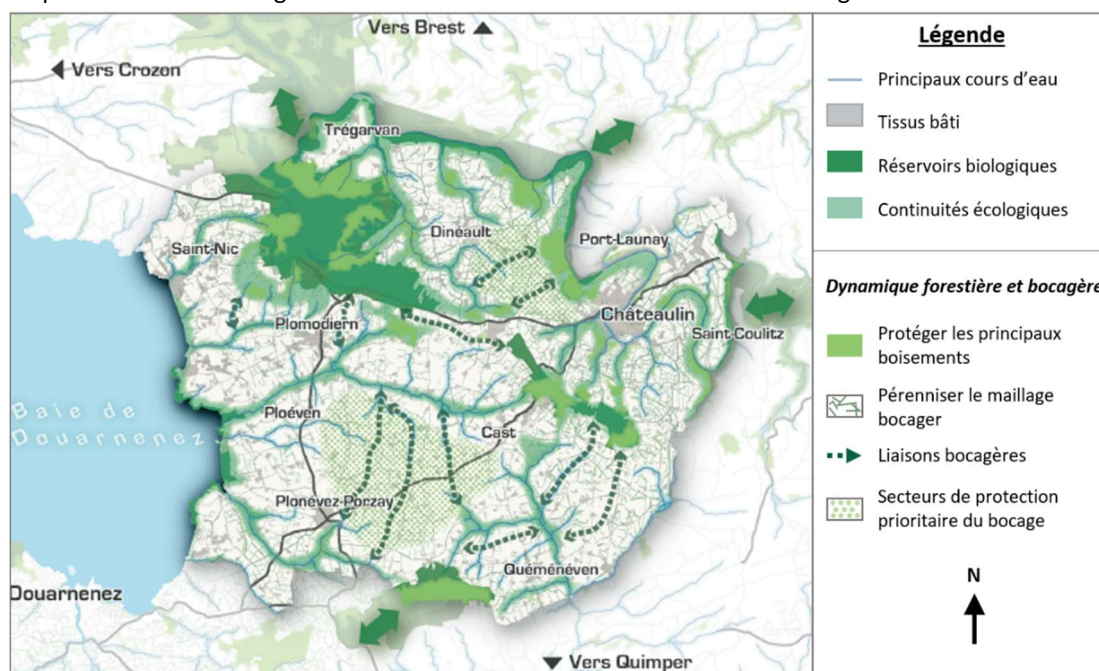




Figure 33 : La dynamique forestière et bocagère de la CCPCP




Source : DOO du SCoT de la CCPCP, 2016

SYNTHESE

Situation actuelle

ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
 <ul style="list-style-type: none"> ■ Une biodiversité importante qui repose sur la diversité des milieux terrestres, aquatiques ou marins ■ Une faune et une flore remarquables présentent dans des habitats concernés par des outils de protection, de gestion et d'inventaire ■ Une TVB avec des niveaux élevés à très élevés de connexion entre des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques sur 2 GEP (Nord et Ouest) 	 <ul style="list-style-type: none"> ■ Une TVB qui présente un faible niveau de connexion entre des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques majeurs et locaux sur 1 GEP (sud et est) ■ Pressions multiples avec l'artificialisation des sols source de pollution et la fragilisation des milieux ■ Une reconnaissance et une protection des milieux naturels « ordinaires » moins prise en compte ■ Des fragilités et des éléments de fracture et obstacles à la circulation des espèces

Perspectives d'évolution

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Grand Ensemble de Perméabilité (GEP) n°6, 7 et 8 avec notamment comme objectif de préserver ou restaurer la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux naturels ■ Breizh Bocage ayant pour objectif de renforcer le maillage bocager et réduire le transfert des polluants d'origine agricole vers les eaux
	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Evolution de la biodiversité, notamment marine, au regard des changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Modification d'aire de répartition et de la phénologie des espèces ▪ Fragilisation des zones humides ▪ Accroissement des périodes de sécheresses touchant plus particulièrement les essences de chênes pédonculés et de hêtres ▪ Prolifération des espèces invasives ▪ Allongement des émissions de pollens et renforcement de leur caractère allergisant <i>via</i> la hausse des températures et des pollutions atmosphériques qui stressent les plantes

6.4. PAYSAGE ET PATRIMOINE

6.4.1. LES COMPOSANTES DU PAYSAGE

Les éléments présentés dans cette partie s'appuient sur le travail réalisé par l'Adeupa dans le cadre de l'élaboration du SCoT et sur l'atlas des paysages du Finistère réalisé par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

Une unité paysagère est un espace d'un seul tenant possédant une identité propre constituée de composantes singulières (un type de végétation, de cultures, ...), de caractéristiques géologiques et topographiques (caractère plus ou moins ouvert du paysage).

Le territoire de la CCPCP est partagé entre 4 unités paysagères qui dépassent les limites intercommunales :

- la cuvette du Porzay ;
- la presqu'île de Crozon ;
- le bassin de Châteaulin ;
- les montagnes noires.

6.4.1.1. LA PRESQU'ÎLE DE CROZON

Cette unité paysagère ne concerne que les communes de Dinéault, Saint-Nic et Trégarvan, situées à l'est de cette espace. Le relief est y particulièrement marqué, avec des boisements quasi absents et une végétation composée uniquement de pins maritimes et plus rarement, de cyprès de Lambert.

Le paysage est composé de terres agricoles parsemées de bocage de forme élargie à déstructurée : les talus sont bas et arbustifs.

	Maîtrise qualitative des extensions urbaines, soin des fronts de mer, densification, implantation en fonction du relief		Préservation des paysages remarquables et intégration des aménagements de gestion de la fréquentation
	Amélioration de la qualité paysagère des entrées de ville en limitant la banalisation		Restauration du bocage dégradé, maintien du bocage, gestion de l'enfrichement
	Maintien des coupures d'urbanisation entre les zones bâties		Maîtrise du boisement et de l'enrésinement
	Intégration des bâtiments agricoles		Maîtrise des mutations paysagères liées à la déprise agricole et enfrichement
	Axe majeur d'accès et de découverte de la presqu'île : enjeu de la sensibilité des abords en vue proche et lointaine (urbanisation, publicité)		Préservation et mise en valeur des premiers plans et panoramas

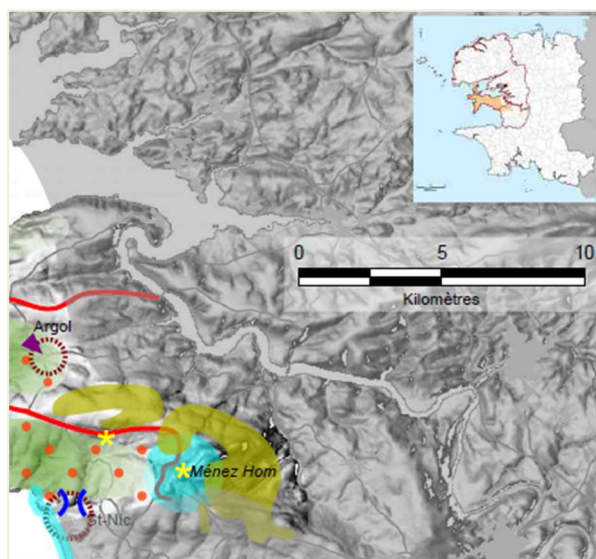


Figure 34 : Principales caractéristiques de l'unité paysagère de la presqu'île de Crozon, au niveau de la CCPCP

Source : Atlas des enjeux paysagers du Finistère, DDTM29, 2018

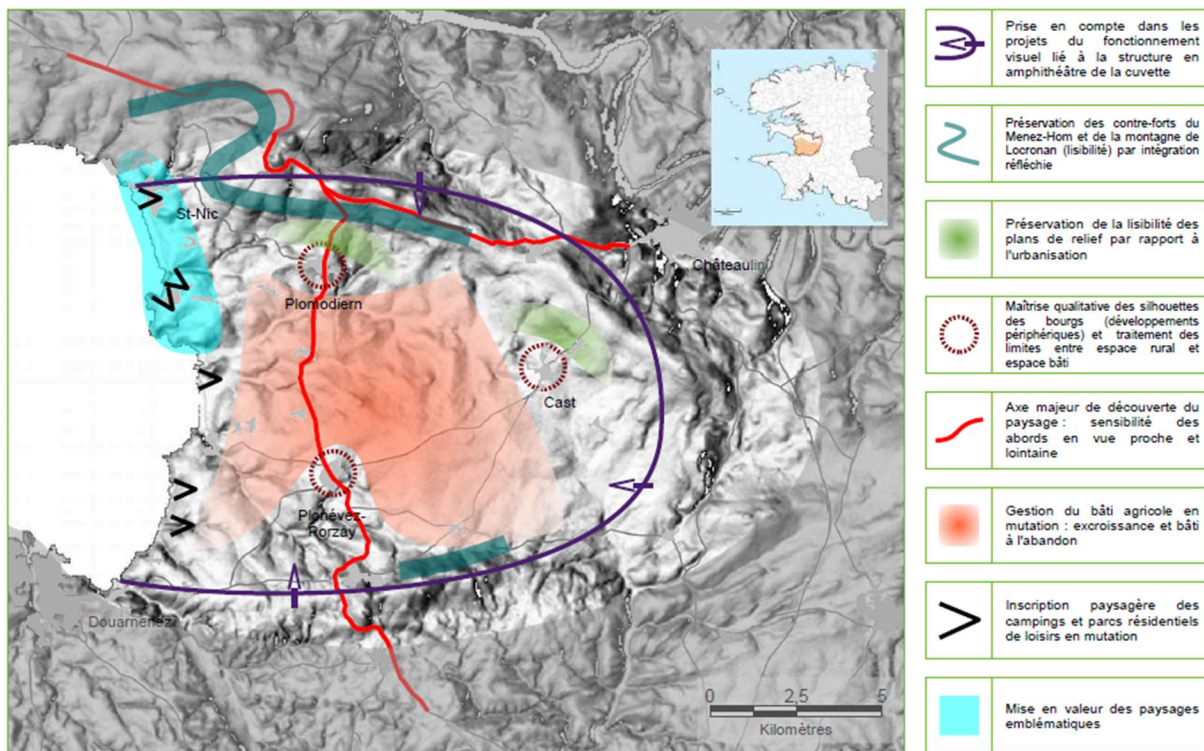
6.4.1.2. LA CUVETTE DU PORZAY

Cet espace est situé à l'est de la presqu'île de Crozon et est composé notamment des communes de Cast, Châteaulin, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay et Saint-Coulitz.

Cette unité paysagère s'apparente à une vaste cuvette en amphithéâtre, et s'ouvre à l'ouest aux vents littoraux. Le relief est doux au centre et plus accentué en périphérie. La géologie et le relief ont défini l'occupation du sol : les grès des contreforts du Menez Hom et les reliefs granitiques des montagnes de Locronan sont boisés, la cuvette, dépressions tendre schisteuse aux sols fertiles est exploitée par l'agriculture.

L'exposition aux vents d'ouest ne favorise pas l'implantation de boisements, le chêne ne parvient pas à produire des arbres de haut jet. Le bocage est peu dense avec un sol particulièrement riche et propice aux céréales au détriment de l'élevage. De très vastes zones présentent un caractère bocager résiduel, à dominante arbustive (pruneliers et saules, chênes de taille réduite). Certains secteurs situés à l'ouest de l'unité ont conservé un maillage bocager structuré, mais élargi à certains endroits.

L'habitat est dispersé dans la campagne, avec peu d'infrastructures liées au tourisme. En revanche, les infrastructures de l'agriculture intensive sont nettement visibles et s'avancent jusqu'aux abords du littoral.



6.4.1.3. LE BASSIN DE CHATEAULIN

Cet espace est situé au nord du territoire de la CCPCP et est composé notamment des communes de Châteaulin, Gouézec, Lannédern, Le Cloître-Pleyben, Lennon, Lothey, Pleyben, Saint-Coulitz et Saint-Ségat.

Cette unité paysagère, au relief modéré, s'inscrit dans un bassin de roches tendres marqué par l'Aulne et ses affluents. Cette cuvette est limitée au nord par les monts d'Arrée et au sud les montagnes noires. Elle s'étend à l'est jusqu'à Carhaix-Plouguer. Les fonds de vallons sont boisés, notamment les quelques vallées relativement encaissées.

Le bocage est majoritairement déstructuré à l'exception des fonds de vallons où les friches gagnent du terrain. Le maillage reste relativement bien conservé dans le prolongement ouest des montagnes noires. Les haies sont de natures variées : haies de cépées, arbres de haut jet, anciens chênes têtards.

Les villages sont peu étendus mais présentent des éléments bâtis patrimoniaux nombreux. Les bâtiments agricoles, implantés à mi-hauteur des plateaux, marquent le paysage.

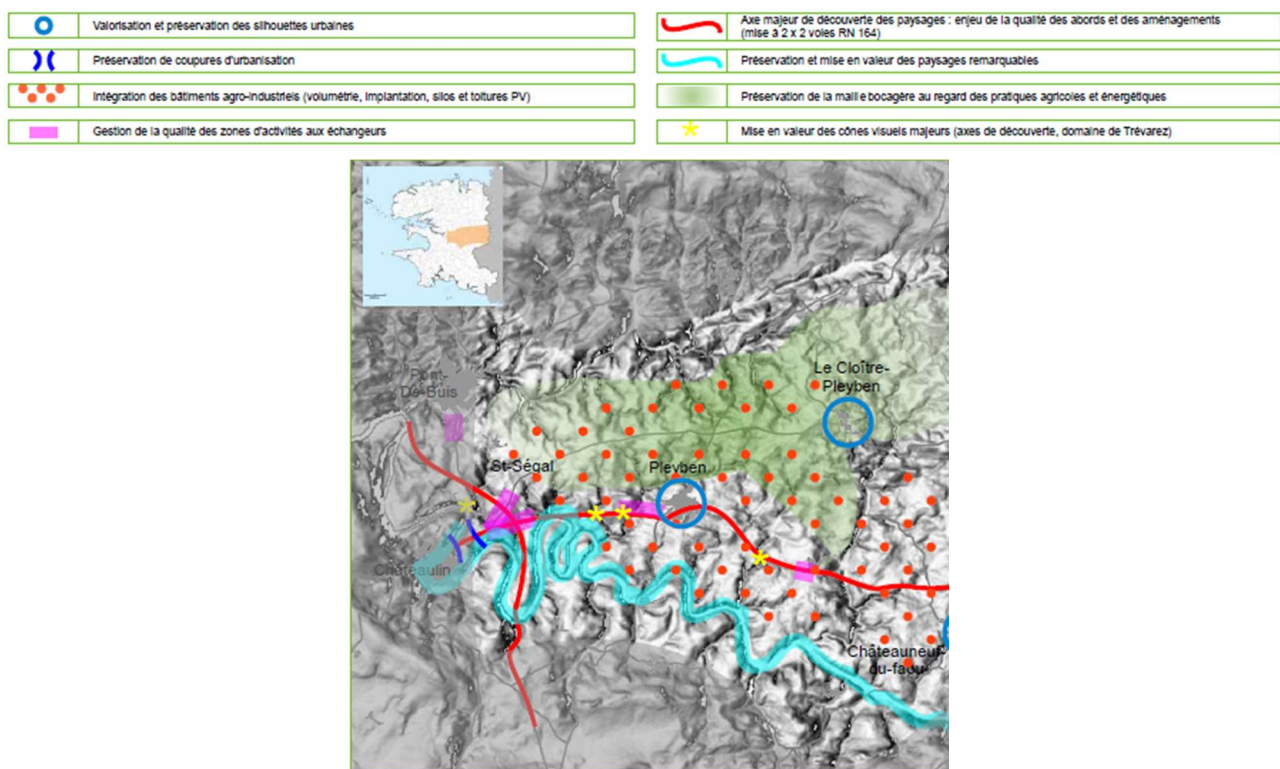


Figure 36 : Principales caractéristiques de l'unité paysagère du bassin de Châteaulin






Source : Atlas des enjeux paysagers du Finistère, DDTM29, 2018

6.4.1.4. LES MONTAGNES NOIRES

Cet espace, situé au sud du territoire de la CCPCP, concerne les communes de Gouézec et Lothey.

La topographie offre des vues lointaines. Sur cette chaîne de collines peu élevées orientées est/ouest, constituées d'affleurements rocheux, se développent de nombreuses végétations diversifiées. On retrouve notamment des landes et des boisements résineux entre lesquels subsistent des parcelles cultivées et des portions de bocage à hêtres. Le bocage est assez dense sur les pentes.

Les hameaux et les bourgs ruraux se sont généralement installés à mi-pentes, selon le relief. Les constructions anciennes de cette unité sont composées de schiste, caractéristique des montagnes noires.

	Maîtrise des extensions et qualité des entrées de bourg au regard du relief et des principes d'étalement et de vue
	Axe majeur de découverte du paysage : sensibilité des abords
	Mise en valeur des sites naturels et éléments de paysage (pics rocheux, landes et tourbières)
	Perception paysagère des lignes de crêtes et gestion des boisements
	Point de vue remarquable : préservation et mise en valeur des premiers plans et panorama

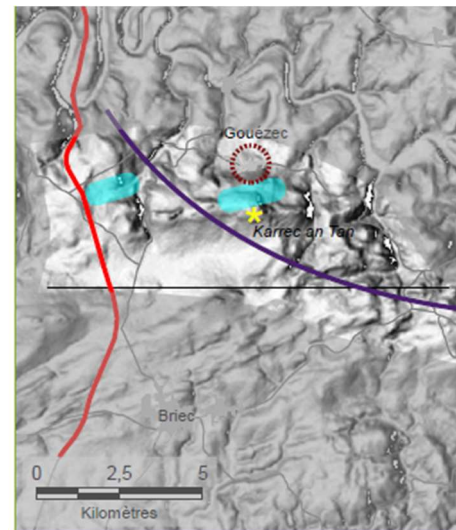


Figure 37 : Principales caractéristiques de l'unité paysagère de la Montagne Noire au niveau de Gouézec et Lothey

Source : Atlas des enjeux paysagers du Finistère, DDTM29, 2018

Le SCOT du Pays de Châteaulin Porzay identifie également les entités paysagères sur son territoire.

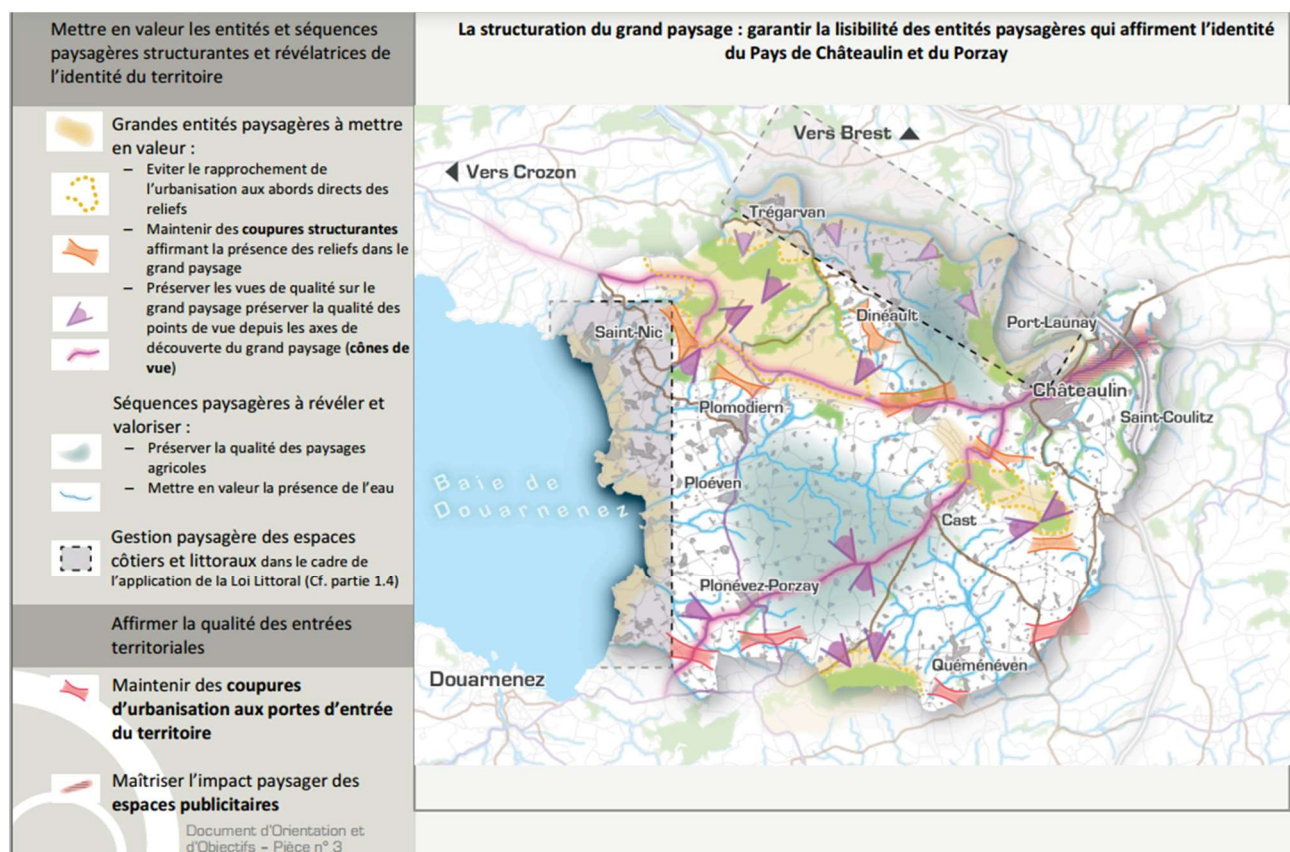


Figure 38 : La structuration du grand paysage et les objectifs du SCOT du Pays de Châteaulin Porzay

6.4.2. LE PATRIMOINE

Le patrimoine concerne « l'ensemble des biens, immobiliers ou mobiliers, relevant de la propriété publique ou privée, qui présente un intérêt historique, artistique, archéologique, esthétique, scientifique ou technique » (article L.1 du Code du patrimoine).

6.4.2.1. LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Le patrimoine archéologique est répertorié par le Service Régional de l'Archéologie (SRA) et classé en 2 catégories :

- **les sites de « protection 1 »** : sites connus dont la valeur est à préciser, repérés sur le document graphique du PLUiH pour application de la loi sur l'archéologie préventive ;
- **les sites de « protection 2 »** : sites importants reconnus, classés en zone inconstructible dans le PLUiH et soumis également à la loi sur l'archéologie préventive.

L'inventaire actuel est susceptible d'être mise à jour et d'apporter de nouvelles connaissances archéologiques du territoire, conformément aux articles L.522-4 et 522-5 du Code du Patrimoine.

La Direction Régionale des Affaires culturelles (DRAC) de la Bretagne met à disposition des données patrimoniales, dont notamment des données relatives au domaine de l'archéologie, à partir de l'outil GéoBretagne.

L'outil GéoBretagne est un atlas cartographique mis en place par la Préfecture de Bretagne et la Région Bretagne dans lequel sont identifiés :

- les sites archéologiques connus ;
- le réseau des voies principales de la Protohistoire au Moyen Âge ;
- les opérations archéologiques réalisées.

L'intercommunalité compte près de 193 zones archéologiques identifiées, dont 178 sites archéologiques et 15 sites correspondant à des opérations archéologiques préventives et programmées :

COMMUNE	SITES ARCHEOLOGIQUES	OPERATIONS ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES ET PROGRAMMEES
Cast	8	0
Châteaulin	6	8
Dinéault	9	0
Gouézec	19	1
Lannédern	6	2
Le Cloître-Pleyben	5	0
Lennon	18	0
Lothey	4	0
Pleyben	18	0
Ploéven	8	0
Plomodiern	18	0
Plonévez-Porzay	16	3
Port-Launay	1	0
Saint-Coulitz	5	0
Saint-Nic	24	1
Saint-Ségal	4	0
Trégarvan	9	0

Synthèse de la répartition des sites et opérations archéologiques de la CCPCP

Source : GéoBretagne

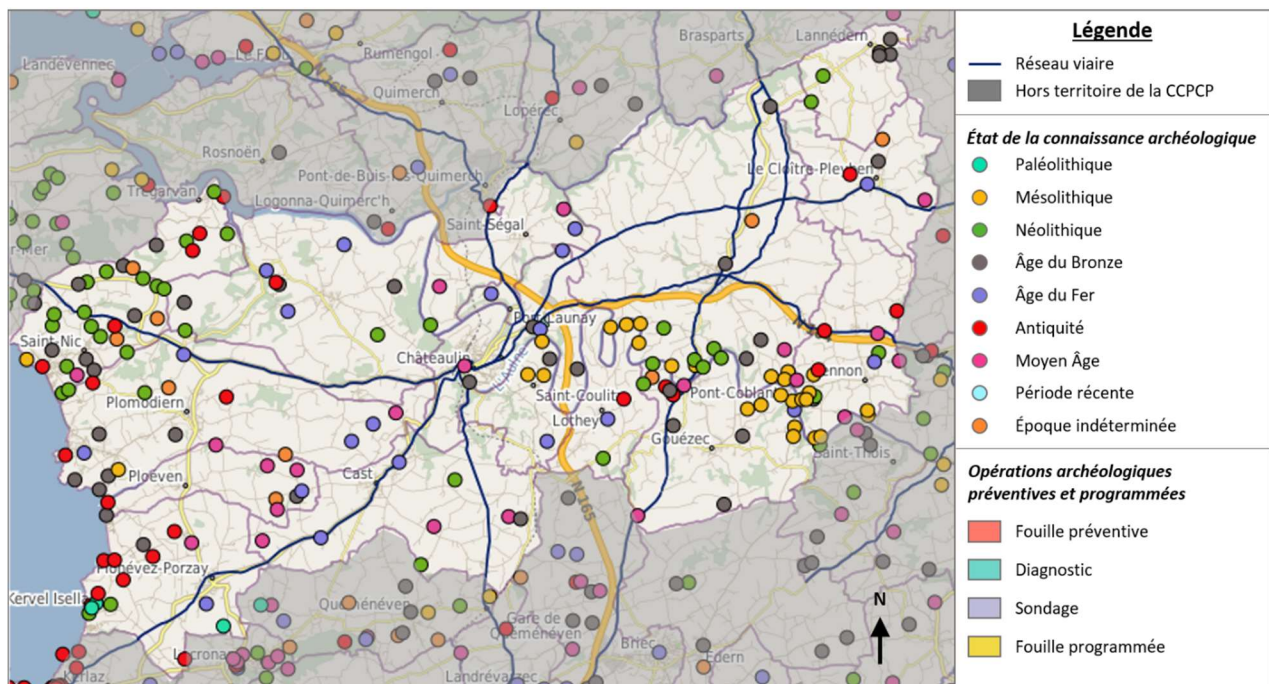


Figure 39 : Répartition des sites et opérations archéologiques de la CCPCP

Source : GéoBretagne

6.4.2.2. LE PATRIMOINE PROTEGE

Les monuments historiques les plus remarquables sont protégés par la loi du 31 décembre 1913 instituant deux degrés de protection en fonction des caractéristiques et de la valeur patrimoniale du monument :

- **le classement à l'inventaire historique** : patrimoine dont la conservation présente, du point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public ;
- **l'inscription à l'inventaire historique** : patrimoine présentant un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour justifier sa préservation.

Le patrimoine ainsi identifié bénéficie d'un périmètre de protection de 500 mètres, où chaque opération d'aménagement doit être supervisée par un Architecte des Bâtiments de France (ABF).

La CCPCP possède 20 sites historiques dont 9 monuments inscrits, 10 monuments classés et un inscrit et classé :



	NOM DU SITE	DATE ARRETE	COMMUNE
Sites classés	Eglise Saint-Jérôme	31/03/1916	Cast
	Eglise ou chapelle Notre-Dame	21/12/1914	Châteaulin
	Allée couverte dite Loch-ar-Ronfl	27/02/1975	Gouézec
	Chapelle Notre-Dame des Trois-Fontaines	07/10/1922 (fontaine) 23/10/1922 (calvaire) 28/03/1927 (chapelle)	
	Eglise Saint-Pierre	12/11/1914	
	Eglise Saint-Edern	02/04/1915	Lannédern
	Eglise Saint-Germain, calvaire et ossuaire	liste de 1846 (église) liste de 1875 (calvaire) 21/12/1914 (ossuaire)	Pleyben
	Stèle protohistorique dite Le Fuseau ou La Quenouille de Saint-Barbe	24/10/1966	Ploéven
	Chapelle Saint-Marie	28/10/1916	Plomodiern
	Chapelle Saint-Côme et ses abords	21/10/1947 (chapelle et rangées d'arbres)	Saint-Nic
	Chapelle Saint-Sébastien, arc de triomphe, calvaire et placître	08/07/1958	Saint-Ségal
Sites inscrits	Chapelle Notre-Dame-de-Tréguron	28/10/1926	Gouézec
	Chapelle Saint-Maudet	24/01/1952	Lennon
	Calvaire du cimetière	28/10/1926	Ploéven
	Eglise Saint-Méen	28/10/1926	
	Eglise Saint-Mahouarn	11/05/1932	Plomodiern
	Manoir de Keryar	29/08/1988	Plonévez-Porzay
	Manoir de Moëllien	17/04/1931	Porzay
	Chapelle Saint-Aubin, située au hameau de Lanvaïdic	16/11/2011	Port-Launay
	Chapelle Saint-Côme et ses abords	31/05/1927 (calvaire) 20/08/1946 (abords)	Saint-Nic
	Eglise Saint-Nicaise et cimetière	28/10/1926 (église) 20/09/1946 (chœur, calvaire et cimetière)	

Liste du patrimoine inscrit et classé de la CCPCP




Source : DRAC Bretagne, Momentum

SYNTHESE

Situation actuelle

ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
 <ul style="list-style-type: none"> ■ Un paysage riche et diversifié ■ De nombreux espaces verts contribuant à la qualité du cadre de vie ■ Une richesse des monuments historiques et des sites archéologiques 	 <ul style="list-style-type: none"> ■ Impact de l'activité anthropique sur le paysage ■ Reconnaissance limitée du petit patrimoine

Perspectives d'évolution

	■ Intégration du petit patrimoine dans le patrimoine local reconnu
	■ Préservation du patrimoine via leur classement ou inscription
	■ Fragilisation et banalisation des paysages avec l'urbanisation par la perte de surfaces naturels et/ou agricoles

6.5. POLLUTIONS ET NUISANCES

6.5.1. LA POLLUTION DES SOLS

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

Deux bases de données nationales (BASIAS et BASOL) recensent les sols pollués connus ou potentiels.

La base de données « **BASIAS** » est l'inventaire historique de sites industriels et des activités de services, abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement. Les établissements inscrits dans BASIAS ne sont pas considérés comme pollués, mais sont simplement susceptibles d'avoir utilisés des produits polluants à une période donnée.

La base de données « **BASOL** » recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant à une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. Depuis mai 2005, les sites n'appelant plus d'action de la part des pouvoirs publics chargés de la réglementation sur les installations classées, sont transférés de BASOL dans BASIAS.

Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- Recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement ;
- Conserver la mémoire de ces sites ;
- Fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

Dans la base de données BASIAS, 118 sites sont inventoriés sur la CCPCP, dont 26 sites encore en activité.

La CCPCP ne compte aucun site référencé dans la base de données BASOL.

COMMUNE	IDENTIFIANT	RAISON(S) SOCIALE(S) DE(S) L'ENTREPRISE(S)	ETAT OCCUPATION DU SITE
Cast	BRE2901188	Combustible du Porzay : L'Helgoualch Mme/L'Helgoualch Alain/Le Gallic Henri, garage Saint Gildas, station-service, atelier de réparation autos et MA	En activité
	BRE2902195	Commune de Cast, DOMB	Activité terminée
	BRE2901379	Le Borgne Jean/Le Borgne veuve, atelier de réparation de MA, forge, charronnage, station-service	Activité terminée
	BRE2902196	Tanguy Corentin, DLI	Activité terminée
	BRE2903194	Vialit Sté, station d'enrobage, dépôt de bitume	En activité
Châteaulin	BRE2903234	Agricole de Châteaulin et Briec Coopérative, séchoir à maïs, atelier de réparation autos, DLI, stock engrais	Activité terminée
	BRE2900960	Bathany Jean Claude, DLI	Activité terminée
	BRE2901605	Bernard Roger, station-service, garage Peugeot-Talbot, atelier de réparation autos	En activité
	BRE2901253	Boulic Mr/Le Dosseur Emile, garage, agent Simca, station-service	Activité terminée
	BRE2901153	Capitaine François, carrossier, station-service	Activité terminée

	BRE2900706	Centre Leclerc, station-service/Française des Pétroles BP Sté, Mr Capitaine : gérant/Capitaine François, station de l'Aulne	Activité terminée
	BRE2903185	Citroën Garage de Cornouaille, concessionnaire Citroën, carrosserie/Viénot H Sté, atelier de mécanique, carrosserie, peinture autos, station-service	En activité
	BRE2903261	Come Pierre, atelier de réparation de MA	Activité terminée
	BRE2900835	Commune de Châteaulin, DOMC	Activité terminée
	BRE2901836	Commune de Châteaulin, DOMC	Activité terminée
	BRE2901837	Cornec Gabriel et Cie Ets, vente d'engrais et insecticides	Activité terminée
	BRE2900932	Damar Arsène, chantier de récupération de déchets de métaux et d'alliages	Ne sait pas
	BRE2900836	Décharge de Tréverrec : Commune de Châteaulin, DOM	Activité terminée
	BRE2901076	Dru François, mécanicien, station-service	Activité terminée
	BRE2901833	Garage de l'Aulne : Seznec Pierre, concessionnaire Renault (Guivarc'h Mr : directeur), station Purfina, garage et peinture autos	En activité
	BRE2901838	Garage Le Rallye : Bruc Georges, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2902397	Garage Peugeot, SIAC/Guena Gabriel, concessionnaire Citroën, atelier de réparation, tôlerie et peinture autos, station-service	En activité
	BRE2900923	Gilap SA, laiterie, DLI	En activité
	BRE2901198	Guidal Louis, station Mobil/Guidal Frères, MA, station-service	En activité
	BRE2900505	Inizan Joseph, cycles-motos, station Esso/Le Dosseur Emile, station-service Esso	Activité terminée
	BRE2904014	Intermarché, station-service	Activité terminée
	BRE2901340	Le Roy Jean François/Jacq Eliane ou Marguerite/Garage Le Guillou, station-service	Activité terminée
	BRE2901368	Paugam Yves, forge, charronnage, réparation de MA	Activité terminée
	BRE2901834	Raffineries de Pétrole du Nord Sté, DLI	Ne sait pas
	BRE2902396	Robin Jean, combustibles de Cornouaille/Robin et fils SARL/Robin Jean, DLI	En activité
	BRE2900939	Saliou Ets, ferronnerie de l'Aulne	En activité
	BRE2902949	Saux François/Clech Jean Claude Ets et Saux, DLI	Activité terminée
	BRE2904013	Station-service Leclerc	Activité terminée
	BRE2901832	Tanguy André, garage, station-service	En activité
	BRE2901339	Tanguy C, négociant, DLI	Activité terminée
	BRE2901471	Tanguy Mr, garage Ford/Française de Raffinage Cie Cap44, station-service, relais du Tertre	En activité
	BRE2901835	Viennot Fernand/L'Honoré, Tanguy André : gérant, DLI	Activité terminée
	BRE2900023	Viennot Louise/Viennot Maurice veuve/Viennot H, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2900016	Viennot Veuve/Auto Garage Brestois, Perres Mr : gérant/Chevalier Mr, garage, station-service	Activité terminée
Dinéault	BRE2901146	Bauguen Mlles/Bauguen Mme, quincaillerie, station-service/bauguen Jean, mécanicien, station-service	Activité terminée
	BRE2901527	Camus Christophe, atelier d'entretien d'un bulldozer	Activité terminée
	BRE2900829	Commune de Dinéault, DOMB puis DOMC	Activité terminée
	BRE2903061	Rannou Gilbert/Rannou Marcel, atelier de réparation autos	En activité
Gouézec	BRE2903140	Adam de Villiers Benoît, transports, atelier de mécanique auto	Activité terminée
	BRE2903023	Commune de Gouézec, DOMB	Activité terminée
	BRE2901515	Le Clech Hervé, DLI	Activité terminée

	BRE2901468	Motreff Jean, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2902474	Richard Jean, station-service	Activité terminée
Lannédern	BRE2902560	Commune de Lannédern, DOMB	Activité terminée
	BRE2900427	Pronost Joseph, ctcles, motos, station-service	Activité terminée
Le Cloître-Pleyben	BRE2903171	Coateval Jean, atelier de réparation de MA-commerce	Activité terminée
	BRE2904077	Décharge de Gars-ar-Garo : Commune du Cloître Pleyben, DOMB	En activité
	BRE2902460	Décharge de Turquennou : Commune du Cloître Pleyben, DOMB	Activité terminée
	BRE2901154	Guedes Henri/Beuzen Mr, transports, produits du sol, station-service	Activité terminée
Lennon	BRE2902025	Commune de Lennon, DOMB	Activité terminée
	BRE2904005	Décharge de la Gare : SIVOM de Pleyben, DOMB	En activité
	BRE2902024	Goubin Mr, garage, station-service/Le Guillou Marcel, garage, atelier de réparation autos	Activité terminée
	BRE2901200	Guillou Germain/Guillou Edouard, Ferellec, commerçant, station-service	Activité terminée
	BRE2901331	Joncour Pierre/Vigouroux Laurent, atelier de réparation de MA	Activité terminée
	BRE2901708	L'Haridon Yves-Marie, atelier de réparation de tracteurs et MA	Activité terminée
	BRE2901250	Mingam Robert, station-service	Activité terminée
	BRE2903037	Yernaux Jean, récupération de métaux, fonderie de métaux et alliages	Activité terminée
Lothey	BRE2902584	Claude Marcel, dépôt de fuel/Pétroles Shell Berre Sté, DLI	En activité
	BRE2902583	Commune de Lothey, DOMB	Activité terminée
	BRE2901348	Kerdevez René, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2901703	Kerisit Henri, atelier de réparation de MA	Activité terminée
	BRE2900161	Madec Mr, mécanicien, station-service	Ne sait pas
Pleyben	BRE2903004	Bozec Louis, charbon, limonades, DLI	Activité terminée
	BRE2902646	Cariou Jean, station-service/Cevaër Mme, hôtel, station-service	Activité terminée
	BRE2903342	Caurant Alfred, garage	Activité terminée
	BRE2903492	Caurant Alfred/Sibiril Louis/Sibiril Georges, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2902362	Commune de Pleyben, DOM	Activité terminée
	BRE2902648	Commune de Pleyben, DOMB	Activité terminée
	BRE2901560	Dreau Mme/Dreau Yves, transports, station-service	En activité
	BRE2900871	Favennec Germain, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2902647	Flochlay Pierre/Viennot Mr, station service	Activité terminée
	BRE2901531	Labous Jean/Richard Mr/Roland Mr, station service	Activité terminée
	BRE2901376	Lalouellete Mr/Mazé Mathieu, atelier de MA, DLI	Activité terminée
	BRE2900226	Le Vaillant Anne Marie, atelier de réparation et peinture autos/Favennec Germain/Favennec Charles/Favennec François (père) Favennec Mr, garage, cyles, station-service	En activité
	BRE2903138	Morvan Marie France, pressing-atelier de nettoyage à sec	Activité terminée
	BRE2900406	Ville de Pleyben, éclairage à l'acétylène	Ne sait pas
Ploéven	BRE2902652	Commune de Ploéven, DOMB	Activité terminée
	BRE2904055	Commune de Ploéven, DOMB	En activité
	BRE2904067	Commune de Ploéven, DOMB	En activité
Plomodiern	BRE2901539	Brelivet Jean et Compagnie, garage MA, station-service	Activité terminée

	BRE2902671	Commune de Plomodiern, DOMB	Activité terminée
	BRE2902673	Le Mao Pierre, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2902669	Quiniou Jean Yves/Quiniou Joseph, atelier de réparation autos et MA, concessionnaire Citroën, station-service, DLI	En activité
	BRE2902670	Rognant Corentin/Rognant veuve, restaurant "La Crémaillère", station-service	Activité terminée
	BRE2902668	Service Vicinal, citerne à goudrons	Ne sait pas
	BRE2901264	SOFIQUEM SA, Meignant/Le Roy Yves, bières et charbons, DLI	Activité terminée
	BRE2902672	Wattlet Mr, dépôt de ferrailles et autres	Activité terminée
Plonévez-Porzay	BRE2902676	Commune de Plonévez-Porzay, DOMB	Activité terminée
	BRE2901553	Commune de Plonévez-Porzay, DOMC	Activité terminée
	BRE2902172	Emedy Daniel/Emedy Corentin, forge et réparation de MA	En activité
	BRE2901986	Jaïn Yves, produits agricoles, station-service	Activité terminée
	BRE2901866	Le Coz René, atelier de réparation de MA	Activité terminée
	BRE2901501	Le Garrec Paul, atelier de réparation autos et MA, station-service	En activité
	BRE2901985	Moreau Jean, atelier de mécanique, tôlerie et peinture, station-service	En activité
	BRE2901984	Moreau Jean, garage, station-service	Activité terminée
	BRE2901987	Quéffelec Jean, cycles, station-service	Activité terminée
	BRE2901083	Quiniou Jean Yves, vente et location d'appareils de motoculture de plaisance et carburant pour petit matériel/Le Garrec Jean, garage, station-service	En activité
Port-Launay	BRE2902744	Bastard J/Person Noël/Guidal Mr, station service	Activité terminée
	BRE2902745	Commune de Port Launay, DOM	Ne sait pas
	BRE2902743	Pouliquen Yves, construction bois petits navires de pêche	Activité terminée
	BRE2902234	UNICOPA, Laiterie Moderne du Trégor/Les Négociants Negobeureuf Sté, transformateur au pyralène/Le Meudec et Derrien Sté	Activité terminée
Saint-Coulitz	BRE2902121	Commune de Saint Coulitz, DOM	Ne sait pas
	BRE2902120	Robin Jean, transports, charbons, DLI	Activité terminée
Saint-Nic	BRE2902859	Commune de Saint Nic, DOMB	Activité terminée
	BRE2903047	Décharge de ménez-Penhoat : Communes de Saint Nic et d'Argol, syndicat de voirie de Châteaulin, DOM	Activité terminée
	BRE2901649	Le Pape H/Pennec Mr, commerçant, station-service	Activité terminée
	BRE2901650	Le Roux F/Kerdoncuff Mr, station-service	Activité terminée
	BRE2901651	Nicolas Mr, garage autos/Malbeau Hervé Mme/Malbeau Mr, atelier de réparation de MA, station-service	En activité
	BRE2902943	Total, Cie Française de Distribution, station-service	Activité terminée
Saint-Ségal	BRE2904006	Barbe Gérard Mme, garage MA	Activité terminée
	BRE2902325	Bescou Hervé, forge et MA, station-service	Activité terminée
	BRE2902326	Commune de Saint Ségal, DOMB	Activité terminée
	BRE2904007	Courtay Pierre, garage de MA	Activité terminée

Sites BASIAS répertoriés sur la CCPCP

Source : georisques.gouv.fr (Données extraites le 16/12/2019)

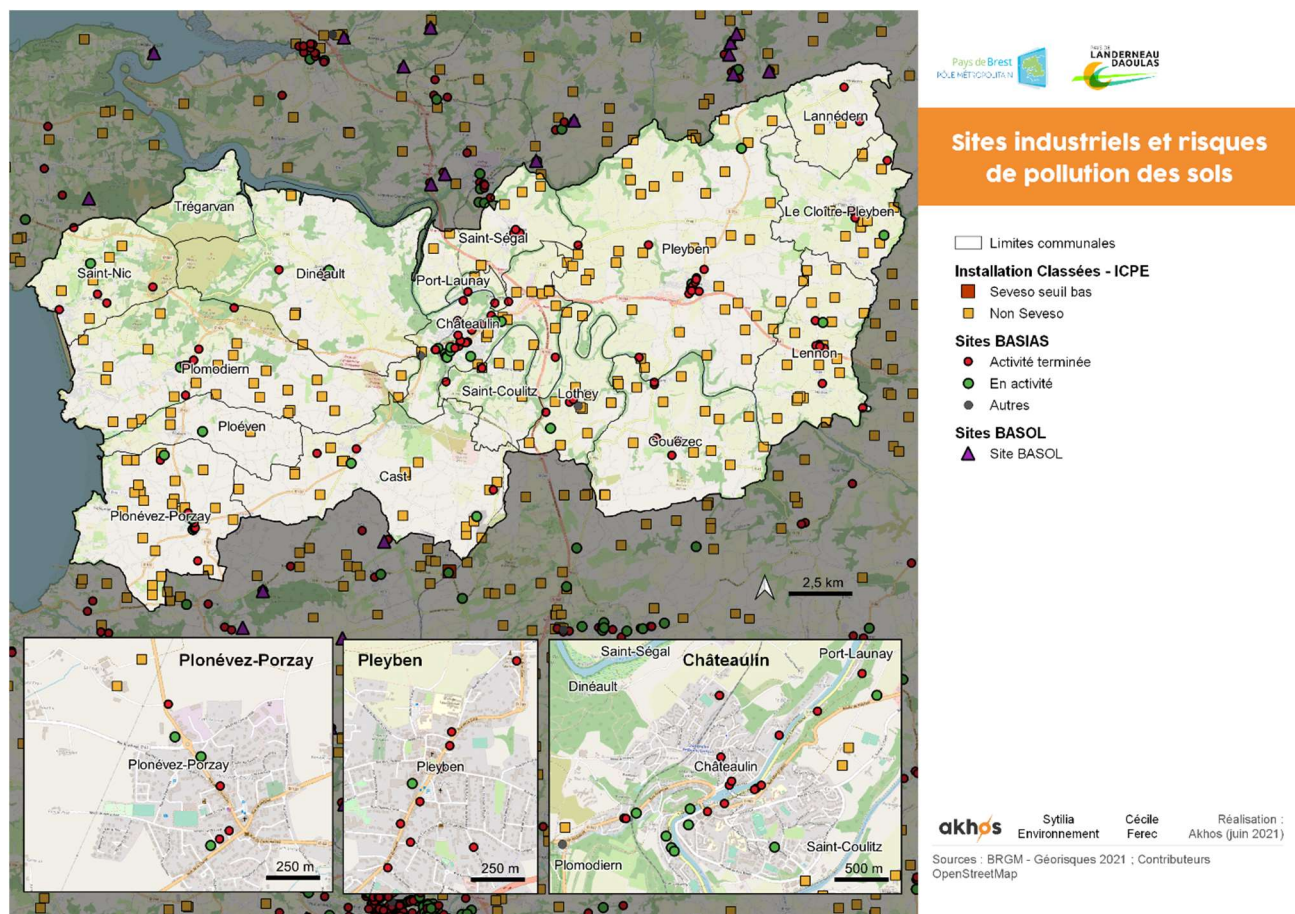


Figure 40 : Sites industriels et risques de pollution des sols

6.5.2. LA QUALITE DE L'AIR

L'association Air Breizh est un organisme de surveillance, d'étude et d'information sur la qualité de l'air en Bretagne agréée par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE). Les données présentées ci-après sont issues de ses campagnes de mesures des concentrations dans l'air ambiant des polluants urbains nocifs :

- le dioxyde de soufre (SO_2) ;
- l'oxyde d'azote (NO_x) ;
- les particules fines (PM_{10} et $\text{PM}_{2,5}$) ;
- les Composés Organiques Volatils hors méthane (COVNM) ;
- l'ammoniac (NH_3).

6.5.2.1. LES SEUILS REGLEMENTAIRES DES PRINCIPAUX POLLUANTS ATMOSPHERIQUES

L'ozone

Les concentrations en ozones sont dépendantes des conditions météorologiques telles que la température et l'ensoleillement. Il résulte de la transformation chimique dans l'atmosphère de polluants primaires sous l'effet du rayonnement solaire.

Des records de concentration sont ainsi observés lors d'épisodes de fortes chaleurs marqués par un fort ensoleillement, où le seuil d'information et de recommandation fixé à $180 \mu\text{g}/\text{m}^3$ est parfois dépassé.

Le dioxyde d'azote

Les fortes concentrations en dioxyde d'azote sont essentiellement localisées au niveau des axes routiers. Etant donné sa durée de vie très courte, les concentrations chutent rapidement à mesure que l'on s'en éloigne. La valeur limite horaires d'exposition à ce polluant est fixée à 18 heures de dépassement.

Les particules fines

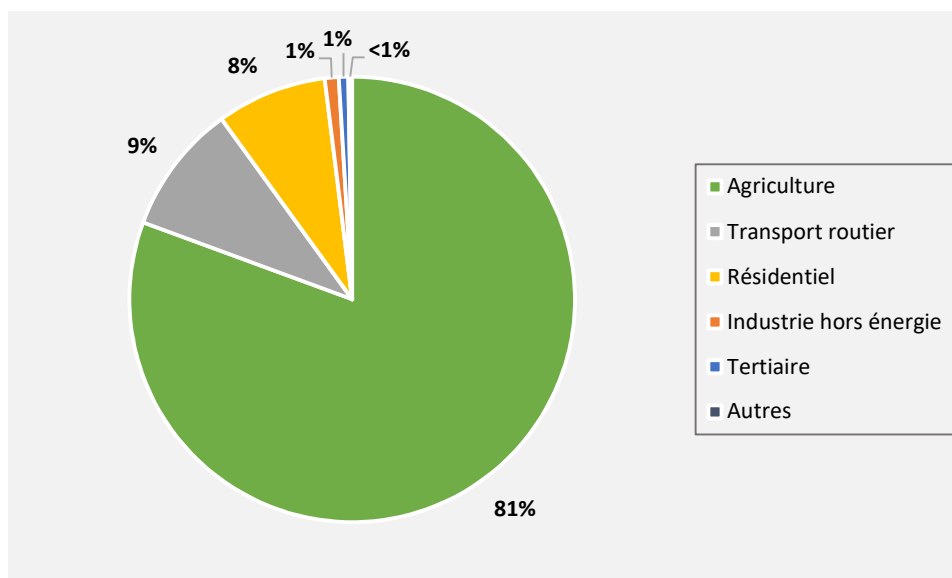
La valeur limite d'exposition est fixée à 40 µg/m³ pour les PM₁₀ et à 25 µg/m³ pour les PM_{2,5}. La valeur journalière d'exposition est quant à elle fixée à 35 jours de dépassements.

6.5.2.2. LES EMISSIONS DE POLLUANTS ATMOSPHERIQUES

L'intercommunalité émet près de 2 996 tonnes de polluants atmosphériques en 2014, ce qui est supérieur à la moyenne du Pays de Brest (environ 1 400 tonnes en 2015).

Les secteurs d'activité de la CCPCP les plus émetteurs de polluants atmosphériques sont :

- L'agriculture avec plus de 2 417 tonnes (soit 81 %) ;
- Le transport routier avec près de 282 tonnes (soit 9 %) ;
- Le résidentiel avec 240 tonnes (soit 8 %).

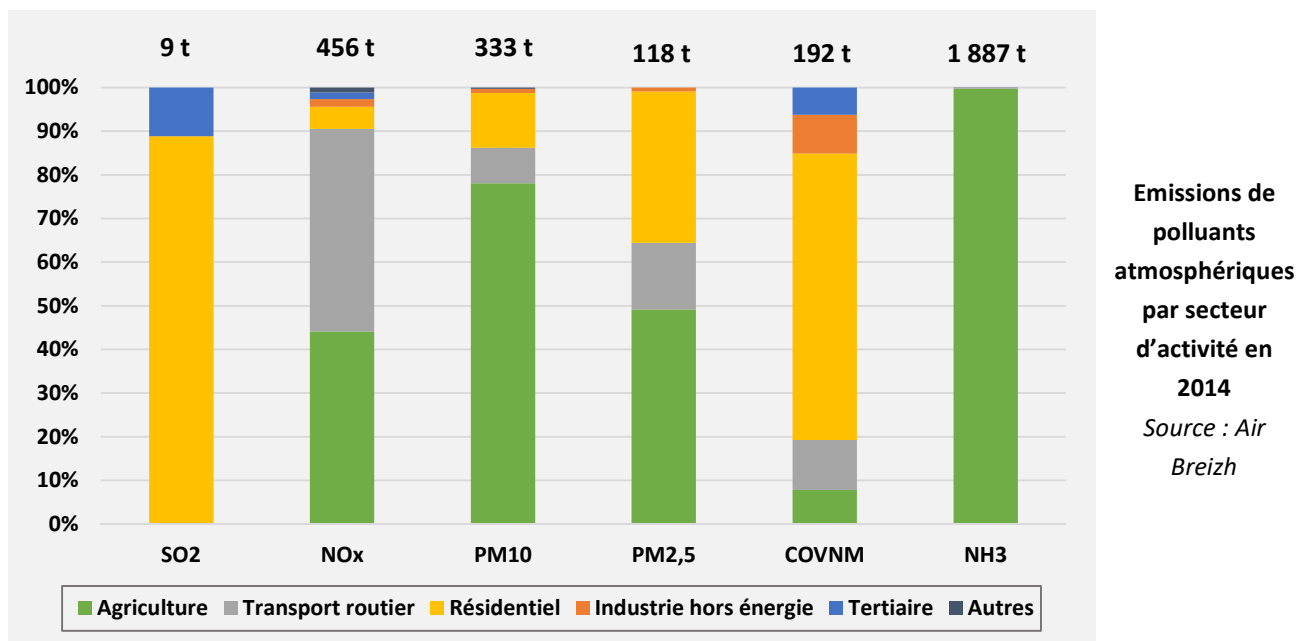


Emissions de polluants atmosphériques par secteur d'activité en 2014

Source : Air Breizh

Les polluants atmosphériques les plus émis à l'échelle de la CCPCP sont :

- L'ammoniac (NH₃) avec plus de 1 887 tonnes (soit 63 %) ;
- L'oxyde d'azote (NO_x) avec près de 456 tonnes (soit 15 %) ;
- Les particules fines (PM₁₀) avec 333 tonnes (soit 11 %).



Les émissions de polluants liées à l'agriculture (NH₃, PM₁₀ et PM_{2,5}) proviennent essentiellement de l'utilisation d'engrais à base d'ammoniac. L'ammoniac provenant de l'urée des bovins et ovins génère par réaction des particules fines (PM₁₀ et PM_{2,5}), de diamètre inférieur à 10 ou 2,5 micromètres leur permettant de pénétrer dans le système respiratoire. Une exposition chronique ou une exposition à un taux élevé de particules fines dans l'air présente des risques sanitaires (maladies cardio-vasculaires, altérations des fonctions pulmonaires, cancer du poumon, ...). La réduction de l'utilisation de ce composant dans la fertilisation des sols et l'usage de produits alternatifs moins polluants permettraient de réduire les émissions de polluants liées à ce secteur.

Les émissions liées au transport routier (NO_x) proviennent de l'utilisation de véhicules à moteur thermique consommateurs de produits pétroliers. L'oxyde d'azote provoque une irritation des muqueuses et participe à l'acidification des milieux. La réduction de l'utilisation de véhicules individuels pour les déplacements quotidiens et le développement des réseaux de transports en communs permettraient de réduire une partie de ces émissions. Une solution sur le long terme serait de remplacer le parc de véhicules thermiques par des véhicules non polluants (utilisation du biocarburant, véhicules électriques, à hydrogène, ...).

Les émissions de polluants du secteur résidentiel sont liées au chauffage des habitations. La réalisation de travaux d'isolation visant l'amélioration de la capacité énergétique (évaluée *via* l'étiquette énergétique) permettrait de réduire le besoin en chauffage des logements et donc les émissions associées.

6.5.3. LES DECHETS

L'intercommunalité assure la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés. Le service public d'élimination des déchets est scindé en trois compétences distinctes :

- la collecte individuelle et en apport volontaire ;
- la gestion des déchèteries ;
- le traitement.

Les informations suivantes sont issues du rapport annuel de 2018 réalisé par la CCPCP.

6.5.3.1. LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES (OMR)

Des bacs individuels d'un volume allant de 120 à 240 litres sont mis à disposition gratuitement pour les particuliers, dans le cas où il n'y a pas de contraintes techniques à l'exécution du service. Dans le cas contraire, des points d'apport volontaire (PAV) sont mis en place afin d'assurer le service de collecte des déchets.

Le service de collecte des déchets s'appuie sur les recommandations de la R437 de la CRAM visant à :

- supprimer la collecte en sacs ;
- interdire la réalisation de marches arrière plus importantes que la longueur du camion.

Dans certains cas, il est demandé aux habitants d'amener leurs bacs individuels à des points de regroupement afin de respecter ces recommandations.

La CCPCP a traité plus de 5 163 tonnes d'ordures ménagères résiduelles, soit 211 kg par habitants, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 264 kg par habitants en 2018 (*Chiffres clés 2018 ADEME*). Par rapport aux données de 2017 (5 449 tonnes), le tonnage des OMR a diminué de près de 6 %.

6.5.3.2. LA COLLECTE DES DECHETS RECYCLABLES

La collecte des déchets ménagers recyclables est effectuée une fois tous les 15 jours.

Les déchets recyclables collectés sont déposés au centre de transfert de Péren (Châteaulin) puis sont acheminés au centre de tri de Fouesnant (Kérambris), géré par les Ateliers protégés Fouesnantais. Ils sont traités mécaniquement et manuellement par type de flux (papier, cartons, briques alimentaires, bouteilles plastiques et emballages métal) avant d'être mis en balle pour faciliter leur transport vers leur filière respective de valorisation. **Au total, la CCPCP a traité près de 1 455 tonnes de déchets recyclés en 2018, correspondant à 59 kg par habitants, soit une hausse du tonnage d'environ 12 % depuis 2017.**

Depuis 2006, un plan d'analyse du gisement des déchets recyclables est mené conformément aux exigences de la norme AFNOR X30-437. Des prélèvements sont ainsi effectués afin de faire apparaître les erreurs récurrentes dans la production d'emballages collectés et de calculer le taux de refus (part du tonnage collecté qui n'est pas valorisable). Ces refus sont acheminés jusqu'à l'usine d'incinération de Briec de l'Odét pour y être traités.

La CCPCP possède un taux de refus de 19,3 % en 2018 correspondant à plus de 237 tonnes de déchets, soit une augmentation de plus de 16 % du tonnage par rapport à 2017 (198 tonnes). Ce taux de refus de tri est supérieur à la moyenne des territoires similaires à la CCPCP de 12 %.

6.5.3.3. LA COLLECTE DU VERRE

La collecte du verre est réalisée en point d'apport volontaire (PAV) dans 142 colonnes aériennes réparties sur l'ensemble du territoire. La collecte du verre est assurée par un prestataire de service (Transport Le Goff), qui achemine le verre soit à l'usine de Châteaubernard (16), soit celle de Rozet-Saint-Albin (02).

Des cuves semi-enterrées de 3 m³ sont également implantées à Châteaulin et Port-Launay en raison de contraintes techniques ou d'effets induits par le tourisme.

La CCPCP a collecté plus de 1 134 tonnes de verre en 2018, correspondant à environ 46 kg par habitants, soit une augmentation de plus de 5,4 % du tonnage par rapport à 2017 (1 068 tonnes).

6.5.3.4. LA COLLECTE DES DECHETS DANS LES DECHETTERIES

La CCPCP dispose de 3 déchetteries sur son territoire :

- Déchetterie de Croix Neuve à Plonévez-Porzay ;
- Déchetterie de Kozkéroù à Pleyben ;
- Déchetterie de Péren à Châteaulin.

Elles sont gérées en régie pour la réception des déchets et la gestion des sites. En revanche le transport et le traitement des déchets sont des prestations de service. L'accès est gratuit pour les particuliers et payant pour les professionnels.

Les déchets acceptés sont les suivants :

- | | |
|--|------------------------------|
| ■ Emballages ménages ; | ■ Mobilier ; |
| ■ Déchets Dangereux spécifiques des ménages (DDM) ; | ■ Encombrants ; |
| ■ Bois traité, palettes, carton, papiers ; | ■ Textiles ; |
| ■ Cartouches d'encre ; | ■ Huiles de fritures ; |
| ■ Lampes ; | ■ Métaux ; |
| ■ Batteries, piles et accumulateurs ; | ■ Pneus ; |
| ■ Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE ou D3E) ; | ■ Tout-venant incinérables ; |
| | ■ Radiographies. |

Les Déchets d'Activités de Soins à Risques (DASRI) sont acceptés sous certaines conditions : ils sont à déposer dans une boîte retirée à une pharmacie, une boîte de remplacement sera fournie sur place.

Les déchets non acceptés sont l'amiante, les bouteilles de gaz, les extincteurs et les médicaments.

La collecte des déchets dans les déchetteries de la CCPCP représente 9 188 tonnes en 2018. Le tonnage des différents types de déchets ainsi que leur évolution par rapport à 2017 sont les suivants :

TYPE DE DECHETS	TONNAGE	REPARTITION	EVOLUTION PAR RAPPORT A 2017
Incinérables	830	9%	+ 15%
Encombrants	873	10%	- 20%
Bois	537	6%	- 37%
Déchets inertes	1 205	13%	+ 5%
Ferrailles	451	5%	+ 4%
Cartons	137	1%	+ 17%
Déchets verts	4 306	47%	- 34%
DDM	53	1%	- 11%
Batteries	6	< 1%	- 66%
DEEE	272	3%	+ 15%
Ecomobiliers	497	5%	+ 35%
DASRI	2	< 1%	+ 10%
Pneus	15.98	< 1%	- 17%
Piles	3	< 1%	- 11%

Synthèse des tonnages des déchets dans la déchetterie en 2018 sur la CCPCP

Source : rapport annuel de la CCPCP, 2018

La diminution du tonnage des encombrants est dû à la mise en place d'une benne Ecomobilier sur la déchetterie de Pleyben. En revanche, la diminution des tonnages de déchets verts peut être liée à la suppression de la mise à disposition de bennes de déchets verts à Cast et Dinéault.

Au total, la collecte des déchets de la CCPCP représente plus de 17 657 tonnes en 2018. Le tonnage par types de déchets collectés ainsi que leur évolution par rapport à 2017 sont les suivants :

TYPE DE DECHETS	TONNAGE	REPARTITION	EVOLUTION PAR RAPPORT A 2017
Ordures ménagères	6 113	35%	+ 6%
Déchets recyclés	1 222	7%	+ 12%
Verre	1 134	6%	+ 6%
Déchets de déchetterie	9 188	52%	- 15%

Synthèse des tonnages des déchets collectés en 2018 sur la CCPCP

Source : rapport annuel de la CCPCP, 2018

6.5.3.3. LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les filières de collecte et de traitement des déchets sont les suivantes :

TYPE DE DECHETS	PRESTATAIRE OU TRANSPORTEUR	TYPE DE TRAITEMENT ET DESTINATION / ACHEMINEMENT
Encombrants	GUYOT(29) / Gueltas (56)	Centre d'Enfouissement Technique (CET) de classe 2 (déchets dits non dangereux)
Déchets inertes	GUYOT (29) / GUENNEAU (29)	Centre d'Enfouissement Technique (CET) de classe 3 (déchets inertes)
Ferrailles	GUYOT (29)	Valorisation matière
Cartons		
Batteries		
Déchets verts		
DDM	CCPCP	
DEEE	TRIADIS (35) / CHIMIREC (35)	
DEEE	Ecosystème	
Ecomobiliers	Ecomobilier	
Piles	COREPILE	
DASRI	SUEZ (44) / PROSERVEDASRI (85)	Valorisation énergétique
Incinérables	SIDPAQ (29) / SIRCOB (29)	
Bois	Bois service (29)	
Pneu	ALLIAPUR	Valorisation énergétique / matière

Synthèse des filières de collecte et de traitement des déchets de la CCPCP

Source : rapport annuel de la CCPCP, 2017

A noter que la CCPCP valorise les déchets verts et les algues issues du nettoyage des plages sous forme de compost mis à disposition des habitants.

6.5.4. LES NUISANCES

6.5.4.1. LES NUISANCES SONORES

Les sources de nuisances sonores sur le territoire du Pays de Brest sont principalement liées aux transports terrestre et aérien.

Les cartes stratégiques du bruit des grandes infrastructures sont issues de la directive européenne n°2002/49/DE du 25 juin 2002 sur l'évaluation du bruit dans l'environnement. Elles modélisent les nuisances sonores générées par les infrastructures de transport générant un trafic supérieur à 8 200 véhicules par jour et évaluent la population touchée.

L'arrêté préfectoral du 14 décembre 2018 définit les cartes de bruit actuellement en vigueur dans le Finistère. Elles ont pour objectif d'informer et de sensibiliser la population sur son exposition aux nuisances sonores :

- **les cartes de type A** représentent les zones exposées à plus de 55 dB (A) selon l'indicateur Lden et à plus de 50 dB (A) selon l'indicateur Ln ;
- **les cartes de type B** correspondent aux secteurs affectés par le bruit conformément au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;
- **les cartes de type C** représentent les parties du territoire susceptibles de contenir des bâtiments dépassant les valeurs limites fixées à 68 dB (A) selon l'indicateur Lden et à 62 dB (A) selon l'indicateur Ln.

Le transport terrestre

La loi sur le bruit du 31 décembre 1992 prévoit le recensement et le classement des infrastructures terrestres, et la prise en compte des niveaux de nuisances sonores par la construction de logements et d'établissements publics. Conformément à cette loi et son décret d'application du 9 janvier 1995, le classement sonore des infrastructures de transports terrestres a été réalisé dans le département du Finistère.

Ce classement est établi d'après les niveaux d'émission sonores des infrastructures pour les périodes diurne (de 2h à 22h) et nocturne (22h à 6h) sur la base des trafics estimés à l'horizon 2020. Les voies étudiées sont les suivantes :

- les routes et rues de plus de 5 000 véhicules par jour ;
- les lignes ferroviaires interurbaines de plus de 50 trains par jour ;
- les lignes ferroviaires urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- les lignes en site propre de transports en communes de plus de 100 autobus ou rames par jour ;
- les infrastructures en projet.

Les voies sont classées en 5 catégories de niveau sonore qui prennent en compte les paramètres suivants : leurs caractéristiques (largeur, pente, nombre de voies, revêtement), leur usage (trafic automobile, trafic poids lourd, vitesse maximum autorisée) et leur environnement immédiat (rase campagne ou secteur urbain).

Le classement aboutit à l'identification de secteurs, de part et d'autre de la voie, affectés par le bruit à moyen terme (2020). Ces secteurs délimitent les zones dans lesquelles l'isolation acoustique de façade constitue une règle de construction

Selon l'arrêté préfectoral du 12 février 2004, **5 infrastructures routières bruyantes sont identifiées sur la CCPCP** :

- **la route départementale 63 (RD63)**, traversant le territoire selon un axe Nord-Sud sur la commune de Plonévez-Porzay ;
- **la route départementale 770 (RD770)**, reliant Châteaulin à la RN165 selon un axe Sud-Ouest – Nord-Est ;
- **la route départementale 887 (RD887)**, reliant Châteaulin à la RN164 et RN165 selon un axe Ouest-Est ;
- **la route nationale 164 (RN164)**, reliant la RN165 au niveau de Châteaulin aux autres communes de l'Est, en passant par Pleyben ;
- **la route nationale 165 (RN165)**, traversant le territoire selon un axe Nord-Sud, entre les communes de Saint-Ségal et Saint-Coulitz.

NOM DE L'INFRASTRUCTURE	CATEGORIE	COMMUNE	DELIMITATION DU TRONÇON		LARGEUR DU SECTEUR AFFECTE PAR LE BRUIT
			DEBUT	FIN	
RD63	4	Plonévez-Porzay	Carrefour D107/D63 PR 21+025	Fin sect 50 km/h PR 21+825	30 m
	3		Début sect 90 km/h PR 21+825	Carrefour de Toul Fill	100 m
RD770	4	Châteaulin	Carrefour D887/D770 PR 28+150	Fin sect 50 km/h PR 28+550	30 m
	3		Début sect 90 km/h PR 28+550	Fin sect 90 km/h PR 29+675	100 m
	4		Début sect 70 km/h PR 29+675	Fin sect 70 km/h PR 29+975	30 m
	4		Début sect 50 km/h PR 29+975	Limite Port-Launay PR 30+225	30 m
	4		Limite Châteaulin PR 31+050	Limite Saint-Ségal PR 31+150	30 m
	4	Port-Launay	Limite Châteaulin PR 31+050	Limite Saint-Ségal PR 31+150	30 m
	4		Limite Châteaulin PR 31+150	Fin sect 50 km/h PR 31+450	30 m
	4		Début sect 70 km/h PR 31+450	Fin sect 70 km/h PR 32+318	30 m
	4		Limite Châteaulin PR 30+225	Limite Châteaulin PR 31+050	30 m
	4	Saint-Ségal	Limite Châteaulin PR 31+150	Fin sect 50 km/h PR 31+450	30 m
	4		Début sect 70 km/h PR 31+450	Fin sect 70 km/h PR 32+318	30 m
RD887	3	Châteaulin	Echangeur Ar Pouilhod PR 0+000	Fin sect 90 km/h PR 0+525	100 m
	3		Début sect 70 km/h PR 0+525	Fin sect 70 km/h PR 0+950	100 m
	3		Début sect 90 km/h PR 0+950	Fin sect 90 km/h PR 2+550	100 m
	4		Début sect 50 km/h PR 2+550	Fin sect 50 km/h PR 3+417	30 m
RN164	3	Châteaulin	Limite commune PR 44+600	Fin sect 110 km/h PR 3+417	100 m
	3		Début limite 90 km/h PR 45+200	RN165 Echangeur Ar Pouilhod	100 m
	3	Lennon	Limite commune	Limite commune	100 m
	3	Pleyben	Limite commune PR 34+600	RD785 Echangeur de Kerflouz	100 m
	3		RD785 Echangeur de Kerflouz	Limite commune PR 44+600	100 m
RN165	2	Châteaulin	Limite commune	RN164 Echangeur Ar Pouilhod	250 m
	2		RN164 Echangeur Ar Pouilhod	Limite commune PR 78+400	250 m
	2	Lothey	RD41 Echangeur de Ty-Hémon	Limite commune	250 m

NOM DE L'INFRASTRUCTURE	CATEGORIE	COMMUNE	DELIMITATION DU TRONÇON		LARGEUR DU SECTEUR AFFECTE PAR LE BRUIT
			DEBUT	FIN	
	2	Port-Launay	Limite commune PR 78+400	RD770 Echangeur de Ty-Raden	250 m
	2	Saint-Coulitz	RD41 Echangeur de Ty-Hémon	Limite commune	250 m
	2	Saint-Ségal	Limite commune PR 78+400	RD770 Echangeur de Ty-Raden	250 m
	2		RD770 Echangeur de Ty-Raden	Limite commune PR 81+500	250 m

Classement sonore des infrastructures de transport terrestre du Finistère

Source : DDTM 29

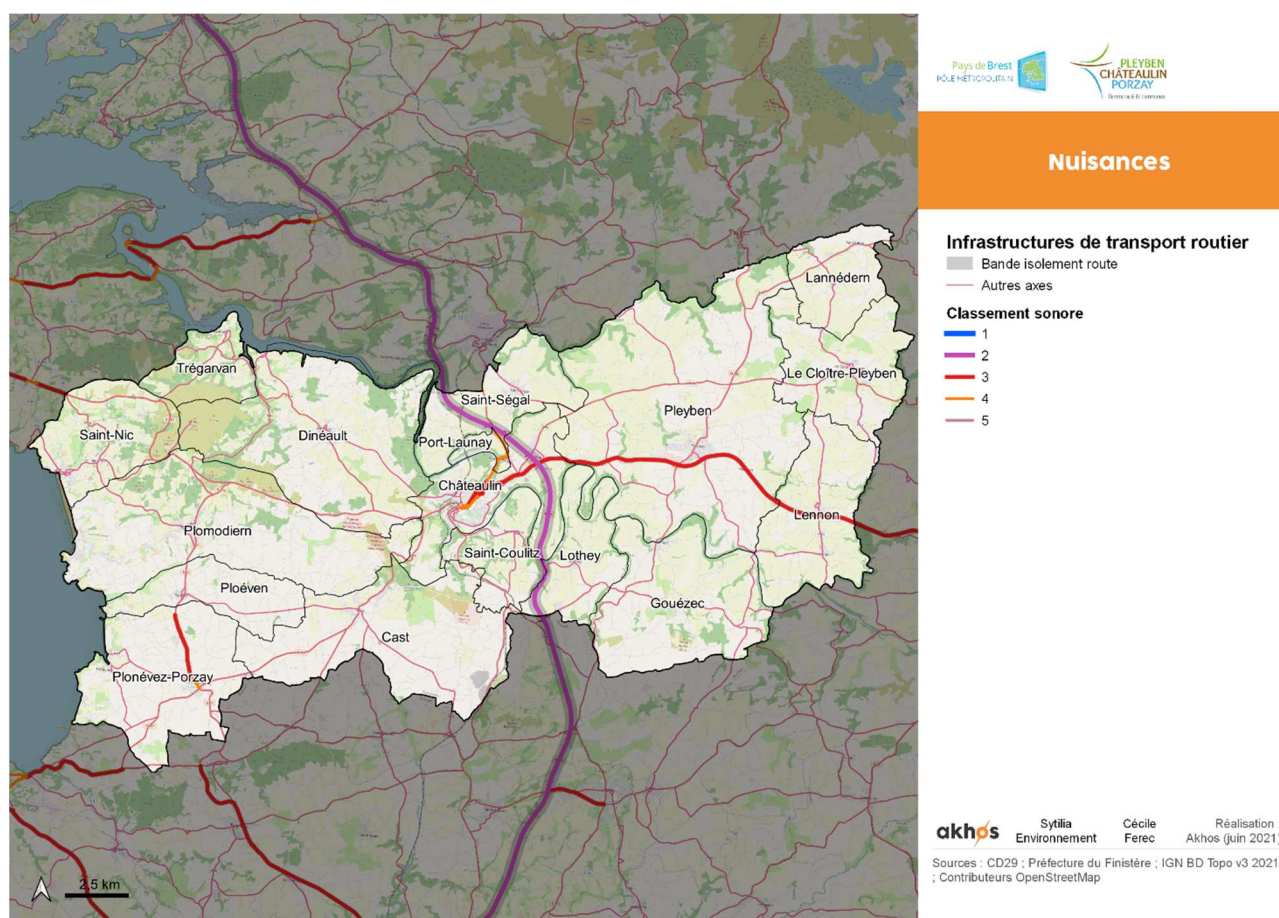


Figure 41 : Nuisances sonores

Le département du Finistère et la Direction interdépartementale des routes Ouest (DIR Ouest) mesurent le trafic routier sur les principaux axes départementaux et nationaux.

Les comptages 2019 sont indiqués sur le tableau ci-dessous (Moyenne journalière Annuelle tous véhicules les deux sens confondus).

Route	Point de comptage	Trafic moyen journalier annuel Tous Véhicules	Trafic moyen journalier annuel Poids Lourds seuls	Source de la donnée
RD 785	PLEYBEN Poul Ar Vrann	3 742	277	Département du Finistère
RD 887	CHATEAULIN Ménez Ty Drévet	3 399	178	Département du Finistère
RN 165	Doufine PR 82 +50	25699	2531	DIR Ouest
RN 165	Briec PR 62	32252	2664	DIR Ouest

Traffic moyens journaliers annuels route nationale 165 et routes départementales 785 et 887

Globalement, sur le département, le trafic routier s'accroît tous les ans, à l'exception des années 2018 et 2020.

6.5.4.2. LES NUISANCES ELECTROMAGNETIQUES

LES LIGNES A HAUTE TENSION

Le CCPCP est traversée par des lignes à Haute Tension (HT) sur 11 communes :

- **lignes HT de 400 kV** : 2 communes (Gouézec et Pleyben) ;
- **lignes HT de 225 kV** : 4 communes (Cast, Châteaulin, Dinéault et Plomodiern) ;
- **lignes HT inférieures ou égales à 150 kV** : 8 communes (Cast, Dinéault, Le Cloître-Pleyben, Lothey, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay et Saint-Coulitz).

LES INSTALLATIONS RADIOELECTRIQUES

Les installations radioélectriques recouvrent à la fois l'équipement d'émission/réception et les antennes associées.

Quatre catégories sont distinguées :

- la téléphonie mobile ;
- la diffusion de télévision ;
- la diffusion de radio ;
- les « autres installations » (réseaux radioélectriques privés, radars météo ou installations WIMAX).

La CCPCP possède 26 antennes radioélectriques sur 10 communes : Cast, Châteaulin, Dinéault, Gouézec, Pleyben, Plonévez-Porzay, Saint-Coulitz, Saint-Nic, Saint-Ségat et Trégarvan.

COMMUNE	N° IDENTIFICATION	DESCRIPTION DU SUPPORT	LOCALISATION	EXPLOITANT(S)
Cast	696383	Eolienne– Société Privée SA	PAR EOLIEN EOLIENNE E4 ST GILDAS	Site privé
	536878	Pylône autostable - TDF	STATION HERTZIENNE FRANCE TELECOM MENEZ QUELC'H	Bouygues, Orange
Châteaulin	797211	Bâtiment - Particulier	39 RUE DE LA GAR BAR CHEZ LANNIC	Orange
	1970344	Pylône haubané - DDE	LE POUILLLOT	Direction des Routes
	615953	Pylône autostable - TDF	RUE CAMILLE DANGUILLAUME STANG AR GARRONT	Free, Orange

COMMUNE	N° IDENTIFICATION	DESCRIPTION DU SUPPORT	LOCALISATION	EXPLOITANT(S)
	1321876	Bâtiment – EDF ou GDF	ZAC DE RUN AR PUNS LEZABANNEC	EDF
	1598527	Pylône autostable – ATC France	ZAC DE RUN AR PUNS PRES DE LA D887	Bouygues, SFR
	468896	Pylône autostable - TDF	COATIFITEL	TDF
	644799	Pylône autostable - Towercast	PENMEZ	Towercast
Dinéault	784420	Château d'eau / réservoir – Syndicat des eaux, Abduction	7 RUE DE RULAND	Bouygues, SFR
	2105132	Pylône autostable - TDF	ROUTE DE MENEZ GUEN LE GUILLY	Free
	1443548	Pylône autostable - TDF	KERARVEIL	Bouygues, SFR
	1690166	Pylône tubulaire - Orange	PRES D887 ECOLE DE GENDARMERIE DINEAULT TY VOUGERET	Orange
Gouézec	1865695	Pylône haubané – EDF ou GDF	MENEZ C'HRENN	Direction des Routes, EDF
Pleyben	2175740	Bâtiment – Société Privée SA	PRES D785 TI ZAL PONT COBLANT	Orange
	604916	Pylône autostable – ATC France	ROUTE DE KERFUNS VRAZ	Bouygues, SFR
	693938	Château d'eau / réservoir – Commune, communauté de commune	ROUTE DE TREMORGAT CHATEAU D'EAU – PYLONE France TELECOM KERENTREC'H	Orange, Site privé
Plonévez-Porzay	565921	Pylône autostable – ATC France	ROUTE DE CARN AR HOAT Z.A. DE CARN AR HOAT	Bouygues, Orange, SFR
Saint-Coulitz	190288	Bâtiment – Syndicat des eaux, Abduction	USINE GUY ROBIN STATION D'EAU POTABLE GUIVIN	Réseau privé
	1319428	Local technique – EDF ou GDF	LE PERENNOU	EDF
Saint-Nic	644751	Château d'eau / réservoir – Syndicat des eaux, Abduction	PENTREZ-PLAGE	Axione, TDF, Towercast
Saint-Ségal	897191	Château d'eau / réservoir – Commune, communauté de commune	PENN AR PRAD	Axione
	1132862	Bâtiment – CCI, Chambre Métiers, Port Aut, Aérop	CHEMIN D'EXPLOITATION N°6 CENTRE DE FORMATION AGRICOLE KERGADALEN	Orange
Trégarvan	2108985	Pylône autostable – IFW-Free	GOULENEZ	Free
	715384	Pylône autostable – Itas Tim	SITE ITAS TIM BEL AIR	Axione, Itas Tim
	658917	Pylône autostable - TDF	BEL AIR	TDF

Liste des antennes radioélectriques présent sur le territoire de la CCPCP

Source : cartoradio.fr

6.5.5. LA POLLUTION LUMINEUSE

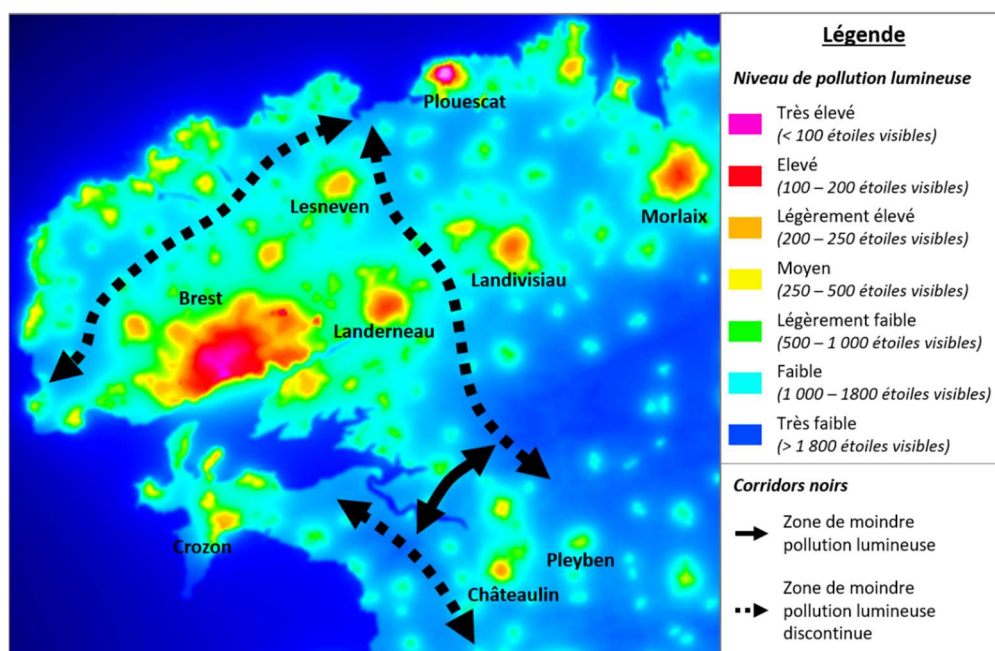
L'augmentation de l'utilisation de la lumière artificielle nocturne en extérieur depuis plusieurs dizaines d'années est à l'origine de nombreuses nuisances pouvant perturber le fonctionnement des espèces animales par la modification du cycle naturel jour/nuit, dont :

- les comportements migratoires ;
- les activités de compétition inter-spécifiques ;
- les relations proies-prédateurs ;
- leurs physiologies.

L'impact spécifique sur le déplacement des espèces reste peu connu, mais des études récentes sur les chauves-souris mettent en évidence que certaines espèces tendent à éviter les zones lumineuses dans leur utilisation spatiale des milieux. Les zones lumineuses peuvent ainsi être considérées comme une source de fragmentation immatérielle.

Le SCoT du Pays de Brest identifie la pollution lumineuse comme un obstacle des continuités écologiques entre les milieux naturels. Son analyse s'étend sur la CCPCP. Le Pays de Brest est en effet un des secteurs les plus impactés par la pollution lumineuse à l'échelle du Finistère. La pollution lumineuse se concentre essentiellement autour des principales agglomérations, à savoir les communes de Brest métropole et les pôles structurants du Pays de Brest.

L'intercommunalité est dans l'ensemble peu touchée par la fragmentation lumineuse, avec un corridor noir discontinu situé à l'ouest. Les seuls points de pollution lumineuse présents correspondent aux communes de Châteaulin et de Pleyben.





Répartition de la pollution lumineuse et des corridors noirs du Pays de Brest




Source : SCoT du Pays de Brest-Fond AVEX, cartes de pollution lumineuse

SYNTHESE

Situation actuelle

ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
 <ul style="list-style-type: none"> ■ Connaissance des sites potentiellement pollués ■ Faible fragmentation lumineuse 	 <ul style="list-style-type: none"> ■ Sources de bruit principalement liées aux transports terrestre ■ Emissions importantes de NH3 liée à l'agriculture ■ Concentrations élevées en oxydes d'azote (NOx) en bordure des axes très circulés ■ Particules fines et ozone à l'origine de la plupart des épisodes de pollution

Perspectives d'évolution

	■ Amélioration du recyclage et de la valorisation des déchets en lien avec l'amélioration de la collecte des déchets et la sensibilisation des ménages
	■ Existence de quelques sites pollués
	■ Vulnérabilité croissante d'une population vieillissante face au phénomène de pollution atmosphérique et des risques sanitaires associés

6.6. RISQUES MAJEURS

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), approuvé par arrêté préfectoral du 14 décembre 2018, recense les risques naturels et technologiques présents dans le Finistère. Il recense les risques suivants sur les communes de la CCPCP :

- Feu de forêt ;
- Inondation ;
- Inondation par submersion marine ;
- Inondation par crue à débordement lent de cours d'eau ;
- Mouvement de terrain ;
- Mouvement de terrain – affaissement et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines) ;
- Radon ;
- Séisme.

La CCPCP recense sur son territoire 20 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle dont 13 pour la catégorie « Inondations et coulées de boue ».

TYPE DE CATASTROPHE	COMMUNE(S)	ARRETES DU
Eboulement rocheux	Châteaulin	18/08/198
Effondrement de terrain	Port-Launay	06/06/1994
Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain	Toutes (17)	29/12/1999
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	Châteaulin Plomodiern Port-Launay Saint-Nic	15/05/2008 22/04/2014
Inondations et coulées de boue	14 communes (sur 17) Sauf : Le Cloître-Pleyben, Ploéven et Trégarvan	02/12/1987 18/08/1989 16/03/1990 14/05/1990 01/04/1992 06/02/1995 20/04/1995 07/02/2000 21/12/2000 27/07/2007 18/10/2012 17/01/2014 31/01/2014
Poids de la neige - chutes de neige	Cast Châteaulin Dinéault Ploéven Plomodiern Plonévez-Porzay Port-Launay Saint-Coulitz Saint-Nic Saint-Ségal Trégarvan	11/04/1983
Tempête	Toutes (17)	22/10/1987

Liste des arrêtés de catastrophe naturelle sur la CCPCP

Source : georisques.gouv.fr

Une seule commune de la CCPCP possède un DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) :

COMMUNE	CODE NATIONAL DICRIM	TYPE DE RISQUE RECENSE
Pleyben	29PREF20150008	Inondation Inondation – par une crue à débordement lent de cours d'eau Mouvement de terrain – affaissement et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines) Séismes

Liste des DICRIM existants sur la CCPCP

Source : georisques.gouv.fr

En revanche 4 communes sont dotées d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) :

COMMUNE	CODE NATIONAL PCS	TYPE DE RISQUE RECENSE
Châteaulin	29DDTM20120048	Affaissements et effondrements (cavités souterraines hors mines) Inondation Mouvement de terrain
Port-Launay	29DDTM20120077	Inondation – par submersion marine Séisme
Saint-Coulitz	29DDTM20120083	Affaissements et effondrements (cavités souterraines hors mines) Inondation Séismes
Saint-Nic	29DDTM20120092	Affaissements et effondrements (cavités souterraines hors mines) Inondation – par submersion marine Séisme

Liste des PCS existants sur la CCPCP

Source : georisques.gouv.fr

6.6.1. LES RISQUES NATURELS

6.6.1.1. LE RISQUE SISMIQUE

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes :

- Une zone de sismicité 1, où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible) ;
- Quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

Les nouvelles règles de construction parasismiques ainsi que le nouveau zonage sismique sont entrées en vigueur le 1^{er} mai 2011.

L'intercommunalité, comme l'ensemble de la Bretagne, est située en zone de sismicité 2, soit une sismicité faible.

6.6.1.2. LE RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les volumes en jeu sont compris entre quelques mètres cubes et quelques millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour).

Ainsi, il est différencié :

- les mouvements lents et continus ;
- les mouvements rapides et discontinus ;
- la modification du trait de côte.

PAR AFFAISSEMENT ET EFFONDREMENT LIES AUX CAVITES SOUTERRAINES

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite peut mettre en danger les constructions et les habitants.

La carte d'aléa cavités souterraines recense les différentes cavités souterraines présentes sur un territoire et les hiérarchise selon un degré d'aléa croissant. L'objectif de cette carte est d'attirer l'attention des maîtres d'ouvrages (y compris des particuliers) et des professionnels de la construction sur la nécessité de prendre des précautions particulières pour la construction d'ouvrage à proximité de cavités souterraines.

La CCPCP est exposée à un risque faible à moyen aux mouvements de terrains par affaissement et effondrement de cavités souterraines. Cet aléa se localise au niveau des 58 cavités souterraines dont 6 d'origine naturelle recensées sur le territoire :

COMMUNE	REFERENCE DE LA CAVITE	NOM DE LA CAVITE	TYPE D'OUVRAGE
Châteaulin	BREAW0001359	Châteaulin_1	Carrière
	BREAW0001360	Châteaulin_2	
	BREAW0001361	Châteaulin_3	
	BREAW0001362	Châteaulin_4	
	BREAW0001580	Châteaulin_5	
Gouézec	BREAW0001375	Gouézec_1	Carrière
	BREAW0001376	Gouézec_2	
	BREAW0001377	Gouézec_3	
	BREAW0001378	Gouézec_4	
	BREAW0001379	Gouézec_5	
	BREAW0001380	Gouézec_6	
	BREAW0001381	Gouézec_7	
	BREAW0001382	Gouézec_8	
	BREAW0001383	Gouézec_9	
	BREAW0001384	Gouézec_10	
Le Cloître-Pleyben	BREAW0020789	Le Cloître-Pleyben_1 CLEUZ GUEN	Ouvrage civil
Lennon	BREAW0001395	Lennon_1	Carrière
	BREAW0001396	Lennon_2	
	BREAW0001398	Lennon_3	
Lothey	BREAW0001367	Lothey_1	Carrière
	BREAW0001368	Lothey_2	

COMMUNE	REFERENCE DE LA CAVITE	NOM DE LA CAVITE	TYPE D'OUVRAGE
	BREAW0001369	Lothey_3	
	BREAW0001370	Lothey_4	
	BREAW0001371	Lothey_5	
	BREAW0001372	Lothey_6	
	BREAW0001373	Lothey_7	
	BREAW0001374	Lothey_8	
Pleyben	BREAW0001169	Pleyben_1	Carrière
	BREAW0001384	Pleyben_2	
	BREAW0001385	Pleyben_3	
	BREAW0001386	Pleyben_4	
	BREAW0001387	Pleyben_5	
	BREAW0001388	Pleyben_6	
	BREAW0001389	Pleyben_7	
	BREAW0001390	Pleyben_8	
	BREAW0001391	Pleyben_9	
	BREAW0001392	Pleyben_10	
	BREAW0001393	Pleyben_11	
	BREAW0001397	Pleyben_12	
	BREAW0001399	Pleyben_13	
	BREAW0003995	Ardoisière de Pont Coblant (1)	Cavité naturelle
	BREAW0003996	Ardoisière de Pont Coblant (2)	
Plomodiern	BREAW0020863	Plomodien_1 LOCMILBRID	Ouvrage civil
Plonévez-Porzay	BREAW0004012	Kervel	Cavité naturelle
	BREAW0002594	Plonevez_Porzay_1	Ouvrage militaire
Port-Launay	BREAW0001363	Port_Launay_1	Carrière
	BREAW0001364	Port_Launay_2	
	BREAW0001365	Port_Launay_3	
Saint-Coulitz	BREAW0001118	St_Coulitz_1	Ouvrage civil
	BREAW0001119	St_Coulitz_2	
	BREAW0001366	St_Coulitz_3	Carrière
	BREAW0020810	St_Coulitz_4 POULMARC'H	Ouvrage civil
Saint-Nic	BREAW0001317	St_Nic_1	Cavité naturelle
	BREAW0001324	St_Nic_2	
	BREAW0002591	St_Nic_3	Ouvrage militaire
	BREAW0002592	St_Nic_4	
	BREAW0002593	St_Nic_5	
Saint-Ségal	BREAW0002810	St_Segal_1	Cavité naturelle

Liste des cavités souterraines recensées sur la CCPCP

Source : georisques.gouv.fr

L'ALEAS RETRAIT ET GONFLEMENT DES ARGILES

Lors de longues périodes de forte sécheresse, ou au contraire de forte pluviosité, les argiles peuvent gonfler ou se rétracter entraînant des désordres dans les bâtiments.

Cf carte Figure 42 : risques naturels d'inondation et de retrait gonflement des argiles

6.6.1.3. LE RISQUE INONDATION

Une inondation est une submersion rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de 2 composantes :

- les cours d'eau qui peuvent sortir de leur lit habituel d'écoulement ou les nappes qui débordent, l'eau apparaît alors en surface,
- l'homme qui s'installe dans une zone inondable.

INONDATION CONTINENTALE / INONDATION PAR CRUE

Il existe 3 types d'inondations continentales :

- les inondations à cinétique lente en milieu de plaine par débordement d'un cours d'eau ou remontée de nappe souterraine ;
- les inondations à cinétique rapide consécutives des averses violentes sur des bassins versants à forte pente ;
- le ruissellement pluvial favorisé par l'imperméabilisation des sols et les pratiques culturales limitant l'infiltration des précipitations.

A l'échelle de l'intercommunalité, 2 Plans de Prévention des Risques Inondations (PPRI) sont en vigueur :

PPRI	COMMUNES
Approuvé par arrêté préfectoral n°2005-0049 du 12/01/2005	Châteaulin , Port-Launay, Saint-Coulitz
Prescrit par arrêté préfectoral n°2008-2051 du 18/11/2008	Gouézec, Pleyben

Liste des PPRI appliqués sur la CCPCP

Source : Porter à connaissance de l'Etat – Elaboration du PLUiH de la CCPCP, mai 2019

INONDATION PAR SUBMERSION MARINE

Le risque submersion marine correspond à l'inondation des terrains situés sous le niveau de la mer suite à un accident ou une défaillance des protections naturelles ou artificielles. Ce phénomène est observé lorsqu'une tempête coïncide avec de grandes marées.

Suite à la tempête Xynthia qui a touché une partie importante du littoral Atlantique le 28 février 2010, de nouvelles mesures ont été instaurées afin de compléter les outils existants de prévention des risques de submersion marine. La circulaire interministérielle du 7 avril 2010 a demandé aux préfets des départements littoraux :

- d'intensifier la mise en œuvre de Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) ;
- de porter à la connaissance des élus les études détenues par l'Etat sur l'exposition de leur commune au risque de submersion ;
- de faire appliquer les dispositions de l'article R111-2 du code de l'urbanisme au sein des zones exposées à ce type de risque.

Des cartes identifiant les zones basses littorales exposées au risque de submersion marine ont ainsi été élaborées en 2011 et affinées en 2013. Ces documents identifient les zones d'aléa fort, moyen ou « liée au changement climatique » et les zones de dissipation d'énergie, à l'arrière des structures de protection connues contre les submersions marines (digues ou cordons dunaires). Ces zones sont considérées inondables pour un niveau marin de référence centennal défini par le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM), augmenté de 20 cm afin de prendre en compte les hypothèses d'élévation du niveau marin liée aux effets du changement climatique.

A l'échelle de la CCPCP, les communes de Châteaulin, Dinéault, Ploéven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Port-Launay, Saint-Nic, Saint-Ségal et Trégarvan sont concernées par le risque d'inondation par submersion marine.

La cartographie prend en compte les hypothèses d'élévation du niveau marin liée aux effets du changement climatique :

- Zone d'aléa fort : hauteur d'eau supérieure à 1 m ;
- Zone d'aléa moyen : hauteur d'eau entre 0 et 1 m ;
- Zone d'aléa futur (liée au changement climatique à l'horizon 2100) : hauteur d'eau entre 0 et 0,40 m ;

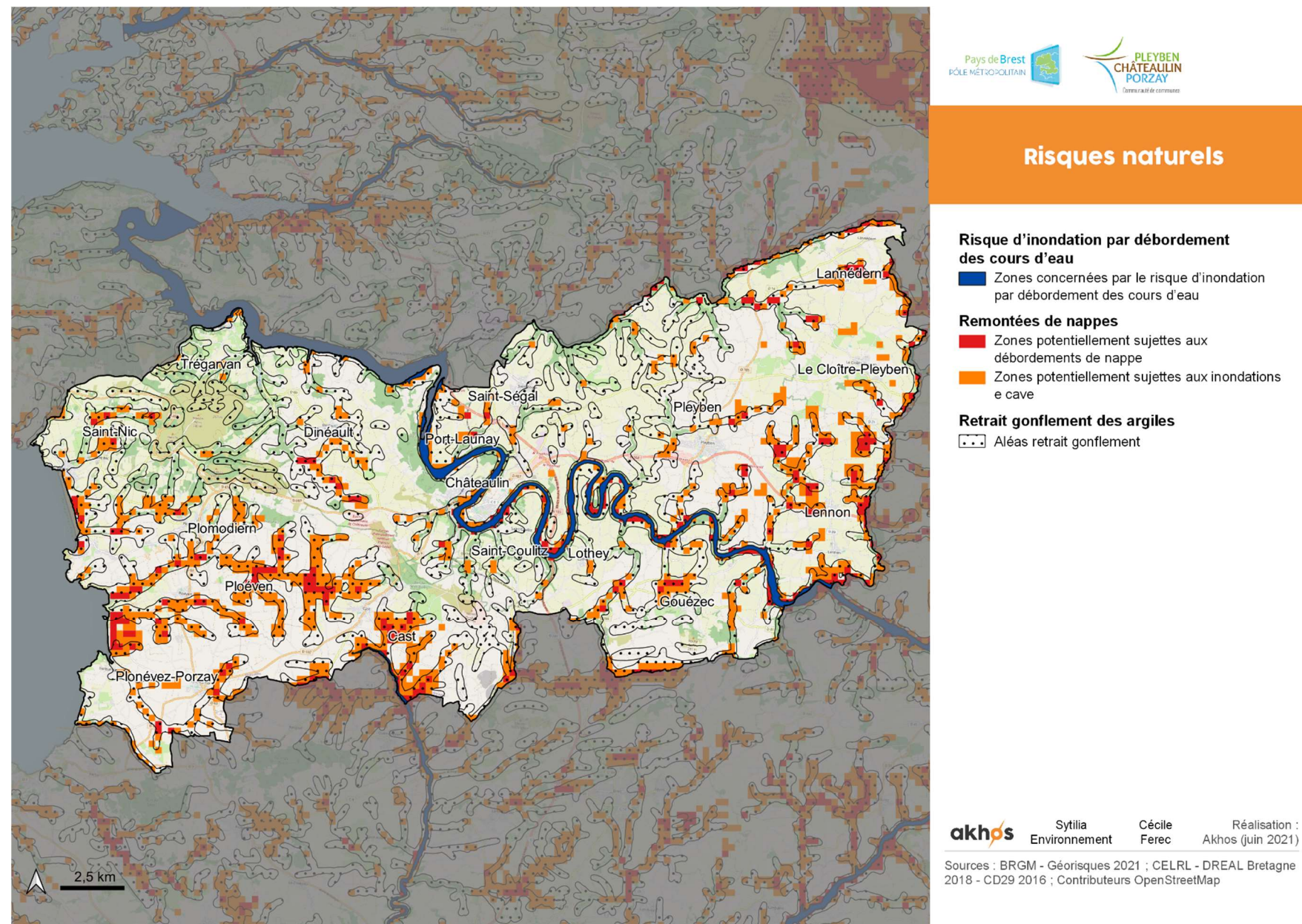


Figure 42 : risques naturels d'inondation et de retrait gonflement des argiles

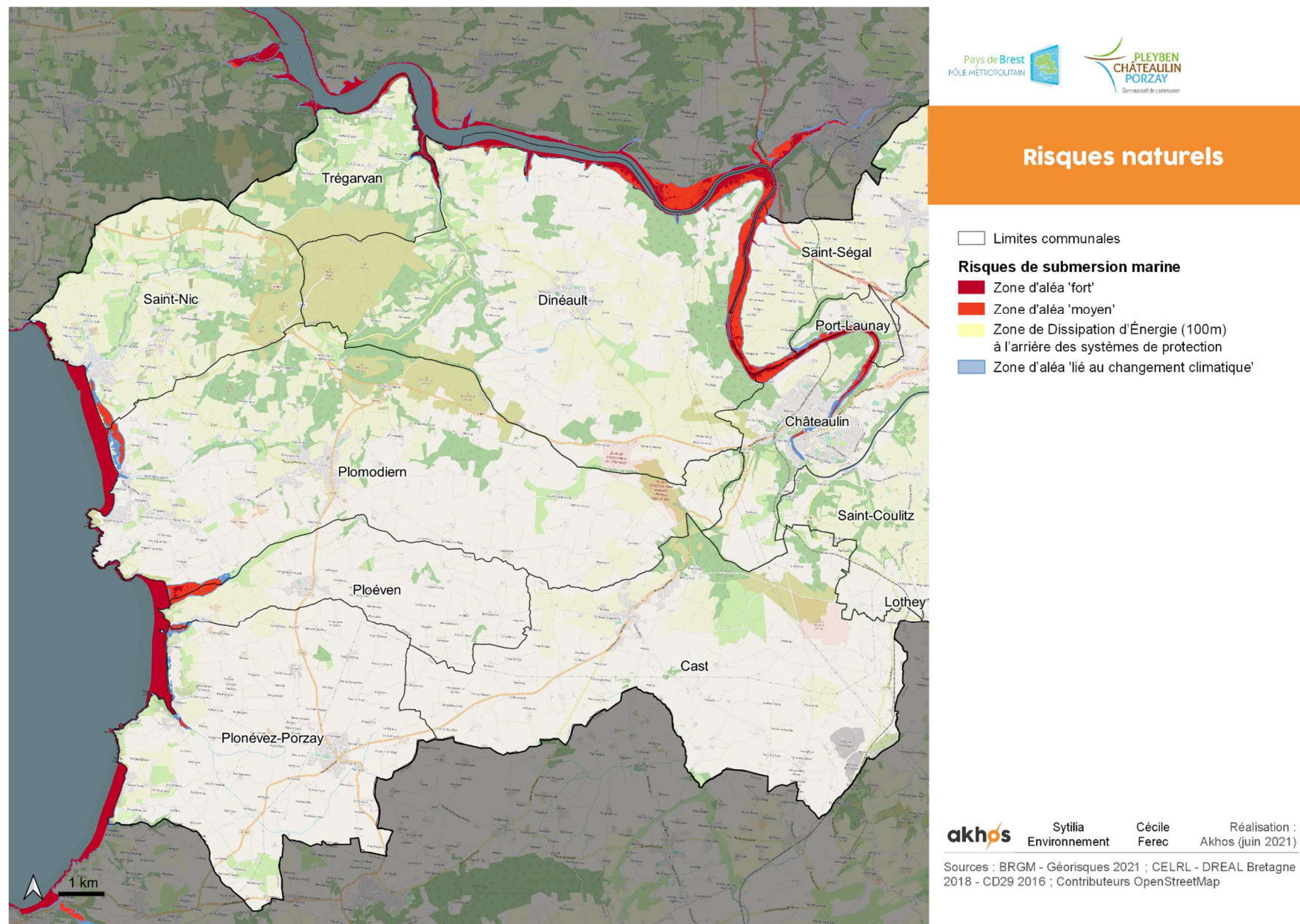


Figure 43 : Risques de submersion marine

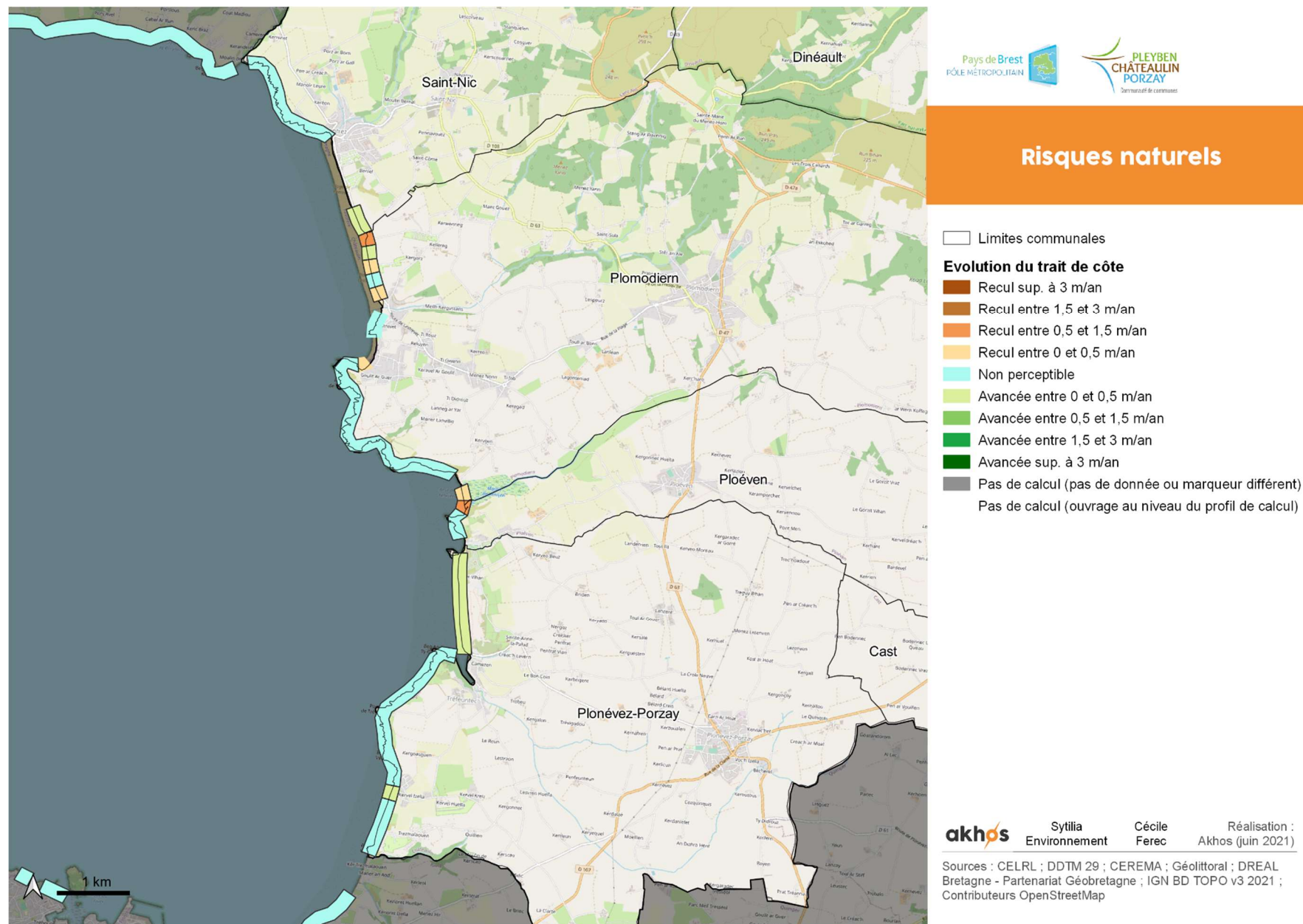


Figure 44 : Risques naturels, Evolution de trait de côte

6.6.1.4. LE RISQUE TEMPETE

Les épisodes venteux sont fréquents sur le littoral breton. On parle de tempête lorsque les vents moyens dépassent 89 km/h, correspondant à 48 nœuds, degré 10 de l'échelle de Beaufort. Les rafales peuvent atteindre 130 à 140 km/h. Ces vents sont créés par l'évolution d'une perturbation atmosphérique ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau).

La tempête peut se traduire par :

- des vents tournant dans le sens contraire des aiguilles d'une montre autour du centre dépressionnaire ;
- des pluies potentiellement importantes pouvant entraîner des inondations plus ou moins rapides, des glissements de terrains et coulées boueuses ;
- des vagues ;
- des modifications du niveau normal de la marée et par conséquent de l'écoulement des eaux dans les estuaires.

La succession des tempêtes entraîne une évolution du trait de côte avec des risques pour les constructions sur le littoral. Face à ce risque, des mesures préventives peuvent être mises en place avec :

- la surveillance et la prévision des phénomènes (prévision météorologique et vigilance météorologique) ;
- le respect des normes de construction en vigueur ;
- la prise en compte dans l'aménagement, notamment dans les zones sensibles comme le littoral ou les vallées et sur les abords immédiats de l'édifice construit ;
- l'éducation et la formation sur les risques.

En tant que Communauté de communes du Finistère, la CCPCP est concernée par le risque tempête. Un arrêté préfectoral de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle en date du 22 octobre 1987 a par ailleurs été déclaré en ce sens. Son territoire est donc exposé à des vents plus ou moins violents.

6.6.1.5. LE RISQUE RADON

Le risque radon est le risque sur la santé lié à l'inhalation du radon, un gaz radioactif présent naturellement dans l'environnement, inodore et incolore. Il provient de la dégradation de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Le radon est ainsi présent partout à la surface de la terre, en particulier dans les sous-sols granitiques et volcaniques.

Il se diffuse dans l'air à partir du sol et de l'eau, sa concentration à l'intérieur des bâtiments peut être plus élevée qu'à l'extérieur par effet de confinement. Selon la pression atmosphérique, le radon s'échappe plus ou moins du sol. Les teneurs les plus importantes sont ainsi relevées en hiver, où les logements sont les plus confinés et les plus occupés.

L'entrée du radon dans un bâtiment peut se faire par convection (tirage thermique entraînant l'air du sol vers le bâtiment) et par diffusion. Son niveau d'importance dépend de nombreux paramètres :

- **les caractéristiques du terrain sous le bâtiment** : sa concentration en radon, sa perméabilité et son taux d'humidité, la présence de fissures ou de fractures dans la roche sous-jacente ;
- **les caractéristiques propres au bâtiment** : procédé de construction, présence de vide sanitaire, étanchéité des fondations, fissuration de la surface en contact avec le sol, performances du système de ventilation, disposition des canalisations.

Les descendants solides du radon inhalés avec l'air respiré se déposent ensuite dans les poumons. Une exposition régulière sur plusieurs années à des concentrations élevées accroît le risque de développer un cancer du poumon.

A l'échelle du Finistère, les conditions géologiques favorisent des concentrations élevées de radon. En effet le territoire est composé d'un socle de roches anciennes quasi imperméables et de massifs granitiques (Monts d'Arrée). Par conséquent le département a été déclaré prioritaire en 2004 par arrêté ministériel.

L'institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) a établi une cartographie du potentiel radon des sols à partir de la connaissance de la géologie de la France. Elle permet d'identifier les communes sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable.

Tout le territoire de la CCPCP est classé en zone prioritaire (catégorie 3) avec une moyenne de 101 à 150 Bq/m³ (Becquerel par mètre cube).

6.6.2. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les risques technologiques sont liés à l'action humaine, et plus précisément à la manipulation, au transport ou au stockage de substances dangereuses pour la santé et l'environnement (risques industriel, nucléaire, biologique, ...). Ils peuvent entraîner des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Les installations à risques, ou **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**, sont soumises à un régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des effets dont elles peuvent être à l'origine.

NATURE DU RISQUE	CLASSEMENT ICPE
Nuisance ou risque assez important	Déclaration
Nuisance ou risque important	Autorisation
Risque majeur	Autorisation avec servitude d'utilité publique

Classification ICPE en fonction de la nature du risque

Source : DDRM 29

En complément, la **Directive SEVESO** vise les établissements potentiellement dangereux et les classe en 2 catégories :

- **SEVESO « Seuil Haut » (risque majeur)** : manipulation, transport ou stockage des plus grandes quantités de produits dangereux. Les niveaux de contraintes à appliquer est le plus élevé (organisation formalisée de gestion de la sécurité, élaboration de plans d'urgence, maîtrise de l'urbanisation à proximité, révision quinquennale des études de dangers) ;
- **SEVESO « Seuil Bas » (risque important)** : le niveau de contraintes à appliquer est plus réduit mais l'élaboration d'une politique de prévention des accidents majeurs est obligatoire.

L'intercommunalité compte 196 ICPE en activité, dont 131 en régime d'enregistrement et 65 en régime d'autorisation : Beaucoup sont des installations agricoles, classées en fonction de l'importance du cheptel.

REGIME ICPE	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE
Autorisation	CMGO - Bretagne Nord-Ouest	Cast
	JMA Energies SAS	
	EARL QUEAU	
	Nom non-publiable	
	CENTRALE BIOGAZ DE KASTELLIN	Châteaulin
	PARC EOLIEN DE LA SAS EOLE-ENERGIES	
	FRANCE POULTRY	
	SBV CHATEAULIN	
	SOCIETE LAITIERE DE PONTIVY	

REGIME ICPE	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE
	EARL CAUGANT JEAN MICHEL	Dinéault
	Nom non-publiable	
	SCEA PLOUZENNEC	Gouézec
	EARL MAZE ex EARL CAUGANT	
	Nom non-publiable	
	RANNOU (SARL)	
	EARL FOUBERT	
	Nom non-publiable	
	EARL DE KERZANVEZ	Lannédern
	EARL MOULIN DU DUC	
	SCEA DU MERDY	
	SARL LE GALL	Le Cloître-Pleyben
	SCEA DES VALLEES	
	VALLEES (GIE DES)	
	LE GUILLOU EARL	Lennon
	SARL LE PAGE	
	EARL LE GUERN THIERRY	
	EARL MAZE	
	EARL VIGOUROUX	
	SAS PARK ENERGIE	Lothey
	APAC 29	
	SARL DE ROSSIVIN	
	Nom non-publiable	
	Nom non-publiable	
	SIRCOB	Pleyben
	Nom non-publiable	
	SAS PIERRE RANNOU	
	YER BREIZH	
	SCEA PHILIPPE GALLOU	
	AR BRUG (EARL)	
	Nom non-publiable	
	Nom non-publiable	
	Nom non-publiable	
	CHATAIGNIERS (Earl des)	Plomodiern
	AQUACULTURE NATURELLEMENT	
	SBEA SARL	
	PORZAY T.P. SARL	
	EARL DE PENHOAT	
	Nom non-publiable	Plonévez-Porzay
	Communauté C. PAYS CHATEAULIN ET PORZAY	
	SCEA KERGONCILY	
	JEROME MAO	
	GAEC SCIELLER	Saint-Coulitz
	FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS	
	EARL DE L'ETANG	

REGIME ICPE	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE
	SARL LE QUEAU JEAN MICHEL	
	SCEA MOULIN DE COATIGRACH	
	SCEA GOAREM MILIN	
	Nom non-publiable	
	SAS Jean GUEGUENIAT	Saint-Nic
	SARL COADOUR	
	GAEC DU POULDU	Saint-Ségal
	Nom non-publiable	
	LE ROY ARMELLE ET DANIEL	
	EARL CAPITAINE	
	SAS LA SOURCE	
Enregistrement	CMGO (ISDI) Le Hinguer Cast	Cast
	BAIE (GAEC de la)	
	EARL SAUT DU CERF	
	EARL RICHARD	
	BOTHOREL (EARL)	
	EARL DONNARD ERNEST	
	MARCHOSI (EARL DE)	
	DORVAL Bruno (EARL)	
	NICOLAS (EARL)	
	LE PAGE GILLES	
	FLOCH François (EARL)	
	EARL MAUGUEN	
	RANNOU (EARL)	
	RANNOU Philippe	
	GREY (EARL)	
	SAS BIOMETHA	Châteaulin
	MARINE HARVEST KRITSEN	
	MOULIN DE LA MARCHE	
	DANIELOU (EARL)	
	EARL DU RHUNEZ PELLIET	
	GAEC DE KERMOEC	
	SCEA DE COATIBORN	
	CAUGANT Bernard (EARL)	
	PENNAROS (GAEC de)	Dinéault
	MARCHADOUR Jean	
	GAEC LE BRIS	
	KERFLOUZ (GAEC de)	Gouézec
	EARL DE KERVihan	
	BOULEN (GAEC du)	
	RAOUENNIG (EARL de)	
	KERGUEFFIAT (EARL DE)	
	BUZIDAN (EARL DE)	
	MONSIEUR PHILIPPE REUNGOAT	
	BOZEC DAVID	

REGIME ICPE	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE
	GESTIN EARL	Lannédern
	CHATAIGNIERS EARL DES	
	FAVENNEC Philippe	
	SARL AN EOL	Le Cloître-Pleyben
	GAEC LE GOFF	
	EARL BICREL ex EARL RANNOU	
	GAEC RECONNU ROGARD	
	BICREL (EARL)	
	EARL LALLAOURET	
	FLOCHLAY (EARL)	
	MADAME MARGUERITE BRIDOUX	
	SCEA LE ROY	Lennon
	EARL BERNARD SEVERE	
	CARIOU Michel	
	COZIEN (EARL)	
	GAEC QUILLEVENEC HUELLA	
	MONSIEUR THOMAS GRANNEC	
	BERNARD Jean-Yves	
	GRANNEC THOMAS	
	LE MOIGNE Jean	
	EARL CHAUSSY Jean Marc	
	CARIOU Yannick	
	CRENN Remi	Lothey
	MARCHADOUR Michel	
	GAEC BERNARD	
	KERNEUDEN (GAEC de)	
	SUIGNARD (EARL)	
	EARL DE ROZ AVEL	
	SCEA DES VALLEES	Pleyben
	EARL DU FERZOU	
	LE REST Pascal	
	GAEC DE KERDREUX	
	KEREVEN (EARL de)	
	QUEVAREC (SCEA)	
	KERMERRIEN (GAEC de)	
	DU MARROS (GAEC)	
	EARL LE MENN	
	MATHURIN Jean Francois	
	D'HERVE CHRISTIAN	
	EARL VAILLANT	
	LAUTROUSYLVE	
	LARCHANT (EARL)	
	MONSIEUR MARC LE GUILLOU	
	LE MOAL Gérard	
	LE LAY (EARL)	

REGIME ICPE	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE
	FLATRES (SCEA)	
	DELIEC (EARL)	
	LE GUERN Nicolas	
	EARL DE LANNLEG	
	MONSIEUR YVON LE REST	
	LE MENN (SARL)	
	FAVENNEC Sabrina	
	FLOC'HLAY Yvon	
	ROIGNANT Lucas (EARL)	Ploéven
	CHEVALIER René	
	EARL CORNIC MICHEL	
	GARO Joël	
	SCEA DE KERNIOL	Plomodiern
	GAEC ROGNANT	
	EARL PRIGENT	
	BLOUET Paul	
	SARL LE DUFF	
	GAEC DE LANDREIN	
	EARL DE PENHOAT	
	EARL DE SANT JILLI IZELLA	
	FEREC Thierry	
	LE PAGE (EARL)	
	MARCHADOUR (EARL)	
	SARL DE COAT NINON	
	KERSALE (EARL)	
	LESIVY (Earl de)	
	LESCUZ (EARL)	
	SCEA DE LANFRANK	
	GAEC DE LAGAD VEN	
	PELLIET ISABELLE	
	EARL LOUBOUTIN	
	GAEC DE ROZ AR HOAT	Plonévez-Porzay
	EARL COLIN PASCAL	
	KERVEO BEUZE (EARL de)	
	CONAN FEREC (EARL)	
	HASCOET ALEXIS	
	EARL CHEVALIER	
	EARL DE KERALAE	
	JAIN Jean-Yves (EARL)	
	EARL DE RUYEN	
	EARL DE LA PALUD	
	DIVANACH Jean-Alain	
	EARL LE DUFF	
	PALUD (EARL de la)	
	EARL HASCOET PHILIPPE	

REGIME ICPE	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE
	EARL DE LANZENT	
	GAEC CADIOU	
	SARL DE LANVAIDIC	Port-Launay
	KEROLLAND (EARL de)	Saint-Nic
	LE BERRE Stéphane	
	GAEC SAINT COME	
	LE GOFF Thierry	Saint-Ségal

Liste des ICPE de la CCPCP

Source : Base de données des Installations Classées, mise à jour en décembre 2019

La CCPCP ne compte aucun établissement SEVESO sur son territoire.

Cf Figure 40 : Sites industriels et risques de pollution des sols

6.6.2.1. LE RISQUE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

Le risque Transport de Marchandises Dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces marchandises par voie routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou par canalisation.

Le risque lié aux canalisations est considéré comme étant fixe à rapprocher des risques liés aux installations classées, au contraire du risque lié aux transports modaux (routiers, ferroviaires, fluviaux et maritimes) considéré comme étant mobile et couvert par un tout autre régime réglementaire.

Certaines matières transportées peuvent présenter un risque pour la santé en cas de contact cutané, rayonnement ou ingestion suite à une fuite accidentelle. D'un point de vue économique, les conséquences d'un accident de TMD peuvent avoir un impact conséquent sur le territoire touché en paralysant les axes de transport (routier, maritime ou ferroviaire), en endommageant les réseaux (eau, électricité, téléphonie) ou les sites (entreprises voisines, patrimoine, ...). D'un point de vue environnemental, un accident de TMD peut engendrer une pollution du littoral, aquatique ou des sols impactant le patrimoine naturel local.

A l'échelle du Finistère, le risque TMD, diffus par nature, se situe sur les parcours empruntés par voies routières, ferroviaires, fluviales, maritimes et par canalisations (gaz). **Sur la CCPCP, 7 communes sont concernées par le TMD par canalisations (gaz) : Châteaulin, Gouézec, Lennon, Lothey, Pleyben, Saint-Coulitz et Saint-Ségal.**

COMMUNE	INONDATIONS CONTINENTALES	RISQUES LITTORAUX	MOUVEMENTS DE TERRAIN	CAVITES SOUTERRAINES	SEISMES	RADON	TMD
	PPRI	PPRL-SM	PPR MVT	Présence	Zone de sismicité	Potentiel	Canalisation gaz
Cast	-	-	-	-	Faible 2	Catégorie 3	-
Châteaulin	approuvé 12/01/05	Oui	prescrit 28/12/01	5			Oui
Dinéault	-	Oui	-	-			-
Gouézec	prescrit 18/11/08	-	-	10			Oui
Lannédern	-	-	-	-			-
Le Cloître-Pleyben	-	-	-	1			-
Lennon	-	-	-	3			Oui
Lothey	-	-	-	8			Oui

165/213



COMMUNE	INONDATIONS CONTINENTALES	RISQUES LITTORAUX	MOUVEMENTS DE TERRAIN	CAVITES SOUTERRAINES	SEISMES	RADON	TMD
	PPRI	PPRL-SM	PPR MVT	Présence	Zone de sismicité	Potentiel	Canalisation gaz
Pleyben	prescrit 18/11/08	-	-	15			Oui
Ploéven	-	Oui	-	-			-
Plomodiern	-	Oui	-	1			-
Plonévez-Porzay	-	Oui	-	2			-
Port-Launay	approuvé 12/01/05	Oui	prescrit 28/12/01	3			-
Saint-Coulitz	approuvé 12/01/05	-	-	4			Oui
Saint-Nic	-	Oui	-	5			-
Saint-Ségal	-	Oui	-	1			Oui
Trégarvan	-	Oui	-	-			-

Synthèse des risques naturels et technologiques sur la CCPCP




Source : DDRM 29

SYNTHESE

Situation actuelle

ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
 <ul style="list-style-type: none"> Des risques naturels et technologiques bien identifiés, voir réglementés 	 <ul style="list-style-type: none"> Risque d'inondation par submersion marine pour les communes littorales Risque de mouvement de terrain par affaissement et effondrement de cavités souterraines pour 58 cavités Risque radon élevé (zone prioritaire)

Perspectives d'évolution

	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration d'un DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) et/ou d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) à réaliser sur toutes les communes
	<ul style="list-style-type: none"> Conservation de la forte exposition aux tempêtes, avec cependant des dégâts plus importants à prévoir sur le littoral du fait de la hausse du niveau de la mer
	<ul style="list-style-type: none"> Artificialisation des sols Aléas naturels pouvant être amenés à évoluer au regard des changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> Aggravation de l'ampleur des submersions marines et de l'érosion du littoral (recul du trait de côte) avec la hausse du niveau de la mer Augmentation de l'intensité et/ou de la fréquence de la plupart des aléas, notamment les feux et la sécheresse Augmentation de l'exposition au phénomène d'inondation par ruissellement

6.7. CLIMAT ET ENERGIE

Suite à la création du Groupe d'experts Intergouvernementaux sur l'Étude du Climat en 1988, plusieurs accords définissant les politiques de réduction des émissions des Gaz à Effet de Serre (GES) à l'échelle mondiale ont été ratifiés (convention de Rio en 1992, protocole de Kyoto en 1997, accords de Paris sur le climat en 2016). Ces accords définissent des objectifs à atteindre en termes d'émissions de GES et de déploiement des Énergies Renouvelables (EnR) à l'échelle nationale avec des échéances fixées.

En France, plusieurs textes de lois permettent d'assurer la mise en œuvre de ses engagements pour le climat en favorisant des actions locales et nationales. La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (loi TECV n°2015-992 du 17 août 2015) fixe comme objectifs par rapport à 1990 :

- la réduction de 40 % des émissions de GES en 2030 et la division par quatre les émissions de GES en 2050 (facteur 4) ;
- la réduction de 50 % de la consommation énergétique finale en 2050 par rapport à 2012 (avec un objectif intermédiaire de 20 % en 2030) ;
- l'augmentation à 32 % de la part des EnR dans la consommation finale brute d'énergie en 2030 (et à 23 % en 2020).

A l'échelle des bâtiments, les réglementations instaurées visent à réduire les consommations en définissant des exigences en termes d'isolation (RT 2012). La future réglementation environnementale de 2020 (RE 2020) intégrera en plus une exigence de production d'énergie renouvelable, où toute nouvelle construction devra produire davantage d'énergie qu'elle n'en consomme. Cet objectif repose sur le principe des bâtiments à énergie positive (BEPOS) affichant une consommation énergétique minimale compensée par le recours aux énergies renouvelables. Les bâtiments classés BEPOS doivent avoir :

- une consommation de chauffage inférieure à 12 kWh / m² (kilowattheure d'énergie primaire par mètre carré) ;
- une consommation totale d'énergie inférieure à 0 kWh / m² (incluant l'eau chaude, l'éclairage, les appareils électriques, ...) ;
- la capacité de produire de l'énergie pour que le bilan énergétique soit positif sur le chauffage, les luminaires, l'eau chaude, la climatisation et les auxiliaires.

Ces nouvelles réglementations sur le bâtiment vont avoir un impact conséquent sur le bilan des consommations énergétiques et des émissions de GES associées à ces nouvelles constructions. En appliquant ces prescriptions sur les nouveaux bâtiments et en instaurant une politique volontaire de rénovation de leur parc de logement, les territoires seront à même de réduire considérablement la part des consommations énergétiques et des émissions de GES des secteurs résidentiels et tertiaires.

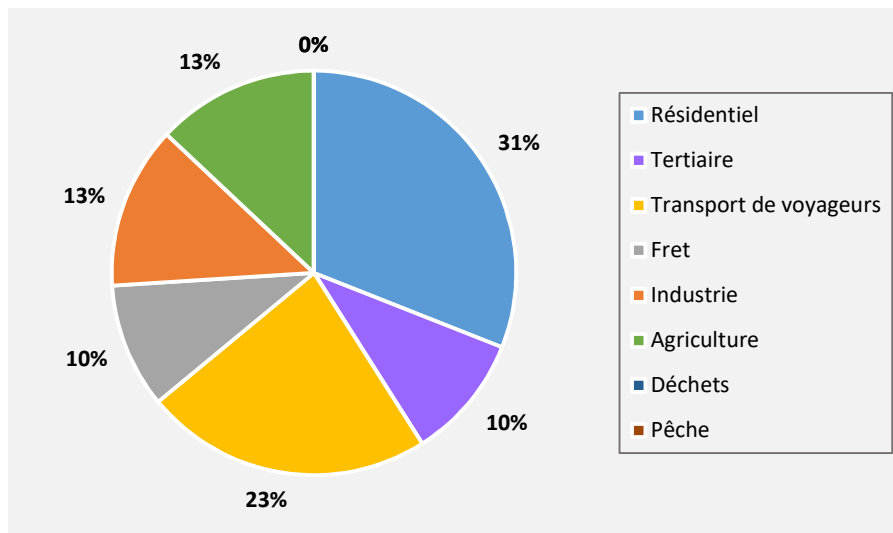
Les données suivantes sont issues du diagnostic du PCAET réalisé en 2018 par le Pôle métropolitain et Ener'gence, l'agence locale de l'énergie et du climat.

6.7.1. LA CONSOMMATION D'ENERGIE

La consommation totale finale de l'intercommunalité s'élève à près de 617 GWh en 2015, soit 26,8 MWh par habitant et par an (population en 2016 de 23 015 habitants d'après l'INSEE).

Les secteurs d'activité de la CCPCP les plus énergivores sont :

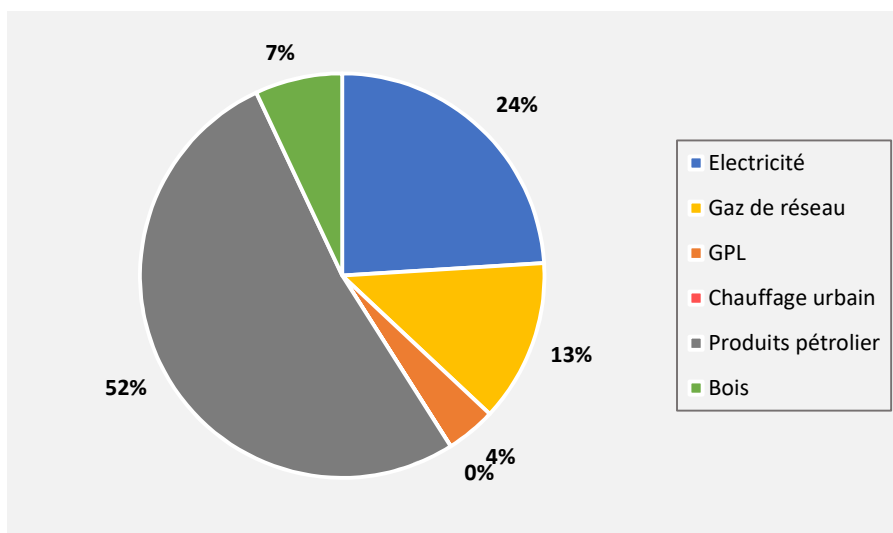
- Le résidentiel avec plus de 193 GWh (soit 31 %) ;
- Le transport de voyageurs avec près de 143 GWh (soit 23 %) ;
- L'industrie avec 79 GWh (soit 13 %).



Consommation finale d'énergie par secteur d'activité en 2015
Source : Ener'gence

Les énergies les plus consommées sont :

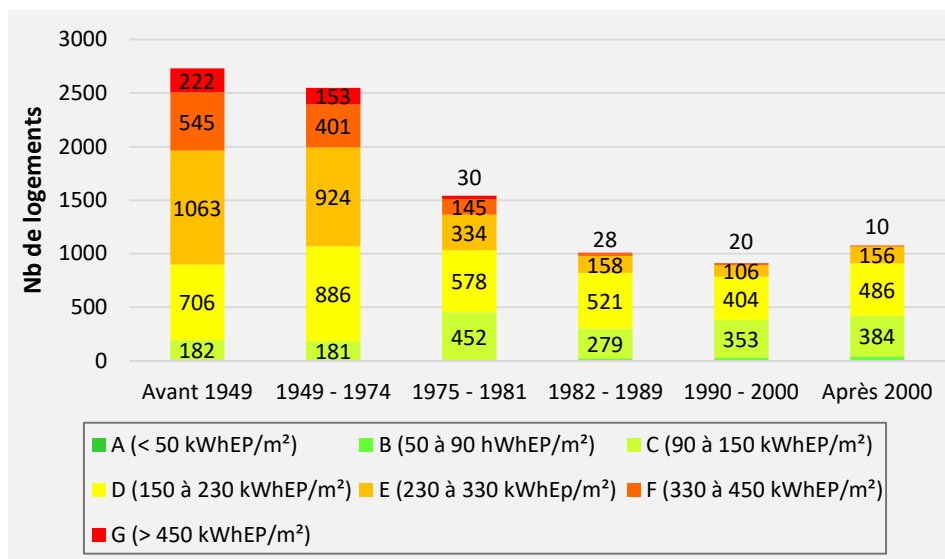
- Les produits pétroliers avec plus de 318 GWh (soit 52 %) ;
- L'électricité avec près de 147 GWh (soit 24 %) ;
- Le gaz de réseau avec 82 GWh (soit 13 %).



Consommation finale d'énergie par type d'énergie en 2015
Source : Ener'gence

A eux seuls, les secteurs du bâtiment (résidentiel et tertiaire) et des transports (de voyageurs et fret) concentrent 74 % de l'énergie finale consommée du territoire. Le poste principal de consommation du bâtiment est le chauffage et peut être réduit grâce à de meilleures performances énergétiques des bâtiments.

En effet, 44 % des résidences principales de la CCPCP appartiennent aux catégories E, F et G et correspondent en majorité à des logements construits avant 1974. Il est à noter que 15 % du parc de constructions neuves (après 2000) est très énergivore et classée E, F ou G alors que ces logements sont sensés appliquer les réglementations thermiques en vigueur. A l'inverse, la part des logements les plus économes en énergie (correspondant aux étiquettes A, B ou C) est très faible et ne représente que 20 % du parc.



Répartition des résidences principales de la CCPCP selon la période de construction et l'étiquette énergétique

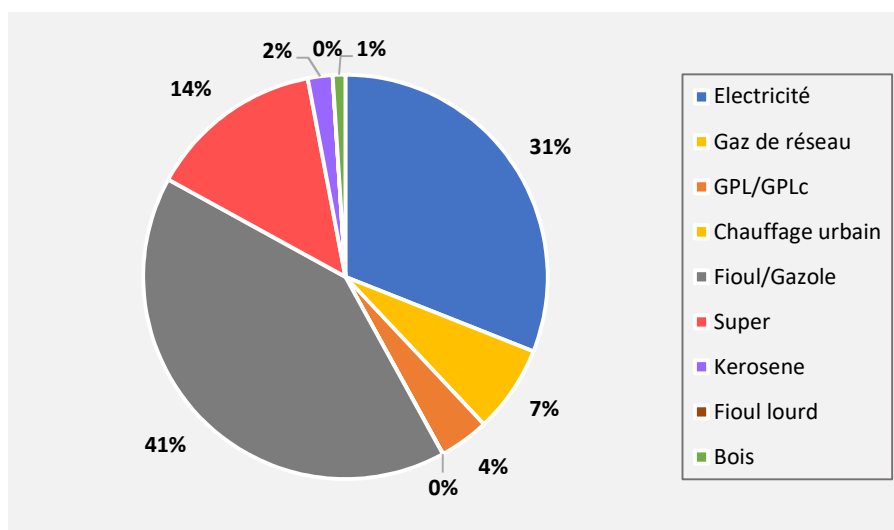
Source : Ener'gence

D'autre part, le secteur des transports consomment pour la majorité des produits pétroliers émetteurs de GES (52 %). Une grande partie de ces consommations est dédiée au déplacement domicile-travail (104 GWh soit 17 %), dont 83 % se font en voiture individuelle. Etant donné que la majorité des déplacements se font dans le périmètre de la CCPCP, ils peuvent être réduits avec le développement du réseau de transport en communs et/ou de transports doux.

Ainsi le potentiel de réduction de la CCPCP est estimé à près de -20 % sur la période 2015-2030 pour atteindre 488 GWh d'énergie finale consommée en 2030.

La facture énergétique du territoire est un outil estimant la dépendance énergétique du territoire au regard de ses importations énergétiques. Plus un territoire est dépendant énergétiquement à l'importation, plus sa facture énergétique sera élevée.

La somme de l'ensemble des dépenses de la CCPCP s'élève à 51 M€ en 2015, soit près de 2 216 € par habitant et par an.



Facture énergétique de la CCPCP par type d'énergie en 2015

Source : Ener'gence

Les produits pétroliers représentent 52 % des consommations de l'intercommunalité et totalisent à eux seuls plus de 57 % de la facture énergétique (soit plus de 29 M€). L'électricité est en seconde position avec une facture énergétique s'élevant à plus de 15,8 M€ (soit 31 %) pour couvrir 24 % des besoins en énergie.

Ainsi sur les 51 M€ d'énergie achetée, seulement 1 M€ provient du territoire et le reste est issu de l'importation. La réduction de la dépendance énergétique de la CCPCP est possible en développant une production locale d'énergie, limitant les importations et donc la facture énergétique du territoire.

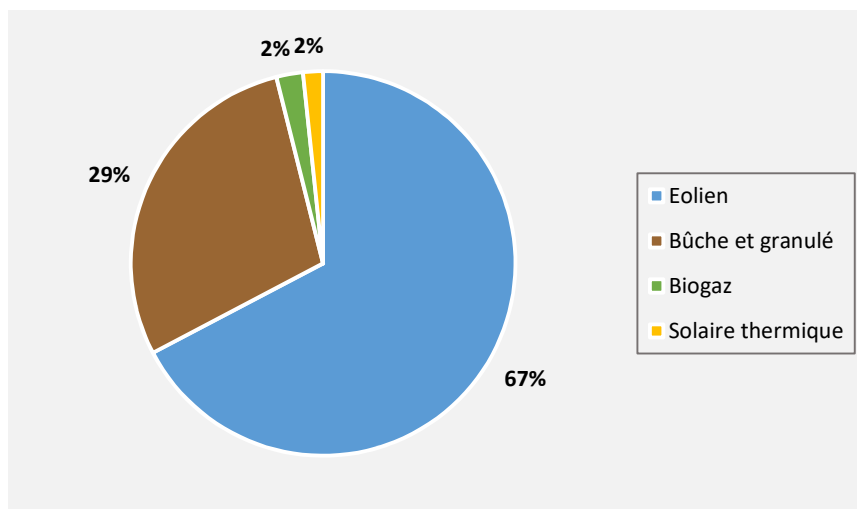
6.7.2. LA PRODUCTION D'ENERGIE

La production totale d'énergie de la CCPCP est entièrement renouvelable et ne dépasse pas 53 GWh en 2015, ce qui ne couvre que 9 % des besoins du territoire. Elle est répartie entre plus de 50 GWh d'énergie thermique (soit 95 %) et de près de 3 GWh d'énergie électrique (5 %).

En 2017, la production du territoire atteint plus de 130 GWh, soit 22 % des besoins en énergie couverts.

Les filières de production d'énergie renouvelables les plus importantes sont les suivantes :

- L'éolien avec plus de 80 GWh (soit 67 %) ;
- Les bûches et granulés avec près de 35 GWh (soit 29 %).



**Production finale
d'énergie par secteur
d'activité en 2015**

*Source : Bretagne
environnement*

La filière de méthanisation, produisant du biogaz, ne représente que 2 % de la production renouvelable (soit 3 GWh), avec 2 installations (Lennon et Plonévez-Porzay). Le potentiel de développement est assez limité : la production d'effluents agricoles (lisier) est faible au regard de la structuration agricole du territoire. Une piste pour développer cette filière concerne la valorisation des algues vertes.

Le territoire ne compte aucune chaufferie bois collective, néanmoins un projet de chaufferie bois et réseau de chaleur est prévu à Gouézec pour y desservir des logements et des équipements publics. La CCPCP étant le territoire possédant la plus grande surface boisée (3 400 ha), le potentiel de production et d'exportation est élevé.

La CCPCP ne compte aucune installation solaire photovoltaïque en 2017, ce qui est assez rare à l'échelle du Pays de Brest. Le potentiel de développement de cette filière est conséquent et peut être identifié à l'aide d'un cadastre solaire identifiant les toitures ou les sites au sol présentant des potentiels de production intéressants. On distingue les types d'installations suivantes :

- les installations sur les grandes toitures de bâtiments publics, tertiaires, industriels et agricoles ;
- les petites installations sur les toitures résidentielles ;
- les centrales au sol sur des sites en friche ;
- les ombrières de parkings sur les grands espaces de stationnement.

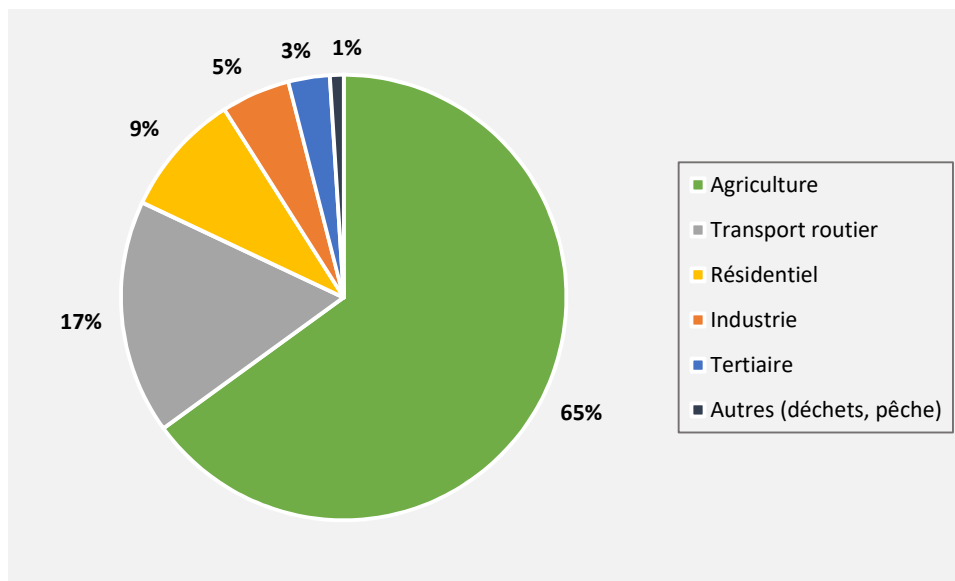
L'application de la LTECV engendrerait le passage de 53 GWh à 238 GWh produits en 2030, en considérant une baisse de la consommation énergétique de 20%.

6.7.3. LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES)

L'intercommunalité émet plus de 314 400 teqCO₂ (tonnes équivalent CO₂) de GES en 2010, soit 14 teqCO₂ par habitant et par an ce qui est largement supérieur à la moyenne régionale (7,7 teqCO₂). La majorité de ces émissions (61 %) correspond à des émissions non énergétiques liées essentiellement à l'agriculture (engrais, méthane, effluents d'élevage, ...), les 39 % restants sont des émissions liées à une consommation d'énergie.

Les secteurs d'activité les plus émetteurs de GES sont les suivants :

- L'agriculture avec près de 204 900 teqCO₂ (soit 65 %) ;
- Le transport routier avec environ 53 300 teqCO₂ (soit 17 %) ;
- Le résidentiel avec plus de 28 500 teqCO₂ (soit 9 %).



Emissions de GES par secteur d'activité en 2010

Source : Ener'gence

Les émissions de GES liées à l'agriculture sont réparties de la manière suivante :

- Les élevages avec plus de 99 100 teqCO₂ (soit 48 %) ;
- La gestion des effluents avec près de 73 900 teqCO₂ (soit 36 %) ;
- Les cultures avec plus de 31 900 teqCO₂ (soit 16 %).

L'utilisation d'engrais de synthèse pour les cultures et les déjections issues des élevages en majorité porcins sont les principales sources d'émissions de GES de la filière agricole.

Le transport des voyageurs est le premier secteur d'émissions énergétiques de la CCPCP, concernant essentiellement les déplacements quotidiens de type domicile-travail. L'autosolisme, désignant la présence d'un seul automobiliste par véhicule, représente plus de 97 % des déplacements quotidiens et peut être réduit avec le développement du covoiturage et l'utilisation des transports en communs.

Les émissions de GES du secteur résidentiel sont liées essentiellement au chauffage au fioul : 31 % du parc de logements de l'intercommunalité est chauffé au fioul et 35 % à l'électricité. Ces fortes consommations sont liées à l'efficacité énergétique assez faible des logements, dont plus de 69 % datent d'avant 1981. En favorisant une politique de rénovation énergétique des bâtiments et en construisant de nouveaux logements à forte efficacité énergétique, ces besoins en chauffage pourront être réduits et/ou couverts par systèmes moins émetteurs de GES.

En appliquant l'objectif de réduction de 40 % des émissions de GES fixés par la LTECV, les émissions de GES de la CCPCP ne devront pas dépasser 188 800 teqCO₂ en 2030. Les solutions de réductions de ces émissions sont les mêmes que celles décrites dans la partie 6.5.2.2. *Les émissions de polluants atmosphériques.*

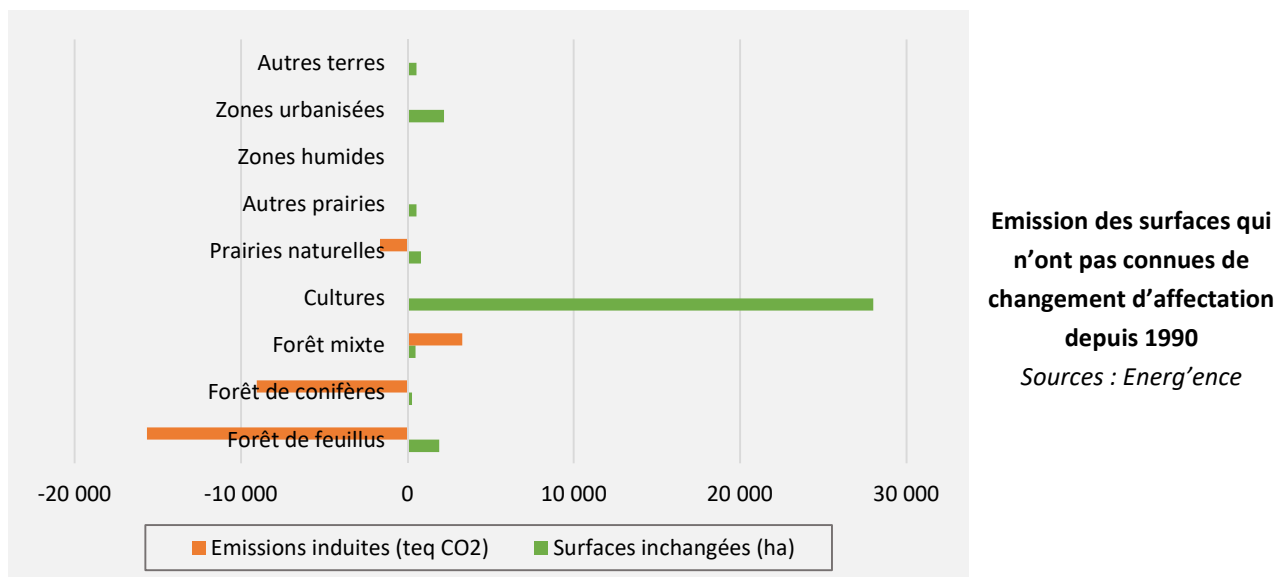
6.7.4. LA SEQUESTRATION DU CARBONE

La séquestration du carbone correspond à la capacité des réservoirs naturels (forêts, haies, sols) à absorber le carbone présent dans l'air. **La CCPCP séquestre 8 % de ses émissions de CO₂, ce qui correspond à plus de 24 000 teqCO₂ en 2010.**

Les forêts et les prairies naturelles sont ainsi les principaux puits de carbone du territoire de l'intercommunalité, stockant respectivement 89 % et 8 % de la proportion de teqCO₂ stockée.

Le stockage de carbone d'un territoire est modifié par les changements d'usages des sols qui peuvent soit favoriser le stockage, soit au contraire réduire les surfaces disponibles. Dans le cas des cultures, malgré une surface très importante de plus de 28 000 ha, elles ne permettent pas d'assurer le stockage du carbone lié aux rotations fréquentes et aux labours des sols.

La destruction de certaines surfaces de forêt mixte est responsable d'un déstockage annuel de plus de 1 870 teqCO₂. Les conséquences à long terme sont une diminution de la capacité de stockage du carbone pour les années à venir.



Le développement de la séquestration de carbone des sols passe par l'augmentation de la surface des sols non artificialisés, et plus précisément des sols ayant une capacité de séquestration plus important (zones humides, forêts, prairies naturelles). Une action plus large vise l'ensemble des surfaces, y compris les secteurs urbanisés, en les identifiant dans les documents de planification (trame verte et bleue).

6.7.5. LA VULNERABILITE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les résultats présentés ci-après sont issus du diagnostic réalisé par Ener'gence en 2019 sur le territoire de la CCPCP, avec l'outil Impact Climat.

6.7.5.1. LA SITUATION ACTUELLE

L'analyse de l'évolution du climat de la CCPCP ces cinquante dernières années met en évidence les tendances suivantes :

- **une augmentation de la moyenne annuelle de température** : entre 0,2 et 0,3°C par décennie à la station Brest-Guipavas sur la période 1959-2009, le printemps et l'été étant les saisons les plus touchées ;
- **une augmentation de l'occurrence des épisodes de chaleur** : en moyenne 90 jours par an contre 46 jours par an vers 1970 ;
- une légère tendance à l'augmentation des épisodes de fortes pluies : observée à l'échelle de la Bretagne (Belleguic et al., 2012).

Les zones littorales, les communes de Dinéault et Plomodiern ainsi que les communes bordant l'Aulne sont les plus exposées aux aléas climatiques :

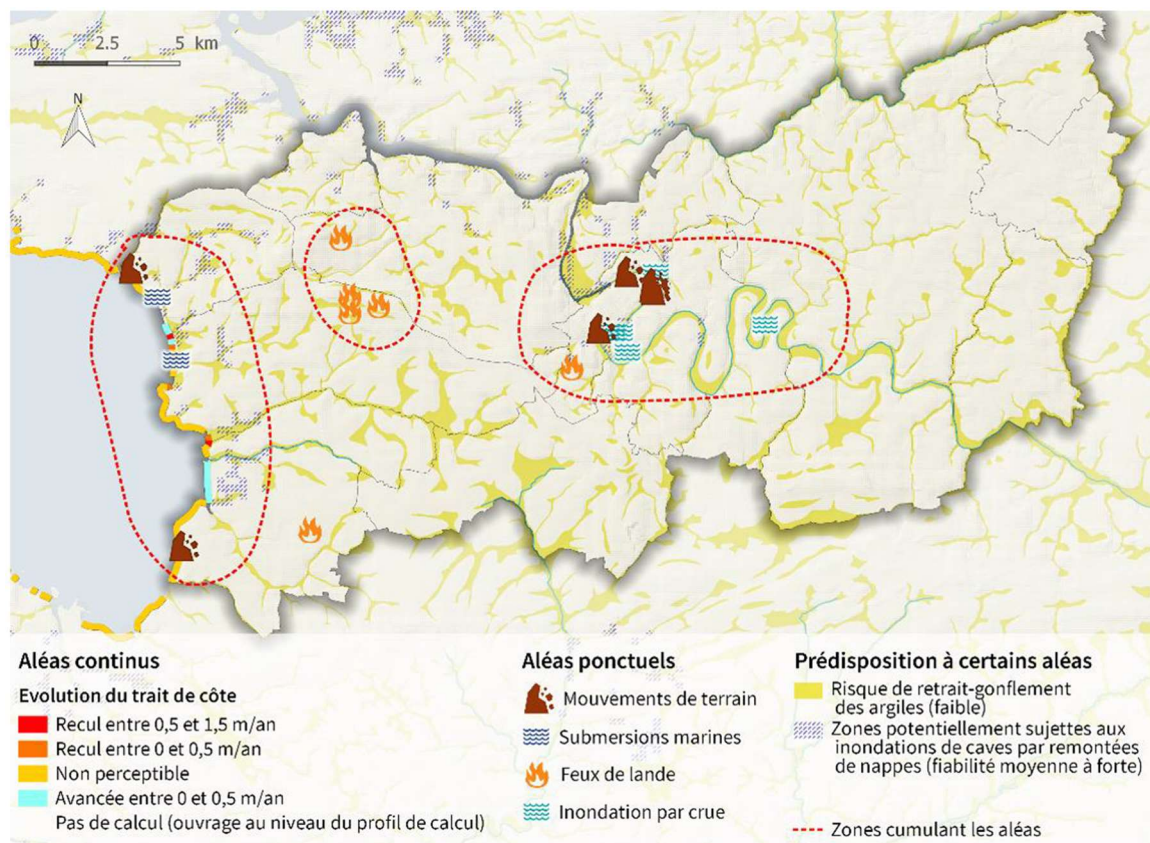


Figure 45 : Carte de synthèse de l'exposition actuelle de la CCPCP aux aléas liés au climat

Source Ener'gence

Données : Aléas ponctuels (Atlas des aléas littoraux 2015 du BRGM) ; Recul du trait de côte (Cerema 2018) ; Remontées de nappe et argiles (Géorisques)

6.7.5.2. LES PROJECTIONS AUX HORIZONS 2035 ET 2055

Le cinquième rapport du Groupement Intergouvernemental des Experts du Climat (GIEC) de 2014 modélise plusieurs scénarios d'évolution du climat, avec parmi eux les deux scénarios suivants :

- **Scénario RCP 4.5 « optimiste »** qui prévoit la mise en place de politiques de contrôle des émissions ;
- **Scénario RCP 8.5 « pessimiste »** sans mise en place de politiques climatiques, ou « business as usual ».

En intégrant ces scénarios du GIEC à l'exposition du territoire de la CCPCP aux aléas climatiques, Ener'gence a réalisé des projections se basant sur les phénomènes déjà constatés localement :

	SITUATION ACTUELLE	PROJECTION
Elévation du niveau de la mer	Marégraphe de Brest : + 1,2 mm/an Depuis 1990 : + 3 mm/an	Scénario optimiste : + 56 cm Scénario pessimiste : + 98 cm
Erosion côtière	Reculé du trait de côte Plages de Lestrevet et de l'anse de Kervijen : - 0,5 m/an Pentrez et Kervell Isela : glissements de terrain	Aggravation de l'érosion 2100 : - 77 ha de la surface du patrimoine breton actuel du Conservatoire du Littoral
Mouvements de terrain	Ensemble du territoire exposé, notamment à Châteaulin et Port-Launay	Aléa renforcé dès 2035 avec l'effet cumulé de l'augmentation des températures, des sécheresses et des ruissellements
Inondations	Arrêtés catastrophes naturelles : communes en bordure de l'Aulne Crues provoquées par des forts coefficients de marée Inondations par ruissellement lors de fortes pluies générant des coulées de boue	Crues de l'Aulne : intensité renforcée avec la hausse du niveau de la mer
Vagues de chaleur ; sécheresse et feux	Sécheresses : en 2003 et 2011 Feux des landes	Augmentation des épisodes de fortes chaleurs et sécheresse Augmentation du risque d'incendies Augmentation des températures : + 1°C (scénario optimiste) à l'horizon 2035 + 3°C (scénario pessimiste) à l'horizon 2100

Estimation de l'impact du changement climatique sur l'exposition de la CCPCP aux aléas climatiques

Source : Ener'gence

Ces projections sont traduites par un niveau d'exposition variant de 0 pour une exposition faible, à 4 pour une très forte exposition. Avec le scénario optimiste, les niveaux d'exposition de 5 aléas sont impactés à l'horizon 2035, notamment pour l'érosion côtière (forte exposition) et l'élévation du niveau de la mer (forte exposition). Le scénario pessimiste touche un plus grand nombre d'aléas à l'horizon 2055, dont l'exposition aux inondations par ruissellement et coulées de boue (forte exposition), et le risque de sécheresse (forte exposition).

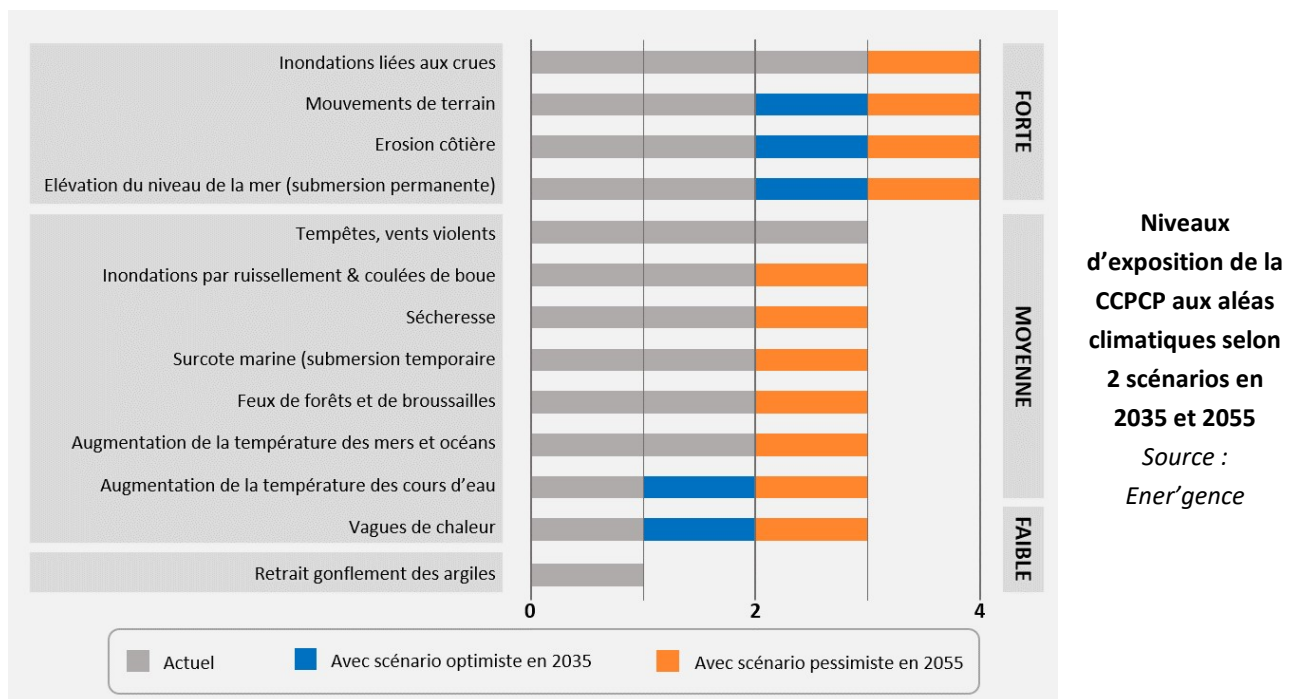


Figure 46 : Impact du changement climatique sur les niveaux d'exposition aux aléas climatiques de la CCPCP

Source : Ener'gence

6.7.5.3. LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LE TERRITOIRE

IMPACTS SUR LA POPULATION

Les risques attendus à l'horizon 2035 pour la population sont essentiellement sanitaires, dont notamment :

- l'augmentation de l'inconfort thermique et des risques sanitaires liés aux vagues de chaleur plus fréquentes ;
- l'augmentation des baignades liée aux vagues de chaleur, et donc des risques de noyade ;
- l'aggravation des maladies respiratoires chroniques et allergiques liée à des émissions de pollens plus allergisantes et sur de plus longues durées ;
- l'apparition de nouveaux risques sanitaires liés à l'évolution des aires de répartition des moustiques et parasites vecteurs de maladies infectieuses.

D'après les données de l'INSEE, il est constaté un accroissement et un vieillissement de la population de la CCPCP, ce qui se traduit par une augmentation de la part de population dite vulnérable. Par conséquent les impacts cités précédemment pourraient avoir des effets plus sévères si le phénomène s'amplifie.

Le suivi des populations identifiées comme vulnérables (personnes âgées isolées, vacanciers, ...) lors d'aléas et leur accès économique et géographique aux soins représentent donc un enjeu majeur d'adaptation aux effets du changement climatique.

IMPACTS SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Les risques attendus aux horizons 2035 à 2055 pour les activités économiques sont essentiellement liés à la modification, voire la diminution, des ressources naturelles exploitées :

- **Agriculture** : l'augmentation de la fréquence des sécheresses provoquera des besoins plus importants en irrigation et des récoltes plus précoces. Cela pourrait provoquer une instabilité des rendements, ce qui à long termes fragiliserait les emplois dans ce secteur ;
- **Industries** : les potentielles pressions sur la ressource en eau et la disponibilité de la matière première (cas de l'industrie agro-alimentaire) pourraient affecter le fonctionnement des industries locales. D'autre part, ces

dernières sont également dépendantes du bon état des réseaux électriques et de transports, souvent perturbés par les tempêtes dont l'évolution de leur fréquence n'est pas encore prévisible ;

- **Tourisme** : la qualité des eaux de baignades pourrait se dégrader à cause de dysfonctionnements ponctuels des réseaux d'assainissement lors d'épisodes de fortes pluies, ou de la prolifération d'organismes avec la chaleur. La qualité du littoral, où se concentre l'essentiel du tourisme, pourrait également être dégradée avec l'amplification des aléas (restrictions d'eau lors de sécheresses, risques de submersion de campings, ...) ;
- **Activités halieutiques** : le réchauffement des cours d'eau et l'amplification des pollutions apportées par le ruissellement et les cours d'eau aura un impact sur l'aire de répartition des espèces de poissons et d'algues. Cela pourrait modifier les espèces présentes, ce qui affecterait les activités de pêche à pied ;
- **Activités forestières** : le manque d'eau lors des sécheresses et la prolifération favorisée de parasites sur les essences fragiles pourraient réduire les quelques massifs forestiers et le réseau bocager jusqu'à leur possible disparition.

Il est à noter que l'augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse risque de fragiliser les zones humides du territoire, ce qui pourrait impacter la qualité de leurs services écosystémiques. Par conséquent, certaines activités économiques dépendantes de ces services pourraient être encore plus touchées.

La préservation des ressources naturelles, avec l'adaptation des pratiques des activités économiques pour un usage plus raisonné de ces ressources, représente un enjeu majeur d'adaptation aux effets du changement climatique.

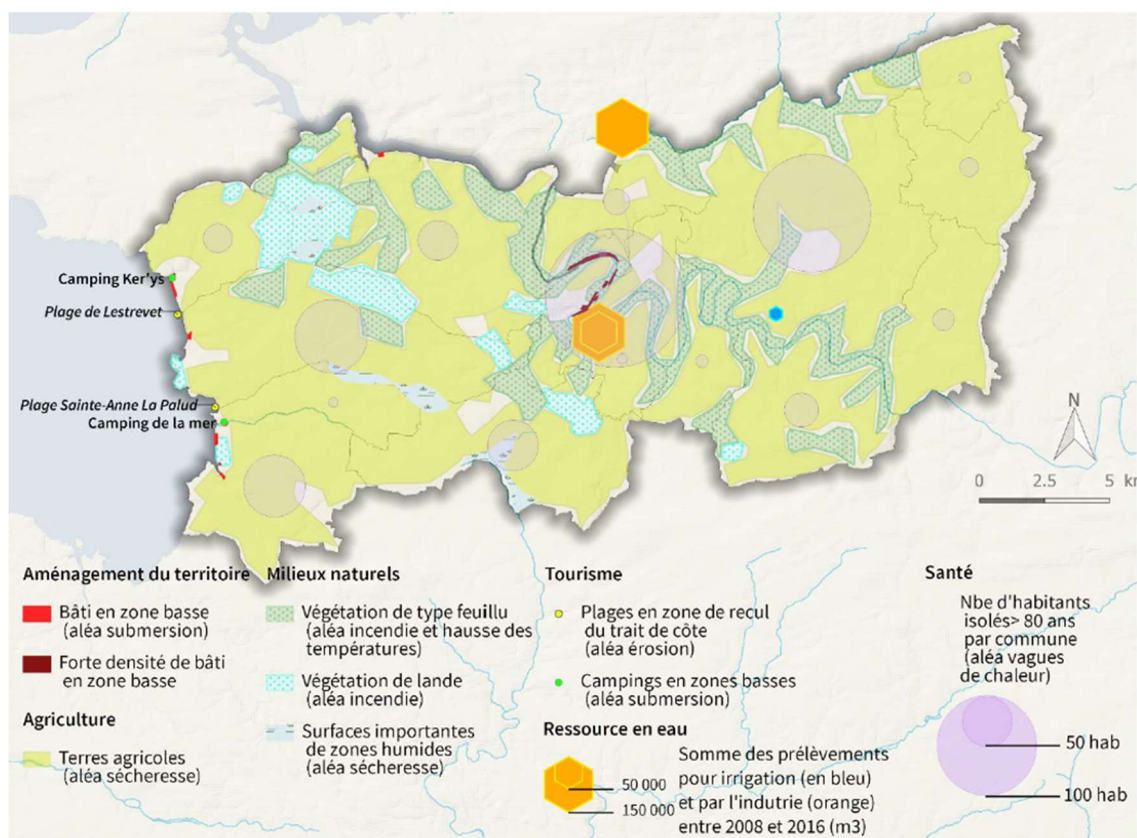




Figure 47 : Carte de synthèse des enjeux liés à la vulnérabilité de la CCPCP au changement climatique
Source Ener'gence




Données : Corinne Land and Cover; GéoBretagne; Géolittoral

SYNTHESE

Situation actuelle

ATOUTS / POTENTIELS	FAIBLESSES / VULNERABILITES
 <ul style="list-style-type: none"> ■ Production EnR couvre une part non négligeable des besoins (22%) ■ Eolien et bois bûches et granulés, principales filières de production d'EnR sur le territoire 	<p>Ce qui est déjà constaté :</p>  <ul style="list-style-type: none"> ■ Une augmentation de la température moyenne ■ Une hausse des précipitations intenses ■ Une hausse du niveau de la mer ■ Secteurs les plus énergivores et les plus émetteurs de GES : bâtiment et transport ■ Energies les plus consommées : produits pétroliers, électricité et gaz.

Perspectives d'évolution

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Politiques locales en faveur d'une rénovation du parc ancien (au travers du PLH, d'OPAH) visant à réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES ■ Réalisation d'une étude de gisements d'EnR afin de cibler les zones possibles d'implantation de futurs projets
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diagnostic de la vulnérabilité du territoire face au changement climatique établi ■ Vulnérabilité de la population vieillissante et des activités économiques aux effets du changement climatique
	<p><u>A l'horizon 2035</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Aggravation de l'ampleur des submersions marines et de l'érosion du littoral (recul du trait de côte) avec la hausse du niveau de la mer ■ Exposition à des vagues de chaleur plus fréquentes ■ Accentuation des phénomènes d'inondations à proximité de l'Elorn <p><u>A l'horizon 2100</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Augmentation de l'intensité et/ou de la fréquence de la plupart des aléas, notamment la sécheresse des sols en fin d'été

6.8. SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

THEMATIQUE	SOUS-THEMATIQUE	ENJEUX	NIVEAU D'ENJEU
Ressources du sol et du sous-sol		■ Encadrer l'activité existante d'extraction de matériaux en cohérence avec les besoins de ces activités économiques	
		■ Maîtriser l'artificialisation des sols par la mise en œuvre de formes urbaines plus économes des ressources du sol et du sous-sol (réduction de la consommation d'espace, utilisation des granulats...).	
		■ Accompagner l'évolution des pratiques agricoles	
Ressource en eau et gestion	Qualité de l'eau	■ Améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines	
		■ Maintenir voire améliorer la qualité des eaux de baignade	
		■ Poursuivre voire redoubler les efforts dès l'horizon proche afin d'assurer une qualité de l'eau suffisante nécessaire au bon fonctionnement des écosystèmes et des activités économiques de la zone littorale, notamment pendant les fortes pluies et les périodes d'étiage	
	Eau potable	■ Maintenir la sécurisation de l'alimentation en eau potable et sécuriser la fonction de soutien d'étiage	
		■ Encourager une baisse de la consommation d'eau par les particuliers et les professionnels durant la période d'étiage	
	Eaux usées	■ Poursuivre les contrôles des dispositifs d'assainissement autonome	
		■ Assurer un assainissement performant	
		■ Limiter les risques liés aux dysfonctionnements des systèmes d'assainissement en anticipant la hausse du niveau de la mer	
	Eaux pluviales	■ Limiter l'artificialisation des sols	
		■ Développer une gestion des eaux pluviales adéquate afin de réduire les pollutions des milieux aquatiques et les inondations	
Milieux naturels et biodiversité		■ Diminution des pressions exercées sur les milieux naturels (consommation des espaces, pollutions) notamment sur le littoral, ainsi que sur la faune et la flore pour que ces derniers puissent continuer à assurer des services écosystémiques	
		■ Anticiper les changements climatiques déjà prévisibles, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> ▪ en choisissant des essences d'arbre plus résistantes aux sécheresses à horizon lointain pour les zones boisées, ▪ en luttant contre la prolifération des espèces invasives, ▪ en évitant l'enfrichement qui favorise les départs de feu, 	

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ en choisissant des espèces moins allergènes pour les espaces verts... 	
		■ Préserver les espaces de trame verte et bleue pour lutter contre les émissions de GES et capter les polluants émis	
		■ Conserver voire développer l'armature verte urbaine (nature en ville) pour lutter contre les îlots de chaleur	
Paysages et patrimoine		■ Préserver les spécificités des entités paysagères de l'intercommunalité	
		■ Préserver les éléments patrimoniaux du territoire, notamment au regard de l'impact des polluants atmosphériques	
		■ Maintenir les vues d'intérêts et les fenêtres paysagères identifiées	
Pollutions et nuisances	<i>Pollution des sols</i>	■ Accompagner et favoriser la reconversion des sites pollués (production d'énergie renouvelable, stationnement, parcs relais,...)	
	<i>Bruit</i>	■ Réduire les sources de nuisances sonores, notamment par la réduction du trafic routier en proposant des solutions alternatives	
	<i>Pollution lumineuse</i>	■ Réduire les sources de pollution lumineuse	
	<i>Qualité de l'air</i>	■ Réduction des sources de pollution, notamment celles émises par les secteurs des transports de l'habitat	
		■ Sensibiliser la population notamment en cas de pics de pollution	
	<i>Radon</i>	■ Sensibilisation aux risques d'exposition à la pollution par le radon (qualité de l'air intérieur) et aux bonnes pratiques	
	<i>Déchets</i>	■ Poursuivre les actions menées sur le changement de comportement, en incitant à la réduction des déchets « à la source » pour les particuliers et les entreprises	
		■ Valoriser les biodéchets par le développement de la méthanisation par exemple	
		■ Pérenniser et optimiser le réseau de collecte et les équipements de traitement des déchets	
Risques majeurs	<i>Risques naturels</i>	■ Renforcer la prise en compte et la gestion des risques naturels afin de limiter la vulnérabilité du territoire	
		■ Anticiper les changements climatiques en : <ul style="list-style-type: none"> ▪ préservant des zones d'expansion de crue, ▪ limitant l'urbanisation du littoral (recul du trait de côte) ▪ développant une gestion des eaux alternative pluviales (infiltration à la parcelle) 	
	<i>Risques technologiques</i>	■ Prendre en compte les risques technologiques, notamment les transports de matières dangereuses et les installations classées (ICPE)	
Climat & Energie		■ Instaurer une politique forte de réhabilitation/rénovation énergétique des bâtiments/logements	
		■ Introduire une démarche énergétique vertueuse dans les projets d'aménagements	
		■ Réduire les besoins en déplacements en contenant la périurbanisation	

	■ Poursuivre la réduction des émissions de GES, notamment par le développement du réseau de transports collectifs et d'alternatives ou un meilleur usage de la voiture	
	■ Poursuivre la substitution des énergies fossiles et nucléaires vers les énergies renouvelables, en s'appuyant sur les ressources locales et renouvelables : développement du solaire photovoltaïque et de la méthanisation	
	■ Réaliser une étude approfondie des gisements d'énergies renouvelables et des zones d'implantation possible afin d'identifier de nouveaux projets	
	■ Préserver les espaces naturels qui permettent de capter les émissions de gaz à effet de serre	

Grille de lecture des enjeux



* Le PCAET ne permet pas d'agir sur cet enjeu.

PARTIE 7 : ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR L'ENVIRONNEMENT & MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

7.1. EVALUATION DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES ET MESURES ENVISAGEES

Le PCAET est un document de programmation d'actions qui ne permet qu'une analyse qualitative des actions prévues. L'importance réelle des incidences dépendra de la nature précise des projets, de leur localisation, ainsi que de leurs modalités de mise en œuvre. Les études d'impact ou d'incidence à venir et relatives à chaque projet identifieront précisément les incidences environnementales et mesures associées.

L'objet de l'évaluation environnementale est d'identifier les actions présentant potentiellement le plus d'incidences sur l'environnement, d'identifier les enjeux environnementaux et de décrire des points de vigilance à la mise en œuvre des actions, qui auront vocation à être définies plus précisément par la suite.

Ainsi, l'analyse des incidences environnementales du programme d'actions du PCAET reste souvent d'ordre général.

La présente analyse des incidences environnementales prévisibles du PCAET croisent les différentes thématiques de l'état initial de l'environnement avec les fiches actions. Elle reprend les incidences des actions programmées du PCAET pour chaque thématique environnementale, qu'elles soient positives, négatives, ou neutre. Cette analyse prend la forme d'une matrice pour laquelle un code couleur est associé à un niveau d'incidence.

Grille de lecture des incidences du plan d'actions du PCAET

			Directe	Indirecte
Incidence négative	Point de vigilance	Incidence neutre ou sans objet	Incidence positive	

Cette matrice est complétée par des explications sur les incidences pour chaque thème étudié et par les mesures d'évitement ou de réduction proposées.

Les incidences peuvent être indirectes. Par exemple, l'action de protéger les milieux séquestrant du Carbone conduit à protéger les zones humides. Celle-ci ont aussi un rôle important de dépollution et améliorent la qualité de l'eau qui y transite. Il s'agit d'une incidence positive indirecte.

Les actions pour lesquelles il est fait référence dans le texte sont inscrites *en italique*.

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION	RESSOURCE DU SOL ET DU SOUS-SOL	RESSOURCE EN EAU ET GESTION				MILIEUX NATUREL & BIODIVERSITE			PAYSAGE & PATRIMOINE	POLLUTIONS & NUISANCES			RISQUES MAJEURS	CLIMAT & ENERGIE		
					QUALITE DES EAUX	EAU POTABLE	EAUX USEES	EAUX PLUVIALES	BIO DIVERSITE/ CONTINUITES ECOLOGIQUES	HABITATS NATURELS (DONT NATURA 2000)	FAUNE ET FLORE (DONT NATURA 2000)		BRUIT	AIR	DECHETS		RESSOURCES NON RENOUVELABLE	CLIMAT & ENERGIE	EMISSIONS DE GES
UN HABITAT MOINS CONSOMMATEUR EN ENERGIE	A -RENOVER LE PARC DE LOGEMENTS ANCIENS	A1	Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat																
		A2	Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat																
		A3	Soutenir l'accès abordable dans l'ancien																
		A4	Accompagnement technique et administratif des ménages																
		A5	Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné																
		A6	Mettre en place un plan d'actions en santé environnement																
DE NOUVELLES SOLUTIONS DE MOBILITE	A -VISIBILITE DE L'OFFRE ET COORDINATION DES ACTEURS	A1	Animer un réseau d'acteurs de la mobilité et déployer des relais d'information de proximité																
		A2	Développer la communication numérique et papier																
		A3	Accompagnement des entreprises dans la mise en place d'actions en faveur de la mobilité durable																
	B - DEVELOPPEMENT DE SOLUTIONS DE MOBILITE INNOVANTES	B1	Développer la pratique du covoiturage																
		B2	Développer le transport solidaire																
		B3	Réaliser un schéma directeur modes actifs																
		B4	Développer un service de location de vélos et vélos à assistance électrique																
		B5	Développer des expérimentations de pédibus et vélobus scolaires																
		B6	Développer des espaces de coworking																
		B7	Etudier la possibilité d'installer une station GNV à Châteaulin																
	C - INTERMODALITE ET AMENAGEMENTS	C1	Développer des aménagements en faveur des modes actifs																
		C2	Développer des aires de covoiturage																
		C3	Amélioration des deux pôles d'échanges du territoire en termes de services, d'information et de coordination entre les modes de transports																
SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	A - IDENTIFIER ET LOCALISER LES GISEMENTS SUR LE TERRITOIRE	A1	Réaliser une étude de planification énergétique																
		A2	S'informer sur les possibilités de repowering des parcs éoliens et leurs impacts sur le paysage																
		A3	Création d'un cadastre solaire																
		A4	Promotion du cadastre solaire																
	B - TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC LES DIFFERENTS ACTEURS POUR EXPLOITER LES POTENTIELS.	B1	Etudier la possibilité de développer l'énergie hydroélectrique																
		B2	Développer des boucles énergétiques en zones d'activités																
		B3	Développer un champ solaire																
		B4	Travailler sur le développement de la filière bois énergie																
		B5	Développer une grappe de projets solaires																
		B6	Accompagner les projets de production d'énergie renouvelables au sein des exploitations agricoles																
		B7	Accompagner le projet de création d'une plateforme multi-filières de recyclage et de valorisation de déchets portée par les Recycleurs Bretons sur la commune de Cast																

AXE STRATEGIQUE	ORIENTATION	N°	ACTION	RESSOURCE DU SOL ET DU SOUS-SOL	RESSOURCE EN EAU ET GESTION				MILIEUX NATUREL & BIODIVERSITE			PAYSAGE & PATRIMOINE	POLLUTIONS & NUISANCES			RISQUES MAJEURS	CLIMAT & ENERGIE		
					QUALITE DES EAUX	EAU POTABLE	EAUX USEES	EAUX PLUVIALES	BIO DIVERSITE/ CONTINUITES ECOLOGIQUES	HABITATS NATURELS (DONT NATURA 2000)	FAUNE ET FLORE (DONT NATURA 2000)		BRUIT	AIR	DECHETS		RESSOURCES NON RENOUVELABLE	CLIMAT & EMISSIONS DE GES	
UN TERRITOIRE RESILIENT AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	A - PRESERVER LES MILIEUX ET LES ECOSYSTEMES	A1	Répertorier les milieux séquestrant du carbone et les protéger.																
		A2	Développer un fond carbone local																
		A3	Préserver et restaurer le bocage																
	B - PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU	B1	Soutenir les politiques de gestion intégrée de l'eau																
		B2	Réaliser un schéma directeur eau potable																
		B3	Réaliser un schéma directeur assainissement																
	C - ADAPTER L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE A DE NOUVELLES CONTRAINTES	C1	Simuler l'augmentation du niveau de la mer et communiquer sur l'outil litto3D																
		C2	Prendre en compte dans le PLUi-H les enjeux de réduction de la consommation foncière, de préservation des milieux, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques afin de limiter la vulnérabilité du territoire																
SOUTIEN A UNE AGRICULTURE ET A UNE	A - FAVORISER LES CIRCUITS COURTS	A1	Mieux connaître l'offre de produits locaux et mettre en relation les vendeurs et les acheteurs																
		A2	Favoriser l'accès des producteurs aux marchés publics																
	B - ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE PEU EMISSIVE	B1	Mettre en relation les agriculteurs afin de favoriser les échanges parcellaires																
		B2	Promouvoir les techniques agronomiques peu émissives et favorisant une séquestration du Carbone optimale																
DES COLLECTIVITES EXEMPLAIRES	A - MAITRISER LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE	A1	Etudier l'intérêt d'un passage au GNV des bennes à ordures ménagères																
		A2	Suivi des consommations énergétiques du patrimoine bâti communautaire.																
	B - TRAVAILLER SUR LA RESTAURATION COLLECTIVE	B1	Développer l'offre locale et biologique dans la restauration collective																
		B2	Travailler sur le gaspillage alimentaire																
	C - TRAVAILLER SUR LA REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE	C1	Rédaction et mise en œuvre d'un Plan Local de Prévention de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés																
		C2	Distribuer des composteurs aux usagers																
		C3	Etudier la faisabilité d'une ou plusieurs recycleries sur le territoire communautaire																
DES CITOYENS SENSIBILISES ET MOBILISES	A - SENSIBILISATION, MOBILISATION ET EDUCATION A LA MOBILITE	A1	Sensibilisation à la mobilité durable lors d'évènements grands publics																
		A2	Organiser des rallyes mobilité																
	B - MOBILISER LES CITOYENS SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES	B1	Former des citoyens																
		B2	Organiser des conférences sur le climat																
		B3	Sensibiliser les habitants à la maîtrise de l'énergie																
		B4	Sensibiliser un public précaire à la maîtrise de l'énergie																
		B5	Réaliser des thermographies de façades ou une thermographie aérienne																
		B6	Sensibiliser les scolaires																

7.1.1. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LE SOL ET SOUS-SOL & MESURES ENVISAGEES

INCIDENCES POSITIVES

Le PCAET de la CCPCP aura globalement une incidence positive sur la ressource du sol et du sous-sol du territoire, via :

- L'action de *développer un champ solaire* sur une friche polluée, permettant une utilisation de cet espace.
- L'action de répertorier les milieux séquestrant du carbone préservera la qualité des sols.
- L'action de *préserver et restaurer le bocage*. Le maintien du bocage, particulièrement le bocage en travers de pente, permet de lutter contre l'érosion des sols.
- Les politiques de gestion intégrée de l'eau maintiennent la qualité des sols.
- L'action de prise en compte dans le PLUi des enjeux de réduction de la consommation foncière est une action forte pour la protection des sols.
- Les *soutiens aux producteurs locaux*, en particulier « bio », permet de valoriser les sols vivants. Des techniques de production moins polluantes et moins intensives limitent le phénomène d'érosion des sols (labours répétés, remembrement, surfaces nues...). Il en est de même des pratiques agricoles peu émissives.
- L'action de *faciliter les échanges amiables de terres agricoles* via un accompagnement de groupes communaux permettra aux jeunes agriculteurs de s'installer plus facilement. Elle est favorable au maintien des terres agricoles. Elle limite donc indirectement l'artificialisation des sols.
- L'action *d'accompagner un projet de plateforme de recyclage et valorisation de déchets* permettra de réduire la demande en matériaux extraits du sol et du sous-sol.

POINTS DE VIGILANCE

Le PCAET de la CCPCP pourra avoir une incidence négative sur le sol par la consommation d'espace et l'artificialisation des sols en lien avec le *développement d'aires de covoiturage*.

Ces projets d'aménagement pourraient, le cas échéant, se faire au détriment parfois de zones agricoles, de la qualité paysagère ou de fonctionnalités écologiques.

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

- Tout porteur de projet recherchera en priorité des espaces déjà artificialisés.

Mesures de réduction :

- L'emprise au sol sera optimisée pour éviter des surdimensionnements. Des aménagements légers et réversibles seront préférés.

7.1.2. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR L'EAU & MESURES ENVISAGEES

INCIDENCES POSITIVES

Le PCAET de la CLPCP aura surtout une incidence positive sur la ressource en eau d'un point de vue qualitatif et quantitatif via :

- L'action de *répertorier les milieux séquestrant du carbone et de les protéger* : ces milieux sont en grande partie des zones humides. Par leur rôle de stockage et épurateur, les zones humides contribuent à l'amélioration de la qualité et du débit des cours d'eau.
- L'action de *préserver et restaurer le bocage*. Le maintien du bocage permet de lutter contre le ruissellement et la pollution des eaux.
- Les actions concernant les *politiques de gestion intégrée de l'eau*, ainsi que les schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement cherchent à améliorer la qualité des eaux et à protéger la ressource. Les schémas

directeurs permettent d'anticiper les évolutions nécessaires des infrastructures, en particulier au regard du changement climatique.

- L'action de prévoir dans le PLUi la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation et en favorisant l'infiltration : l'épuration de l'eau est ainsi favorisée et le transfert de polluants vers les cours d'eau est limité.
- L'action de *développer l'offre biologique dans la restauration collective* réduit l'utilisation de produits phytosanitaires dont les résidus dégradent la qualité de l'eau.
- La *sensibilisation des citoyens et des scolaires* est une action qui contribue à la protection de la qualité et de la ressource en eau.

POINTS DE VIGILANCE

Il est à noter tout de même que le PCAET de la CCPCP pourra avoir une incidence négative sur la ressource en eau via :

- Les actions entraînant une artificialisation des sols, comme la *labellisation d'aires de covoiturage non institutionnalisées* peut légèrement accentuer le risque de pollution des eaux via les eaux pluviales qui ruissellent sur ces sols avant de regagner les cours d'eau
- La *construction d'une plateforme de recyclage et de valorisation des déchets* peut représenter un risque de pollution de l'eau si elle mal conçue ou mal exploitée. Toutefois, ce projet fait l'objet d'une évaluation environnementale qui définira précisément ses incidences et les mesures à prendre.

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

Toute eau de ruissellement rejetée au réseau d'eau pluvial ou au milieu naturel doit faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement destinée à rendre sa qualité acceptable par le milieu récepteur (eaux superficielles ou souterraines). Des solutions fondées sur la nature seront préférées.

Cette mesure est intégrée aux actions mentionnées en point de vigilance.

7.1.3. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE & MESURES ENVISAGEES

INCIDENCES POSITIVES

Le plan d'actions du PCAET de la CCPCP aura globalement une incidence positive sur la préservation des espaces naturels et la biodiversité qui devraient être fragilisés par les effets du changement climatique. Plusieurs actions explicitent très clairement cette volonté :

- L'action de *répertorier les milieux séquestrant du carbone et de les protéger*. Les zones humides et les forêts ont un rôle biologique majeur, elles constituent pour un grand nombre d'espèces animales et végétales, souvent remarquables, une zone refuge pour l'alimentation, la nidification et la reproduction. Certaines d'entre elles sont classées Natura 2000 ou ZNIEFF.
- L'action de *préserver et restaurer le bocage*. Agir pour le maintien du bocage c'est agir en faveur de la biodiversité. En effet, le bocage est un espace de nature qui héberge une biodiversité riche.
- Les actions concernant *les politiques de gestion intégrée de l'eau*, agissent aussi sur la protection des milieux aquatiques, qui sont des habitats de nombreuses espèces et constituent des corridors écologiques importants.
- Les actions à inscrire dans le PLUi, comme réduire la consommation foncière afin de protéger les terres naturelles et agricoles, favoriser le renouvellement urbain et identifier et préserver la trame verte et bleue, sont très favorable à la biodiversité.
- Les actions visant à la *promotion et l'utilisation de produits locaux biologiques* réduit l'utilisation de produits phytosanitaires et les pratiques agricoles intensives destructrices de la biodiversité.
- Les *techniques agronomiques peu émissives, favorisant la séquestration du carbone*, préservent également la biodiversité du sol (réduction voire suppression des labours, engrais verts, agroforesterie...).

En outre, le développement des mobilités durables (déplacements partagés, collectifs et doux) mais aussi la diminution des besoins en déplacements, contribueront à réduire les polluants atmosphériques affectant aussi bien la faune que la flore.

POINTS DE VIGILANCE

Il est à noter plusieurs points de vigilance sur le plan d'action du PCAET :

- Concernant les *actions relatives à la rénovation de l'habitat ancien* (Opérations programmée d'amélioration de l'habitat, soutenir l'accession à l'ancien, accompagnement technique et administratif des ménages, réhabilitation du parc locatif public conventionné) : Certaines espèces, notamment les chiroptères, sont susceptibles d'utiliser des gîtes anthropiques (combles, charpentes, caves, etc.) à un moment de leur cycle de vie, en particulier dans des bâtiments anciens. Les travaux de rénovation, et en particulier d'isolation, peuvent entraîner la condamnation des accès à ces gîtes, déranger les individus en place, voire entraîner leur empoisonnement en cas d'utilisation de traitements du bois contre les parasites. Il conviendra donc d'être vigilant lors de l'accompagnement des projets de travaux.
De façon indirecte, l'extraction de matériaux nécessaires à ces travaux peut impacter des habitats naturels. A noter que cet impact est moindre que lorsqu'il s'agit de constructions neuves.
- Le repowering des parcs éoliens* est l'occasion de vérifier l'absence d'impacts des éoliennes sur la biodiversité, et de s'en assurer en cas de modification des caractéristiques physiques des installations.
- L'action pour la possibilité de *développer l'énergie hydroélectrique* peut altérer la continuité écologique des cours d'eau et de leurs berges. Ce point sera à surveiller.
- Concernant l'action relative au *développement de la filière bois énergie*, il conviendra d'être vigilant vis-à-vis de l'exploitation des gisements mobilisables (haies bocagères, boisement...) qu'il est indispensable de gérer durablement. En effet, les haies constituent des zones d'alimentation et des voies de circulation privilégiées pour certaines espèces, plus encore quand il s'agit de haies anciennes.
- La *construction d'un champ solaire* à Ty Hémon devra veiller à ne pas altérer la ZNIEFF proche : Tourbière de Ty Ar Yeun.
- Les *échanges et le regroupement des parcelles agricoles* présentent un risque pour le bocage : l'agriculteur peut vouloir abattre les haies se trouvant entre deux parcelles d'une même exploitation.
- De façon plus accessoire, les *actions relatives à la construction d'aménagements pour la mobilité* devront veiller à ne pas impacter des habitats ou des espèces sensibles ou protégées fréquentant les secteurs envisagés.

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

- Prise en compte de la continuité écologique des cours d'eau dès l'émergence d'un projet sur un cours d'eau.
- Sensibilisation des acteurs de la rénovation du bâti à la présence potentielle d'espèces protégées, et informations sur les dispositions à prendre. Conditionner l'accompagnement à une expertise préalable.

Mesures de réduction :

- Attention à la trame verte et bleue dès l'émergence d'un projet de construction d'aménagements..
- Faire un point de l'état de la biodiversité (suivi des données écologiques) pour chaque projet de repowering de parc éolien.
- Conditionner le développement de la filière bois énergie, notamment l'exploitation du bocage, à un entretien durable des haies grâce à l'élaboration de plan de gestion du bocage (plan de gestion à l'échelle d'une exploitation agricole ou plan de gestion du bocage de bord de route à l'échelle d'une commune par exemple). La CCPCP suivra l'ensemble de ces plans de gestion.
- Les projets de réalisation d'installation de production d'énergie renouvelable, s'ils ne sont pas soumis à évaluation environnementale réglementaire, devront s'accompagner d'une analyse des enjeux environnementaux (sauf les projets des particuliers).

- Les ateliers autour des échanges de parcelles devront aborder de façon précise le sujet du bocage et de l'importance de son maintien. La valeur du bocage sera intégrée dans la valeur du terrain et l'engagement de conservation peut être demandé à l'agriculteur.

Ces différentes mesures sont intégrées aux actions mentionnées dans les points de vigilance et qui sont concernées.

7.1.4. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE & MESURES ENVISAGEES

INCIDENCES POSITIVES

L'analyse du plan d'actions fait ressortir un certain nombre d'incidences indirectes positives du PCAET sur la qualité du paysage et le patrimoine bâti du territoire grâce :

- Au *développement des aménagements en faveur des modes de déplacements actifs* qui permettent indirectement la valorisation des paysages et du patrimoine.
- Au soutien à *l'accession d'habitations anciennes*, qui conduit à la rénovation de ce patrimoine,
- Aux actions en faveur de la *préservation du bocage et des milieux et écosystèmes*, qui constituent la base des paysages du territoire,
- Au soutien des politiques de *gestion intégrée de l'eau*, qui est un élément du paysage à toutes les échelles,
- Au soutien aux *producteurs locaux, aux circuits courts, à l'agriculture biologique*, qui permettent des cultures variées.

POINTS DE VIGILANCE

Les points de vigilance sont :

- la pérennisation d'aires de covoiturage qui, selon leur emplacement, peuvent dégrader le paysage,
- Les impacts du *repowering éolien*, notamment en cas de rehaussement des mâts,
- le *développement de projet ou de grappe solaire*, selon leur site d'implantation,
- l'installation d'un *site de recyclage et valorisation des déchets*.

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

Une étude paysagère est nécessaire avant tout choix d'implantation d'un des aménagements envisagés par le PCAET, soumis à déclaration préalable (Article R 421-9 Code de l'urbanisme) ou à évaluation environnementale (article R122-2 Code de l'environnement). Seront pris en compte, les perspectives visuelles, les vues remarquables, la topographie, les espaces naturels et la végétation en place, etc. afin d'éviter les sites sensibles.

Mesures de réduction :

Des mesures d'accompagnement paysager sont à prévoir pour chaque projet qui n'a pas totalement évité les impacts sur le paysage.

Ces deux mesures sont intégrées aux actions mentionnées dans les points de vigilance ci dessus.

Il est toutefois à noter que le projet d'installation de recyclage des déchets porte sur un ancien site industriel et fera l'objet d'une évaluation environnementale réglementaire, qui analysera finement ses impacts et définira les mesures à prendre pour les éviter, à défaut les réduire, et à défaut les compenser.

7.1.5. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LES POLLUTIONS ET NUISANCES & MESURES ENVISAGEES

Bruit

INCIDENCES POSITIVES

- La mise en œuvre d'un *plan d'actions en santé et environnement* réduira les nuisances sonores
- Toutes les *actions en faveur de la mobilité durable, la pratique du Covoiturage, le développement des modes actifs* (vélos, pédibus, vélobus), *l'amélioration des deux pôles d'échanges de Châteaulin*, mais aussi *les espaces de Co-Working*, réduisent le trafic routier et donc le bruit. Il en est de même pour les *actions de développement de l'offre locale et des circuits courts d'approvisionnement*, et les actions de *sensibilisation à la mobilité durable*.
- Les *échanges parcellaires entre exploitants agricoles* vont réduire les distances à parcourir, et donc les bruits générés.
- Le *repowering des éoliennes* peut diminuer le bruit par rapport à des installations vieillissantes.

POINTS DE VIGILANCE

Aucun.

Qualité de l'air et santé

INCIDENCES POSITIVES

- La rénovation de l'habitat ancien suppose une meilleure isolation réduisant ainsi les besoins en chauffage, et elle s'accompagne la disparition du chauffage au fuel et ou de la transformation des installations de chauffage au bois. Ces deux sources de pollution de l'air s'en trouveront ainsi réduites.
- La mise en place d'un *plan d'actions en santé et environnement* agira aussi directement sur l'amélioration de la qualité de l'air.
- Toutes les *actions en faveur de la mobilité durable, la pratique du Covoiturage, le développement des modes actifs* (vélos, pédibus, vélobus), *l'amélioration des deux pôles d'échanges de Châteaulin*, mais aussi *les espaces de Co-Working*, réduisent le trafic routier et ont donc une incidence positive sur la qualité de l'air. Il en est de même pour les actions de *développement de l'offre locale et des circuits courts d'approvisionnement*.
- Les actions contribuant au *maintien des milieux séquestrant du carbone et le bocage*, ou *limitant la consommation foncière*, permettront à la végétation qui s'y développe de capter le carbone mais aussi les polluants. Elles participent ainsi à limiter la dégradation de la qualité de l'air.
- Les *échanges parcellaires entre exploitants agricoles* vont réduire les distances à parcourir, améliorant là aussi la qualité de l'air.
- Le *Gaz Naturel Véhicule*, produit par la méthanisation, est également moins polluant.
- Les actions de *sensibilisation à la mobilité durable et à la maîtrise de l'énergie* sont aussi favorables à la qualité de l'air.

POINTS DE VIGILANCE

Le *développement de la filière Bois-énergie* a, en particulier dans le cas du chauffage individuel au bois, une incidence négative sur la pollution de l'air (majoritairement liée aux émissions de particules, de benzo(a)pyrène et de monoxyde de carbone).

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

Sans objet.

Mesures de réduction :

La sensibilisation des habitants sur la dégradation de la qualité de l'air liée à l'usage d'équipements de chauffage au bois peu performants et l'information concernant les aides de l'Etat au renouvellement des équipements anciens sont prévue dans les actions suivantes : *Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat, Accompagnement technique et administratif des ménages, Former des citoyens.*

Déchets

INCIDENCES POSITIVES

- Le développement de la filière bois-énergie permet une valorisation des déchets de bois (taille en particulier).
- La *création d'une plateforme de recyclage et valorisation de déchets* permettra le développement d'une économie circulaire.
- Le *développement des circuits courts locaux* diminue les déchets générés par l'emballage des marchandises. Elle permet aussi la vente de produits « déclassés ».
- La *réduction du gaspillage alimentaire, la distribution de composteurs, la rédaction d'un Plan de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, l'étude pour la création de recycleries*, sont des actions réduisant la production de déchets.

POINTS DE VIGILANCE

- Les opérations de *rénovation de l'habitat* génèrent des déchets de nature inerte qui peuvent représenter un volume important à l'échelle du territoire de la CCPCP. D'autres déchets peuvent être dangereux pour l'homme ou pour l'environnement (déchets contenant de l'amiante notamment).

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

Sans objet.

Mesures de réduction :

- Il convient de porter une vigilance particulière au tri sélectif sur chaque chantier et à leur évacuation vers les filières de traitement ou de recyclage appropriées.
 - Une sensibilisation des particuliers sera faite lors des actions d'information et d'accompagnement à la rénovation.
 - Des actions d'information des artisans et entreprises du bâtiment seront effectuées.
 - Une information complète concernant les filières locales de collecte et de traitement des différents types de déchets des professionnels sera fournie aux maîtres d'ouvrage et maître d'œuvre.Cette mesure est intégrée dans les actions suivantes : *Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat, Accompagnement technique et administratif des ménages, Soutenir la réhabilitation du parc locatif public conventionné*
- La création de plateforme de recyclage et valorisation permettra de réduire les quantités de déchets. Son dimensionnement prendra en compte les objectifs de rénovation du PCAET.

7.1.6. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LES RISQUES & MESURES ENVISAGEES

INCIDENCES POSITIVES

- La *protection des milieux séquestrant le carbone* et du *bocage* a un effet positif sur les risques : en effet, il s'agit souvent de zones humides, haies et boisements, qui ont la capacité de stocker l'eau et d'atténuer les inondations.
- Les *politiques de gestion intégrée de l'eau* agissent directement dans la prévention des inondations.
- Le *schéma directeur eau potable* permet, entre autre, permet d'anticiper les impacts d'évènements exceptionnels sur la production et la distribution d'eau potable. En limitant les fuites sur le réseau, il atténue le risque de manque de ressource en eau.
- Le *schéma directeur d'assainissement* prévoit les travaux à réaliser sur le système d'assainissement pour maintenir son efficacité et faire face aux intrusions d'eau dans les réseaux et inondations, avec les conséquences sur la salubrité publique qu'elles pourraient avoir.
- La *connaissance du risque d'érosion littorale et de submersion marine via l'outil Litto3D*, ainsi que la sensibilisation des populations visent à anticiper et prévenir les risques qui pourraient survenir suite aux changements climatiques
- La *prise en compte des enjeux de la gestion des risques dans le PLUi-H* limite aussi la vulnérabilité du territoire

POINTS DE VIGILANCE

Aucun

MESURES ERC

Sans objet

7.1.7. INCIDENCES DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR L'ATTENUATION ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'ENERGIE & MESURES ENVISAGEES

INCIDENCES POSITIVES

L'essence même du PCAET est la mise en place d'actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'économie d'énergie et d'actions visant à anticiper des modifications climatiques à venir.

Les actions du PCAET visent en effet à soutenir une réduction forte des consommations énergétiques dans les différents secteurs tels que l'habitat, le transport et l'agriculture ainsi que le développement des énergies renouvelables.

- L'ensemble des actions qui visent à la rénovation de l'habitat ancien contribuent à réduire les consommations en énergie, en particulier en énergie fossile, et ainsi réduit les émissions de gaz à effet de serre. Le développement d'une *plateforme de rénovation* doit permettre une augmentation des réalisations, ainsi qu'une augmentation de la qualité des rénovations. L'*accompagnement technique et administratif* est essentiel également.
- Les actions en faveur d'une mobilité sobre et décarbonée du PCAET contribueront à limiter les consommations énergétiques, qu'il s'agisse d'actions de *coordination des acteurs, de sensibilisation, développement de solutions de mobilité innovante et d'intermodalité*. En effet, les actions visent à développer les modes de

déplacements partagés, collectifs et doux afin de réduire les déplacements émetteurs de gaz à effet-de-serre et de polluants, mais aussi en limitant les besoins en déplacement.

- Pour atteindre les objectifs chiffrés de - 25 % de consommation énergétique (128 GWh en 10 ans) les actions *d'identification des gisements d'énergie* et *la collaboration avec les différents acteurs* visent à développer les projets à partir de différentes sources : solaires, hydro-electriques, bois-énergie, éolien.
- Les actions en faveur des espaces naturels telles que la *protection des milieux séquestrant du carbone* et la *préservation du bocage* ont des incidences indirectes positives sur le climat, ces espaces étant des puits de carbone.
- Il en est de même pour les sols agricoles. En ce sens l'action auprès des agriculteurs pour promouvoir *des techniques agricoles peu émissives* concoure à augmenter le stock de carbone dans les sols cultivés (via l'augmentation du temps de pâture, et permaculture, la réduction des labours ainsi que la plantation de bande enherbées et culture intermédiaires).
- Le développement de *produits locaux et circuits courts* réduit aussi les consommations énergétiques et émissions liées aux transports.
- Les actions menées par les collectivités territoriales contribueront à limiter les consommations énergétiques issues du bâti et des services publics (utilisation du GNV). Elles limiteront les émissions de gaz à effet de serre en développant l'offre locale et biologique et en réduisant la production de déchets.
- *La sensibilisation des citoyens* sur les enjeux climatique est aussi mise en avant par le PCAET via la participation, avec les autres EPCI du Pays de Brest, à l'appel à projet « mobilisation citoyenne » financé par l'ADEME et la Région Bretagne.

POINTS DE VIGILANCE

Aucun

MESURES ERC

Sans objet

7.2. EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000 ET MESURES ENVISAGEES

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. La mise en œuvre de ce réseau a pour objectif de préserver la biodiversité en tenant compte des préoccupations économiques, sociales, culturelles et locales.

Natura 2000 s'appuie sur deux directives européennes :

- *Directive « Habitats » (1992)*, visant à assurer la préservation durable des habitats naturels reconnus d'intérêt communautaire ainsi que les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire (mammifères, amphibiens, poissons, invertébrés et plantes). Elle prévoit la création d'un réseau écologique européen composé de Sites d'Importance Communautaire (SIC) ou de Zones Spéciales de Conservation (ZSC).
- *Directive « Oiseaux » (1979)*, visant à assurer la préservation durable de toutes les espèces d'oiseaux sauvages. Elle prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux menacées à l'échelle européenne par la désignation de Zones de Protection Spéciale (ZPS). La Directive européenne liste en particulier dans son annexe I, 74 espèces. Ce sont des espèces menacées de disparition, des espèces vulnérables à certaines modifications de leur habitat, des espèces considérées comme rares (population faible ou répartition locale restreinte), et des espèces nécessitant une attention particulière à cause de la spécificité de leur habitat, ainsi que les espèces migratrices dont la venue est régulière.

L'article R. 414-19 du code de l'Environnement prévoit que les documents plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale fassent également l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000. Cette évaluation doit déterminer si le PCAET peut avoir des effets significatifs sur les objectifs de conservation des sites, ainsi que sur les habitats et les espèces ayant justifiées la désignation des sites Natura 2000.

4 Sites Natura 2000 sont recensés :

TYPE	IDENTIFIANT	NOM DU SITE	COMMUNES	SUPERFICIE
Sites d'Intérêt Communautaire (SIC)	FR5300041	Vallée de l'Aulne	Châteaulin Gouézec Le Cloître-Pleyben Lennon Lothey Pleyben	3 558,97 ha
	FR5300014	Complexe du Menez Hom	Dinéault Plomodiern Saint-Nic Trégarvan	1 827,73 ha
	FR5300046	Rade de Brest, estuaire de l'Aulne	Trégarvan	9 226,71 ha
Zones de Protection Spéciale (ZPS)	FR5310071	Rade de Brest : Baie de Daoulas, Anse de Poulmic	Dinéault Trégarvan	8 104 ha

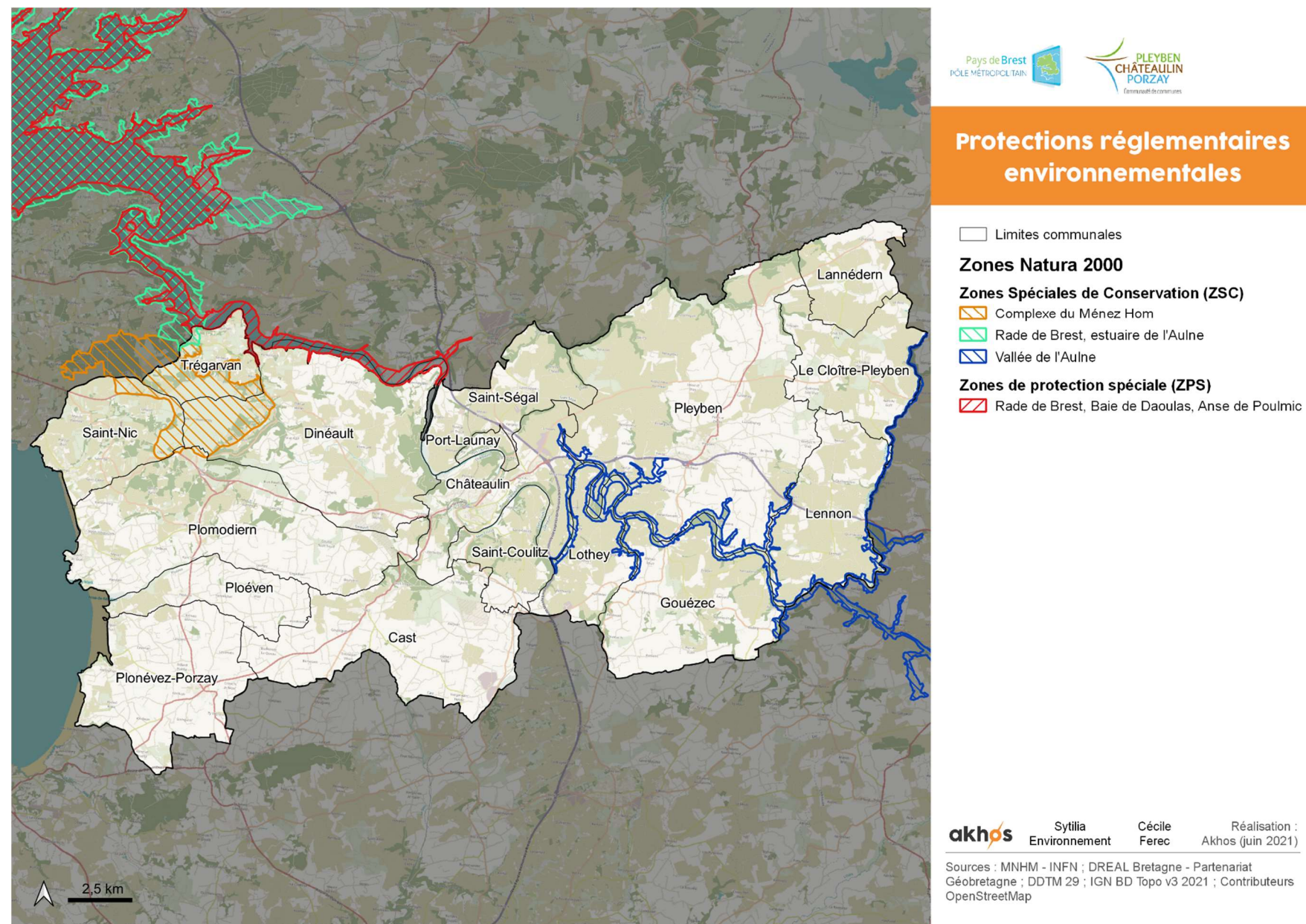


Figure 48 : Les différents sites Natura 2000 sur la CCPCP

7.2.1. CARACTERISTIQUES DES SITES NATURA 2000 PRESENTS SUR LA CCPCP

(extraits des fiches NATURA 2000 de l'INPN)

FR5300041 VALLEE DE L'AULNE

Situé à l'amont de Saint-Coulitz, le site Natura 2000 a des caractéristiques de vallée encaissée, corridors boisés et prairies inondables de part et d'autre des méandres de l'Aulne et des vallées adjacentes de ses affluents, dans le contexte par ailleurs fortement anthropisé du bassin agricole de Châteaulin.

Qualité et importance

Ensemble constitué par la rivière Aulne (habitat " rivière à renoncules. Annexe I) cours d'eau encaissé aux rives boisées, notamment par la chênaie-hêtraie atlantique ou occupée par des groupements prairiaux hygrophiles.

Site d'intérêt majeur pour la reproduction et l'hivernage du grand rhinoppe (annexe II) en France, l'espèce occupant des constructions et d'anciennes ardoisières réparties sur le linéaire fluvial ainsi que des constructions.

Enfin, la loutre (annexe II) reconquiert depuis 15 ans le cours principal de l'Aulne, à partir des têtes de bassins versants de ce fleuve.

L'Aulne accueille par ailleurs la plus importante population reproductrice de saumon atlantique française (annexe II).

L'Aulne, dans sa partie amont, regroupe 76% des frayères du site.

Vulnérabilité

La qualité du milieu fluvial et de ses dépendances est liée au contexte fortement anthropisé du bassin de Châteaulin.

La préservation des trois espèces emblématiques de la vallée de l'Aulne demande que soient préservés et gérés leurs habitats.

Pour la loutre, il s'agit des ripisylves, des boisements, des forêts alluviales, des prairies naturelles et du réseau bocager et de toutes les zones humides. Pour cette espèce, il convient aussi de supprimer les points de collision routière.

La gestion du lit et des berges des rivières, la restauration des frayères et l'amélioration de la qualité de l'eau figurent parmi les orientations propres à préserver les populations de saumon.

FR5300014 COMPLEXE DU MENEZ HOM

Vaste complexe de landes sèches sur affleurement rocheux siliceux, landes humides tourbeuses, tourbières de pente, d'intérêt patrimonial majeur (Lande du Ménéz Hom) abritant un nombre important d'espèces à forte valeur patrimoniale (Sphaigne de la Pylaie, hyménophylles, Lycopode des tourbières, Busard cendré nicheur, Fauvette pitchou, Escargot de Quimper).

Présence sur la forêt communale d'Argol d'une remarquable chênaie rabougrie sur un affleurement rocheux orienté Nord, avec nombreuses bryophytes et ptéridophytes inféodées aux ambiances fraîches saturées en humidité (hyménophylles, hépathiques, etc.).

Vulnérabilité :

Des défrichements de landes (y compris landes tourbeuses) pour la maïsiculture, des destructions de talwegs à Nanthécie pour la réalisation ou l'entretien de captages d'eau communaux et des plantations de résineux précédées de drainages/labours profonds sont toujours d'actualité.

FR5300046 RADE DE BREST, ESTUAIRE DE L'AULNE

Des plateaux gréseux couverts de landes sommitales, des chênaies maigres à flanc de coteaux, découpent dans le continent de nombreuses criques et anses dans lesquelles se jettent des cours d'eau qui alimentent par leurs sédiments les vasières et marais maritimes du fond de la rade de Brest.

L'intérêt phytocénotique et paysager du site réside dans l'imbrication d'habitats d'intérêt communautaire extrêmement variés tels que les estuaires, criques, baies peu profondes, flancs de falaises boisés, landes sèches à hygrophiles sommitales, communautés vivaces des cordons de galets, communautés benthiques (bancs de maërl et herbiers de zostères notamment).

Parmi les espèces remarquables, on peut citer l'Escargot de Quimper (espèce d'intérêt communautaire) en situation écologique et chorologique marginale (forêt estuarienne, en limite occidentale de son aire disjointe).

Une espèce végétale, le Triglochino-Limonietum humile n'est présent en France qu'en rade de Brest et en quelques points du Morbihan (stations découvertes en 1997). Il s'agit d'une communauté basse à Limonium humile (protégé au niveau national) des dépressions du schorre subissant une submersion alternée des eaux salées à saumâtres, et de suintements d'eau douce.

La rade de Brest dans son ensemble joue par ailleurs un rôle majeur dans l'accueil des populations d'oiseaux marins (Sterne pierregarin nicheuse, un des deux plus importants stationnements de Harle huppé en France, avec le Golfe du Morbihan).

Vulnérabilités : L'eutrophisation des cours d'eau se déversant dans la rade et l'extension des prairies à *Spartina alterniflora* sont deux phénomènes à surveiller, car susceptibles d'entraîner, notamment, une modification (banalisation) du pattern des phytocénoses du haut d'estran, avec à terme une régression d'habitats et d'espèces à haute valeur patrimoniale (ex : association à *Limonium humile*). L'enrésinement (ancien) des principaux secteurs boisés posera à terme la question d'une éventuelle restauration de la chênaie-hêtraie estuarienne.

FR5310071 - RADE DE BREST : BAIE DE DAOULAS, ANSE DE POULMIC

La Zone de Protection Spéciale (ZPS) (FR 5310071) couvre une superficie de 8104 ha. Elle vise à assurer la préservation durable de toutes les espèces d'oiseaux les plus menacées pour lesquelles des mesures spéciales de conservation doivent être prises afin d'en assurer la survie et la reproduction. En rade, elle concerne de nombreuses espèces d'oiseaux reconnues au niveau européen, dont 22 au titre de l'annexe I de la directive « Oiseaux » et plusieurs dizaines en tant qu'espèces migratrices régulières visées par l'article 4.2 de la même directive.

L'emprise de la ZPS est marine à 90 %, et suit essentiellement le trait de côte, intégrant ainsi les milieux régulièrement ou épisodiquement immergés tels que les prés salés et les cordons de galets. La frange terrestre, qui couvre 10 % de la superficie du site, comprend essentiellement les marais maritimes situés au bord de l'Aulne, jouant un rôle primordial notamment pour la conservation d'oiseaux migrateurs comme le *Phragmite aquatique*.

Intérêt de la ZPS pour les espèces hivernantes

La rade de Brest constitue un site important de halte migratoire et d'hivernage pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau. Cela est lié à l'existence de vastes zones d'eau peu profondes et de rivages variés (rochers, cordons de galets, vasières), offrant aux oiseaux des ressources alimentaires abondantes.

L'importance des effectifs d'oiseaux hivernants font de la rade de Brest une zone humide d'importance nationale voire internationale pour l'avifaune. Ce sont en effet 15 000 à 20 000 oiseaux d'eau qui sont dénombrés en moyenne à la mi-janvier sur l'ensemble de la rade, dont la majeure partie dans le périmètre de la ZPS. Il s'agit principalement d'anatidés (canards), de plongeurs, grèbes, de limicoles, et de laridés (mouettes et goélands). La rade de Brest fait ainsi partie des principaux sites français d'importance internationale pour l'hivernage des oiseaux d'eau.

La rade de Brest constitue également une zone d'hivernage remarquable par la diversité des espèces présentes : 85 espèces différentes sont recensées chaque année sur le plan d'eau, qu'elles utilisent en hivernage ou halte migratoire. (Source : Groupe Ornithologique Breton, Bretagne-Vivante/SEPNB.

Comptages Wetland de 1996 à 2012). Cette diversité d'espèces reflète bien la grande diversité et l'imbrication des habitats qui constituent l'une des richesses naturelles de la rade.

Intérêt de la ZPS pour les espèces nicheuses :

Le nombre d'espèces d'intérêt européen nichant régulièrement au sein de la ZPS est faible, puisque cela ne concerne actuellement que huit espèces : le tadorne de Belon (*Tadorna tadorna*), les goélands bruns (*Larus fuscus*), marins (*Larus marinus*) et argentés (*Larus argentatus*), le cormoran huppé (*Phalacrocorax aristotelis*), la sterne pierregarin (*Sterna hirundo*), l'Aigrette garzette (*Egretta garzetta*), et le Pic noir. Seules ces trois dernières sont inscrites à l'annexe I de la Directive "Oiseaux".

Les autres espèces font en revanche partie de la liste complémentaire des espèces migratrices devant faire l'objet de mention en cas de présence significative et régulière sur le site.

Ainsi, sur l'ensemble de ces 5 sites, 8 habitats prioritaires **et 45 espèces d'intérêt communautaire** ont été répertoriés sur le territoire de la CCPCP, dont :

- 9 espèces de mammifères,
- 6 espèces de poisson,
- 5 espèces d'invertébrés,
- 3 espèces végétales,
- 22 espèces d'oiseaux.

Ces espèces sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

Habitats prioritaires	Vallée de l'Aulne FR5300041	Menez Hom FR5300014	Rade Estuaire Aulne FR5300046
91E0 - Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	154,4 ha	0,5 ha	3,15 ha
4020 - Landes humides atlantiques tempérées à <i>Erica ciliaris</i> et <i>Erica tetralix</i>		59,06 ha	0,37 ha
7110 - Tourbières hautes actives		30,29 ha	
9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	5,13 ha		
1150 - Lagunes côtières			1 ha
91D0 - Tourbières boisées		0,76 ha	0,11 ha
6230 - Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)		0,56 ha	
9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion			0,16 ha

Liste des habitats naturels d'intérêt communautaire identifiés sur les sites Natura 2000 cités

Espèces présentes	Rade de Brest- Estuaire de l'Aulne	Menez Hom	Vallée de l'Aulne
	FR5300046	FR5300014	FR5300041
Mammifères visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil			
1304 - Rhinolophus ferrumequinum	X		X
1308 - Barbastella barbastellus	X		X
1321 - Myotis emarginatus	X		X
1355 - Lutra lutra	X	X	X
1364 - Halichoerus grypus	X		
1303 - Rhinolophus hipposideros			X
1323 - Myotis bechsteinii			x
1324 - Myotis myotis			x
1337 - Castor fiber			x
Poissons visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil			
1095 - Petromyzon marinus	X		X
1096 - Lampetra planeri			X
1102 - Alosa alosa	X		X
1103 - Alosa fallax	X		X
1106 - Salmo salar	X	X	X
1163 - Cottus gobio		X	X
Invertébrés visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil			
1007 - Elona quimperiana	X	X	X
1029 - Margaritifera margaritifera			
1065 - Euphydryas aurinia	X		
1083 - Lucanus cervus	X	X	X
6199 - Euplagia quadripunctaria			
Plantes visées à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil			
1421 - Trichomanes speciosum	X	X	
1441 - Rumex rupestris	X		
1398 - Sphagnum pylaesii		X	

Liste des espèces (sauf les oiseaux) d'intérêt communautaire identifiées sur les sites Natura 2000 cités

Oiseaux visés à l'Annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil ZPS RADE DE BREST FR5310071	
Code et nom	Nombre recensé
A001 - Gavia stellata	0 - 6 Individus
A002 - Gavia arctica	19 - 112 Individus
A003 - Gavia immer	3 - 55 Individus
A007 - Podiceps auritus	38 - 105 Individus
A026 - Egretta garzetta	30 - 161 Individus
A034 - Platalea leucorodia	0 - 9 Individus
A094 - Pandion haliaetus	1 - 2 Individus
A094 - Pandion haliaetus	1 - 1 Individus
A103 - Falco peregrinus	Présent
A132 - Recurvirostra avosetta	30 - 69 Individus
A140 - Pluvialis apricaria	0 - 540 Individus
A157 - Limosa lapponica	0 - 34 Individus
A176 - Larus melanocephalus	0 - 26 Individus
A177 - Larus minutus	0 - 1 Individus
A191 - Sterna sandvicensis	4 - 74 Individus
A191 - Sterna sandvicensis	0 - 0 Individus
A193 - Sterna hirundo	32 - 32 Individus
A229 - Alcedo atthis	28 - 28 Individus
A236 - Dryocopus martius	1 - 1 Couples
A294 - Acrocephalus paludicola	2 - 2 Individus
A384 - Puffinus puffinus mauretanicus	0 - 8 Individus

Liste des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire identifiées sur le site Natura 2000 Zone de protection spéciale de la rade de Brest, Baie de Daoulas, Anse de Poulmic

Par ailleurs, les principales incidences négatives et positives et activités ayant des répercussions notables sur les sites Natura 2000 sont listées ci-après. Les menaces sont différentes selon les sites, et sont principalement directement liées aux activités économiques et de loisir.

Des couleurs ont été indiquées pour améliorer la lisibilité du tableau :

Influence de l'activité	Négative	Positive	Non évaluée
	↓	↓	↓
Intensité de l'influence	Faible	Faible	Faible
	Moyenne	Moyenne	Moyenne
	Forte	Forte	Forte

FR5300041 Vallée de l'Aulne		
Libellé	Influence	Intensité
Antagonisme avec des espèces introduites	Négative	Faible
Carrières de sable et graviers	Négative	Faible
Elimination des haies et bosquets ou des broussailles	Négative	Faible
Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)	Négative	Faible
Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)	Négative	Faible
Changements des conditions hydrauliques induits par l'homme	Négative	Moyenne

FR5300041 Vallée de l'Aulne		
Libellé	Influence	Intensité
Dépôts de déchets ménagers / liés aux installations récréatives	Négative	Moyenne
Eutrophisation (naturelle)	Négative	Moyenne
Fertilisation	Négative	Moyenne
Pollution des eaux de surfaces (limniques et terrestres, marines et saumâtres)	Négative	Moyenne
Pont, viaduc	Négative	Moyenne
Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques	Négative	Moyenne
Aquaculture (eau douce et marine)	Non évaluée	Faible
Chasse	Non évaluée	Faible
Habitations dispersées	Non évaluée	Faible
Autres intrusions et perturbations humaines	Non évaluée	Moyenne
Pêche de loisirs	Non évaluée	Moyenne
Fauche de prairies	Positive	Faible
Pâturage	Positive	Faible
Sylviculture et opérations forestières	Positive	Faible

FR5300014 Complexe du Menez Hom		
Libellé	Influence	Intensité
Piétinement, surfréquentation	Non évaluée	Faible
Captages des eaux de surface	Non évaluée	Forte
Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)	Non évaluée	Forte
Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)	Non évaluée	Forte
Incendie (naturel)	Non évaluée	Moyenne
Vol-à-voile, delta-plane, parapente, ballon	Non évaluée	Moyenne
Alpinisme, escalade, spéléologie	Non évaluée	Non évaluée
Autres intrusions et perturbations humaines	Non évaluée	Non évaluée
Chasse	Non évaluée	Non évaluée
Dépôts de déchets ménagers / liés aux installations récréatives	Non évaluée	Non évaluée
Exploitation forestière sans reboisement ou régénération naturelle	Non évaluée	Non évaluée
Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)	Non évaluée	Non évaluée
Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)	Non évaluée	Non évaluée
Pâturage	Non évaluée	Non évaluée
Sylviculture et opérations forestières	Non évaluée	Non évaluée
Vol-à-voile, delta-plane, parapente, ballon	Non évaluée	Non évaluée
Véhicules motorisés	Non évaluée	Non évaluée

FR5300046 Rade de Brest, estuaire de l'Aulne		
Libellé	Influence	Intensité
Exploitation forestière sans reboisement ou régénération naturelle	Négative	Forte
Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)	Négative	Forte
Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)	Négative	Forte
Pollution des eaux de surfaces (limniques et terrestres, marines et saumâtres)	Négative	Forte
Sylviculture et opérations forestières	Négative	Forte
Aquaculture (eau douce et marine)	Négative	Moyenne

FR5300046 Rade de Brest, estuaire de l'Aulne		
Libellé	Influence	Intensité
Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques	Négative	Moyenne
Voies de navigation	Négative	Moyenne
Zones urbanisées, habitations	Non évaluée	Forte
Endigages, remblais, plages artificielles	Non évaluée	Non évaluée
Envasement	Non évaluée	Non évaluée
Zones portuaires	Non évaluée	Non évaluée
Pâturage	Positive	Moyenne

FR5310071 - Rade de Brest : Baie de Daoulas, Anse de Poulmic		
Libellé	Influence	Intensité
Abrasion / dégradation physique des fonds marins	Négative	Forte
Espèces exotiques envahissantes	Négative	Forte
Piétinement, surfréquentation	Négative	Forte
Pêche professionnelle active (arts trainants)	Négative	Forte
Espèces autochtones problématiques	Négative	Moyenne
Pêche de loisirs	Négative	Moyenne
Endigages, remblais, plages artificielles	Négative	Faible
Fauche non intensive	Positive	Forte
Pâturage	Positive	Forte
Gestion des forêts et des plantations & exploitation	Positive	Moyenne

Liste des menaces, pressions et activités ayant une incidence sur chacun des sites Natura 2000 présents sur le territoire de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

7.2.2. ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR LES SITES NATURA 2000 ET MESURES ENVISAGEES

Le changement climatique présente des risques importants pour les habitats et espèces que les sites Natura 2000 sont destinés à protéger. La modification de la température des eaux, qu'elles soient marines ou continentales, la hausse du niveau de la mer et l'érosion littorale, la hausse des températures de l'air, la fréquence accrue des tempêtes et des sécheresses, tout cela contribue à fragiliser des espaces déjà sensibles.

Les actions proposées pour le PCAET sont globalement positive pour la préservation des sites Natura 2000. Il n'empêche que, lors de leur réalisation, des points de vigilance peuvent être nécessaires.

ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

Le PCAET se décline à travers différentes actions structurées en objectifs opérationnels, lesquels sont issus de sa stratégie articulée autour d'objectifs principaux quantifiés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des consommations énergétiques, de développement des énergies renouvelables, d'adaptation du territoire au changement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air.

Ces actions ne sont, pour la plupart, ni spatialisées ni géolocalisées. Il n'est donc pas possible d'identifier de façon précise les incidences potentielles sur les 4 sites Natura 2000 susceptibles d'être impactés. Le risque d'incidences significatives dommageables ne peut être écarté à ce stade, quant à la mise en œuvre au niveau local de projets répondant aux objectifs opérationnels du PCAET. Il appartiendra aux porteurs de projets de ces derniers, dans le cadre des procédures réglementaires applicables, de démontrer à l'échelle plus fine, l'absence d'incidences au titre de Natura 2000.

D'une manière globale, la mise en œuvre du PCAET aura une incidence positive sur l'ensemble du réseau européen des sites Natura 2000. Le PCAET va dans le sens du maintien de la conservation des habitats et des espèces par sa contribution aux actions engagées au niveau planétaire pour limiter les effets du changement climatique et la vulnérabilité des territoires.

IMPACTS SUR LES HABITATS

INCIDENCES POSITIVES

Le PCAET a une incidence positive directe et indirecte sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire des sites Natura 2000 présents sur le territoire de la CCPCP à travers :

- L'action de *répertorier les milieux séquestrant du carbone et de les protéger* contribuera à mieux protéger ceux de ces milieux situés en site Natura 2000, en particulier les tourbières, zones humides, lagunes, forêts...
- L'action de *préserver et restaurer le bocage* contribuera à préserver les habitats naturels liés au bocage. La contribution du bocage à la qualité de l'eau conduit également à préserver ainsi les habitats aquatiques terrestres et marins.
- Les actions concernant *les politiques de gestion intégrée de l'eau*, agissent aussi sur la protection des milieux aquatiques terrestres et marins, qui sont des habitats Natura 2000.
- Les actions à inscrire dans le PLUi, comme *réduire la consommation foncière et préserver la trame verte et bleue*, contribuent ainsi au maintien des habitats.
- Les actions visant à la *promotion et l'utilisation de produits locaux biologiques* réduit l'utilisation de produits phytosanitaires améliore la qualité des habitats aquatiques.
- L'action visant à *développer l'énergie hydroélectrique* sur l'Aulne, sera l'occasion de modifier des ouvrages anciens et ainsi de restaurer la continuité écologique du cours d'eau.

POINTS DE VIGILANCE

- Concernant les *actions relatives à la rénovation de l'habitat ancien*, de façon indirecte, l'extraction de matériaux nécessaires à ces travaux peut impacter des habitats naturels, si l'extraction se fait dans ou à proximité de sites Natura 2000. Le risque est faible, ces extractions faisant l'objet d'autorisation administratives assortie d'une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000.
- Les aménagements en *faveur des modes de déplacements actifs* peuvent aussi affecter les habitats Natura 2000 s'ils sont proches.
- L'action pour la possibilité de *développer l'énergie hydroélectrique* sur l'Aulne, pourrait affecter les habitats aquatiques ou ceux des berges en cas de construction associées.
- Concernant l'action relative au *développement de la filière bois énergie*, il conviendra d'être vigilant vis-à-vis de l'exploitation des gisements situés en site Natura 2000 (haies bocagères, boisement...). En effet, les haies constituent des zones d'alimentation et des voies de circulation privilégiées pour certaines espèces, et plus elles sont anciennes, plus elles sont riches en biodiversité.
- Les échanges parcellaires peuvent avoir un impact sur le bocage.

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

- Pour les projets d'aménagements à l'étude (parc photovoltaïque par exemple, ainsi que d'éventuels sites d'extraction de matériaux), la présence des sites Natura 2000 et des milieux sensibles associés sera prise en compte dans le choix de l'emplacement des projets. La structure animatrice du site sera associée dès le début du projet.
- Le développement de projets hydro électrique sur l'Aulne évaluera les incidences sur le site Natura 2000. Une étude de faisabilité écologique est prévue en amont.
- Les échanges parcellaires, s'ils se font au sein de site Natura 2000, devront être faits dans un strict respect des haies et boisements.

Mesures de réduction :

L'élaboration de plan de gestion du bocage (cf §7.1.3) est d'autant plus importante qu'un site Natura 2000 est proche.

Ces mesures sont intégrées aux actions mentionnées dans les points de vigilance ci dessus.

IMPACTS SUR LES ESPECES

INCIDENCES POSITIVES

Le PCAET a une incidence positive directe et indirecte sur les espèces d'intérêt communautaire des sites Natura 2000 présents sur le territoire de la CCPCP à travers :

- La *protection des milieux séquestrant du carbone et le bocage*, qui abritent de nombreuses espèces d'oiseaux et d'invertébrés. Cet ensemble d'action est particulièrement favorable aux espèces animales et végétales.
- Les actions en faveur d'une amélioration de la qualité des eaux à travers le *maintien du bocage ou la gestion intégrée de l'eau*, qui seront par conséquent favorables aux habitats aquatiques terrestres et marins et aux espèces qui y vivent, telles que les mammifères, oiseaux marins et les poissons.
- Les actions en faveur d'une *agriculture durable et bio* qui sont également favorables aux chiroptères, aux invertébrés et aux oiseaux qui sont affectés par le déclin des populations d'insectes.

POINTS DE VIGILANCE

- L'aménagement favorisant les modes actifs, pistes cyclables notamment, peut générer un dérangement de la faune, en particulier en bord de mer ou de fleuve. Par exemple dérangement des oiseaux au repos ou nourrissage dans la ZPS, dérangement de la Loutre au bord de l'Aulne.
- *Le repowering des parcs éoliens* est l'occasion de vérifier l'absence d'impacts des éoliennes ou de réduire ces impacts. Cela concerne les espèces de chiroptères du site de la « Vallée de l'Aulne », notamment au regard du parc éolien de Saint-Coulitz est à moins d'un kilomètre du site Natura 2000 « Vallée de l'Aulne », de celui de Cast à 4 km.
- La *construction d'un champ solaire* à Ty Hémon devra prendre en compte le site Natura 2000 Vallée de l'Aulne, situé à environ 2 km.

MESURES ERC

Mesures d'évitement :

Pour les projets d'aménagements (pistes cyclable notamment), la présence des sites Natura 2000 et des espèces associés devra être prise en compte dans le choix de l'emplacement des projets. La structure animatrice du site sera associée dès le début du projet.

Mesures de réduction :

Selon les projets, les dispositions destinées à réduire les incidences sur les espèces prioritaires seront étudiées par le porteur du projet.

Ces deux mesures sont intégrées aux actions mentionnées dans les points de vigilance ci dessus.

7.2.3. CONCLUSION

Les incidences du PCAET sur l'état de conservation et les objectifs de gestion des habitats et espèces d'intérêt communautaire présents dans les 4 sites Natura 2000 du territoire de la CCPCP apparaissent globalement positives en lien avec les actions visant à lutter contre le changement climatique, à celles visant à protéger les milieux naturels et les espèces (littoraux, bocagers, zones humides), à promouvoir des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et enfin, celles visant à la préservation de la ressource en eau.

D'une manière globale, la mise en œuvre du PCAET aura une incidence positive sur l'ensemble du réseau européen des sites Natura 2000. Le PCAET va dans le sens du maintien de la conservation des habitats et des espèces par sa contribution aux actions engagées au niveau planétaire pour limiter les effets du changement climatique et la vulnérabilité des territoires.

7.3 : EFFETS CUMULES AVEC LES ACTIONS ENGAGEES DANS LES TERRITOIRES VOISINS

Les différentes communautés de communes qui constituent le Pays de Brest élaborent leur PCAET, en lien avec les services du Pays de Brest. Ainsi, chacune des collectivités a défini des enjeux et établi, ou va établir, son plan d'actions. Si la base et la méthode de travail proposée par le Pays de Brest est la même, les thèmes abordés se ressemblent mais les plans d'actions sont différents d'une collectivité à l'autre, suivant les enjeux et les réflexions des différents groupes de travail.

Globalement, la mise en œuvre de ces PCAET constitue un ensemble d'actions inédit dont les conséquences sur l'environnement sont très positives.

Les points de vigilance mis en avant dans l'évaluation environnementale permettent le plus souvent d'amender le contenu des actions afin d'en éviter ou réduire l'impact. La prise en compte des mesures d'évitement et de réduction des incidences par chaque territoire permettra de réduire les effets cumulés qu'auraient pu avoir telles ou telles actions.

PARTIE 8 : INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI

Le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au PCAET prévoit une mise à jour du plan tous les 6 ans en s'appuyant sur un dispositif de suivi et d'évaluation. Ce dispositif doit permettre d'apporter un regard critique sur la performance de la politique de transition énergétique de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, traduite par le PCAET et ce, au regard des objectifs fixés en matière d'air, d'énergie et de climat. Il doit permettre de porter une évaluation du PCAET de manière continue afin de faire émerger d'éventuels besoins d'ajustements ou de modifications.

Un tableau des indicateurs de suivi et de résultat a été élaboré pour le suivi des actions du PCAET de la CCPCP. Les indicateurs définis peuvent être de nature quantitative ou qualitative. Ils constituent un moyen simple et fiable de mesurer l'évolution (négative ou positive) de la mise en œuvre du PCAET. L'ensemble de ces indicateurs constitue un tableau de bord permettant de guider l'action sur plusieurs années.

Complémentaire, le tableau ci-après présente les indicateurs retenus pour leur pertinence par rapport aux principaux enjeux environnementaux du territoire dans le cadre de l'évaluation environnementale du PCAET. Pour chaque indicateur, il est précisé sa périodicité d'actualisation, ainsi que la source pour obtenir la donnée.

Les indicateurs concernent les enjeux principaux du PCAET, pour lesquels des points de vigilance notables ont été relevés.

Certains sont des indicateurs de suivi de la mise en œuvre ou de l'efficacité de la mesure d'évitement ou de réduction de l'impact, d'autre sont des mesures d'état de l'environnement, au regard des actions du PCAET.

A noter que ces indicateurs pourront être adaptés et mis à jour en fonction des informations dont peut disposer la CCPCP.

La collecte des informations et l'édition des tableaux d'indicateurs sont réalisées par les services de la CCPCP, sur la base des données collectées pour l'essentiel lors de la réalisation des actions du PCAET ou auprès des partenaires conduisant ces actions.

Les résultats sont présentés au comité de pilotage du PCAET lors de sa réunion annuelle.

THEMATIQUE	POINTS IMPORTANTS	INDICATEURS	FREQUENCE	ETAT INITIAL DONNEES 2019	SOURCE
Ressources du sol et du sous-sol	Artificialisation des sols	■ Surfaces artificialisées résultant des emprises nouvelles des projets de développement des énergies renouvelables (parcs photovoltaïque, par exemple)	1 fois par an, pour les projets autorisés ou validés	0	CCPCP
		■ Surface de pistes cyclables ou autres aménagements liés aux mobilités actives ou aux transports en commun, développées sur des terres naturelles ou agricoles		0	
		■ Superficie artificialisée par habitant	3 ans	591 m ² /hab. cf.§6.3.1	
		■ Analyse cartographique s'appuyant sur l'outil MOS développé à l'échelle du Pays de Brest (Ener'gence, Adeupa)	Lors de la mise à jour de l'outil	CCPCP avec ADEUPA	
Ressource en eau et gestion	Qualité des eaux	■ Etat d'avancement du schéma directeur d'eau potable ■ Etat d'avancement du schéma directeur d'assainissement	1 fois par an	Pas commencé Pas commencé	CCPCP
Milieux naturels et biodiversité	Préservation des espaces naturels	■ Nombre de plan de gestion du bocage réalisés par les communes et par les exploitants agricoles ou autre.	1 fois par an	0	CCPCP (collecte des plans de gestion et réalisation la cartographie)
		■ Linéaire de bocage concerné par les plans de gestion		0	
		■ Evolution du linéaire bocager, sur la base de l'état initial réalisé pour le PLUiH ■ Evolution de la superficie des milieux séquestrant du carbone cartographiés	Tous les 3 ans	2713 km (IGN Cf Figure 20 : linéaires bocager) Cartographie en cours	
	Préservation des espèces sensibles	■ Nombre de gîtes de chiroptères recensés ■ Nombre de gîtes de chiroptères préservés ou compensés ■ Présence d'inventaires faune flore au niveau des projets de développement de production d'énergie renouvelable	1 fois par an	0 0 0	CCPCP via la plateforme de rénovation de l'habitat + données du GMB (Groupe Mammalogique Breton)

THEMATIQUE	POINTS IMPORTANTS	INDICATEURS	FREQUENCE	ETAT INITIAL DONNEES 2019	SOURCE
Pollutions et nuisances	Réduction des déchets	■ Tonnages déchets de chantier valorisé	1 fois par an	0	CCPCP – Les Recycleurs Bretons
	Amélioration de la qualité de l'air	■ Evolution du trafic routier aux points de mesures permanents ■ Nombre de ménages accompagnés dans l'équipement récent d'un chauffage au bois	1 fois par an	Cf § 6.5. 0	CG29 Plateforme de rénovation de l'habitat
	Développement des mobilités alternatives	■ Linéaire de voies cyclables sécurisées sur le territoire (indicateur prévu au suivi des actions du PCAET)	Tous les 3 ans	Cartographie à réaliser	CCPCP
Risques majeurs	Exposition et gestion des risques	■ Nombre de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) mis à jour ■ Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles recensées	Tous les 3 ans	4 PCS existants 20 arrêtés	Communes DDTM 29 et CCPCP
Climat et énergie	Réduction de la dépendance du territoire aux énergies fossiles	■ Evolution de la consommation d'énergie fossile par le parc de véhicule communautaire	1 an	Voir le CTE	CCPCP Pays de Brest
	Développement des énergies renouvelables	■ Puissance d'énergie renouvelable produite sur le territoire (indicateur prévu au suivi des actions du PCAET)	1 an	130GWH	Pôle métropolitain CCPCP SDEF GRDF

PARTIE 9 : PRESENTATION DES METHODES UTILISEES POUR L'EES

Le présent chapitre vise à reprendre de manière synthétique les principes méthodologiques utilisés pour la construction de chacune des étapes de l'évaluation environnementale stratégique du PCAET de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay. De manière générale, la méthode suit les préconisations contenues dans le guide de « Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique » publié par le CEREMA en 2015.

De façon plus détaillée, les approches suivantes ont été mises en œuvre pour les différentes parties de l'évaluation environnementale.

9.1. METHODE POUR L'ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Pour chaque document concerné, nous avons rappelé les objectifs et actions ou règles susceptibles de concerner le PCAET et nous avons mis en regard les actions prévues dans le PCAET pour y répondre. Cette analyse est présentée sous la forme de tableaux pour la plupart des plans ou programmes.

D'autres documents en lien avec le PCAET ont également été intégrés à la réflexion (Plan Régional Santé Environnement, Plan de Gestion des Risques d'Inondation, Schéma Régional de Gestion Sylvicole, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne, Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

9.2. METHODE POUR LA DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'état initial de l'environnement a pour objectif d'identifier les thématiques environnementales qui permettent de décrire le territoire de la CCPCP de manière synthétique, afin de mettre en lumière les principales caractéristiques nécessaires à la compréhension des enjeux environnementaux spécifiques au PCAET.

Cette analyse s'appuie sur les états initiaux des différents documents d'urbanisme, ainsi que les derniers rapports annuels sur l'eau, l'assainissement et les déchets, etc. Certaines données provenant de ces documents de planification ont été mises à jour au besoin.

L'état initial a été établi en 2018 -2019 et mis à jour en 2021 sur quelques points ayant évolués, ou pour lesquels des données récentes étaient disponibles.

Ainsi, la description du territoire est réalisée au regard de 7 thématiques environnementales, qui sont organisées de la manière suivante :

- Ressources du sol et du sous-sol,
- Ressource en eau et gestion,
- Milieux naturels et biodiversité,
- Paysage et patrimoine,
- Pollutions et nuisances,
- Risques majeurs,
- Climat et énergie.

A noter que la thématique « Santé humaine », est traitée de manière transversale à travers les thématiques : changement climatique, pollution de l'air, nuisances.

La cartographie est réalisée sous Système d'information géographique, permettant ainsi un croisement et une analyse de données. Les cartes incluses dans ce rapport peuvent être consultées à une échelle plus précise (selon la précision de la donnée).

L'analyse des atouts / potentiels et faiblesses / vulnérabilités, ainsi que les perspectives d'évolutions ont permis de dégager les enjeux du territoire pour chacune des thématiques analysées.

Nota : Une des difficultés rencontrée est que la crise sanitaire et les élections municipales ont interrompu l'élaboration du PCAET. L'évaluation environnementale n'a pu être reprise qu'en 2021, pour préparer les ateliers avec les nouveaux élus sur le programme d'action. Une mise à jour de certaines données de l'état initial est alors apparue nécessaire.

9.3. METHODE POUR L'ANALYSE DES INCIDENCES DU PCAET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES SITES NATURA 2000 & MESURES

Le plan d'action est la colonne vertébrale du PCAET. L'objet de l'évaluation environnementale est d'identifier les actions présentant potentiellement le plus d'incidences sur l'environnement, d'identifier les enjeux environnementaux et de décrire des points de vigilance à la mise en œuvre des actions, qui auront vocation à être définies plus précisément par la suite.

Ainsi, l'analyse des incidences environnementales du programme d'actions du PCAET reste souvent d'ordre général : Les actions d'accompagnement, de soutien financier, de sensibilisation/partage de connaissances, de gouvernance, de mobilisation des habitants, etc. ne présentent pas d'incidences précises pour l'environnement. Il en est de même pour les actions ciblant la réalisation d'études (Réaliser un schéma directeur modes actifs, par exemple).

Aussi, l'incidence potentielle n'est-elle pas quantifiable et reste très générale. Elle est appréciée par un code couleur.

La présente analyse des incidences environnementales prévisibles du PCAET croisent les différentes thématiques de l'état initial de l'environnement avec les fiches actions. Elle reprend les incidences des actions programmées du PCAET pour chaque thématique environnementale, qu'elles soient positives, négatives, ou neutre. Cette analyse prend la forme d'une matrice pour laquelle un code couleur est associé à un niveau d'incidence.

Les points de vigilance et les incidences négatives potentielles renvoient à des mesures destinées à éviter, réduire ou compenser ces incidences. Les mesures proposées ont été intégrées dans le programme d'action.

Un chapitre spécifique est dédié à l'évaluation des incidences Natura 2000 a été effectuée dans le respect de l'article R 414-23 du code de l'environnement. L'analyse préliminaire menée a été proportionnée à l'importance du projet de PCAET et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 en présence.

Une description détaillée des 4 sites Natura 2000 (3 Zones Spéciales de Conservation et 1 Zone de Protection Spéciale) a été réalisée, ainsi qu'une analyse des incidences. Toutefois, la difficulté de l'analyse réside dans le fait que les actions du PCAET ne sont ni spatialisées ni géolocalisées.

9.4. METHODE POUR LES INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI

Les indicateurs de suivi et de résultat du PCAET de la CCPCP sont intégrés au plan d'action et définis pour chaque action. L'évaluation environnementale propose des indicateurs complémentaires pour le suivi des incidences du PCAET sur l'environnement. Pour chaque indicateur proposé, il est précisé la thématique environnementale concernée, l'impact suivi, l'intitulé de l'indicateur ainsi que la source pour obtenir la donnée. Ces données doivent être pertinentes mais aussi facilement compréhensibles et accessibles aux services de la CCPCP.

